



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 14 octobre 1967

Quebec, Saturday, October 14, 1967

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be assumed by the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, except when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittances must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the deadline for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on **Wednesday**, unless it is a holiday. In that event the deadline is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or any refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our invoice number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" indicates that the copy was neither of our own composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes**Armand bar inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Armand Del Vecchio, tavernier, Teresa Vumbaco, ménagère, épouse commune en biens dudit Armand Del Vecchio, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 8475, Ste-Claire, et Rita Del Vecchio, ménagère, fille majeure, 644, 44^e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, cabarets et restaurants, sous le nom de « Armand bar inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2805, Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3765-67

Les Artisanes de St-Jovite inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour d'août 1967, constituant en corporation: François Plouffe, artisan, Françoise Brabant, artisanne, épouse séparée de biens dudit François Plouffe, et

Letters Patent**Armand bar inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Del Vecchio, tavern-keeper, Teresa Vumbaco, housewife, wife common asto property of the said Armand Del Vecchio, and duly authorized by him for these presents, both of 8475 Ste-Claire, and Rita Del Vecchio, house-keeper, fille majeure, 644, 44th Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, cabarets and restaurants, under the name of "Armand bar inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2805 Masson, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

3765-67

Les Artisanes de St-Jovite inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Plouffe, craftsman, Françoise Brabant, artisan, wife separate as to property of said François Plouffe, and duly

dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 645, Ouimet, et Maurice Dury, commis-vendeur, tous trois de Saint-Jovite, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tricots, textiles, ainsi que de leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Les Artisanes de St-Jovite inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 3720-67

Association Athlétique des Employés de la Wayagamack limitée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour d'août 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Aubry, papetier, 1040, Des Bouleaux, Laurier Quessy, comptable, 1666, Denoue, Harris Desmarais, papetier, 890, Desruisseaux, Maurice Pronovost, commis, 1437, Denoue, Édouard Biron, papetier, 4340, Monseigneur de Laval, tous cinq de Trois-Rivières, Roland Roux, électricien, 13, Beauchemin, Raymond Giguère, papetier, 776, rue Berlinguette, Maurice Lemaire, électricien, 173, Loranger, et Yvon Alarie, papetier, 195A, Notre-Dame, ces quatre derniers de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier les sports de chasse et pêche, sous le nom de « Association Athlétique des Employés de la Wayagamack limitée ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$350,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 3679-67

Association des Conducteurs d'automobiles de course du Nord-Ouest Québécois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de septembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Grimard, avocat, 99, rue Tremoy, Roger Guimont, secrétaire, 87, 20^e rue, tous deux de Noranda, et Paul Denoncourt, secrétaire, 336, rue Ménard, Rouyn, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs et la récréation en encourageant des courses entre les résidents du Canada dans notre milieu, sous le nom de « Association des Constructeurs d'automobiles de course du Nord-Ouest Québécois inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 2959-67

authorized by him for the purpose of these presents, both of 645 Ouimet, and Maurice Dury, sale dealer, all three of Saint-Jovite, for the following purposes:

To deal in knitweaves, textiles, as well as their products and by-products, under the name of "Les Artisanes de St-Jovite inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3720-67

Association Athlétique des Employés de la Wayagamack limitée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvon Aubry, paper-maker, 1040 Des Bouleaux, Laurier Quessy, accountant, 1666 Denoue, Harris Desmarais, paper-maker, 890 Desruisseaux, Maurice Pronovost, clerk, 1437 Denoue, Édouard Biron, paper-maker, 4340 Monseigneur de Laval, all five of Trois-Rivières, Roland Roux, electrician, 13 Beauchemin, Raymond Giguère, paper-maker, 776 Berlinguette St., Maurice Lemaire, electrician, 173 Loranger, and Yvon Alarie, paper-maker, 195A Notre-Dame, the four latter of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To form and operate a sports club, and to promote in particular the sports of hunting and fishing, under the name of "Association Athlétique des Employés de la Wayagamack limitée".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$350,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3679-67

Association des Conducteurs d'automobiles de course du Nord-Ouest Québécois inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Normand Grimard, advocate, 99 Tremoy St., Roger Guimont, secretary, 87, 20th St., both of Noranda, and Paul Denoncourt, secretary, 336 Ménard St., Rouyn, for the following purposes:

To organize leisure-time activities and recreation by encouraging races between Canadian residents in our midst, under the name of "Association des Conducteurs d'automobiles de course du Nord-Ouest Québécois inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$75,000.

The head office of the corporation is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 2959-67

Ateliers de Reliure Marcel Beaudoin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: J.-V.-Bernard Boudrias, 1307, rue Brochu, Paul Grégoire, 3193, St-Charles, tous deux avocats, de Saint-Laurent, et Liliane Thériault, secrétaire, épouse séparée de biens de Marc Thériault, 7278, 2^e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme relieurs de livres, revues et autres objets de même genre et exercer le commerce de maroquinerie, sous le nom de « Ateliers de Reliure Marcel Beaudoin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4262, 18^e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

3744-67

Jacques Beauchemin & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour d'août 1967, constituant en corporation: Pierre Durand, 4027, Vendôme, Michel Dagenais, 383, chemin Ste-Catherine, tous deux avocats, et Ange-Boivin, secrétaire, fille majeure, 6460, Ernest-Lavigne, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller en planification de services alimentaires, sous le nom de « Jacques Beauchemin & associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4300, Jean-Talon ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

3474-67

Gaston Bédard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Gaston Bédard, commerçant, Jeannine Bazin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gaston Bédard, tous deux de 4130, Monseigneur Briand, et Stéphan Plochl, technicien, 3791, Des Hêtres, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures de bureau, accessoires, matériel et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Gaston Bédard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

3815-67

Ateliers de Reliure Marcel Beaudoin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-V.-Bernard Boudrias, 1307 Brochu St., Paul Grégoire, 3193 St-Charles, both advocates, of Saint-Laurent, and Liliane Thériault, secretary, wife separate as to property of Marc Thériault, 7278, 2nd Ave., Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as book-binders, magazine-binders and as binders of other objects of the same nature, and to act as leather-paper makers, under the name of "Ateliers de Reliure Marcel Beaudoin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4262, 18th Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3744-67

Jacques Beauchemin & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Durand, 4027 Vendôme, Michel Dagenais, 383 Ste-Catherine Road, both advocates, and Ange-Marie Boivin, secretary, fille majeure, 6460 Ernest-Lavigne, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as consultants in the planning of food services, under the name of "Jacques Beauchemin & associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4300 Jean-Talon West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3474-67

Gaston Bédard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Bédard, trader, Jeannine Bazin, housewife, wife separate as to property of the said Gaston Bédard, both of 4130 Monseigneur Briand, and Stéphan Plochl, technicien, 3791 Des Hêtres, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business dealing in office furnishings, accessories, material and hardware of all kinds, under the name of "Gaston Bédard inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3815-67

J. G. Bédard & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Jos. Bédard, commerçant, Anita Lalancette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jos. Bédard, et Claude Bédard, électricien, tous trois de 19, rue Jauffret, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles de cuir et leurs accessoires, sous le nom de « J. G. Bédard & fils ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 300 actions classe « A » de \$10 chacune, 300 actions classe « B » de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3816-67

J. G. Bédard & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jos. Bédard, trader, Anita Lalancette, housewife, wife separate as to property of the said Jos. Bédard, and Claude Bédard, electrician, all three of 19 Jauffret St., Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of footwear, leather articles and their accessories, under the name of « J. G. Bédard & fils ltée », with a total capital stock of \$10,000, divided into 300 class « A » shares of \$10 each, 300 class « B » shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3816-67

Beef 'N Bun of Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1967, constituant en corporation: William Patrick Keating, 552, rue Berwick, Mont Royal, James Edward Drody, 3468, Drummond, tous deux avocats, et Jennifer Ella Anstead, secrétaire, célibataire, 1516, ouest, avenue des Pins, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Beef 'N Bun of Montreal Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 4,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 360, ouest, rue St-Jacques, suite 1905, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 2863-67

Beef 'N Bun of Montreal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Patrick Keating, 552 Berwick Street, Mount Royal, James Edward Drody, 3468 Drummond, both advocates, and Jennifer Ella Anstead, secretary, spinster, 1516 Pine Avenue West, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of « Beef 'N Bun of Montreal Inc. », with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of the par value of \$10 each and 4,900 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 360 St. James Street West, Room 1905, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 2863-67

Béric service station ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer des garages et magasins et faire le commerce d'automobiles, camions, remorques, roulottes, autos-neige, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Béric service station ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 94, 3e avenue, Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3768-67

Béric service station ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife separate as to property of the said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, fille majeure, 7283 Berri St., Montreal, for the following purposes:

To operate and administer garages and stores, and to deal in automobiles, trucks, trailers, house-trailers, ski-doo's, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of « Béric service station ltée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 94, 3rd Ave., Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3768-67

Arthur Boisvert construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres en date du 23^e jour d'août 1967, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Léo-Paul Desrochers, commis, 1573, O'Reilly, et Nicole Racine, secrétaire, épouse séparée de biens de Yves Racine, 630, boulevard Jacques-Cartier nord, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Arthur Boisvert construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,500 actions ordinaires de \$1 chacune, 18,500 actions privilégiées « A » de \$1 chacune et en 15,000 actions privilégiées « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 285, Pope, Cookshire, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3631-67

Les Breuvages Chartier Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: J.-Laurent Chartier, embouteilleur, Gilberte Massicotte, ménagère, épouse conventionnellement séparée de biens dudit J.-Laurent Chartier, tous deux de 131, Abitibi, et Réjane Beauchemin, secrétaire, épouse conventionnellement séparée de biens de François Gervais, 441, 1^{re} avenue, tous trois de Malartic, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturiers, embouteilleurs, distributeurs ou agents vendeurs de breuvages non alcooliques, sous le nom de « Les Breuvages Chartier Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 131, rue Abitibi, Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3489-67

Callaghan-Bagshaw Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de septembre 1967, constituant en corporation: Henry Steinberg, 5730, avenue Melling, Côte Saint-Luc, Kenneth C. MacKay, 5011, chemin Mira, Montréal, tous deux avocats, Agnès M. Hanna, 1267, avenue Rolland, Verdun, et Laura E. Cobb, 4055, boulevard Décarie, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de travaux concernant l'art commercial et graphique et exercer un commerce de publicité et de réclame dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Callaghan-Bagshaw Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3777-67

Arthur Boisvert construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, lawyer, 874 Kennedy North, Léo-Paul Desrochers, clerk, 1573 O'Reilly, and Nicole Racine, secretary, wife separate as to property of Yves Racine, 630 Jacques-Cartier Boulevard North, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Arthur Boisvert construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,500 common shares of \$1 each, 18,500 preferred "A" shares of \$1 each and into 15,000 preferred "B" shares of \$1 each.

The head office of the company is at 285 Pope, Cookshire, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3631-67

Les Breuvages Chartier Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Laurent Chartier, bottler, Gilberte Massicotte, housewife, wife conventionally separate as to property of said J.-Laurent Chartier, both of 131 Abitibi, and Réjane Beauchemin, secretary, wife conventionally separate as to property of François Gervais, 441, 1st Avenue, all three of Malartic, for the following purposes:

To act as manufacturers, bottlers, distributors or sales agents for non alcoholic beverages, under the name of "Les Breuvages Chartier Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 131 Abitibi Street, Malartic, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3489-67

Callaghan-Bagshaw Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry Steinberg, 5730 Melling Avenue, Côte Saint-Luc, Kenneth C. MacKay, 5011 Mira Road, Montreal, both advocates, Agnès M. Hanna, 1267 Rolland Avenue, Verdun, and Laura E. Cobb, 4055 Décarie Boulevard, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in commercial art and graphic art and to carry on a general advertising and publicity business in all its branches, under the name of "Callaghan-Bagshaw Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 3777-67

Chabot Machine Work & Foundry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Françoise Fouquet, secrétaire, fille majeure, 1011, McManamy, et Nicole Racine, secrétaire, épouse séparée de biens de Yves Racine, 630, boulevard Jacques-Cartier nord, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer tous les pouvoirs nécessaires à l'opération d'une boutique d'usinage (machine shop) et d'une fonderie, sous le nom de « Chabot Machine Work & Foundry Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dunham, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3763-67

D. & P. Charron Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Denis Charron, entrepreneur, Liette Beaudin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Denis Charron, tous deux de 40, boulevard Desjardins ouest, et Yvon Charron, entrepreneur, 7, rue Rouen, tous trois de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « D. & P. Charron Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8B, rue Lonnergan, Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3729-67

La Châtelaine du Lac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Dr Clément Richer, médecin, 6575, rue Lemay, Jacques Malboeuf, biologiste, 8250, rue Châteauneuf, et Jean Lachance, secrétaire, 50, boulevard Parizeau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « La Châtelaine du Lac inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Stukeley-Sud, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3667-67

The Cheese Port Inc.

Le Port du Fromage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Chabot Machine Work & Foundry Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy North, Françoise Fouquet, secretary, fille majeure, 1011 McManamy, and Nicole Racine, secretary, wife separate as to property of Yves Racine, 630 Jacques-Cartier Boulevard, North, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on all the powers necessary for the operation of a machine Shop and a foundry, under the name of "Chabot Machine Work & Foundry Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Dunham, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3763-67

D. & P. Charron Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Charron, contractor, Liette Beaudin, housewife, wife separate as to property of said Denis Charron, both of 40 Desjardins Boulevard, West, and Yvon Charron, contractor, 7 Rouen Street, all three of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To deal in all wares and goods made in whole or in part of metal or wood, under the name of "D. & P. Charron Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8B, Lonnergan Street, Sainte-Thérèse-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3729-67

La Châtelaine du Lac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dr. Clément Richer, doctor, 6575 Lemay Street, Jacques Malboeuf, biologist, 8250 Châteauneuf Street, and Jean Lachance, secretary, 50 Parizeau Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "La Châtelaine du Lac inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Stukeley-South, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3667-67

The Cheese Port Inc.

Le Port du Fromage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued

patentes, en date du 31^e jour d'août 1967, constituant en corporation: John Ralph Hannan, 125, avenue Balfour, Jerome Christopher Smyth, 64, Roselawn Crescent, tous deux de Mont Royal, et Pierre Boudreault, 5598, avenue Woodbury, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de fromage, produits laitiers et produits alimentaires de toute sorte et de toute description, sous le nom de « The Cheese Port Inc. — Le Port du Fromage inc. », avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525

3713-67

Cie d'importation de chaussures Trevi Itée Trevi Shoe Importing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Fernand Beauregard 6437, boulevard Pie IX, Montréal, Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont-Royal, tous deux avocats, et Nicole Charron, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Guy Charron, 5132, rue Rimbaud, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Cie d'importation de chaussures Trevi Itée — Trevi Shoe Importing Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3684-67

Claude auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de septembre 1967, constituant en corporation: Claude Benoit, vendeur, Marthe Desjardins, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Benoit, tous deux de 51, rue Parent, Claude Gauthier, vendeur, et Isabelle Morin, ménagère, épouse commune en biens dudit Claude Gauthier, ces deux derniers de 84, rue du Parc, tous quatre de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules à moteur, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Claude auto inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3734-67

Le Club automobile de St-Hyacinthe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour d'août 1967,

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Ralph Hannan, 125 Balfour Avenue, Jerome Christopher Smyth, 64 Roselawn Crescent, both of Mount Royal, and Pierre Boudreault, 5598 Woodbury Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in cheeses, dairy products and food products of all classes and descriptions, under the name of "The Cheese Port Inc. — Le Port du Fromage inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525-0

3713-67

Cie d'importation de chaussures Trevi Itée Trevi Shoe Importing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Blvd., Montreal, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount-Royal, both advocates, and Nicole Charron, secretary, wife contractually separate as to property of Guy Charron, 5132 Rimbaud St., Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business dealing in and repairing shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Cie d'importation de chaussures Trevi Itée — Trevi Shoe Importing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3684-67

Claude auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Benoit, salesman, Marthe Desjardins, housewife, wife separate as to property of said Claude Benoit, both of 51 Parent Street, Claude Gauthier, salesman, and Isabelle Morin, housewife, wife common as to property of said Claude Gauthier, the latter two of 84 du Parc Street, all four of Mont-Laurier, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in motor vehicles, machines and all their accessories and parts, under the name of "Claude auto inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3734-67

Le Club automobile de St-Hyacinthe inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to

constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Chicoine, gérant, Sainte-Rosalie, Guy Durocher, agent d'assurances, 4385, rue Frontenac, Douville, et Jacques Grenier, gérant de bureau, 325, rue Hébert, La Providence, pour les objets suivants:

Grouper les personnes domiciliées et résidant à Saint-Hyacinthe et ses environs, désireuses de promouvoir la pratique du sport automobile et autres véhicules motorisés, sous le nom de « Le Club automobile de St-Hyacinthe inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est 800, rue Turcot, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3591-67

Le Club de Curling de Price inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Ls-Gérard Bélanger, mécanicien, Royal Bourdages, camionneur, Ls-Philippe Pineau, R.-L. Émond, Cam. Lemieux, tous trois commis, Philippe Pinault, limeur, Albert Lagacé, André Desrosiers, tous deux marchands, Gérard-M. Lévesque, menuisier, Jean-B. Lévesque, journaliste, Albert Dupont, scieur, Léon Gaudreault, professeur, Gisèle St-Laurent, serveuse, fille majeure, Thésèse Lagacé, commis, fille majeure, tous quatorze de Price, Robert Smith, professeur de golf, Métis-sur-Mer, William P. Turriff, journaliste, Grand-Métis, et Jean-Guy Fortin, vendeur, Mont-Joli, pour les objets suivants:

Former et opérer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de curling, sous le nom de « Le Club de Curling de Price inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Price, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3750-67

Coaticook Couture inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1967, constituant en corporation: Bertrand Morin, camionneur, Benamine Lemire, ménagère, épouse dudit Bertrand Morin, tous deux de Stanhope, et Colette Morin, ménagère, épouse de Jacques St-Cyr, Coaticook, pour les objets suivants:

Faire le commerce et toutes les autres opérations se rapportant aux tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de même que de tous leurs produits, sous le nom de « Coaticook Couture inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3567-67

incorporate a corporation without share capital: Gerald Chicoine, manager, Saint-Rosalie, Guy Durocher, insurance agent, 4385 Frontenac St., Douville, and Jacques Grenier, office manager, 325 Hébert St., La Providence, for the following purposes:

To group together the persons living and residing in Saint-Hyacinthe and district, and who wish to promote the practice of the sport of automobiles and other motorized vehicles, under the name of "Le Club automobile de St-Hyacinthe inc."

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at 800 Turcot St., Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3591-67

Le Club de Curling de Price inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ls-Gérard Bélanger, mechanic, Royal Bourdages, trucker, Ls-Philippe Pineau, R.-L. Émond, Cam. Lemieux, all three clerks, Philippe Pinault, filer, Albert Lagacé, André Desrosiers, both traders, Gérard-M. Lévesque, carpenter, Jean-B. Lévesque, labourer, Albert Dupont, sawyer, Léon Gaudreault, professor, Gisèle St-Laurent, waitress, fille majeure, Thésèse Lagacé, clerk, fille majeure, all fourteen of Price, Robert Smith, golf professor, Métis-sur-Mer, William P. Turriff, labourer, Grand-Métis, and Jean-Guy Fortin, salesman, Mont-Joli, for the following purposes:

To from and operate a sports club and to promote curling in particular, under the name of "Le Club de Curling de Price inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Price, judicial district of Rimouski.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3750-67

Coaticook Couture inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bertrand Morin, trucker, Benamine Lemire, housewife, wife of said Bertrand Morin, both of Stanhope, and Colette Morin, housewife, wife of Jacques St-Cyr, Coaticook, for the following purposes:

To carry on the business and all the other operations pertaining to fabrics of all kinds, natural or synthetic, and all their products, under the name of "Coaticook Couture inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Coaticook, judicial district of Saint-François.

Assistant Secretary of the Province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3567-67

Coges inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, rue Champagnieur, Outremont, Jean Richard, 20, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Micheline Corbeil, avocate, fille majeure, 2540, chemin Côte Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Coges inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 90,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3794-67

Comité des loisirs de Grande-Entrée, I.M.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de septembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Chevarie, pêcheur, Antoine Richard, contremaitre, et Jean-Guy Richard, agent de pêcheries, tous trois de Grande-Entrée, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs de Grande-Entrée, I. M. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Grande-Entrée, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3219-67

Cotner Office Supply Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, avenue Fulton, Anne Neaman, 4825, Maplewood, tous deux de Montréal, et Jo Ann Israel, 3606, The Boulevard, Westmount, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et d'accessoires de bureau, sous le nom de « Cotner Office Supply Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3793-67

Cours de la Verendrye incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: André-C. Lemaire, conseiller commercial, 2060, rue MacKay, Marc

Coges inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagnieur Street, Outremont, Jean Rivard, 20 Côte Vertu Place, Saint-Laurent, both advocates, and Micheline Corbeil, advocate, fille majeure, 2540 Côte Ste-Catherine Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Coges inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 90,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3794-67

Comité des loisirs de Grande-Entrée, I.M.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Chevarie, fisherman, Antoine Richard, foreman, and Jean-Guy Richard, fisheries agent, all three of Grande-Entrée, for the following purposes:

To establish and operate a recreational center, under the name of "Comité des loisirs de Grande-Entrée, I. M."

To amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Grande-Entrée, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3219-67

Cotner Office Supply Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, attorney, 4725 Fulton Avenue, Anne Neaman, 4825 Maplewood, both of Montreal, and Jo Ann Israel, 3606 The Boulevard, Westmount, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in office furniture and supplies, under the name of "Cotner Office Supply Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 3793-67

Cours de la Verendrye incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André-C. Lemaire, commercial counsellor, 2060 MacKay Street, Marc LeBlanc,

LeBlanc, 4976, Earncliffe, et Jean Biron, 3500, Ridgewood, app. 201, ces deux derniers avocats, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les activités d'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel, sous le nom de « Cours de la Verendrye incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1310-66

Creative Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1967, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, 47, Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754, rue Lockwood, tous deux avocats, Avrum Orenstein, étudiant en droit, 4725, rue Bourret, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, avenue Forest Hill, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Creative Construction Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 34,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3578-67

Raymond Desmarais Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Jean-Claude Fiset, comptable, 280, des Bouleaux ouest, Sylvio LeBlanc, comptable agréé, 2965, 1re avenue, tous deux de Québec, et Raymond Desmarais, entrepreneur en plomberie, 6585, Place d'Avignon, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en électricité, sous le nom de « Raymond Desmarais Itée », avec un capital total de \$60,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6585, Place d'Avignon, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3745-67

Destino-Abbey, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgell, Westmount, Harold Dermer, 47, White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, 5748, Eldrid-

4976 Earncliffe, and Jean Biron, 3500 Ridge wood, Apt. 201, the latter two lawyers, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry out kindergarten, primary, secondary and professional teaching activities, under the name of "Cours de la Verendrye incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1310-66

Creative Construction Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, Jason Ruby, 47 Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754 Lockwood Street, both advocates, Avrum Orenstein, law-student, 4725 Bourret Street, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Creative Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each and 34,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 3578-67

Raymond Desmarais Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Fiset, accountant, 280 des Bouleaux West, Sylvio LeBlanc, chartered accountant, 2965, 1st Ave., both of Quebec, and Raymond Desmarais, plumbing contractor, 6585, Place d'Avignon, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and electrical contractors, under the name of "Raymond Desmarais Itée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6585 Place d'Avignon, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3745-67

Destino-Abbey, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgell Road, Westmount, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, Norman May, 5748 Eldridge, Côte Saint-

ge, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, 942, Pothier, Brossard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de bijoux et d'articles de bijouterie, cadeaux et articles pour cadeaux, marchandise en cuir, papeterie et articles et accessoires de papeterie, pipes et accessoires de fumeurs, sous le nom de « Destino-Abbey, Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6666, rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525

3792-67

Les Entreprises Tillemont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont-Royal, tous deux avocats, et Nicole Charron, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Charron, 5132, rue Rimbaud, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les Entreprises Tillemont inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

3683-67

Four Seasons Development Inc. Développement Quatre Saisons inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Sorel Hertzog, administrateur, Leila Lomonosof, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sorel Hertzog, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 1196, Shorecrest, Laval, et Freida Alterescu, ménagère, épouse séparée de biens de Jacob Hertzog, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 2865, Place Darlington, app. 12, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Four Seasons Development Inc. — Développement Quatre Saisons inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions catégorie « A » de \$1 chacune, 10,000 actions catégorie « B » de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1196, Shorecrest, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525

3699-67

Luc, both advocates, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, 942 Pothier, Brossard, for the following purposes:

To deal in all kinds of jewellery and jewellery items, gifts and gift items, leather goods, stationery and stationery items and supplies, pipes and smoking supplies, under the name of "Destino-Abbey, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 6666 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o

3792-67

Les Entreprises Tillemont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Blvd., Montreal, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount-Royal, both advocates, and Nicole Charron, secretary, wife separate as to property of Guy Charron, 5132 Rimbaud St., Saint-Léonard, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les Entreprises Tillemont inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

3683-67

Four Seasons Development Inc. Développement Quatre Saisons inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sorel Hertzog, executive, Leila Lomonosof, housewife, wife separate as to property of the said Sorel Hertzog, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 1196 Shorecrest, Laval, and Freida Alterescu, housewife, wife separate as to property of Jacob Hertzog, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 2865 Darlington Place, Apt. 12, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment company, under the name of "Four Seasons Development Inc. — Développement Quatre Saisons inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class "A" shares of \$1 each, 10,000 class "B" shares of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 10,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1196 Shorecrest, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o

3699-67

Furlong Pontiac-Buick Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1967, constituant en corporation: Huguette Ouellet, 1450, Verendrye, Micheline Durand, 315, 9e rue, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1405, avenue Charles, Sillery, toutes trois secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Agir comme garagistes et exercer le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires et pièces, sous le nom de « Furlong Pontiac-Buick Inc. », avec un capital total de \$110,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3580-67

Furlong Pontiac-Buick Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province incorporating: Huguette Ouellet, 1450 Verendrye, Micheline Durand, 315, 9th Street, both of Quebec, and Louise Bouchard, 1405 Charles Avenue, Sillery, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts, under the name of "Furlong Pontiac-Buick Inc.", with a total capital stock of \$110,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 100,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 3580-67

Gennari construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Edith Graf, 3601, Ste-Famille, Lucienne Bodenmann, 3421, Drummond, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Giovanni Gennari, entrepreneur, 9284, Esplanade, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Gennari construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3822-67

Gennari construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edith Graf, 3601 Ste-Famille, Lucienne Bodenmann, 3421 Drummond, both secretaries, filles majeures, and Giovanni Gennari, contractor, 9284 Esplanade, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Gennari construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3822-67

Global Broadloom Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Morris Boxenbaum, marchand, Judith Boxenbaum, ménagère, épouse séparée de biens dudit Morris Boxenbaum, tous deux de 1044, Shorecrest, Laval, Ralph Katz, marchand, et Rhonda Katz, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ralph Katz, ces deux derniers de 2865, Place Darlington, app. 10, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tapis, carpettes, draperies et textile de toutes sortes, sous le nom de « Global Broadloom Industries Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3837-67

Global Broadloom Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Boxenbaum, merchant, Judith Boxenbaum, housewife, wife separate as to property of the said Morris Boxenbaum, both of 1044 Shorecrest, Laval, Ralph Katz, merchant, and Rhonda Katz, housewife, wife separate as to property of the said Ralph Katz, the latter two of 2865 Darlington Place, Apt. 10, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in carpets, rugs, drapes and textiles of all kinds, under the name of "Global Broadloom Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 3837-67

La Jeune Chambre de Chicoutimi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de septembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Larouche, avocat, 760, chemin Sydenham, Jean-Eudes Lajoie, entrepreneur, 232, rue Tessier, tous deux de Chicoutimi, et Jean-Charles Thériault, représentant, 8, rue Perron, Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et culturels de ses membres, sous le nom de « La Jeune Chambre de Chicoutimi inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

2265-67

La Jeune Chambre de Chicoutimi inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Claude Larouche, advocate, 760 Sydenham Road, Jean-Eudes Lajoie, contractor, 232 Tessier St., both of Chicoutimi, and Jean-Charles Thériault, representative, 8 Perron St., Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the economic, social and cultural interests of its members, under the name of "La Jeune Chambre de Chicoutimi inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

2265-67

Jute de Marieville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: J.-Jacques Croteau, Pierre Larue et Maurice Hamel, tous trois avocats, de 942, rue Sherbrooke est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et toutes les opérations se rapportant aux tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, de même que tous leurs produits, sous le nom de « Jute de Marieville inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,600 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, Henri-Bourassa, Marieville, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

3932-67

Jute de Marieville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Jacques Croteau, Pierre Larue and Maurice Hamel, all three lawyers, of 942 Sherbrooke Street East, Montreal, for the following purposes:

To deal in and carry on all operations relative to wovens of all kinds, natural or synthetics, as well as all their products, under the name of "Jute de Marieville inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 1,600 preferred shares of \$25 each.

The head office of the company is at 2 Henri-Bourassa, Marieville, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

3932-67

« La Casa » Restaurants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour d'août 1967, constituant en corporation: Harold Ashenmil, avocat, 5911, Dolbeau, Martin Green, commis en Loi, 2750, Kent, tous deux de Montréal, Julian Kotler, 5806, Hudson, et Stanley R. Shuster, 5526, Ashdale, ces deux derniers avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « La Casa » Restaurants Ltd., avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525

3727-67

« La Casa » Restaurants Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold Ashenmil, advocate, 5911 Dolbeau, Martin Green, law clerk, 2750 Kent, both of Montreal, Julian Kotler, 5806 Hudson, and Stanley R. Shuster, 5526 Ashdale, the latter two advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "« La Casa » Restaurants Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o

3727-67

Librairie Michel Beaulieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Michel Beaulieu, éditeur, 2841, rue Maplewood, app. 6, André Bohémier, libraire, 2785, rue Maplewood, app. 33, et Gaston Miron, poète, 4451, rue St-André, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, éditeurs, imprimeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « Librairie Michel Beaulieu inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 3433-67

**Kirkman Marshall of Canada Limited
Kirkman Marshall du Canada limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'août 1967, constituant en corporation: Robert Alexander Hope, 562, Grosvenor, Westmount, Richard John Forrest Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, tous deux avocats, et George Anthony Allison, avocat et conseil en loi de la Reine, 1532, Summerhill, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises, articles, produits et effets de toutes sortes et descriptions, en faire le commerce sous le nom de « Kirkman Marshall of Canada Limited — Kirkman Marshall du Canada limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3322-67

Monaco Woodwork Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Gaston Tardif, comptable, Louise Leclerc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gaston Tardif, tous deux de 32A, Alice, et Gaston Haroon, bijoutier, 250, Olivier, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, du bois, métal ou autres matériaux et de toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Monaco Woodwork Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie à Chesterville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 3587-67

Librairie Michel Beaulieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Beaulieu, editor, 2841 Maplewood Street, Apt. 6, André Bohémier, bookseller, 2785 Maplewood Street, Apt. 33, and Gaston Miron, poet, 4451 St-André Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as booksellers, editors, printers, engravers and bookbinders, under the name of "Librairie Michel Beaulieu inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3433-67

**Kirkman Marshall of Canada Limited
Kirkman Marshall du Canada limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Alexander Hope, 562 Grosvenor, Westmount, Richard John Forrest Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, both advocates, and George Anthony Allison, advocate and Queen's Counsel, 1532 Summerhill, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, products and merchandise of every kind and description, under the name of "Kirkman Marshall of Canada Limited — Kirkman Marshall du Canada limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-0 3322-67

Monaco Woodwork Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Tardif, accountant, Louise Leclerc, housewife, wife contractually separate as to property of said Gaston Tardif, both of 32A Alice, and Gaston Haroon, jeweller, 250 Olivier, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, novelties, furniture, hardware, wood, metal or other material and all kinds of specialties related thereto, under the name of "Monaco Woodwork Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Chesterville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3587-67

Motel Idéal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de septembre 1967, constituant en corporation: Hector Pépin, vendeur de valeurs mobilières, Solange Pépin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hector Pépin, tous deux de 1462, 7^e Avenue, Pointe-aux-Trembles, et Clément Pépin, vendeur de valeurs mobilières, 1629, Liébert, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des motels, hôtels, restaurants, cafés, salles, chalets et kiosques, sous le nom de « Motel Idéal inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$2 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 379, boulevard Curé Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3550-67

Jean Normandin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Jean Normandin, électricien, Denise Pilon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Normandin, tous deux de 459, Limoilou, et Claude Normandin, électricien, 226, Roussillon, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Jean Normandin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 459, Limoilou, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3041-67

Normand Parent & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Normand Parent, marchand, Marie-Ange Roy, ménagère, épouse dudit Normand Parent, et Charles-Henri Parent, comptable, tous trois de Saint-Zacharie, pour les objets suivants:

Faire le commerce et toutes les autres opérations se rapportant aux tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques, sous le nom de « Normand Parent & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Zacharie, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3623-67

Peppino inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de septembre 1967,

Motel Idéal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hector Pépin, bond dealer, Solange Pépin, housewife, wife separate of said Hector Pépin, both of 1462, 7th Avenue, Pointe-aux-Trembles, and Clément Pépin, bond dealer, 1629 Liébert, Montreal, for the following purposes:

To operate one or several motels, hotels, restaurants, cafés, halls, cottages, kiosks, under the name of "Motel Idéal inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$2 each and 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 379, Curé Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3550-67

Jean Normandin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Normandin, electrician, Denise Pilon, housewife, wife separate as to property of the said Jean Normandin, both of 459 Limoilou, and Claude Normandin, electrician, 226 Roussillon, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in all kinds of electrical apparatus and accessories, under the name of "Jean Normandin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 459 Limoilou, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3041-67

Normand Parent & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Parent, trader, Marie-Ange Roy, housewife, wife of said Normand Parent, and Charles-Henri Parent, accountant, all three of Saint-Zacharie, for the following purposes:

To deal in and carry on all other operations relative to wovens of all kinds, natural or synthetics, under the name of "Normand Parent & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Zacharie, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3623-67

Peppino inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont-Royal, tous deux avocats, et Nicole Charron, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Guy Charron, 5132, rue Rimbaud, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Peppino inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

3685-67

Derek Rabinovitch Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 5615, Pinedale, Côte Saint-Luc, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Oscar Respitz, avocat, 4945, Glencairn, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme artistes commerciaux et agents dans tous genres et descriptions de publicité, sous le nom de « Derek Rabinovitch Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525

3724-67

**Star Office Supplies Inc.
Fournitures de bureau Étoile inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Yaacov Grinspan, 4831, MacKenzie, André Galambos, tous deux marchands, et Katarina Leventhal, ménagère, épouse de feu Miklos Frank, ces deux derniers de 4205, Bourret, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fournitures de bureau, équipement et accessoires, sous le nom de « Star Office Supplies Inc.—Fournitures de bureau Étoile inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 404, ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525

3700-67

Topaze Restaurant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Robert Pigeon, 11250, Ste-Julie, Montréal-Est, Jacques Clément, 3508, Marcell, Montréal, et André Villeneuve, 780, boulevard Houde, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

incorporating: Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount Royal, both lawyers and Nicole Charron, secretary, wife contractually separate as to property of Guy Charron, 5132 Rimbaud Street, Saint-Leonard, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Peppino inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3685-67

Derek Rabinovitch Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max Sidney Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, 5615 Pinedale, Côte Saint-Luc, both advocates and Queen's Counsels, and Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of commercial artists and advertising of every kind and description, under the name of "Derek Rabinovitch Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525-o

3724-67

**Star Office Supplies Inc.
Fournitures de bureau Étoile inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yaacov Grinspan, 4831 Mackenzie, Andre Galambos, both merchants, and Katarina Leventhal, housewife, widow of the late Miklos Frank, the latter two of 4205 Bourret, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in office furniture, equipment and supplies, under the name of "Star Office Supplies Inc.—Fournitures de bureau Étoile inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 404 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525-o

3700-67

Topaze Restaurant inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Pigeon, 11250 Ste-Julie, Montreal-East, Jacques Clément, 3508 Marcell, Montreal, and André Villeneuve, 780 Houde Boulevard, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Topaze Restaurant inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3732-67

Trois-Rivières Automat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Gilles Picard, 2909, boulevard des Forges, Lionel Fortin, 1110, rue Lévis, tous deux gérants, et Emmanuel Griffin, commerçant, 1967, rue Victoria, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de distributeurs automatiques de toutes sortes, sous le nom de « Trois-Rivières Automat Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

3814-67

Ulbantum Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Nathaniel H. Salomon, 95, chemin Dufferin, Bernard Reis, 213, chemin Finchley, tous deux de Hampstead, et Robert S. Litvack, 590, avenue Stanstead, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Conduire et exercer un commerce de dessinateurs et artisans, sous le nom de « Ulbantum Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7400, ouest, rue Sherbrooke, suite 107, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525

3748-67

Verrerie Ahuntsic Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Paul Dufort, gérant, Nicole Racette, institutrice, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Dufort, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 327, rue St-Eustache, Saint-Eustache, Jean-Paul Barbeau, comptable, et Patricia Westhead, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Barbeau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 7186, 19^e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Topaze Restaurant inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3732-67

Trois-Rivières Automat Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Picard, 2909 des Forges Boulevard, Lionel Fortin, 1110 Lévis Street, both managers, and Emmanuel Griffin, merchant, 1967 Victoria Street, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of vending machines of all kinds, under the name of "Trois-Rivières Automat Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3814-67

Ulbantum Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nathaniel H. Salomon, 95 Dufferin Road, Bernard Reis, 213 Finchley Road, both of Hampstead, and Robert S. Litvack, 590 Stanstead Avenue, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of designers and draftsmen, under the name of "Ulbantum Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 36,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 7400 Sherbrooke Street West, Suite 107, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525-0

3748-67

Verrerie Ahuntsic Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Dufort, manager, Nicole Racette, teacher, wife contractually separate as to property of the said Paul Dufort, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 327 St-Eustache Street, Saint-Eustache, Jean-Paul Barbeau, accountant, and Patricia Westhead, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Barbeau, and duly authorized by him for the purpose of these presents, the latter two of 7186, 19th Avenue, Saint-Michel, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Verrerie Ahuntsic Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8577, 10e avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

3761-67

To manufacture and deal in glass and all its products and by-products, under the name of "Verrerie Ahuntsic Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8577, 10th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

3761-67

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Amyot Automobiles Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de septembre 1967, à la compagnie « Continental Garage Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de février 1966, changeant son nom en celui de « Amyot Automobiles Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

534-66 — 1387/60

Amyot Automobiles Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Continental Garage Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 8th day of February, 1966, changing its name to that of "Amyot Automobiles Itée".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

534-66 — 1387/60

Associated Paper Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de septembre 1967, à la compagnie « Associated Paper Mills Ltd. », diminuant son capital de \$220,000 à \$40,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,800 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525

2820-38 — 1386/128

Associated Paper Mills Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Associated Paper Mills Ltd.", reducing its capital from \$220,000 to \$40,000 the capital stock annulled being divided into 1,800 class "B" shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525-o

2820-38 — 1386/128

Association des Dames Auxiliaires de l'Hôpital des Laurentides

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'août 1967, à l'Association des Dames Auxiliaires de l'Hôpital des Laurentides, modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

4834-65 — 1386/73

Association des Dames Auxiliaires de l'Hôpital des Laurentides

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Association des Dames Auxiliaires de l'Hôpital des Laurentides", amending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

4834-65 — 1386/73

L'Association des Gérants des Caisses d'Économie du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de septembre 1967, à « L'Association des Gérants et Assistants-Gérants des Caisses d'Économie et de Crédit du Québec », constituée en corporation par lettres patentes du 24e jour de mars 1966, changeant son nom en celui de « L'Association des Gérants des Caisses d'Économie du Québec ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

1260-66 — 1387/22

L'Association des Gérants des Caisses d'Économie du Québec

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "L'Association des Gérants et Assistants-Gérants des Caisses d'Économie et de Crédit du Québec", incorporated by letters patent dated the 24th day of March, 1966, changing its name to that of "L'Association des Gérants des Caisses d'Économie du Québec".

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

1260-66 — 1387/22

Bernab Cleaners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour d'août 1967, à la compagnie « A & B Cleaners Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 1^{er} jour de février 1967, changeant son nom en celui de « Bernab Cleaners Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525

451-67 — 1386/43

Business Forms Unlimited Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28^e jour d'août 1967, à la compagnie « Business Forms (International) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 17^e jour de mars 1965, changeant son nom en celui de « Business Forms Unlimited Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525

1092-65 — 1386/44

Camero Building Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7^e jour de septembre 1967, à la compagnie « Camero Building Corp. », 1^o convertissant ses 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 2^o convertissant ses 90 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune en 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3^o convertissant ses 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525

2345-67 — 1387/20

Caravelle Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1^{er} jour de septembre 1967, à la compagnie « Caravelle Investments Inc. », augmentant son capital de \$10,000 à \$1,060,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525

13470-61 — 1386/108

Carrefour Masculin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6^e jour de septembre 1967, à la compagnie « Giroux et Duval inc. », constituée par lettres patentes en date du 4^e jour de mai 1966, changeant son nom en celui de « Carrefour Masculin inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

1875-66 — 1386/129

Bernab Cleaners Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "A & B Cleaners Ltd.", incorporated by letters patent dated the 1st day of February, 1967, changing its name to that of "Bernab Cleaners Ltd."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525-o

451-67 — 1386/43

Business Forms Unlimited Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Business Forms (International) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 17th day of March, 1965, changing its name to that of "Business Forms Unlimited Inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525-o

1092-65 — 1386/44

Camero Building Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Camero Building Corp.", 1. converting its 100 common shares of the par value of \$100 each into 1,000 class "A" preferred shares of the par value of \$10 each; 2. converting its 90 common shares of the par value of \$100 each and 100 preferred shares of the par value of \$10 each into 1,000 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each; 3. converting its 200 common shares of the par value of \$100 each into 2,000 common shares of the par value of \$10 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525-o

2345-67 — 1387/20

Caravelle Investments Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Caravelle Investments Inc.", increasing its capital from \$10,000 to \$1,060,000, the additional capital stock being divided into 10,500 preferred shares of the par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525-o

13470-61 — 1386/108

Carrefour Masculin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Giroux et Duval inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of May, 1966, changing its name to that of "Carrefour Masculin inc."

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525

1875-66 — 1386/120

W. H. Chevrier Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour d'août 1967, à la compagnie « Ferrée-Chevrier Itée », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de juin 1964, changeant son nom en celui de « W. H. Chevrier Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 2587-64 — 1386/45

Club Optimiste

Pointe-aux-Trembles-Montréal-Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de septembre 1967, à la corporation « Club Optimiste Pointe-aux-Trembles inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 28e jour de février 1967, changeant son nom en celui de « Club Optimiste Pointe-aux-Trembles-Montréal-Est inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 241-67 — 1387/26

**La Compagnie de Boeuf
de l'Ouest Régina limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de septembre 1967, à « La Compagnie de Boeuf de l'Ouest Régina limitée », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1530-67 — 1386/130

**La Compagnie des Produits Jito limitée
The Jito Products Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour d'août 1967, « La Compagnie des Produits Jito limitée — The Jito Products Company Limited », augmentant son capital de \$80,000 à \$1,080,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1655-35 — 1386/8

Bert Daykin & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de septembre 1967, à la compagnie « Daykin, Wallace & Associates Limited », constituée par lettres patentes en date du 10e jour d'août 1966, changeant son nom en celui de « Bert Daykin & Associates Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3275-66 — 1387/29

W. H. Chevrier Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ferrée-Chevrier Itée", incorporated by letters patent dated the 5th day of June, 1964, changing its name to that of "W. H. Chevrier Itée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 2587-64 — 1386/45

Club Optimiste

Pointe-aux-Trembles-Montréal-Est inc.

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 6th day of September, 1967 to "Club Optimiste Pointe-aux-Trembles inc.", incorporated by letters patent dated the 28th day of February 1967, changing its name into that of "Club Optimiste Pointe-aux-Trembles-Montréal-Est inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 241-67 — 1387/26

**La Compagnie de Boeuf
de l'Ouest Régina limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Compagnie de Boeuf de l'Ouest Régina limitée", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1530-67 — 1386/130

**La Compagnie des Produits Jito limitée
The Jito Products Company Limited**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Compagnie des Produits Jito limitée — The Jito Products Company Limited", increasing its capital stock from \$80,000 to \$1,080,000, the additional share capital being divided into 10,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1655-35 — 1386/8

Bert Daykin & Associates Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Daykin, Wallace & Associates Limited", incorporated by letters patent dated the 10th day of August, 1966, changing its name to that of "Bert Daykin & Associates Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 3275-66 — 1387/29

Domus '67 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13^e jour de septembre 1967, à la compagnie « Syndicat des Galeries du Meuble inc.—Syndicate Furniture Galleries Inc. », constituée par lettres patentes en date du 11^e jour d'août 1966, changeant son nom en celui de « Domus '67 Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3300-66 — 1387/76

Doral Finance Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25^e jour d'août 1967, à la compagnie « Admiral Aluminum Sales Corp. », constituée par lettres patentes en date du 8^e jour de mai 1964, 1^o changeant son nom en celui de « Doral Finance Corp. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 2073-64 — 1385/76

J. Denis Drouin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8^e jour de septembre 1967, à la compagnie « Drouin & Tardif inc. », constituée par lettres patentes en date du 10^e jour de mars 1967, changeant son nom en celui de « J. Denis Drouin inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1057-67 — 1387/32

Les Entreprises Leroux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13^e jour de septembre 1967, à la compagnie « Leroux & Daoust inc. », constituée par lettres patentes en date du 18^e jour de mai 1965, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Leroux inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 2013-65 — 1387/77

Les Essences Gaston Ouellet Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9^e jour d'août 1967, à la compagnie « Go Stationnement Ouellet inc. », constituée par lettres patentes en date du 13^e jour d'avril 1967, changeant son nom en celui de « Les Essences Gaston Ouellet Itée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1634-67 — 1387/118

Grace Dart Hospital

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Domus '67 Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Syndicat des Galeries du Meuble inc.—Syndicate Furniture Galleries Inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of August, 1966, changing its name to that of "Domus '67 Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 3300-66 — 1387/76

Doral Finance Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Admiral Aluminum Sales Corp.", incorporated by letters patent dated the 8th day of May, 1964, 1. changing its name to that of "Doral Finance Corp."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 2073-64 — 1385/76

J. Denis Drouin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Drouin & Tardif inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of March, 1967, changing its name to that of "J. Denis Drouin inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1057-67 — 1387/32

Les Entreprises Leroux inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Leroux & Daoust inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of May, 1965, changing its name to that of "Les Entreprises Leroux inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 2013-65 — 1387/77

Les Essences Gaston Ouellet Itée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Go Stationnement Ouellet inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of April, 1967, changing its name to that of "Les Essences Gaston Ouellet Itée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1634-67 — 1387-118

Grace Dart Hospital

Notice is given that, pursuant to the provisions of the companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of August,

patentes supplémentaires en date du 15e jour d'août 1967, à la compagnie « Grace Dart Hospital », modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 2299-30 — 1385/79

Hebdos du Canada

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour d'août 1967, à la corporation « Les Hebdos de Langue Française du Canada », constituée en corporation par lettres patentes du 24e jour de juillet 1936, changeant son nom en celui de « Hebdos du Canada ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1578-36 — 1386/21

Hôpital Notre-Dame-du-Lac

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 24 de la Loi constituant en corporation Les Filles de Jésus (Trois-Rivières) et abrogeant la Loi constituant en corporation La Congrégation des Filles de Jésus, 5-6 Elizabeth II, chapitre 159, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour d'août 1967, à la corporation « Hôpital Notre-Dame-du-Retour », constituée en corporation par lettres patentes du 23e jour de juin 1961, 1° changeant son nom en celui de « Hôpital Notre-Dame-du-Lac »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 52-61 — 1386/51

Karpman-Yaphe Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de septembre 1967, à la compagnie « Karpman-Yaphe Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 4785-65 — 1386/93

Marigot Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour d'août 1967, à la compagnie « Canadian Marigot Limited », constituée par lettres patentes en date du 27e jour d'août 1964, 1° changeant son nom en celui de « Marigot Investments Limited »; 2° diminuant son capital par l'annulation de 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune; 3° convertissant ses 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune en 50,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 4° augmentant son capital par la création de 950,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 3710-64 — 1386/26

1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the province to "Grace Dart Hospital", modifying its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 2299-30 — 1385/79

Hebdos du Canada

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 15th day of August 1967, to "Les Hebdos de Langue Française du Canada", incorporated by letters patent dated the 24th day of July, 1936, changing its name into that of "Hebdos du Canada".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1578-36 — 1386/21

Hôpital Notre-Dame-du-Lac

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 24 of the Act to incorporate Les Filles de Jésus (Trois-Rivières) and to repeal the Act to incorporate La Congrégation des Filles de Jésus, 5-6 Elizabeth II, chapter 159, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to "Hôpital Notre-Dame-du-Retour", incorporated by letters patent dated the 23rd day of June, 1961, 1. changing its name to that of "Hôpital Notre-Dame-du-Lac", 2. amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 52-61 — 1386/51

Karpman-Yaphe Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Karpman-Yaphe Ltd.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 4785-65 — 1386/93

Marigot Investments Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Canadian Marigot Limited", incorporated by letters patent dated the 27th day of August, 1964, 1. changing its name to that of "Marigot Investments Limited"; 2. reducing its capital by the cancellation of 5,000 preferred shares of the par value of \$10 each; 3. converting its 50,000 common shares of the par value of \$1 each into 50,000 common shares without par value; 4. increasing its capital by the creation of 950,000 common shares without par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 3710-64 — 1386/26

Mont-Bruno Ford Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de septembre 1967, à la compagnie « Mont Bruno Automobile Inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de juin 1967, changeant son nom en celui de « Mont-Bruno Ford Sales Inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 2719-67 — 1386/120

National Sports Productions Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'août 1967, à la compagnie « Forum Sports Productions Limited », constituée par lettres patentes en date du 6e jour d'avril 1967, changeant son nom en celui de « National Sports Productions Limited ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 1488-67 — 1386/28

Placements Amical inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de septembre 1967, à la compagnie « Placement Amical inc. », augmentant son capital de \$80,000 à \$150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 700 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 11636-62 — 1387/15

Reynolds Cable Company Limited
La Société des Câbles Reynolds limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour d'août 1967, à la compagnie « R. M. P. (Quebec) Ltd. — R. M. P. (Québec) ltée », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de juin 1962, changeant son nom en celui de « Reynolds Cable Company Limited — La Société des Câbles Reynolds limitée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 12500-62 — 1386/36

St. Lawrence Valley Gas Company Limited
La Société Gazière de la Vallée
du Saint-Laurent limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'août 1967, à la compagnie « St. Lawrence Valley Gas Company Limited — Société Gazifère de la Vallée du Saint-Laurent limitée », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de

Mont-Bruno Ford Sales Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mont Bruno Automobile Inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of June, 1967, changing its name to that of "Mont-Bruno Ford Sales Inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 2719-67 — 1386/120

National Sports Productions Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Forum Sports Productions Limited", incorporated by letters patent dated the 6th day of April, 1967, changing its name to that of "National Sports Productions Limited".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 1488-67 — 1386/28

Placements Amical inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Placement Amical inc.", increasing its capital from \$80,000 to \$150,000, the additional capital shares being divided into 700 common shares of \$100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 11636-62 — 1387/15

Reynolds Cable Company Limited
La Société des Câbles Reynolds limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "R. M. P. (Quebec) Ltd. — R. M. P. (Québec) ltée", incorporated by letters patent dated the 7th day of June, 1962, changing its name to that of "Reynolds Cable Company Limited — La Société des Câbles Reynolds limitée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 12500-62 — 1386/36

St. Lawrence Valley Gas Company Limited
La Société Gazière de la Vallée
du Saint-Laurent limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "St. Lawrence Valley Gas Company Limited — Société Gazifère de la Vallée du Saint-Laurent limitée", incorporated by letters patent dated the 22nd day of June, 1967, chang-

juin 1967, changeant son nom en celui de « St. Lawrence Valley Gas Company Limited — La Société Gazière de la Vallée du Saint-Laurent limitée ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 2632-67 — 1386/37

The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc.

La Société des Gardes-malades du Québec, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 27^e jour de juillet 1967, à la corporation « The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc. — Le Cercle des Gardes-malades du Québec, inc. », constituée en corporation par lettres patentes du 2^e jour de mars 1965, changeant son nom en celui de « The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc. — La Société des Gardes-malades du Québec, inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 925-65 — 1385/66

R. C. Tremblay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30^e jour d'août 1967, à la compagnie « R. C. Tremblay inc. », subdivisant ses 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 12539-57 — 1386/105

Union of Orthodox Congregations of America — Quebec Region

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 24^e jour d'août 1967, à la corporation « Union of Orthodox Congregations of America — Quebec Region », modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 2091-66 — 1386/40

Watson Warehousing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12^e jour de septembre 1967, à la compagnie « Nissan-Datsun Automobiles Inc. », constituée par lettres patentes en date du 26^e jour de février 1949, 1^o changeant son nom en celui de « Watson Warehousing Inc. »; 2^o étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 2590-49 — 1387/19

ing its name to that of "St. Lawrence Valley Gas Company Limited — La Société Gazière de la Vallée du Saint-Laurent limitée".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 2632-67 — 1386/37

The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc.

La Société des Gardes-malades du Québec, inc.

Notice is given that, under Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc. — Le Cercle des Gardes-malades du Québec, inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of March, 1965, changing its name to that of "The Society of Nursing Assistants of Quebec, Inc. — La Société des Gardes-malades du Québec, inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 925-65 — 1385/66

R. C. Tremblay inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "R. C. Tremblay inc.", subdividing its 2,000 common shares of \$10 each into 20,000 common shares of \$1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 12539-57 — 1386/105

Union of Orthodox Congregations of America — Quebec Region

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated the 24th day of August, 1967, to "Union of Orthodox Congregations of America — Quebec Region", amending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 2091-66 — 1386/40

Watson Warehousing Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Nissan-Datsun Automobiles Inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of February, 1949, 1. changing its name to that of "Watson Warehousing Inc. "; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 2590-49 — 1387/19

Compagnies dissoutes**Bernat Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Bernat Investments Inc. », constituée en corporation le 12 janvier 1960, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 10166-60

H. B. Bignell & Son, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « H. B. Bignell & Son, Limited », constituée en corporation le 30 décembre 1931, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 2237-31

Bronstein Bros. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Bronstein Bros. Ltd. », constituée en corporation le 29 novembre 1954, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 12953-54

C. R. I. S. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « C. R. I. S. Construction Inc. », constituée en corporation le 23 mars 1964, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1211-64

Cadillac Building Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Cadillac Building Inc. », constituée en corporation le 31 décembre 1953, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 51945-53

Conrad Camaraire incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Conrad Camaraire incorporée », constituée en corporation le 21 juin 1955, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 11724-55

Les Constructeurs Unis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Constructeurs Unis inc. », constituée en corporation le 24 février 1965, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 850-65

Companies Dissolved**Bernat Investments Inc.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bernat Investments Inc.", incorporated on January 12, 1960, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 10166-60

H. B. Bignell & Son, Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "H. B. Bignell & Son, Limited", incorporated on December 30, 1931, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 2237-31

Bronstein Bros. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Bronstein Bros. Ltd.", incorporated on November 29, 1954, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 12953-54

C. R. I. S. Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "C. R. I. S. Construction Inc.", incorporated on March 23, 1964, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 1211-64

Cadillac Building Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cadillac Building Inc.", incorporated on December 31, 1953, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 51945-53

Conrad Camaraire incorporée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Conrad Camaraire incorporée", incorporated on June 21, 1955, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 11724-55

Les Constructeurs Unis inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Constructeurs Unis inc.", incorporated on February 24, 1965, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 850-65

Cradock Simpson Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Cradock Simpson Realty Ltd. », constituée en corporation le 22 avril 1964, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1263-64

D & L Immeubles Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « D & L Immeubles Itée », constituée en corporation le 21 novembre 1960, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 15083-60

Dassylva & Fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Dassylva & Fils inc. », constituée en corporation le 7 mars 1961, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 10777-61

Développement Trianon Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Développement Trianon Itée », constituée en corporation le 9 décembre 1964, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 5586-64

Thomas Duhamel limitée

Thomas Duhamel Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Thomas Duhamel limitée — Thomas Duhamel Limited », constituée en corporation le 23 septembre 1943, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 5285-43

P. A. Dupont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « P. A. Dupont inc. », constituée en corporation le 14 juillet 1965, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3229-65

Les Éditions du Tout Montréal Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Éditions du Tout Montréal Itée », constituée en corporation le 19 septembre 1963, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3585-63

Cradock Simpson Realty Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cradock Simpson Realty Ltd.", incorporated on April 22, 1964, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1263-64

D & L Immeubles Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "D & L Immeubles Itée", incorporated on November 21, 1960, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 15083-60

Dassylva & Fils inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dassylva & Fils inc.", incorporated on March 7, 1961, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 10777-61

Développement Trianon Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Développement Trianon Itée", incorporated on December 9, 1964, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 5586-64

Thomas Duhamel limitée

Thomas Duhamel Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Thomas Duhamel limitée — Thomas Duhamel Limited", incorporated on September 23, 1943, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 5285-43

P. A. Dupont inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "P. A. Dupont inc.", incorporated on July 14, 1965, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3229-65

Les Éditions du Tout Montréal Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Éditions du Tout Montréal Itée", incorporated on September 19, 1963, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3585-63

Efte Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Efte Realities Ltd. », constituée en corporation le 27 février 1959, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 11122-59

Embassy Knitting Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Embassy Knitting Mills Ltd. », constituée en corporation le 2 avril 1958, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 11154-58

Globe Neckwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Globe Neckwear Ltd. », constituée en corporation le 11 juin 1949, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 5287-49

Henman Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Henman Investments Ltd. », constituée en corporation le 29 mai 1959, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 13248-59

Joy Realty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Joy Realty Limited », constituée en corporation le 3 août 1934, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1596-34

Industrial Scrap Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Industrial Scrap Ltd. », constituée en corporation le 16 décembre 1964, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 5737-64

**La Laiterie de Hull, limitée
Hull Dairy, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « La Laiterie de Hull, limitée — Hull Dairy, Limited », constituée en corporation le 27 janvier 1927, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 73-27

Efte Realities Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Efte Realities Ltd. », incorporated on February 27, 1959, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 11122-59

Embassy Knitting Mills Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Embassy Knitting Mills Ltd. », incorporated on April 2, 1958, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 11154-58

Globe Neckwear Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Globe Neckwear Ltd. », incorporated on June 11, 1949, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 5287-49

Henman Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Henman Investments Ltd. », incorporated on May 29, 1959, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 13248-59

Joy Realty Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Joy Realty Limited », incorporated on August 3, 1934, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1596-34

Industrial Scrap Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Industrial Scrap Ltd. », incorporated on December 16, 1964, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 5737-64

**La Laiterie de Hull, limitée
Hull Dairy, Limited**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to surrender of the charter of « La Laiterie de Hull, limitée — Hull Dairy, Limited », incorporated on January 27, 1927, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 73-27

Lanco Furniture MFG. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lanco Furniture MFG. Inc. », constituée en corporation le 26 octobre 1957, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 13387-57

Lanta Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lanta Construction Corp. », constituée en corporation le 17 octobre 1958, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 13687-58

Lorraine Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lorraine Construction Co. Ltd. », constituée en corporation le 20 mars 1962, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 11213-62

Lucerne Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Lucerne Holdings Inc. », constituée en corporation le 22 février 1955, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 10419-55

Meca incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Meca incorporée », constituée en corporation le 3 décembre 1956, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 13813-56

Mercantile Realty Company

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mercantile Realty Company », constituée en corporation le 12 mai 1953, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 9800-53

Mille Autos inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mille Autos inc. », constituée en corporation le 7 janvier 1965, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 5668-64

Millett Real Estate & Mortgage Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Millett

Lanco Furniture MFG. Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Lanco Furniture MFG. Inc. », incorporated on October 26, 1957, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 13387-57

Lanta Construction Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Lanta Construction Corp. », incorporated on October 17, 1958, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 13687-58

Lorraine Construction Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Lorraine Construction Co. Ltd. », incorporated on March 20, 1962, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 11213-62

Lucerne Holdings Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Lucerne Holdings Inc. », incorporated on February 22, 1955, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 10419-55

Meca incorporée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Meca incorporée », incorporated on December 3, 1956, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 13813-56

Mercantile Realty Company

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Mercantile Realty Company », incorporated on May 12, 1953, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 9800-53

Mille Autos inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Mille Autos inc. », incorporated on January 7, 1965, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 5668-64

Millett Real Estate & Mortgage Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Millett

Real Estate & Mortgage Corp. », constituée en corporation le 21 mai 1957, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 11736-57

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Québec », constituée en corporation le 24 avril 1935, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 855-35

Optique Claire-Vue inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Optique Claire-Vue inc. », constituée en corporation le 9 août 1963, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3383-63

Original Hot Bagel & Pastry Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Original Hot Bagel & Pastry Co. Ltd. », constituée en corporation le 3 octobre 1963, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3709-63

P. L. M. Construction limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « P. L. M. Construction limitée », constituée en corporation le 2 juillet 1963, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 2784-63

P. M. C. Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « P. M. C. Manufacturing Co. Ltd. », constituée en corporation le 30 août 1962, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 13298-62

Phoenix Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Phoenix Construction Co. Ltd. », constituée en corporation le 28 décembre 1920, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1836-20

Placements Lantho, Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province

Real Estate & Mortgage Corp.", incorporated on May 21, 1957, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 11736-57

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Québec

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Québec", incorporated on April 24, 1935, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 855-35

Optique Claire-Vue inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Optique Claire-Vue inc.", incorporated on August 9, 1963, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3383-63

Original Hot Bagel & Pastry Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Original Hot Bagel & Pastry Co. Ltd.", incorporated on October 3, 1963, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 3709-63

P. L. M. Construction limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "P. L. M. Construction limitée", incorporated on July 2, 1963, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 2784-63

P. M. C. Manufacturing Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "P. M. C. Manufacturing Co. Ltd.", incorporated on August 30, 1962, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 13298-62

Phoenix Construction Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Phoenix Construction Co. Ltd.", incorporated on December 28, 1920, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1836-20

Placements Lantho, Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased

d'accepter l'abandon de la charte de « Placements Lantho, Itée », constituée en corporation le 19 août 1964, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 3673-64

Les Publications du Nord-Ouest Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Les Publications du Nord-Ouest Itée », constituée en corporation le 25 septembre 1953, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 43780-53

Precision Heat Treating Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Precision Heat Treating Co. Limited », constituée en corporation le 29 décembre 1942, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 8593-42

Roland Tremblay Construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Roland Tremblay Construction Itée », constituée en corporation le 23 février 1959, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 10003-59

Rose Garment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Rose Garment Inc. », constituée en corporation le 28 décembre 1934, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 2624-34

Ste. Marie Snack Bar of Ste. Foye Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Ste. Marie Snack Bar of Ste. Foye Inc. », constituée en corporation le 2 mars 1956, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 10180-56

Sans Souci Motel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Sans Souci Motel Ltd. », constituée en corporation le 26 mai 1959, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 13272-59

Sincom Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Sincom

to accept the surrender of the charter of "Place-ments Lantho, Itée", incorporated on August 19, 1964, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 3673-64

Les Publications du Nord-Ouest Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Publications du Nord-Ouest Itée", incorporated on September 25, 1953, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 43780-53

Precision Heat Treating Co. Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Precision Heat Treating Co. Limited", incorporated on December 29, 1942, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 8593-42

Roland Tremblay Construction Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Roland Tremblay Construction Itée", incorporated on February 23, 1959, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 10003-59

Rose Garment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rose Garment Inc.", incorporated on December 28, 1934, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 2624-34

Ste. Marie Snack Bar of Ste. Foye Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ste. Marie Snack Bar of Ste. Foye Inc.", incorporated on March 2, 1956, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 10180-56

Sans Souci Motel Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sans Souci Motel Ltd.", incorporated on May 26, 1959, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21525 13272-59

Sincom Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sincom

Investments Inc., constituée en corporation le 24 février 1960, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 10857-00

Spruce Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Spruce Investment Corp. », constituée en corporation le 11 mai 1959, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 12813-59

Taverne Desormeaux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Taverne Desormeaux inc. », constituée en corporation le 3 janvier 1963, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 14704-62

Taverne Terminus inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Taverne Terminus inc. », constituée en corporation le 18 juillet 1961, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 12911-61

Transports de la Côte Nord Itée North Shore Transports Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Transports de la Côte Nord Itée — North Shore Transports Ltd. », constituée en corporation le 26 février 1940, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1478-40

Tresco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Tresco Ltd. », constituée en corporation le 17 décembre 1958, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 14719-58

The Family Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « The Family Finance Corporation », constituée en corporation le 11 août 1938, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o 1688-38

Vêtements Maurice inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Vêtements

Investments Inc. », incorporated on February 24, 1960, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 10857-00

Spruce Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Spruce Investment Corp. », incorporated on May 11, 1959, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 12813-59

Taverne Desormeaux inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Taverne Desormeaux inc. », incorporated on January 3, 1963, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 14704-62

Taverne Terminus inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Taverne Terminus inc. », incorporated on July 18, 1961, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 12911-61

Transports de la Côte Nord Itée North Shore Transports Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Transports de la Côte Nord Itée — North Shore Transports Ltd. », incorporated on February 26, 1940, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1478-40

Tresco Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Tresco Ltd. », incorporated on December 17, 1958, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 14719-58

The Family Finance Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « The Family Finance Corporation », incorporated on August 11, 1938, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 1688-38

Vêtements Maurice inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of « Vête-

Maurice inc., constituée en corporation le 11 février 1957, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 10598-57
Victoria Timber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Victoria Timber Ltd. », constituée en corporation le 30 janvier 1959, à compter du 14 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-0 10176-59

ments Maurice inc., incorporated on February 11, 1957, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 10598-57
Victoria Timber Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Victoria Timber Ltd.", incorporated on January 30, 1959, on and from October 14, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525 10176-59

Vente pour taxes

Cité de Hull

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Greffier de la cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et/ou scolaires, ainsi que les frais encourus.

Sale for Taxes

City of Hull

Notice is hereby given by the undersigned city clerk of the city of Hull that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction on THURSDAY, the NINTH day of NOVEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon in the Municipal Hall of the city of Hull in default of payment of municipal and/or school taxes and costs incurred.

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
7	Robitaille, Jean-Claude et al (Caisse Populaire de Hull), 229-231 Papineau	4	70-2	\$ 792.21	\$ 579.78	\$3.95	\$1,375.94
118	Beaudoin, Alfred (Pierre DesRosiers), S. Verdun	5	O-410	351.73	335.45	4.05	691.23
135	St-Martin, Lionel (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull), 180, Sacré-Coeur	5	N.E. 181	166.99		3.50	170.49
136-2	Savard, Gérard-Arthur (Caisse Populaire de Hull); (La Cie de Publications de la Patrie Ltée); (La Prévoyance Compagnie d'Assurances), 144-146, Sacré-Coeur	5	217 P. C-D. 1	423.59		4.85	428.44
301	Fauvel, Roger (Caisse Populaire de Hull), 134, Laval	5	N. 507, S. 496	331.80		4.10	335.90
304	Antille, Paul-Émile, 117, Kent	5	S. 518	174.36		2.70	177.06
309-1	Sicennes, Roger, 218, Kent	5	Machines		47.63	2.10	49.73
431	Girouard, Guy (Charter Credit Corporation), 111, Dollard	5	S. 487	627.11		3.50	630.61
441	Cyr, Rhéal, 137, Dollard	5	N. 444	253.95	232.36	3.25	489.56
525	Robitaille, J. Édouard (Succ.-est. F. A. Binet a/s-c/o Guaranty Trust of Canada), 143, Maisonneuve	4	69-1	456.16	442.64	3.50	902.30
528	Robitaille, Ls. Georges & Édouard, 143, Maisonneuve	4	43-2	72.66	61.20	2.90	136.76
680	Robitaille, Jos. Édouard (Shell Oil Co. of Canada), 150, Maisonneuve	4	44-2	77.47	64.85	3.50	145.82
724	Latour, Aimé & Mme-Mrs. Félix, 253-255, Champlain	5	S. 328	297.80	338.28	3.25	639.33
744	Guindon, Aurèle, 309, Champlain	5	N. 209	316.89		2.70	319.59
880	Cyr, Hubert-Armand Brière (The Royal Trust Co.), 175-177, Notre-Dame	5	E. 537, P. 536	637.35		4.90	642.25
983	Pilon, Aldoria (Seaboard Securities Canadian Ltd), 264, Notre-Dame	5	S. 283	201.17		3.50	204.67

Quartier Frontenac — Frontenac Ward

1517	Picknell, Richard (Caisse Populaire de Hull), 151, Papineau	3	192-2, 824	\$ 212.09	\$ 149.86	\$4.65	\$ 366.60
1541	St-Louis, Paul (Caisse Populaire de Hull), 67, Papineau	2	96-4-1, 96-3-2	685.02		4.10	689.12
1541-1	St-Louis, Paul, 67, Papineau	2	Sur-on 96-4-1, 96-3-2		663.91	3.30	667.21
1576	Auger, Lucien, 28, Garneau	2	96-19-1	150.69		2.70	153.39
1592	Sabourin, Mme-Mrs. Émile (Fidelity Finance Corp.), 68-70, Garneau	2	96-0-28	440.83		3.50	444.33

Quartier Frontenac (suite) — Frontenac Ward (continued)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
1603	Lamoureux, Ovila (Stanley E. Cross), 96, Garneau.....	3	172-1.....	\$ 180.21		\$3.50	\$ 183.71
1632	Leduc, Lucien (Dame Stewart R. Strutt), 79, Garneau.....	3	152-2.....	242.00	\$ 206.16	4.05	452.21
1658	Majeau, Urgel & Mme-Mrs. (Caisse Populaire, Ste-Bernadette de Hull), 9, Garneau.....	2	96-89A.....		160.45	3.50	163.95
1692	Girouard, Guy (Caisse Populaire St- Joseph de Hull), (Albert de Belle- feuille), 64, Charlevoix.....	2	96-55-1.....	344.15		4.30	348.45
1701	Bigras, Gilles (Caisse Populaire Ste- Bernadette de Hull), (Roland Prudhomme), 90, Charlevoix.....	3	143-1.....	475.27	473.38	4.30	952.95
1783	Desjardins, Trefflé (Caisse Populaire de Hull), 195, St-Laurent.....	2	96-81B.....	439.15	289.58	3.50	732.23
1905	Labonté, Arthur, 52-54, St-Étienne...	3	135-7-1.....	259.54		2.70	262.24
1959-1	Groulx, François, 13, Falardeau.....	3	Machines.....		314.29	2.10	316.39
2262	Chenier, Charles (Caisse Populaire de Hull), (Freedman Wholesale Ltd), 59, St-Hyacinthe.....	3	24-1.....	234.97		4.30	239.27
2263	Chenier, Charles (Caisse Populaire de Hull), (Freedman Wholesale Ltd), 61-67, St-Hyacinthe.....	3	21-1, 21-2, 10-18, 10-P, 8-17.....	1,534.59		6.10	1,540.69
2363	Letang, Émile (Dame Rose Patry Sauvé-Charter Credit Corporation- Matériaux Bonhomme Ltée), 31-33, St-Henri.....	3	75-P-1.....	549.06	387.23	4.85	941.14
2387	Cross, Stanley, 91, St-Henri.....	3	11-3, 11-4.....	289.23		3.30	292.53
2427	Bélanger, Rolland (Domina Philion), 80, St-Henri.....	3	11-20.....	121.25	122.65	4.05	247.95
2448	Letang, Émile (Charter Credit Corpo- ration Ltd), 16, St-Henri.....	3	102-1.....	156.62		3.50	160.12
2526	Campeau, Aurèle, 195, Leduc.....	3	131-2.....	384.66		2.70	387.36
2551	Giroux, Mme-Mrs. Antoine (Caisse Populaire de Hull), 50-52, Brébeuf.....	3	30 P. S-1, 43-1.....	347.37		5.10	352.47
2600	Therrien, Royal-A. (Munie. Accept- ance Corp. Ltd), 42, Falardeau.....	3	13-15-1.....	464.06		3.50	467.56
2601	Therrien, Royal-A. (Gaston Dage- nais), 40, Falardeau.....	3	13-14.....	262.61		3.50	266.11
2602	Beaulne, Alfred (Antoinette Mercier), 38, Falardeau.....	3	13-13.....	225.32		3.50	228.82
2621	Beaulne, Alfred (Jean-Marie Leduc- Caisse Populaire de Hull), 39, Fa- lardeau.....	3	13-30.....	226.81		4.05	230.86
2698	Trépanier, Bernard (Marie-Louise Si- rois-Paul Leduc), 11, Mance.....	3	14-19.....	210.22		4.85	215.07
2802	Loyer, Albert (Caisse Populaire du Sacré-Coeur, Hull), 219, Laval.....	3	15-7.....	362.81		3.50	366.31

Quartier Montcalm — Montcalm Ward

3103	Sabourin, Rhéau (Associates Realty Co. Ltd), (Dame Yvette Gagnon Montpetit), 26, Courcellette.....	4	P. 406.....	\$ 420.54		\$4.30	\$ 424.84
3188	Leduc, Claude, Yolande, Mme-Mrs. P. V. Gagnon, Mme-Mrs. Ernest, Ardouin, Mme-Mrs. Joseph (Royal Trust Company), 112, Principale...	3	724-1, 723 P. 2.....	4,896.55	\$5,595.26	4.65	10,496.46
3189	Leduc, Claude, Yolande, Mme-Mrs. P. V. Gagnon, Mme-Mrs. Ernest, Ardouin, Mme-Mrs. Joseph (Royal Trust Company), 116, Principale...	3	723-P-2.....	1,837.71	2,250.45	4.05	4,092.21
3219	Mousseau, Fernand (Royal Trust Company-Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd-Rubin Brothers (Clothiers) Ltd.), 141, Principale...	3	652-5, 652-6.....	6,587.61		5.45	6,593.06
3238	Leduc, Claude, Yolande, Mme-Mrs. P.V. Gagnon, Mme-Mrs. Ernest Ardouin, Mme-Mrs. Joseph, 25-33, Principale.....	3	711p2, 713 P. 714 P. 710.....	2,941.53	3,351.34	5.05	6,297.92
3267	St-Cyr, Wilfrid D. (L'Industrielle Co. d'Assurance sur la vie), (La Ban- que Provinciale du Canada), 160- 168, Wellington.....	3	652-1, 652-10.....	1,513.55		4.90	1,518.45
3417	Guitard, Romuald et al (Caisse Popu- laire de Hull), 75, Hôtel de Ville...	3	461.....		183.97	3.50	187.47

Quartier Montcalm (suite) — Montcalm Ward (continued)

No Bûle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
3159	Boucher, Armand (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), 79, Vaudreuil	3	387	\$ 243.98		\$3.50	\$ 247.48
3564	Sagetim Inc., (Guy Chenevert), 2, Bagot	2	0-214	133.74		3.50	137.24
3655	Gravel, Roland (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), 13, Iberville	2	117-2		\$ 223.28	4.05	227.33
3656	DeLong Real Estate Inc. (Seaboard Discount Canadian-Marlin Investment Corporation—Louis Laflamme & Trust), 11, Iberville	2	116-1	525.68		4.35	530.03
3721	Sigouin, Roger (Caisse Populaire de Hull), (Dame Rita Barsaloue (Vve) (Wid.), 228, Papineau	4	90-1, 90-3	426.70		4.90	431.60
3722-1	Môtel Fontaine Bleue Inc. (Banque d'expansion Industrielle), 1, rue Montcalm St.	2	316-2		9,051.82	4.05	9,055.87
2722-2	Môtel Fontaine Bleue Inc., rue Montcalm St.	2	P. Ruisseau de la Brasserie		172.78	2.65	175.43
3723	Môtel Fontaine Bleue Inc., 5, rue Montcalm St.	2	316-3		444.04	3.25	447.29
3736	Sagetim Inc. (Guy Chenevert), 91-95, Montcalm	2	E. 214	794.13		3.25	797.38
3739	Waxman, Joseph Syndic (Yvain Leblanc—Credit M. S. Inc.—Trust Général du Canada—Sagetim Inc.—B. & J. Finance Co. Inc.), 103, Montcalm	2	208	13,948.35		6.20	13,954.55
3764	Simard, Mme-Mrs. Arthur (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), (Craig Investment Limited), 138-140, Montcalm	2	149-2, 150	443.39	324.10	5.45	772.94
3774	Guévremont, Charles (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), 100, Montcalm	2	212-3	422.33		4.05	426.38
3815	McLeod, Georges & Mme-Mrs. (Seaboard Sec. Can. Ltd), 66-66A, Carillon	2	120-1		273.50	3.50	277.00
3825	Poirier, Léopold (Caisse Populaire de Hull), (Union Finance Co. Ltd), (Gestion Hulwata Limitée), 16, Carillon	2	291-2	517.71		5.10	522.81
3837	Boucher, Armand (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), 129, St-Rédempteur	2	166-2	425.15		3.50	428.65
3844	Cliche, Jean (Union du Canada Assurance-Vie), 153-155, St-Rédempteur	2	97-2; 98-2	328.35	204.92	4.65	537.92
3855	Beauchamp, Joseph (Munic. Acceptance Corp. Ltd), (Walter C. Cross), 132, St-Rédempteur	3	276, 296-8	339.63		4.65	344.28
3856	Fréchette, Edgar (Superior Discount Limited), 128-130, St-Rédempteur	3	295-3, 294, 296-7	171.61	188.82	5.25	365.68
3891	St-Cyr Wilfrid-D, (Caisse Populaire de Hull—L'Industrielle Cie d'Assurance-Vie—Ministère du Revenu National), 91-101, Eddy	3	428-1, 429-1, 430-1, 485-1	3,922.55		6.90	3,929.45
3928	Picard, Laurent (Société d'entreprise du Canada—Dame Jean-Baptiste Courval), rue Eddy St.	3	356-1	187.34		4.05	191.39
3929	Picard, Laurent (Société d'entreprise du Canada—Dame Jean-Baptiste Courval), 112 Eddy	3	405-1	997.46		4.05	1,000.51
3972	Rochon, Dioscoride (Caisse Populaire de Hull), St-Jacques	3	357-2, 360	86.16		4.10	90.26
3973	Rochon, Dioscoride (Caisse Populaire de Hull), 99, St-Jacques	3	359, 358-2	517.29		4.10	521.39
3992	Harper, Fernand (Caisse Populaire de Hull), 148, St-Jacques	3	213-1, 197-4	266.45		4.10	270.55
4082	Baker, Adélard (Succ.-est. Régina Nadon-Nadeau)—Gilbert Pelletier-Bank of Montreal, 31, Châteauguay	3	702	422.22		4.60	426.82
4106	Gareau, Omer, 8, Châteauguay	3	449-2	166.97		2.70	169.67
4107	Fernand Mousseau Limitée (Philias Charron—H. Elzéar Ménard—Ed. Brunet & Fils Ltée—Aldège Cayer), 13, Laval	3	652-4	720.98		6.90	727.88
4118	Guitard, Maxime et al (Germain Clai-roux), 71, Laval	3	460		479.85	3.80	483.65
4118-1	Leblanc, Florian, 71, Laval	3	Machines		235.40	2.10	237.50

Quartier Montcalm (suite) — Montcalm Ward (continued)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
4119	Laflamme, Louis (Caisse Populaire de Hull-Gérard Pépin), 73, Laval....	3	458, 459.....	\$1,242.92		\$4.90	\$ 1,247.82
4123	Boucher, Armand (Nettoyeurs Hull Cleaners Inc.), 91, Laval.....	3	385.....	578.21		3.25	581.46
4146	Gendron, Raoul (Caisse Populaire de Hull-Ministère du Revenu National), 80-82, Laval.....	4	225-B.....	285.88		4.05	289.93
4331	Mutchmore, Mme-Mrs. Albert (Orville Pettapiese-Trust Général du Canada), 12 Champlain.....	4	S. 389.....	756.24		4.30	760.54
4334	W. D. St-Cyr Limitée (Banque Provinciale du Canada), (Ministère du Revenu Provincial), Champlain....	4	N. 403, n.o.-w. 404.	139.62		4.90	144.52
4335	W. D. St-Cyr Limitée, 13, Notre-Dame.....	4	Sur-on P. rue N.-Dame St.....	112.43		1.55	113.98
4336	W. D. St-Cyr Limitée (Banque Provinciale du Canada-Ministère du Revenu Prov.), Notre-Dame.....	4	N. 405, N.E. 404..	91.82		4.40	96.22
4337	W. D. St-Cyr Limitée (Banque Provinciale du Canada-Ministère du Revenu Prov.), Notre-Dame.....	4	397.....	133.06		3.80	136.86
4338	W. D. St-Cyr Limitée (Banque Provinciale du Canada-Ministère du Revenu Prov.), 15, Notre-Dame....	4	390.....	491.98		3.80	495.78
4374	Roberge, succ.-est. Joseph, 70, Notre-Dame.....	4	246-3, 245-2..	714.92		3.30	718.22
4382	Môtel Fontaine Bleue Inc. (Industrielle Cie d'Assurance), 25, Laurier.	4	204-181.....		\$5,492.66	6.10	5,498.76

Quartier Tétreault — Tétreault Ward

4528-1	Proulx, Armand (Royal Trust Company-Niagara Mortgage Loan Co. Ltd), 28, Millar.....	1	317-P. 38, P. 39.....	\$ 851.26		\$3.90	\$ 855.16
4679	Beauchamp, Clément en fiducie-in trust, 232, boul. Taché.....	1	255-12, 13, 14.....	578.42		3.90	582.32
4745	O'Neil, James-H. & Mme-Mrs. (Caisse Populaire Brébeuf), 37, de Lanaudière.....	1	32.....	352.40		3.50	355.90
4758	Parizeau, Émile (Maurice Faubert), 42, Prévoist.....	1	338-9 P. 336..	239.97		4.10	244.07
4759	Corneau, Hector (The Bank of Montreal), 44, Prévoist.....	1	338-8, P. 336..	854.45		4.10	858.55
4787	Filiou, Antonio (Alice Cotuan Desjardins), 15, Duhamel.....	1	83.....	640.95	\$ 546.36	4.05	1,191.36
4788	Filiou, Antonio, rue Duhamel.....	1	82-B.....	57.13	65.96	3.25	126.34
4794-2	Beaudry, Mme-Mrs. Lucien (Seaboard Securities Can. Ltd), 46, Tétreau..	1	95-B.....	562.18		3.50	565.68
4809-1	Filiou, Joseph, 15, Maricourt.....	1	339-32, 34.....	629.27		3.30	632.57
4894	Dériger, Bernard (Yvon Rivarville-Craig Investment Ltd.-Montreal Trust Company), 34, Coallier.....	1	85.....	672.84		5.10	677.94
4980	Gariépy, Jean-Jacques (Caisse Populaire de Hull), 23, Moncion.....	1	9-15-12.....	576.37		3.50	579.87
5123	Séguin, Pierre (The Royal Trust Co.-Niagara Mortgage & Loan Ltd), 25, St-Dominique.....	1	9-18-14.....	683.66		4.30	687.96
5124	Séguin, Pierre (Royal Trust Co.-Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd), 23, St-Dominique.....	1	9-18-15.....	678.30		3.80	682.10
5129	Scarborough, Mme-Mrs. Georges-Henri (The Royal Trust Co.-Niagara Mort. & Loan Co. Ltd), 13, St-Dominique.....	1	9-18-20.....	570.49		4.30	574.79
5489	Page, Aldège, 9, Chatelain.....	1	255-160, 161..	200.99		3.30	204.29
5497	Lacasse, Lionel (Caisse Populaire de Hull), 2, Chatelain.....	1	255-180.....	355.79		3.50	359.29
5515	Jetté, Albert (Dame Alice Cotuan Desjardins), 11, Duquesne.....	1	255-555-556..	394.32		4.10	398.42
5546	Blondin, Albert (Union Finance Co. Limited), 48, Lavigne.....	1	255-686, E-687 P. 1174....	512.30	448.27	5.25	965.82
5631	Desmarais, Gérard (Caisse Populaire de Hull-L'Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa), 77, St-Jean-Bosco.....	1	255-1024-A, 1025.....	394.09		4.90	398.99

Quartier Tétreault (suite) — Tétreault Ward (continued)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes seol. School taxes	Frais Costs	Total
5656	Chantigny, Arthur (Western Savings & Loan Assoc.), 100-102, St-Jean-Bosco.....	1	255-1104, 1105 P. 1148B.....	\$ 511.81		\$4.70	\$ 516.51
5669	Dumouchel, Raymond & Mme-Mrs. (Charter Credit Corp.), 46, St-Jean-Bosco.....	1	255-1078B, 1079 P. 1148B.....	540.00		4.70	544.70
5677	Meunier, Lucien (Dame Léon Couture - J. Oscar Duquette-Fidelity Finance Corp.), 22, St-Jean-Bosco.....	1	255-1068, 1069A, P. 1148B.....	805.43		7.10	812.53
5742	Belair, Dominique (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 86, Delorimier.....	1	254-42.....	425.99	\$ 239.93	4.05	669.97
5779	Charbonneau, Arthur (Caisse Populaire St-Jean-Bosco de Hull), 65, Rouville.....	1	254-191.....	299.87		3.50	303.37
5781	Boucher, P-Émile & Mme-Mrs. (Family Finance (1964) Ltd), 69, Rouville.....	1	254-193.....		318.66	3.50	322.16
5796	Marcel, Fernand & Mme-Mrs. (Caisse Populaire St-Jean-Bosco), 62, Rouville.....	1	254-211.....		178.93	3.50	182.43
5832	Boudria, Aurèle (Caisse Populaire St-Jean-Bosco de Hull), 61, Chauveau.....	1	254-221.....		158.07	4.05	162.12
6055	Asselin, Armand (Caisse Populaire de Hull-Isidore Michaud), 99, boul. St-Joseph.....	1	254-5, 6.....	1,060.99		4.10	1,065.09
6067	Laframboise, Honorius (Caisse Populaire de Hull), 75, boul. St-Joseph.....	1	255-907.....	333.29		3.50	336.79

Quartier Wright — Wright Ward

6589	Bastien, Philias (Mme-Mrs. Stewart R. Strutt), 52, Carrière.....	1	247-21.....	\$ 250.19		\$3.50	\$ 253.69
6598	Léonard, Roméo) Maurice Charbonneau, 13, Rouleau.....	1	8-60.....	421.40		3.50	424.90
6623	Clairmont, François (Nick Skowronski) 4, Plessis.....	1	247-40.....	384.68	\$ 304.22	4.05	692.95
6625-1	Filiou, Antonio (Emmanuel M. Glatt) Amherst.....	1	250-57.....	313.96	268.01	4.05	586.02
6625-2	Filiou, Antonio (Emmanuel M. Glatt) Amherst.....	1	250-56.....	41.70	60.37	3.80	105.87
6626	Filiou, Antonio (Emmanuel M. Glatt) Amherst.....	1	250-55.....	98.85	143.07	3.80	245.72
6640	Marengère, René (Caisse Populaire de Hull-Dame Gertrude Amyot-Simard, Club de Salaberry Inc.), 97, Amherst.....	1	247-0-87, 0-54.....	510.95		5.70	516.65
6654	Nault, Gabrielle, Amherst.....	1	247-420, P. 480.....	217.92		3.30	221.22
6655	Nault, Gabrielle (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 151, Amherst.....	1	247-419, 418 P. 480.....	340.87		4.65	345.52
6676	Strasbourg, Mme-Mrs. Édouard, 174, Amherst.....	1	247-411, 412, 8-27.....	520.19	246.11	4.45	770.75
6742	Sabourin, Émile (Royal Trust Co.-Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd-Ronald Bélec), 107, Binet.....	1	247-796 P. 486.....	546.76		5.70	552.46
6783-3	Hull Woodwork Regd, 20, Beaudoin.....	1	250 N C. 59.....		737.46	2.70	740.16
6856	Pelland, Germain (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 8, Claude.....	1	248-89 P. 88.....	282.08		4.10	286.18
6864	Boily, Gérard (Jules Raymond-The Seaboard Discount Canadian Limited), 31 Brodeur.....	1	248-167, 168.....	298.60	267.15	5.45	571.20
6955	Lachance, Maurice (Mme-Mrs. Léonie Binet), Brodeur.....	1	248-183.....	137.56		3.50	141.06
6962	Sicotte, Rolland (Charles Charron-Isidore Léo Champagne-François d'Assise Renaud), 13, Dumas.....	1	E-349, E-350, E-351.....		269.49	6.85	276.34
7236	Villeneuve, Mme-Mrs. Octave, 156, Nicolet.....	1	246-P. S. 306, S. 307.....	151.98		3.30	155.28
7313	Butler, Paul (Thomas J. Nankin), 145, Jeanne d'Arc.....	1	246-421.....	282.16	186.37	3.80	472.33

Quartier Wright (suite) — Wright Ward (continued)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
7337	Thom, Antonio (Dame Alexina Henry Larocque), 57, Crémazie	1	257-35, 258-12	\$ 392.00 .....	.....	\$3.55	\$ 395.55
7339	Thom, Antonio (Dame Georgette Charbonneau Thibault), 51, Crémazie	1	257-33, N. 32.	564.33 .....	.....	4.10	568.43
7357	Ménard Ready Mix Limited (Béton Canadian Prepare-Luc Têtu-Centreside Douglas Dairy Ltd-Deschênes Constructions Ltd), 100, Lois	1	250-s.o.-w. 59	3,143.05 .....	.....	5.15	3,148.20
7473	Lachance, Maurice (Mme-Mrs. Léonie Binet), 255-257, St-Joseph	1	248-182	797.75 .....	.....	3.50	801.25
7497	Pelland, Germain, 147, boul. St-Joseph	1	254-317, 318, 319	1,191.68 .....	.....	3.90	1,195.58
7548	Régimbald, Maurice, (Seaboard Disc. Can. Ltd), 50, Demontigny	1	254-339	231.32 .....	.....	3.25	234.57
7552	Gravelle, Marcel, (Caisse Populaire Brébeuf-Jean Maurice Gravelle & autres, 62, Demontigny	1	247-594	973.99 .....	.....	4.05	978.04
7604-3	Bermain, Henri, (Caisse Populaire du Lac des Fées de Hull), 60, Davies	1	247.32	481.28 .....	.....	3.50	484.78
7644	Ouellette, Royal, (Robert C. P. Radmore-René Drolet), 34, Richelieu	1	247-169, S.170	578.83	\$ 346.39	5.20	930.42
7682-2	Villeneuve, Bernard, (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 100, Labelle	1	246-P. N. 306, P. N. P. 425	408.79	248.33	5.25	662.37
7687-1	Vachon, Roger, (Seaboard Securities Can. Ltd), 51, Labelle	1	247-430 P. P. 481	394.00 .....	.....	4.10	398.10
7688	Vachon, Roger, (Seaboard Securities Can. Ltd), 49, Labelle	1	247-429 P. 481	160.94 .....	.....	3.85	164.79
7694-1	Woodford, Charles, (Stanley E. Cross) Labelle	1	247-P, 623	82.10 .....	.....	3.50	85.60
7694-2	St-Martin, Mme-Mrs. Blanche (Union du Canada Assurance-vie-Guy Rochelieu-Gilles Rocheleau), 35, Labelle	1	247-622, P. 623	320.87 .....	.....	5.45	326.32
7715	Godmaire, Albert, (Superior Credit Corp. Limited), 34, Montmartre	1	247-643	243.09 .....	.....	3.50	246.59

Quartier Lafontaine — Lafontaine Ward

8051	Monfils, Lucien, 54, Jeanne d'Arc	1	246-508	\$ 202.82 .....	.....	\$2.70	\$205.52
8204	Latreille, Ernest, (Dame Béatrice Labelle-René Bourdage), 73, Fontaine	1	244-208, 209	324.72 .....	.....	4.90	329.62
8242	Payette, Paul, (Dame Joseph Charlebois), 175, Fontaine	1	4-1-76	519.20 .....	.....	3.25	522.45
8375	Albert, André, (Caisse Populaire St-Joseph de Hull-Gagné-Bourque Limitée), 167, Ste-Marie	1	4-1-32	511.92 .....	.....	4.30	516.22
8550	Bisson, Hervé, 148, Caron	1	244-624-21	281.24 .....	.....	2.70	283.94
8913	Desjardins, Trefflé (Caisse Populaire de Hull-Guy Chenevert Limitée), 18 Montpetit	1	141-19	466.21	\$ 304.36	4.60	775.17
8941	Delong Real Estate Inc., (Dame Fabien Bénard-Martin Investment Limited-Louis Laflamme In Trust) 8, Larose	1	141-160	397.59 .....	.....	4.85	402.44
8958	Laberge, Léonard, 26, Gratton	1	141-177	336.11 .....	.....	2.70	338.81
9297-1	Chaussé, Florent, (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 107, Émond	1	4-86-2	587.22 .....	.....	3.50	590.72
9376-4	Sanscartier, Gérard, (Caisse Populaire de Hull-Vincent Barri-Sa Majesté la Reine au droit de la Province de Québec-Sa Majesté la Reine, au droit du Canada, 112, Maurice	1	4-109	739.39 .....	.....	5.90	745.29

Quartier Dollard (canton de Hull) — Dollard Ward (township of Hull)

9519	Belleau, Jean, (Caisse Populaire de Hull), 126, Raymond	5	6 B-51	\$581.72 .....	.....	\$3.50	\$585.22
9520-11	Desève, Gérard & Mme-Mrs. (Fidelity Finance Corp.-Louis Gendron), 70, St-Raymond	5	5-459 .....	.....	\$1,022.54	4.05	1,026.59

Quartier Dollard (canton de Hull) (suite) — Dollard Ward (township of Hull) (continued)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
9836	Thauvette, Laurent, Brady	5	6 B-P. 325	\$ 211.53		\$3.30	\$ 214.83
9837-1	Thauvette, Laurent, Brady	5	6 B-324	340.35		3.30	343.65
9974-60	Chenier, J. P. (Société Centrale d'Hypothèques & Logement), 124, Mutchmore.	5	4 F-4 P. S. 18.	221.22		3.50	224.72
9974-68	Chenier, J. P. (Société Centrale d'Hypothèques & Logement), 140 Mutchmore.	5	4 F-4 P. S. 14.	225.11		3.50	228.61
9974-158	Tremblay, Sylvio-Jean (Canada Trust Company—Massomigliano Moretto), 203-205 Mutchmore.	5	5-923		\$ 744.46	4.30	748.76
10410	Bisson, J. G. Construction Limitée, Bédard.	5	P. 6 B.		18.93	2.70	21.63
10430	Thauvette, Laurent, Legault.	5	6 B-508	273.92		2.70	276.62
10431	Thauvette, Laurent, Legault.	5	6 B-507	203.53		2.70	206.23
10432	Thauvette, Laurent, Legault.	5	6 B-506	210.18		2.70	212.88
10433	Thauvette, Laurent, Legault.	5	6 B-505	193.14		3.30	196.44
10557-92	National Life Ass. Co. 16, Meilleur	5	6A-431		355.18	2.70	357.88
A 9520-11	Desève, Gérald (Fidelity Finance Corporation—Louis Gendron), 70, St-Raymond.	5	5-459	643.32		4.05	647.37
A 9520-12	Baker, Adélaïde (Arquilla Germain-Seaboard Securities Canadian Limited), 66, St-Raymond.	5	5-460	374.88		4.30	379.18
A 11004-1	Bertrand, Horace (Fidelity Finance Corporation—Allied Building Supply (Ottawa) Ltd—Interprovincial Building Credits Ltd—La Caisse Populaire St-Raymond de Hull), 141, Archambault.	5	5-332, 5-333, P. 327	645.60		7.10	652.70
A 11019-2	Brunette, Gaétan (The Royal Trust Company—Placements Sentinelle Incorp.—Roger Raymond), 209, Archambault.	5	5-P. S. 163.	499.92		5.10	505.02
A 11019-3	Brunette, Gaétan (The Royal Trust Company—Placements Sentinelle Incorp.—Roger Raymond), 211, Archambault.	5	5-P. N. 163.	651.33		5.10	656.43
A 11165	Desèves, Gérald (Fidelity Finance Corporation), 615-617, St-Joseph.	5	4G-45	1,367.70	1,554.16	4.05	2,925.91
A 11193	François Amyot (En fiducie-in trust) (Edmond Potvin), 706, boul. St-Joseph.	5	P. 5	1,002.39		3.50	1,005.89
A 11194	Amyot Ready Mix Co. Limited (Canada Permanent Trust Company), 700, boul. St-Joseph.	5	P. 5	4,617.11		4.05	4,621.16
A 11195	Le Conseil 1693 Chevalier de Colomb (Caisse Populaire de Hull), 690, boul. St-Joseph.	5	P. 5	2,273.31		3.50	2,276.81
A 11244	Goulet, Aimé (Caisse Populaire St-Raymond de Hull—Beneficial Finance Co. of Canada), 67, Des Oliviers.	5	5-531, 534	270.44	189.43	5.20	465.07
A 11291-3	Liberty, Robert D. (Joseph Urgel L'Écuyer), 45, Meunier.	5	5-94-9	520.67		3.50	524.17
A 11387-3	Meilleur, Maurice (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 25, Marengère.	5	4E-100, 101	393.47		4.10	397.57

Donné à Hull, ce 28 septembre 1967.

Le Greffier de la cité de Hull,

21430-40-2-o ROLAND STEVENS.

Given at Hull, this September 28, 1967.

ROLAND STEVENS,

21430-40-2-o City Clerk of the city of Hull.

Sièges sociaux

La Cie de Gestion Intra Itée Intra Holding Co. Ltd.

Avis est donné que « La Cie de Gestion Intra Itée — Intra Holding Co. Ltd. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 9310, rue Parkway, Anjou.

Le Secrétaire,

MAX KLEPPER.

21542-o 3986-66

Head Offices

La Cie de Gestion Intra Itée Intra Holding Co. Ltd.

Notice is hereby given that "La Cie de Gestion Intra Itée — Intra Holding Co. Ltd.", has moved its head office from Montreal to number 9310 Parkway St., Anjou.

MAX KLEPPER,

Secretary.

21542 3986-66

**Agences Prestige inc.
Prestige Agencies Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Agences Prestige Inc.—Prestige Agencies Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 22^e jour de juin 1967, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 2265 rue Nicolas Perreault, Montréal, district judiciaire de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 18^e jour de septembre 1967.

(Sceau)

Le Président,
JACQUES LAMOUREUX.

21538-o

2787-67

**Association des loisirs du Domaine
Siesta inc.**

Prenez avis que l'« Association des loisirs du Domaine Siesta inc. » fut dûment constituée en corporation par lettres patentes émises le 16 juin 1967 par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec en vertu de la partie III de la Loi des compagnies de Québec et que cette corporation a établi son siège social et sa principale place d'affaires en la province de Québec, au 2368 de la rue St-Germain, Montréal 4, district de Montréal.

Montréal, ce 14^e jour de juillet 1967.

Association des loisirs
du Domaine Siesta inc.,

Par le Président,
PIERRE LAROCQUE.

21539-o

2171-67

Centre de l'Alimentation du Québec Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Centre de l'Alimentation du Québec Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Première partie de la Loi des Compagnies de Québec le 23 juin 1965, a établi son bureau et siège social au 6,000 Boul. Métropolitain, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 4^e jour d'octobre 1967.

Par le Président,
WILFRID PAQUIN.

21541-o

2743-65

**Garon Lake Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné que la compagnie « Garon Lake Mines Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, et ayant son siège dans la ville de Montréal où son bureau était situé à chambre 301, 901, carré Victoria, l'a transporté à chambre 3301, 1155, ouest, boulevard Dorchester, dans ladite ville de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Toronto, Ontario, ce 21^e jour de septembre 1967.

Le Président,
F. M. CONNELL.

21546-o

13288-58

**Agences Prestige inc.
Prestige Agencies Inc.**

Notice is hereby given that "Agences Prestige Inc.—Prestige Agencies Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 22nd day of June 1967, and having its head office at Montreal, has established its office at 2265 Nicolas Perreault, Montreal, judicial district of Montreal, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 18th day of September 1967.

(Seal)

JACQUES LAMOUREUX,
President.

21538-o

2787-67

**Association des loisirs du Domaine
Siesta inc.**

Take notice that "Association des loisirs du Domaine Siesta inc." was duly incorporated by letters patent granted on June 16, 1967 by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in virtue of Part III of the Quebec Companies' Act and that it has established its head office in the province of Quebec, at 2368 St-Germain Street, Montreal 4, district of Montreal.

Montreal, this 14th day of July 1967.

Association des loisirs
du Domaine Siesta inc.,

Per: PIERRE LAROCQUE,
President.

21539-o

2171-67

Centre de l'Alimentation du Québec Inc.

Notice is hereby given that the company "Centre de l'Alimentation du Québec Inc.", incorporated by letters patent under Part I of Quebec Companies' Act, bearing the date of June 23rd, 1965, has established its office at 6,000 Metropolitain Blvd., Montreal, district of Montreal, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company, as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 4th day of October, 1967.

Per: WILFRID PAQUIN,
President.

21541-o

2743-65

**Garon Lake Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Garon Lake Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated by letters patent, pursuant to the Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated at room 301, 901 Victoria Square, has moved it to room 3301, 1155 Dorchester Boulevard West, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Toronto, Ontario, this 21st day of September, 1967.

F. M. CONNELL,
President.

21546-o

13288-58

Philip Bobrow & Associates Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Philip Bobrow & Associates Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le 21e jour d'août 1967, et a établi son siège social à 4465, ouest rue Sherbrooke, Montréal, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25e jour d'août 1967.

(Sceau)

Le Président,
PHILIP D. BOBROW.
3511-67

21540

Couprov Inc.

Avis est donné que « Couprov Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 20 juin 1967 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, a établi son bureau à 612 ouest, rue St-Jacques, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 2 octobre 1967.

Le Président,
RENÉ PROVOST.
2725-67

21543-0

Delivro inc.

Avis est donné que la compagnie « Delivro inc. », a changé son siège social de Montréal, à Québec.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES ÉLIE.
2023-67

21544-0

Les Éditions du Marchand Québécois inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Les Éditions du Marchand Québécois inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 13 mai 1963, a établi son bureau et siège social au 6,000 Boul. Métropolitain, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 4e jour d'octobre 1967.

Par le Président,
WILFRID PAQUIN.
2106-63

21545-0

Philip Bobrow & Associates Ltd.

Notice is hereby given that "Philip Bobrow & Associates Ltd.", was incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act, on the 21st day of August, 1967, and has established its head office at 4465 Sherbrooke Street West, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 25th day of August, 1967.

(Sceau)
21540-0

PHILIP D. BOBROW,
President.
3511-67

Couprov Inc.

Notice is hereby given that "Couprov Inc.", incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies Act on the 20th day of June 1967 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 612 St. James Street West, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this October 2, 1967.

21543-0

RENÉ PROVOST,
President.
2725-67

Delivro inc.

Notice is hereby given that "Delivro inc.", has moved its head office from Montreal to Quebec.

21544

JACQUES ÉLIE,
Secretary-Treasurer.
2023-67

Les Éditions du Marchand Québécois inc.

Notice is hereby given that the company "Les Éditions du Marchand Québécois inc.", incorporated by letters patent under Part I of Quebec Companies Act, bearing the date of May 13, 1963, has established its office at 6,000 Metropolitan Blvd. Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company, as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 4th day of October, 1967.

21545-0

Per: WILFRID PAQUIN,
President.
2106-63

International Producers Services Inc.

Avis est donné que la compagnie « International Producers Services Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 5 juin 1967, a établi son siège social à suite M-14A, Sheraton Mt. Royal Hotel, 1455, rue Peel, en la cité de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'octobre 1967.

La Présidente,
FRANÇOISE ADAM.
2503-67

21548-0

International Producers Services Inc.

Notice is hereby given that "International Producers Services Inc.", incorporated by letters, patent of the Province of Quebec, June 5, 1967 has established its head office at suite M-14A, Sheraton Mt. Royal Hotel, 1455 Peel Street, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of October, 1967.

21548-0

FRANÇOISE ADAM,
President.
2503-67

E. S. Gould Sales Co. Ltd.

Avis est donné que « E. S. Gould Sales Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 25^e jour de mai 1960, a transporté son siège social à 11, ouest, rue Louvain, en la ville de Montréal.

Montréal, le 24^e jour d'août 1967.

21547

Le Secrétaire,
LYNDA GOULD.

Lafrenière & Labelle inc.

Prenez avis que « Lafrenière & Labelle inc. », fut dûment constituée en corporation par lettres patentes émises le 6 juillet 1967, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et que cette corporation a établi son siège social et sa principale place d'affaires en la province de Québec, au 1136, Victoria, Ville Lemoyne, district de Montréal.

Montréal, ce 2^e jour d'octobre 1967.

21549-o

Le Président,
GEORGES LAFRENIÈRE.
2936-67

Normand Larocque Transport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Normand Larocque Transport Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 28^e jour de septembre 1967, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 5325, de la rue Verdun, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à ville de Montréal, ce 4^e jour d'octobre 1967.

21550-o

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD VIDAL.
4109-67

J. N. Paradis limitée

Avis est donné que la compagnie « J. N. Paradis limitée », a changé son siège social du numéro 5, rue Tessier, Victoriaville, à Ste-Victoire-d'Arthabaska.

21551-o

Le Secrétaire,
RACHEL M. PARADIS.
13027-59

Sonospec Inc.

Avis est par la présente, donné que « Sonospec Inc. », incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 15 novembre 1965, a transporté son siège social de 2120 est, rue Sherbrooke, à 4558 est, rue Notre-Dame, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 29^e jour de septembre 1967.

(Sceau)

21552-o

Le Secrétaire,
GUY CHABOT.
5008-65

E. S. Gould Sales Co. Ltd.

Notice is hereby given that "E. S. Gould Sales Co. Ltd.", incorporated by letters patent on the 25th day of May, 1960, has moved its head office to 11 Louvain Street West, in the city of Montreal.

Montreal, the 24th day of August, 1967.

21547-o

LYNDA GOULD,
Secretary.

Lafrenière & Labelle inc.

Take notice that "Lafrenière & Labelle inc.", was duly incorporated by letters patent granted on July 6, 1967, by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in virtue of Part I of the Quebec Companies Act and that it has established its head office in the Province of Quebec, at 1136 Victoria, Ville Lemoyne, district of Montreal.

Montreal, this 2nd day of October, 1967.

21549-o

GEORGES LAFRENIÈRE,
President.
2936-67

Normand Larocque Transport Inc.

Notice is hereby given that "Normand Larocque Transport Inc.", company incorporated by the Part I of the Quebec Companies Act, on the 28th day of September, 1967, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 5325 Verdun Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at city of Montreal, this 4th day of October, 1967.

21550-o

GÉRARD VIDAL,
Secretary-Treasurer.
4109-67

J. N. Paradis limitée

Notice is hereby given that "J. N. Paradis limitée", has moved its head office from number 5 Tessier St., Victoriaville, to Ste-Victoire-d'Arthabaska.

21551

RACHEL M. PARADIS,
Secretary.
13027-59

Sonospec Inc.

Notice is hereby given that "Sonospec Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 15, 1965, has moved its head office from 2120 Sherbrooke Street East, to 4558 Notre-Dame Street East, in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 29th day of September, 1967.

(Sceau)

21552-o

GUY CHABOT,
Secretary.
5008-65

Associations coopératives**Association coopérative de Rousseau**

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la fusion des trois associations coopératives suivantes: « Association coopérative de Consolidation de Villebois », « Association coop-

Cooperative Associations**Association coopérative de Rousseau**

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the amalgamation of the following three cooperative associations: "Association coopérative de Consolidation de Ville-

rative de Travail de Beaucanton » et « Association coopérative de Travail de Val Paradis », sous le nom de « Association coopérative de Rousseau ».

Québec, le 3 octobre 1967.

*Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,*
LUCIEN DARVEAU.

21529-0

L'Association coopérative de Inoudjouac

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative de Inoudjouac ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Inoudjouac, Québec, dans le Nouveau-Québec.

Québec, le 3 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21574-0

L'Association coopérative d'Ivujivie

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative d'Ivujivie ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Ivujivie, Québec, dans le Nouveau-Québec.

Québec, le 3 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21575-0

bois", "Association coopérative de Travail de Beaucanton" and "Association coopérative de Travail de Val Paradis", under the name of "Association coopérative de Rousseau".

Québec, October 3, 1967.

*LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary
of the Province.*

21529

L'Association coopérative de Inoudjouac

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "L'Association coopérative de Inoudjouac".

The head office of this cooperative association is situated at Inoudjouac, Québec, in the New Québec.

Québec, October 3, 1967.

*RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.*

21574

L'Association coopérative d'Ivujivie

(Cooperative Associations Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "L'Association coopérative d'Ivujivie".

The head office of this cooperative association is situated at Ivujivie, Québec, in New Québec.

Québec, October 3, 1967.

*RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.*

21585

Avis divers

Giuseppe Agliuzzo

Avis est donné que Giuseppe Agliuzzo s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin d'obtenir l'adoption d'un ordre lui permettant de changer son nom de Giuseppe Agliuzzo en celui de Giuseppe Agliuzzo Foresta.

Daté à Montréal, Québec, ce 27e jour de septembre 1967.

Les Procureurs du requérant,
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN.

21434-40-2

Paroisse de Château-Richer

Avis est donné que par résolution en date du 26 septembre 1967, le Conseil Municipal de la municipalité de la paroisse de Château-Richer a autorisé la présentation d'une requête à l'honorable lieutenant-gouverneur en conseil pour ériger son territoire en municipalité de ville sous l'empire de la Loi des Cités et Villes sous le nom de Ville Château-Richer.

Le territoire à être érigé en municipalité de ville est celui jusqu'à date connu comme Municipalité de la Paroisse de Château-Richer et décrit plus amplement au plan et à la description technique préparés par Adrien Dussault, arpenteur-géomètre en date du 20 septembre 1967, sous le numéro 1352 de ses minutes.

La population de cet municipalité est actuellement de 3,130 âmes.

Le Procureur de la requérante,
(S.) J. CHARLES LORD.

21435-40-2-0

Miscellaneous Notices

Giuseppe Agliuzzo

Notice is hereby given that Giuseppe Agliuzzo will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name from Giuseppe Agliuzzo to Giuseppe Agliuzzo Foresta.

Dated at Montreal, Quebec, this 27th day of September 1967.

*CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN,
Attorneys for the Petitioner.*

21434-40-2-0

Parish of Château-Richer

Notice is hereby given that by resolution dated September 26, 1967, the Municipal Council of the municipality of the parish of Château-Richer has authorized the presentation of a petition to the Honourable Lieutenant-Governor in Council to erect his territory into a town municipality under the rule of the Cities and Towns Act under the name of Town of Château-Richer.

The territory to be erected into a town municipality is the one still known as Municipality of the Parish of Château-Richer, and described more fully on the plan and technical description prepared by Adrien Dussault, land-surveyor, dated September 20, 1967, under number 1352 of its minutes.

The population of this municipality is actually of 3,130 souls.

*(S.) J. CHARLES LORD,
Attorney for the Petitioner.*

21435-40-2

**La Commission des Écoles Catholiques
de la Cité de Jacques-Cartier
(Comté de Chambly-Taillon)**

Avis de rachat partiel

Émission de \$1,158,000.00 d'obligations à 6% portant la date du 1er décembre 1959 et échéant le 1er décembre 1969 (faite en vertu de deux résolutions, soit une du 10 juin 1958 et une autre du 8 septembre 1959).

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques-Cartier, comté de Chambly-Taillon, rachètera par anticipation, au pair, le 1er décembre 1967, les \$97,500.00 d'obligations suivantes de l'émission ci-haut indiquée, et ce en vertu de la clause de rachat inscrite aux résolutions d'emprunt et reproduite sur lesdites obligations:

35 x \$500.00 Numéros — Numbers:

D-109, D-025, D-028, D-033, D-064, D-070, D-076, D-081, D-082, D-105, D-117, D-120, D-124, D-125, D-129, D-135, D-136, D-162, D-187, D-205, D-212, D-213, D-218, D-221, D-222, D-236, D-255, D-264, D-265, D-267, D-268, D-270, D-278, D-279, D-288.

80 x \$1,000.00 Numéros — Numbers:

M-063, M-065, M-086, M-088, M-123, M-129, M-130, M-138, M-142, M-145, M-148, M-161, M-243, M-245, M-265, M-268, M-273, M-274, M-279, M-315, M-324, M-328, M-330, M-339, M-340, M-346, M-348, M-359, M-360, M-374, M-392, M-400, M-413, M-424, M-425, M-426, M-428, M-431, M-452, M-460, M-466, M-489, M-498, M-499, M-509, M-521, M-525, M-562, M-563, M-569, M-576, M-583, M-594, M-602, M-614, M-627, M-637, M-644, M-656, M-670, M-673, M-692, M-708, M-734, M-740, M-765, M-768, M-776, M-777, M-821, M-850, M-851, M-854, M-855, M-896, M-900, M-905, M-910, M-921, M-955.

Lesdites obligations deviendront dues et payables, et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec les intérêts courus jusqu'au 1er décembre 1967, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons échéants après le 1er décembre 1967 y attachés, à toute succursale dans la province de Québec, et au bureau principal à Toronto, de La Banque Provinciale du Canada, au choix du détenteur. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les documents requis pour le transfert.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er décembre 1967.

Donné à Jacques-Cartier, comté de Chambly-Taillon, ce 3 octobre 1967.

Le Secrétaire-Trésorier,

25127-0

MAURICE Y. LAPLANTE.

Charles Orbell Pinnington

Avis est donné que la compagnie « Charles Orbell Pinnington », agent de manufacturiers, de la cité de St-Laurent, dans le district de Montréal, province de Québec, s'adressera conformément à la Loi au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un ordre lui permettant de changer son nom de « Charles Orbell Pinnington » en celui de « Charles Orbell Penny », celui-ci devant servir à toutes fins légales.

Daté à Montréal, ce 8e jour de septembre 1967.

Le Procureur du requérant,

21528-41-2-0

S. J. SMILEY.

**Conseil Ste-Agnès No 2043 des Chevaliers
de Colomb de Lac Mégantic inc.**

Le Conseil Ste-Agnès No 2043 des Chevaliers de Colomb de Lac Mégantic Inc., Lac Mégantic, P.Q., donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et

**The Catholic School Commission
of the City of Jacques-Cartier
(County of Chambly-Taillon)**

Notice of Partial Redemption

Issue of \$1,158,000 of bonds at 6% bearing date the 1st day of December, 1959 and maturing on the 1st day of December, 1969 (made pursuant to two resolutions, one dated the 10th of June, 1958, and the other the 8th of September, 1959).

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of the City of Jacques-Cartier, county of Chambly-Taillon, will redeem, by anticipation, at par, on the 1st of December, 1967, the following \$97,500 of bonds of the above-indicated issue, and such, pursuant to the redemption clause inserted in the loan resolution and reproduced on the said bonds:

M-130, M-138, M-142, M-145, M-148, M-161, M-279, M-315, M-324, M-328, M-330, M-339, M-392, M-400, M-413, M-424, M-425, M-426, M-498, M-499, M-509, M-521, M-525, M-562, M-614, M-627, M-637, M-644, M-656, M-670, M-768, M-776, M-777, M-821, M-850, M-851, M-921, M-955.

The said bonds shall become due and payable, and they shall be payable and redeemed, principal and interest, on the above-mentioned date, in the legal tender of Canada, with the interest accrued up to December 1, 1967, upon presentation and remittance of the same, with all the interest coupons maturing after December 1, 1967, attached thereto, at any branch in the province of Quebec, and at the head office in Toronto, of the Provincial Bank of Canada, at the holder's choice. The bonds registered with respect to the principal must be accompanied by all the documents required for the transfer.

The said bonds shall cease to bear interest as from December 1, 1967.

Given at Jacques-Cartier, county of Chambly-Taillon, October 3, 1967.

MAURICE Y. LAPLANTE,

25127

Secretary-Treasurer.

Charles Orbell Pinnington

Notice is hereby given that "Charles Orbell Pinnington", manufacturers' agent, of the city of St-Laurent in the district of Montreal, Province of Quebec, will apply according to law to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name from "Charles Orbell Pinnington" to that of "Charles Orbell Penny", same to avail for all legal purposes.

Dated at Montreal, this 8th day of September 1967.

S. J. SMILEY,

21528-41-2-0

Attorney for petitioner.

**Council Ste-Agnès No. 2043 of the Knights
of Columbus of Lac Mégantic Inc.**

The Council Ste-Agnès No. 2043 of the Knights of Columbus of Lac Mégantic Inc., Lac Mégantic, P.Q., hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned

qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 22 septembre 1967.

Le Grand Chevalier,
F. CAMPAGNA,
Le Secrétaire-archiviste,
JOSEPH POULIN.

21554-o

Lawrence William Dallas

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2659, du 27 septembre 1967, d'effectuer le changement de nom de Lawrence William Levine en celui de Lawrence William Dallas.

Québec, le 6 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

David Leonard Birk

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2656, du 27 septembre 1967, d'effectuer le changement de nom de David Leonard Bercovitch en celui de David Leonard Birk.

Québec, le 6 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

Joseph Eric Yvon Cright

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2652, du 27 septembre 1967, d'effectuer le changement de nom de Joseph Eugène Yves Jolicoeur en celui de Joseph Eric Yvon Cright.

Québec, le 6 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

Laurence Eteo

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2657, du 27 septembre 1967, d'effectuer le changement de nom de Laurence Eteovitch en celui de Laurence Eteo.

Québec, le 6 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

Joseph Aldéric René Roy

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2654, du 27 septembre 1967, d'effectuer le changement de nom de Joseph Aldéric Roy en celui de Joseph Aldéric René Roy.

Québec, le 6 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

Marcel Roy

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2655, du 27 septembre 1967, d'effectuer le changement de nom de Joseph Robert Alfred Marcellin Vallée en celui de Marcel Roy.

Québec, le 6 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-o

address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from September 22, 1967.

F. CAMPAGNA,
Grand Knight,
JOSEPH POULIN,
Recorder.

21554-o

Lawrence William Dallas

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 2659, dated September 27, 1967, to effect the change of name of Lawrence William Levine into that of Lawrence William Dallas.

Quebec, October 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

David Leonard Birk

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 2656, dated September 27, 1967, to effect the change of name of David Leonard Bercovitch into that of David Leonard Birk.

Quebec, October 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

Joseph Eric Yvon Cright

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 2652, dated September 27, 1967, to effect the change of name of Joseph Eugène Yves Jolicoeur into that of Joseph Eric Yvon Cright.

Quebec, October 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

Laurence Eteo

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 2657, dated September 27, 1967, to effect the change of name of Laurence Eteovitch into that of Laurence Eteo.

Quebec, October 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

Joseph Aldéric René Roy

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 2654, dated September 27, 1967, to effect the change of name of Joseph Aldéric Roy into that of Joseph Aldéric René Roy.

Quebec, October 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

Marcel Roy

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 2655, dated September 27, 1967, to effect the change of name of Joseph Robert Alfred Marcellin Vallée into that of Marcel Roy.

Quebec, October 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

Irwin Gordon Schwartz

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2658, du 27 septembre 1967, d'effectuer le changement de nom de Irwin Gordon Wool en celui de Irwin Gordon Schwartz.

Québec, le 6 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

21525-o

RAYMOND DOUVILLE.

Michael Dick Schwartz

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2653, du 27 septembre 1967, d'effectuer le changement de nom de Michael Dick Wool en celui de Michael Dick Schwartz.

Québec, le 6 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

21525-o

RAYMOND DOUVILLE.

Heinerich-Lupu Brohovici

Avis est par la présente donné que Heinerich-Lupu-Brohovici, médecin et chirurgien-dentiste, du 5730 avenue Darlington, cité de Montréal, province de Québec, se propose de présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil sollicitant de changer son nom en celui de Henri-Lupu-Heinrich-Brohovici, conformément à la loi de changement de nom.

Montréal, le 8 septembre 1967.

Dr H. BROHOVICI,

5730, avenue Darlington,

21572-41-2-o

app. 10, Montréal.

**Succession Enna Vaudreuil
& Dame Marise Côté**

Avis public est donné que la soussignée, en sa qualité de tutrice à Renée Vaudreuil, a accepté sous bénéfice d'inventaire la succession d'Enna Vaudreuil, en son vivant, journalier, demeurant au numéro 1491 de la rue Painchaud, en la ville de Plessisville, comté de Mégantic, et de son épouse, Dame Marise Côté, tous deux décédés le sept août, mil neuf cent soixante-sept, par acte d'acceptation sous bénéfice d'inventaire passé devant Me Jean Tétreault, notaire, le vingt-neuf septembre, mil neuf cent soixante-sept, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Mégantic, à Inverness, le 4 octobre 1967, sous le No 114151.

Daté à Plessisville, le 5 octobre 1967.

Mlle Suzanne Côté,

Par le Notaire,

21573-o

JEAN TÉTREAUULT.

Irwin Gordon Schwartz

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 2658, dated September 27, 1967, to effect the change of name of Irwin Gordon Wool into that of Irwin Gordon Schwartz.

Quebec, October 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

21525

Assistant Secretary of the Province.

Michael Dick Schwartz

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council number 2653, dated September 27, 1967, to effect the change of name of Michael Dick Wool into that of Michael Dick Schwartz.

Quebec, October 6, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

21525

Assistant Secretary of the Province.

Heinerich-Lupu Brohovici

Notice is given that Heinerich-Lupu Brohovici, physician and surgeon-dentist, residing at 5730 Darlington Avenue, city of Montreal, Province of Quebec, intends to transmit to the Provincial Secretary an application for the change of his name, as: Henri-Lupu-Heinrich Brohovici, in conformity with the change of name Act (Bill 31).

Montreal, October 8, 1967.

Dr. H. BROHOVICI,

5730 Darlington Ave.,

21572-41-2-o

Apt. 10 Montreal.

**Estate of Enna Vaudreuil
& Dame Marise Côté**

Public notice is given that the undersigned, in her capacity as tutrix to Renée Vaudreuil, has accepted, under benefit of inventory, the estate of Enna Vaudreuil, in his lifetime labourer, living at number 1491 Painchaud St., in the town of Plessisville, county of Mégantic, and of his wife, Dame Marise Côté, both of whom died on August seventh, one thousand nine hundred and sixty-seven, by deed of acceptance under benefit of inventory, passed before Me Jean Tétreault, notary, on September twenty-ninth, one thousand nine hundred and sixty-seven, and registered in the office of the registration division of Mégantic, in Inverness, on October 4, 1967, under No. 114151.

Dated at Plessisville this October 5, 1967.

Miss Suzanne Côté,

By: JEAN TÉTREAUULT.

21573-o

Notary.

Chartes — Abandon de**Edgar Cohen Family Investments Ltd.**

Avis est par les présentes donné par « Edgar Cohen Family Investments Ltd. », une compagnie incorporée sous la Loi des Compagnies de Québec, ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 3^e jour d'octobre, 1967.

Le Secrétaire,

FLORIAN DUDING.

21531

Charters — Surrender of**Edgar Cohen Family Investments Ltd.**

Notice is hereby given that "Edgar Cohen Family Investments Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of October 1967.

FLORIAN DUDING,

Secretary.

21531-o

Gérard Castonguay inc.

Prenez avis que la Compagnie « Gérard Castonguay inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
ME J. B. LAMARRE, Notaire.

21530-o

Edsall Research Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Edsall Research Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 15e jour de septembre 1967.

EDSALL RESEARCH LTD.
Le Secrétaire de l'administration.

21532

Les Entreprises Remi inc.

Prenez avis que la compagnie « Les Entreprises Remi inc. », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte. Saint-Jean, ce 29 septembre 1967.

Le Procureur de la compagnie,
ANDRÉ GAGNON, Notaire.

21533-o

Kalman Holdings Inc.

Avis est par les présentes donné que « Kalman Holdings Inc. », une compagnie incorporée sous la Loi des Compagnies de Québec, ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 3e jour d'octobre, 1967.

Le Secrétaire,
PERRY FISHMAN.

21534-o

Quadrad Inc.

Avis est par les présentes donné que « Quadrad Inc. », une compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de la Province de Québec, et ayant son siège social à Québec, présentera une requête au secrétaire de la province pour demander l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Québec, le 2e jour d'octobre 1967.

Les Procureurs de la compagnie,
PRATTE, CÔTÉ, TREMBLAY,
BEAUVAIS, BOUCHARD,
GARNEAU & TRUCHON.

21535-o

La Compagnie de Téléphone de Weedon inc.

Prenez avis que la compagnie « La Compagnie de Téléphone de Weedon inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et dont le siège social est situé à Weedon, P.Q., demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Sherbrooke, P.Q., ce 10e jour d'octobre 1967.

Le Procureur de la Compagnie,
JACQUES PAGÉ, avocat.

21571-o

Gérard Castonguay inc.

Notice is hereby given that "Gérard Castonguay inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

ME J. B. LAMARRE, Notary,
Attorney for the Company.

21530

Edsall Research Ltd.

Notice is hereby given that "Edsall Research Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 15th day of September, 1967.

EDSALL RESEARCH LTD.
Secretary of the Board.

21532-o

Les Entreprises Remi inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Remi inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

Saint-John's, this September 29, 1967.

ANDRÉ GAGNON, Notary,
Attorney for the Company.

21533

Kalman Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Kalman Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal this 3rd day of October, 1967.

PERRY FISHMAN,
Secretary.

21534-o

Quadrad Inc.

Notice is hereby given that "Quadrad Inc.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, and having its head office in Quebec, will apply to the Provincial Secretary to request leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Quebec, this 2nd day of October, 1967.

PRATTE, CÔTÉ, TREMBLAY,
BEAUVAIS, BOUCHARD,
GARNEAU & TRUCHON,
Attorneys for the Company.

21535

La Compagnie de Téléphone de Weedon inc.

Take notice that "La Compagnie de Téléphone de Weedon inc.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies Act and having its head office at Weedon, P.Q., will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Sherbrooke, P.Q., the 10th day of October 1967.

JACQUES PAGÉ, lawyer,
Attorney of the Company.

21571-o

Développements Portland inc.

Avis est par les présentes donné que « Développement Portland inc. », ayant son bureau-chef à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Sherbrooke, ce 29 septembre 1967.

Le Procureur de la requérante,

21555-o

PIERRE LANGLOIS, NOTAIRE.

Développements Portland inc.

Notice is hereby given that "Développement Portland inc.", having its head office in Sherbrooke, in the district of St. Francis, will apply to the Provincial Secretary, for leave to surrender its charter, from and after a date to be fixed by him.

Dated at Sherbrooke, September 29, 1967.

PIERRE LANGLOIS, NOTARY.

21555

Attorney for the Petitioner.

Inter Canada Holdings Ltd.

Avis est donné que « Inter Canada Holdings Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 4^e jour d'octobre 1967.

Le Secrétaire,

21556-o

MAURICE ROZON.

Inter Canada Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Inter Canada Holdings Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, the 4th day of October, 1967.

MAURICE ROZON,

21556-o

Secretary.

Action en séparation de biens**Godbout vs Tremblay et al**

Canada, Province de Québec, district de St-François, Cour Supérieure, No 28,712. Dame Marie Anna Godbout, épouse commune en biens de Trefflé Tremblay, domiciliée et résidant à R.R. No # 1, à Rock Forest, district de St-François, demanderesse, *vs* Trefflé Tremblay, de R.R. No # 1, à Rock Forest, district de St-François, défendeur, et La Banque Canadienne Nationale, corporation légalement constituée avec place d'affaires à 49 nord, rue Wellington, à Sherbrooke, district de St-François, et La Banque Canadienne Nationale, corporation légalement constituée avec place d'affaires à 830, rue Belvédère Sud, en la cité de Sherbrooke, district de St-François.

Tierces-Saisies.

Avis

Prenez avis que la demanderesse a institué une action en séparation de biens le 21 septembre 1964.

Sherbrooke, le 6 octobre 1967.

Le Procureur de la demanderesse,

21553-o

JACQUES PAGÉ.

Action for separation as to property**Godbout vs Tremblay et al**

Canada, Province of Quebec, district of St. Francis, Superior Court, No. 28,712. Dame Marie Anna Godbout, wife common as to property of Trefflé Tremblay, domiciled and residing at R.R. No. # 1, in Rock Forest, district of St. Francis, plaintiff, *vs* Trefflé Tremblay, of R.R. No. # 1, in Rock Forest, district of St. Francis, defendant, and The Canadian National Bank, body politic and corporate, having a place of business at 49 Wellington St. North, in Sherbrooke, district of St. Francis, and The Canadian National Bank, body politic and corporate, having a place of business at 830 Belvedere St. South, in the city of Sherbrooke, district of St. Francis.

Garnishers.

Notice

Take notice that the plaintiff has instituted an action in separation as to property on September 21, 1964.

Sherbrooke, October 6, 1967.

JACQUES PAGÉ,

21553-o

Attorney for the Plaintiff.

Compagnies Divers**La Corporation des Secrétaires Municipaux et Scolaires du Québec inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 11 octobre 1967, approuvé les règlements numéros 1 (articles 1 à 61), 2 (articles 1 à 22) et 3, de « La Corporation des Secrétaires Municipaux et Scolaires du Québec inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

21589-o

3495-67

Miscellaneous Companies**La Corporation des Secrétaires Municipaux et Scolaires du Québec inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on October 11, 1967, approved by-law numbers 1 (sections 1 to 61), 2 (sections 1 to 22) and 3, of "La Corporation des Secrétaires Municipaux et Scolaires du Québec inc.", and such, in pursuance of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

21589

3495-67

Bennett Limited

Avis est donné que la compagnie « Bennett Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le Secrétaire,
HAROLD E. WALKER,
1459-24

21536

Marigot Investments Limited

Avis est donné que la compagnie « Marigot Investments Limited », a changé le nombre d'administrateurs de 3 à 12.

Le Secrétaire,
J. P. VAN WYNEN,
3710-64

21537

Bennett Limited

Notice is given that "Bennett Limited" has changed the number of its directors from 7 to 8.

HAROLD E. WALKER,
Secretary.
1459-24

21536-o

Marigot Investments Limited

Notice is given that "Marigot Investments Limited" has changed the number of its directors from 3 to 12.

J. P. VAN WYNEN,
Secretary.
3710-64

21537-o

Caisse d'épargne et de crédit

Caisse d'économie des employés de l'Hôpital St-Joseph « Lachine »

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'économie des employés de l'Hôpital St-Joseph « Lachine » ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de l'Hôpital St-Joseph de Lachine.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Lachine, Québec, dans le district électoral de Jacques-Cartier.

Québec, le 5 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21576-o

Saving and Credit Union

Caisse d'économie des employés de l'Hôpital St-Joseph « Lachine »

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'économie des employés de l'Hôpital St-Joseph « Lachine » ».

The group from which the union will recruit its members will be the employees of St-Joseph de Lachine Hospital.

The head office of this savings and credit union is situated in Lachine, Quebec, in the electoral district of Jacques-Cartier.

Quebec, October 5, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21576

Compagnies autorisées à faire des affaires

Wardair Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Wardair Canada Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. J. W. Hemens, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 505, ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 58-67 — 1390/3

The Hamilton-Pic Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « The Hamilton-Pic Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. James Dickson, de 2531, avenue Walkley, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à a/s de James Dickson, 2531, avenue Walkley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525 57-67 — 1388/111

Companies Licensed to do Business

Wardair Canada Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Wardair Canada Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. J. W. Hemens, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 505 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 58-67 — 1390/3

The Hamilton-Pic Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "The Hamilton-Pic Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. James Dickson, of 2531 Walkley Avenue, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at c/o James Dickson, 2531 Walkley Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525-o 57-67 — 1388/111

Demandes à la Législature**Calvary Baptist Church**

Prenez avis que « Calvary Baptist Church », située au Croissant Dubois au Boulevard St-Joseph, Châteauguay Centre, province de Québec, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour incorporation sous la Loi de la constitution de certaines Églises et ses amendements, le chapitre 305 de l'année 1964 des Statuts Révisés de la province de Québec.

Montréal, 28 septembre 1967.

Les Notaires du requérant,

GODIN, GODIN, MEHNERT

21477-40-4-o

& PRUD'HOMME.

Les Dominicaines de la Trinité

Avis est donné que Régina Doyon, en religion Mère Madeleine des Anges, prieure générale de « Les Dominicaines de la Trinité », s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° La constitution en corporation de « Les Dominicaines de la Trinité », avec son siège social en la cité de Sillery, pour fins religieuses, charitables et éducationnelles, avec pouvoirs spéciaux et propres aux fins de cette nouvelle corporation;

2° L'abrogation des Lois 12 Elizabeth II, chapitre 120 et 12-13 Elizabeth II, chapitre 112, constituant en corporations « Les Dominicaines de l'Enfant-Jésus », et « Les Dominicaines du Rosaire », et la dissolution des dites corporations auxquelles la nouvelle succédera avec des pouvoirs identiques.

Québec, le 4 octobre 1967.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

TURGEON, AMYOT, CHOQUETTE

21557-41-4-o

& LESAGE.

Applications to Legislature**Calvary Baptist Church**

Notice is hereby given that "Calvary Baptist Church", Croissant Dubois at St. Joseph Blvd., Châteauguay Centre, Province of Quebec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 305 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1964, and Amendments.

Montreal, September 28, 1967.

GODIN, GODIN, MEHNERT

& PRUD'HOMME,

21477-40-4-o

Attorneys for the Petitioner.

Les Dominicaines de la Trinité

Notice is hereby given that Régina Doyon, in religion Mother Madeleine des Anges, general prioress of "Les Dominicaines de la Trinité", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a special Act for the following purposes:

1. To incorporate "Les Dominicaines de la Trinité", with its head office in the city of Sillery, for the purposes of religion, charity and education, with special powers necessary for the purposes of the new corporation;

2. To repeal Act 12 Elizabeth II, chapter 120, and Act 12-13 Elizabeth II, chapter 112, incorporating "Les Dominicaines de l'Enfant-Jésus", and "Les Dominicaines du Rosaire", and to dissolve said corporations.

Quebec, October 4, 1967.

TURGEON, AMYOT, CHOQUETTE

& LESAGE,

21557-41-4-o

Attorneys for the Petitioner.

**Ministère des
Affaires municipales****Ville de Saint-Gabriel**

Canada,
Province de
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le comté de Berthier, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 1^{er} mai 1967, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, tel que décrit dans la description

**Department of
Municipal Affairs****Town of Saint-Gabriel**

Canada,
Province of
Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Municipal Council of the Village of Saint-Gabriel-de-Brandon, in the county of Berthier, governed by the Municipal Code of the Province of Quebec, presented to Us, in conformity with a resolution adopted at its session of May 1, 1967, a petition asking that the territory of the said municipality of the village of Saint-Gabriel-de-Brandon, such as described

officielle du ministère des Terres et Forêts, en date du 18 août 1967, soit érigé en une municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU que la population de la municipalité du village de Saint-Gabriel-de-Brandon est de trois mille trois cent soixante-trois âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Saint-Gabriel-de-Brandon.

À CES CAUSES, Sachez que du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2212, en date du 30 août 1967, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, lac, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites du territoire ci-après décrites, à savoir:

partant du sommet de l'angle ouest du lot 535-42; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le côté sud-est du chemin du VI^e rang en allant vers le nord-est et son prolongement à travers le chemin de la concession St-Jean jusqu'au côté nord-est dudit chemin; le côté nord-est dudit chemin en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 152-2; la ligne nord-ouest des lots 152-2 et 152-3, la dernière prolongée à travers la rue du lac Maskinongé; la ligne nord-ouest du lot 152-4 et son prolongement dans le lac Maskinongé jusqu'à sa rencontre avec le prolongement de la ligne séparative des lots 158-2 et 159; ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots; les lignes nord-est et sud-est du lot 228-3; partie de la ligne nord-est du lot 229-2 en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est dudit lot; la ligne sud-est des lots 229-2 et 230-16; partie de la ligne sud-ouest du lot 230-16 jusqu'à la ligne sud-est du lot 231-158; la ligne sud-est des lots 231-158 et 231-136, la dernière prolongée à travers la rue St-Gabriel; la ligne sud-est des lots 231-A-3 et 232-167; la ligne sud-ouest des lots 232-167, 232-162, 232-159, 232-137 (rue Marcel), 232-101, 232-100, 232-99, 232-98 et partie de la ligne sud-est du lot 232-A jusqu'à la ligne est du lot 530-A-8; la ligne est des lots 530-A-8, 530-A-9 et 530-A-10; les lignes est, sud-est et sud-ouest du lot 530-A-11, la dernière prolongée à travers la rue St-Cléophas; la ligne sud-ouest du lot 530-A-5 et son prolongement à travers l'emprise du chemin de fer de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique (lot 630) jusqu'au côté nord-ouest de ladite emprise; ledit côté nord-ouest de la susdite emprise en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 528 et 529; partie de ladite ligne séparative de

in the official description of the Department of Lands and Forests, dated August 18, 1967, be erected into a town municipality including only one ward represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Quebec into a town municipality, if it has a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Saint-Gabriel-de-Brandon is three thousand three hundred and sixty-three souls;

WHEREAS it is expedient to accede to this petition of the Municipal Council of the village of Saint-Gabriel-de-Brandon.

THEREFORE, KNOW YE that with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2212, dated August 30, 1967, and in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The actual territory of the municipality of the village of Saint-Gabriel-de-Brandon, county of Berthier, including, in reference to the official cadastre of the parish of Saint-Gabriel-de-Brandon, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, streets, routes, railroad right of ways, lakes, water courses or parts of these, the whole enclosed in the limits of the territory hereafter described, to wit:

starting from the summit of the west angle of lot 535-42; thence, successively, the following lines and demarcations: the southeast side of the road of the VIth range going northeast and its prolongation across the road of the St-Jean concession up to the northeast side of the said road; the northeast side of the said road going to the northwest up to the northwest line of lot 152-2; the northwest line of lots 152-2 and 152-3, the last prolonged across the street of Maskinongé Lake; the northwest line of lot 152-4 and its prolongation into Maskinongé Lake up to its meeting with the prolongation of the separative line of lots 158-2 and 159; the said prolongation and the said separative line of lots; the northeast and southeast lines of lot 228-3; part of the northeast line of lot 229-2 going to the southeast up to the southeast line of said lot; the southeast line of lots 229-2 and 230-16; part of the southwest line of lot 230-16 up to the southeast line of lot 231-158; the southeast line of lots 231-158 and 231-136; the latter prolonged across St-Gabriel Street; the southeast line of lots 231-A-3 and 232-167; the southwest lines of lots 232-167, 232-162, 232-159, 232-137 (Marcel Street), 232-101, 232-100, 232-99, 232-98 and part of the southeast line of lot 232-A up to the east line of lot 530-A-8 the east line of lots 530-A-8, 530-A-9, and 530-A-10; the east, southeast and southwest lines of lot 530-A-11, the latter prolonged across St-Cléophas Street; the southwest line of lot 530-A-5 and its prolongation across the railroad right of way of the Canadian Pacific Railroad (lot 630) up to the northwest side of the said right of way; the said northwest side of the aforesaid right of way going southwest to the separative line of lots 528 and 529; part of the said separative line of the lots going northwest

lots en allant vers le nord-ouest jusqu'à un point situé à mille quatre cents pieds (1,400') du côté sud-est de la rue Dequoy, distance mesurée en allant vers le sud-est le long de ladite ligne séparative de lots à partir du point d'intersection de ladite ligne séparative de lots avec le côté sud-est de la rue Dequoy; une ligne droite traversant le lot 528 sur une distance de trois cent quatre-vingt-quinze pieds et huit dixièmes (395.8') jusqu'à un point sur la ligne sud-ouest dudit lot 528 à une distance de mille cinq cent sept pieds (1,507') du côté sud-est de la rue Dequoy (chemin du 5^e rang), distance mesurée le long de ladite ligne sud-ouest, distance mesurée en allant vers le sud-est à partir du point d'intersection de ladite ligne séparative de lots avec le côté sud-est de la rue Dequoy; partie de ladite ligne sud-ouest du lot 528 sur ladite distance de mille cinq cent sept pieds (1,507') et son prolongement à travers la rue Dequoy jusqu'au côté nord-ouest de ladite rue; ledit côté nord-ouest de ladite rue en allant vers le nord-est jusqu'à un point situé à cent soixante pieds (160') au sud-ouest de la ligne sud-ouest du lot 536-A, distance mesurée le long dudit côté nord-ouest de ladite rue; une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 536 et 537 allant vers le nord-ouest sur une distance de mille sept cent quatre-vingt-dix pieds et douze centièmes (1,790.12'); une ligne perpendiculaire à la ligne séparative des lots 536 et 537 allant vers le nord-est sur une distance de cent soixante pieds (160') soit jusqu'à ladite ligne séparative des lots 536 et 537; cette ligne séparative de lots en allant vers le nord-ouest sur une distance de neuf cent cinquante-sept pieds (957'); une ligne droite traversant le lot 536 jusqu'à un point sur le côté sud-ouest de l'ancien chemin St-Damien à une distance de mille huit cent quarante-quatre pieds et soixante-cinq centièmes (1,844.65') du coin nord du lot 536-1; enfin ledit côté sud-ouest dudit chemin et la ligne sud-ouest du lot 535-42 en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ; soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de « ville de Saint-Gabriel »;

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le même que celui où se tiennent généralement les assemblées du conseil de la corporation municipale du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

to a point situated at one thousand four hundred feet (1,400') on the southeast side of Dequoy Street, distance measuring going southeast along the said separative line of the lots starting from the intersection point of the said separative line of the lots with the southeast side of Dequoy Street; a straight line crossing lot 528 on a distance of three hundred and ninety-five feet and eight tenths (395.8') up to a point on the southwest line of said lot 528 at a distance of one thousand five hundred and seven feet (1,507') on the southeast side of Dequoy Street (road of the 5th range), distance measured along the said southwest line, distance measuring going southeast from the intersection point of the said separative line of the lots with the southeast side of Dequoy Street; part of the said southwest line of lot 528 on the said distance of one thousand five hundred and seven feet (1,507') and its prolongation across Dequoy Street up to the northwest side of the said street; the said northwest side of the said street going northeast up to a point situated at one hundred and sixty feet (160') on the southwest of the southwest line of lot 536-A, distance measured along the said northwest side of the said street; a line parallel to the separative line of lots 536 and 537 going northwest on a distance of one thousand seven hundred and ninety feet and twelve hundredths (1,790.12'); a line perpendicular to the separative line of lots 536 and 537 going northeast on a distance of one hundred and sixty feet (160') up to the said separative line of lots 536 and 537; this separative line of lots going northwest on a distance of nine hundred and fifty-seven feet (957'); a straight line crossing lot 536 up to a point on the southwest side of former St-Damien road at a distance of one thousand eight hundred and forty-four feet and sixty-five hundredths (1,844.65') on the north corner of lot 536-1; finally the said southwest side of the said road and the southwest line of lot 535-42 going on the northwest up to the point of departure; be erected into a town municipality, under the name of "Town of Saint-Gabriel";

THAT the Municipal Council of this town be composed of one mayor and six aldermen and that it include a single ward;

THAT the first general meeting of the Council of this municipality be held where the meetings of the Council of the Municipal Corporation of the village of Saint-Gabriel-de-Brandon, county of Berthier are generally held.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirteenth day of September, in the Year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193).

Le Sous-ministre des affaires municipales,
21558-0 JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Ville de Douville

Canada,
Province de
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le conseil municipal de Douville, dans le comté de Saint-Hyacinthe, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 3 avril 1967, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de Douville, tel que décrit dans la description officielle du ministère des Terres et Forêts, en date du 9 août 1967, soit érigé en une municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU que la population de la municipalité de Douville est de deux mille quatre cent trente-trois âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de Douville.

À CES CAUSES, Sachez que du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2211, en date du 30 août 1967, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité de Douville, comté de Saint-Hyacinthe, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou parties d'eux, le tout renfermé dans les limites du territoire ci-après décrites, à savoir:

partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 1095 et 1096 avec la rive nord-ouest de la rivière Yamaska; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le nord-ouest jusqu'à un point sur ladite ligne séparative à une distance de cinq pieds

Notice of the granting of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
21558 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Town of Douville

Canada,
Province of
Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters patent

WHEREAS, under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the municipal council of Douville, in the county of Saint-Hyacinthe, governed by the municipal Code of the Province of Quebec, presented to us, pursuant to a resolution adopted at its session on April 3, 1967, a petition asking that the territory of the said municipality of Douville, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated August 9, 1967, be erected into a town municipality, comprising only one ward represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the municipal Code of the Province of Quebec into a town municipality, if it has a population of at least two thousand souls;

WHEREAS the population of the municipality of Douville is two thousand four hundred and thirty-three souls;

WHEREAS it is expedient to grant the request of the municipal council of Douville.

THEREFORE, Know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2211, dated August 30, 1967, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order:

THAT the following territory, to wit:

The present territory of the municipality of Douville, county of Saint-Hyacinthe, comprising, in reference to the official cadaster of the parish of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, highways, railroad right of ways, watercourses or parts of the same, the whole enclosed within the boundaries of the territory hereinafter described, to wit:

starting at the point of intersection of the line separating lots 1095 and 1096 with the north-west bank of the Yamaska River; thence, successively, the following lines and demarcations: part of the said line separating the lots going towards the northwest to a point on the said separating line to a distance of five and five-

et cinq dixièmes (5.5') au sud-est d'une ligne droite dans le prolongement du côté sud-est de la rue Lafontaine à travers les lots 1094 et 1095, distance mesurée le long de ladite ligne séparative des lots 1095 et 1096; une ligne droite dans le lot 1096 allant vers le sud-ouest sur une longueur de deux cent soixante-treize pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (273.85') soit jusqu'à un point à une distance de cent cinquante-deux pieds et neuf dixièmes (152.9') du côté nord-ouest du boulevard Sir Wilfrid Laurier, distance mesurée le long d'une ligne parallèle à la ligne séparative des lots 1095 et 1096; ladite ligne parallèle sur ladite distance de cent cinquante-deux pieds et neuf dixièmes (152.9'); le côté nord-ouest du boulevard Sir Wilfrid Laurier en allant vers le sud-ouest sur une longueur de seize pieds et trente-deux centièmes (16.32'); une ligne droite allant vers le nord-ouest et parallèlement à la ligne séparative des lots 1095 et 1096 sur une longueur de cent cinquante et un pieds et cinquante-cinq centièmes (151.55'); une ligne droite allant vers le sud-ouest sur une longueur de trois cent quinze pieds et vingt-cinq centièmes (315.25') soit jusqu'à un point sur la ligne séparative des lots 1096 et 1097 à une distance de cent soixante-onze pieds et trois dixièmes (171.3') du côté nord-ouest du boulevard Sir Wilfrid Laurier et mesurée le long de ladite ligne séparative de lots; partie de la susdite ligne séparative de lots en allant vers le nord-ouest sur une longueur de cent dix-huit pieds et sept dixièmes (118.7'); une ligne droite dans le lot 1097 allant vers le sud-ouest sur une longueur de quatre cent trente-sept pieds et vingt-cinq centièmes (437.25') soit jusqu'à un point à une distance de deux cent soixante-dix pieds (270') du côté nord-ouest du boulevard Sir Wilfrid Laurier, distance mesurée parallèlement à la ligne séparative des lots 1096 et 1097; une autre ligne droite dans le lot 1097 allant vers le nord-ouest jusqu'à un point sur le côté sud-est de l'emprise du chemin de fer Canadien National (lot 1409) à une distance de quatre cent quatre-vingt-neuf pieds (489') de la ligne séparative des lots 1096 et 1097 mesurée le long de ladite emprise; le côté sud-est de ladite emprise de chemin de fer en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 1100 et 1202; une ligne brisée séparant les lots 1202, 1140 et partie de 1139 d'un côté des lots 1100, 1102 et 1110 inclusivement et 1112; la ligne nord-ouest du lot 1113 et son prolongement à travers l'ancien chemin de fer des comtés-unis jusqu'au côté nord-ouest dudit chemin de fer; le côté nord-ouest dudit chemin de fer en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 1138; une ligne brisée séparant d'un côté le cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe des cadastres des paroisses de Sainte-Madeleine et de Saint-Damase jusqu'au coin sud-ouest du lot 1137 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, cette ligne brisée limitant vers le nord-ouest le rang de la rivière côté nord de ce dernier cadastre; la ligne sud dudit lot 1137 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Yamaska; la ligne médiane de ladite rivière en allant dans des directions nord et nord-est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 1095 et 1096; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ; soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de « ville de Douville »;

tenths feet (5.5') southeast of a straight line on the extension of the southeast side of Lafontaine street across lots 1094 and 1095, a distance measured along the said separating line of lots 1095 and 1096; a straight line on lot 1096 going towards the southwest to a length of two hundred and seventy-three and eighty-five hundredths feet (273.85'), that is, to a point at a distance of one hundred and fifty-two and nine-tenths feet (152.9') from the northwest side of Sir Wilfrid Laurier Blvd., a distance measured along a line parallel to the line separating lots 1095 and 1096; the said parallel line to the said distance of one hundred and fifty-two and nine-tenths feet (152.9'); the northwest side of Sir Wilfrid Laurier Blvd. going towards the southwest to a length of sixteen and thirty-two hundredths feet (16.32'); a straight line going towards the northwest and parallel to the line separating lots 1095 and 1096 to a length of one hundred and fifty-one and fifty-five hundredths feet (151.55'); a straight line going towards the southwest to a length of three hundred and fifteen and twenty-five hundredths feet (315.25'), that is, to a point on the line separating lots 1096 and 1097 to a distance of one hundred and seventy-one and three-tenths feet (171.3') from the northwest side of Sir Wilfrid Laurier Blvd., and measured along the said separating line; part of the aforementioned line separating the lots going towards the northwest to a length of one hundred and eighteen and seven-tenths feet (118.7'); a straight line on lot 1097 going towards the southwest to a length of four hundred and thirty-seven and twenty-five hundredths feet (437.25'), that is, to a point at a distance of two hundred and seventy feet (270') from the northwest side of Sir Wilfrid Laurier Blvd., a distance measured parallel to the line separating lots 1096 and 1097; another straight line on lot 1097 going towards the northwest to a point on the southeast side of the Canadian National Railroad right of way (lot 1409) to a distance of four hundred and eighty-nine feet (489') from the line separating lots 1096 and 1097 measured along the said right of way; the southeast side of the said railroad right of way going towards the southwest to the line separating lots 1100 and 1202; a broken line separating lots 1202, 1140 and part of 1139 on one side from lots 1100, 1102 and 1110 inclusively and 1112; the northwest line of lot 1113 and its extension across the former united-counties railroad to the northwest side of the said railway the northwest side of the said railway going towards the southwest to the southwest line of lot 1138; a broken line separating, on one side, the cadaster of the parish of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe from the cadasters of the parishes of Saint-Madeleine and Saint-Damase to the southwest corner of lot 1137 in the official cadaster of the parish of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, this broken line bordering, on the northwest, on the river range on the north side of the latter cadaster; the south line of said lot 1137 and its extension to the center-line of the Yamaska River; the center-line of the said river going in northerly and northeasterly directions to the extension of the line separating lots 1095 and 1096; finally, the said extension to the starting point; be erected into a town municipality under the name of "Town of Douville";

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le même que celui où se tiennent généralement les assemblées du conseil municipal de Douville, comté de Saint-Hyacinthe.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,
LUCIEN DARVEAU.*

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1964, chapitre 193).

*Le Sous-ministre des affaires municipales,
21558-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.*

Municipalité d'Entrelacs

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 30 août 1967, un arrêté en conseil ayant pour objet de changer le nom de la municipalité du canton de Wexford, comté de Montcalm, en celui de « Municipalité d'Entrelacs ».

Conformément à l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St-Émile, comté de Montcalm, ce 2 octobre 1967.

*Le Maire,
CAMILLE ST-AMOUR.
Le Secrétaire-trésorier,
J. C. PILON.*

21559-o

Municipalité de Mont-Rolland

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 20 septembre 1967, un arrêté en conseil ayant pour objet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Mont-Rolland, comté de Terrebonne, en celui de « Municipalité de Mont-Rolland ».

Conformément à l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Mont-Rolland, ce 28 septembre 1967.

*Le Maire,
JOSEPH LATOUR.
Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND OUELLETTE.*

21559-o

THAT the municipal council of the said town be composed of a mayor and six aldermen, and that it comprise only one ward;

THAT the first general meeting of the council of the said municipality be held where the meetings of the municipal council of Douville, county of Saint-Hyacinthe, are generally held.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirteenth day of September, one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

*LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary
of the Province.*

Notice of the issuing of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193).

*JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
21558 Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Municipality of Entrelacs

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted on August 30, 1967, an Order in Council to change the name of the municipality of the township of Wexford, county of Montcalm, into that of "Municipality of Entrelacs".

In conformity with section 48 of the Municipal Code, this change of name will come into force from and after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

St-Émile, county of Montcalm, October 2, 1967.

*CAMILLE ST-AMOUR,
Mayor.
J. C. PILON,
Secretary-Treasurer.*

21559

Municipality of Mont-Rolland

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted on September 20, 1967, an Order in Council to change the name of the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Mont-Rolland, county of Terrebonne, into that of "Municipality of Mont-Rolland".

In conformity with section 48 of the Municipal Code, this change of name will come into force from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Mont-Rolland, September 28, 1967.

*JOSEPH LATOUR,
Mayor.
ROLAND OUELLETTE,
Secretary-Treasurer.*

21559

Liquidation — Avis de**Société coopérative agricole de St-Benoît**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Société coopérative agricole de St-Benoît », tenue à la salle municipale de St-Benoît, le 11 septembre 1967, il a été résolu de liquider la coopérative, conformément aux dispositions de l'article 33 de la Loi des sociétés coopératives agricoles, Statuts refondus, 1964, chapitre 124, et que mademoiselle Donalda Lessard a été nommée liquidateur.

Donné au bureau du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, ce 2^e jour d'octobre 1967.

*Le Sous-ministre associé de l'Agriculture
et de la Colonisation,*

21560-o

BENOIT LAVIGNE.

Winding up Notices**Société coopérative agricole de St-Benoît**

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of the "Société coopérative agricole de St-Benoît", held at the Municipal Hall of St-Benoît, on September 11, 1967, a resolution has been adopted to wind up the cooperative, in conformity with the provisions of section 33 of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 124, and that Miss Donalda Lessard was appointed liquidator.

Given at the office of the Minister of Agriculture and Colonization, this 2nd day of October, 1967.

BENOIT LAVIGNE,

Associate-Deputy Minister of Agriculture

21560

and Colonization.

**Ministère de l'Agriculture
et de la Colonisation****Coopérative laitière de la Matapédia**

Avis est donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Matapédia, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles Statuts refondus 1964, chapitre 124, sous le nom de « Coopérative laitière de la Matapédia », et que son siège social est à Amqui.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 2^e jour d'octobre 1967.

*Le Sous-ministre associé de l'Agriculture
et de la Colonisation,*

21560-o

BENOIT LAVIGNE.

**Department of Agriculture
and Colonization****Coopérative laitière de la Matapédia**

Notice is hereby given that a cooperative agricultural society has been constituted in the county of Matapédia, in virtue of the Cooperative Agricultural Associations Act, Revised Statutes 1964, chapter 124, under the name of "Coopérative laitière de la Matapédia", and that its head office is at Amqui.

The Minister authorizes the formation of this society.

Quebec, this 2nd day of October, 1967.

BENOIT LAVIGNE,

Associate-Deputy Minister of Agriculture

21560

and Colonization.

Ministère de l'Éducation**Saint-Cléophas**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de « Saint-Cléophas », dans le comté de Joliette, à la municipalité scolaire de Saint-Félix-de-Valois, dans le comté de Joliette.

Québec, le 5 octobre 1967.

Le Ministre de l'Éducation,

21561-41-2-o

JEAN-JACQUES BERTRAND.

Department of Education**Saint-Cléophas**

Application is made to annex the actual territory of the school municipality of "Saint-Cléophas", in the county of Joliette, to the school municipality of St-Félix-de-Valois, in the county of Joliette.

Quebec, October 5, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,

21561-41-2

Minister of Education.

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre****Canton de Ascot**

Cadastre officiel du canton de Ascot, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 15-A-267-47 à 15-A-267-55, rang VIII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 septembre 1967.

Le Sous-ministre,

21567-o

FERNAND BOUTIN.

Canton de Ascot

Cadastre officiel du canton de Ascot, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

**Department of Lands and Forests
Cadastre****Township of Ascot**

Official cadastre of township of Ascot, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 15-A-267-47 to 15-A-267-55, range VIII are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 20, 1967.

FERNAND BOUTIN,

21567-o

Deputy Minister.

Township of Ascot

Official cadastre of township of Ascot, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 15-i-664 à 15-i-667, 15-i-669 et la partie restante du lot 15-i-534 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 15-i-664 to 15-i-667, 15-i-669 and the remaining part of lot 15-i-534 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 22 septembre 1967.

Quebec, September 22, 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

21567-o

21567-o

Paroisse de Charlesbourg

Parish of Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de la ville de Notre-Dame des Laurentides, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of the town of Notre-Dame des Laurentides, registration division of Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 472-7 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 472-7 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 15 septembre 1967.

Quebec, September 15, 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

21567-o

21567-o

Paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel

Parish of Notre-Dame du Mont-Carmel

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, division d'enregistrement de Champlain.

Official cadastre of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, municipality of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, registration division of Champlain.

Avis est par la présente donné que le lot 81-55 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 81-55 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 19 juin 1967.

Quebec, June 19, 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

21567-o

21567-o

Paroisse de Ste-Agathe-des-Monts

Parish of Ste-Agathe-des-Monts

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe-des-Monts, municipalité du village de Ste-Agathe-Sud, division d'enregistrement de Terrebonne.

Official cadastre of the parish of Ste-Agathe-des-Monts, municipality of village of Ste-Agathe-Sud, registration division of Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 4-6, 4-7, 4-8, 4-9, 4-10, 4-11, 4-12, 4-13 et 4-15, rang IV sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 4-6, 4-7, 4-8, 4-9, 4-10, 4-11, 4-12, 4-13 and 4-15, range IV are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 13 septembre 1967.

Quebec, September 13, 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

21567-o

21567-o

Paroisse de St-Athanase

Parish of St-Athanase

Cadastre officiel de la paroisse de St-Athanase, municipalité de la ville d'Iberville, division d'enregistrement d'Iberville.

Official cadastre of the parish of St-Athanase, municipality of the town of Iberville, registration division of Iberville.

Avis est par la présente donné que les lots 239-1 à 239-16, 240-1, 241-22 à 241-40 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 239-1 to 239-16, 240-1, 241-22 to 241-40 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 19 septembre 1967.

Quebec, September 19, 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

21567-o

21567-o

Village de St-Eustache

Village of St-Eustache

Cadastre officiel du village de St-Eustache, municipalité de la ville de St-Eustache, division d'enregistrement de Deux-Montagnes.

Official cadastre of village of St-Eustache, municipality of the town of St-Eustache, registration division of Deux-Montagnes.

Avis est par la présente donné que les lots 182, 183 et 184 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 182, 183 and 184 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 12 septembre 1967.

Quebec, September 12, 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

21567-o

21567-o

Paroisse de St-Laurent

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent, municipalité de la ville de St-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que partie du lot 222-1 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 septembre 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

21567-o

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 684 et 685 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 septembre 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

21567-o

Village de Ste-Pudentienne

Cadastre officiel du village de Ste-Pudentienne, municipalité du village de Ste-Pudentienne, division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné que le lot 98A est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 septembre 1967.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

21567-o

Parish of St-Laurent

Official cadastre of the parish of St-Laurent, municipality of the town of St-Laurent, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that part of lot 222-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, September 18, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

21567-o

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 684 and 685 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, September 22, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

21567-o

Village of Ste-Pudentienne

Official cadastre of village of Ste-Pudentienne, municipality of village of Ste-Pudentienne, registration division of Shefford.

Notice is hereby given that lot 98A is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil code.

Quebec, September 7, 1967.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

21567-o

Ministère des Finances

Assurances

L'Entraide de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec

*Avis d'émission de permis
et de certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « L'Entraide de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec », enregistrée sous le numéro 250, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 183, qui l'autorise à compter du 5 octobre 1967, à accorder à ses membres, dans la province, les bénéfices suivants: Accident; Décès; Maladie.

Le siège social de la société est situé à 430, chemin Ste-Foy, Québec 6, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 5 octobre 1967.

*Pour le Ministre des finances
de la province,*

Le Surintendant des assurances,

21562-41-2-o **ROGER-A. CAMARAIRE.**

London Life Insurance Company London Life, Compagnie d'Assurance-Vie

Avis de changement de nom

Avis est donné, par les présentes, que « London Life Insurance Company », constituée en corporation en 1874 par une Loi de la Législature de l'Ontario, 37 Victoria, chapitre 85 et par une Loi du Parlement du Canada, 47 Victoria, chapitre 89 et ses amendements, et enregistrée dans la Province sous le numéro 218, peut faire

Department of Finance

Insurance

L'Entraide de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec

*Notice of Issue of License
Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "L'Entraide de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec", registered under number 250, has obtained the license and certificate of registry number 183, authorizing it, as from the October 5, 1967, to grant to its members in the Province the following benefits: Accident; Death; Sicknes.

The head office of the society is situated at 430, Ste-Foy Road, Quebec 6, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, October 5, 1967.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

ROGER-A. CAMARAIRE,

21562-41-2-o *Superintendent of Insurance.*

London Life Insurance Company London Life, Compagnie d'Assurance-Vie

Notice of Change of Name

Notice is hereby given that "London Life Insurance Company", incorporated in 1874 by an Act of the Legislature of Ontario, 37 Victoria, chapter 85 and by an Act of the Parliament of Canada, 47 Victoria, chapter 89 and its amendments, and registered in the Province under number 218, may use, in the transaction of its

affaires, soit sous le nom de « London Life Insurance Company » ou sous le nom de « London Life, Compagnie d'Assurance-Vie », tel qu'il est prévu dans l'arrêté en conseil publié dans la Gazette du Canada le 19 février 1966.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Finances, le 28 septembre 1967.

*Pour le Ministre des finances
de la province,
Le Surintendant des assurances,*
ROGER-A. CAMARAIRE.

21563-o

United American Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « United American Insurance Company », enregistrée sous le numéro 698, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1428, qui l'autorise, à compter du 25 septembre 1967, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 1900 nord, rue Akard, Dallas, Texas, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Omer Pouliot, C.A., 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 5 octobre 1967.

*Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,*
ROGER-A. CAMARAIRE.

21582-41-2-o

business, either the name "London Life Insurance Company" or the name "London Life, Compagnie d'Assurance-Vie", pursuant to the order in Council published in the Canada Gazette issue of February 19, 1966.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, September 28, 1967.

*For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*

21563-o

United American Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "United American Insurance Company", registered under number 698, has obtained the license and certificate of registry number 1428, authorizing it, as from the 25th of September 1967, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at 1900, North Akard Street, Dallas, Texas, United States of America.

The company has appointed Mr. Omer Pouliot, C.A., 630, Dorchester Boulevard West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 5th of October 1967.

*For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance*

21582-41-2-o

Syndicat professionnel

Association des Employés du Transport du Québec inc. F. C. A. I. (Caron & Fils Transport inc.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Employés du Transport du Québec inc. F.C.A.I. (Caron & Fils Transport inc.) », a été autorisée par le secrétaire de la province le 25 septembre 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 760, Crémazie ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 28 septembre 1967.

*Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.*

21566-o

67-67

Professional Syndicate

Association des Employés du Transport du Québec inc. F. C. A. I. (Caron & Fils Transport inc.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Employés du Transport du Québec inc. F.C.A.I. (Caron & Fils Transport inc.)", has been authorized by the Provincial Secretary on September 25, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 760 Crémazie West, Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, September 28, 1967.

*RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.*

21566

67-67

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Louiseville

Prenez avis que lors de son assemblée du 29 septembre 1967, la Régie des marchés agricoles du Québec a mis fin au plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Louiseville. Montréal, ce 29 septembre 1967.

*Le Secrétaire intérimaire,
ROCH MORIN.*

21581-o

Quebec Agricultural Marketing Board

Joint Plan of Raw Milk Producers of the Region of Louiseville

Take notice that at its meeting on September 29, 1967, the Quebec Agricultural Marketing Board put an end to the joint plan of raw milk producers of the region of Louiseville.

Montreal, September 29, 1967.

*ROCH MORIN,
Interim Secretary.*

21581

**Plan conjoint de l'association
des producteurs de lait
nature des Trois-Rivières**

Prenez avis que lors de son assemblée du 29 septembre 1967, la Régie des marchés agricoles du Québec a mis fin au plan conjoint de l'Association des producteurs de lait nature des Trois-Rivières.

Montréal, ce 29 septembre 1967.

Le Secrétaire intérimaire,

21581-0

ROCH MORIN.

**Joint Plan of L'Association
des producteurs de lait
nature des Trois-Rivières**

Notice is hereby given that at its meeting of September 29, 1967, the Quebec Agricultural Marketing Board put an end to the joint plan of l'Association des producteurs de lait nature des Trois-Rivières.

Montreal, September 29, 1967.

ROCH MORIN,

Interim Secretary.

21581

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis de modification

Notice of Amendment

Salariés de garage — Région de Québec

Garage employees — Québec region

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 164 du 6 février 1962 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Québec region, made obligatory by Decree number 164 of February 6, 1962, and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

« QUATRIÈME PARTIE »

"PART FOUR"

*Dispositions particulières applicables aux
établissements situés dans la ville de La Malbaie
et dans un rayon de 30 milles de ses limites*

*Special provisions covering establishments
located in the town of La Malbaie and a
30-mile radius from its limits*

1° L'article 1° « Salaires minimaux » sera remplacé par le suivant:

1. Section 1 "Minimum wages" will be replaced by the following:

« 1° Salaires minimaux: 1.01 Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

"1. Minimum wages: 1.01 Minimum wage rates are as follows:

	15 juin June 15, 1967	1er décembre December 1, 1967	1er juin June 1, 1968	1er décembre December 1, 1968	1er juin June 1, 1969
Compagnon — Journeyman:					
« A » — "A"	\$ 2.05	\$ 2.10	\$ 2.15	\$ 2.25	\$ 2.30
« AB » — "AB"	1.90	1.95	2.00	2.10	2.15
« B » — "B"	1.80	1.85	1.90	2.00	2.05
« C » — "C"	1.70	1.75	1.80	1.90	1.95
Préposé aux accumulateurs, vulcanisateur ou rubafleur, vitrier et graisseur — Bat- tery man, vulcanizer or retreader, glazier and greaser	1.50	1.55	1.60	1.70	1.75
Apprenti — Apprentice:					
1re année — 1st year	1.05	1.10	1.15	1.25	1.30
2e année — 2nd year	1.12	1.17	1.22	1.32	1.37
3e année — 3rd year	1.20	1.25	1.30	1.40	1.45
4e année — 4th year	1.35	1.40	1.45	1.55	1.60
Homme de service — Service man	1.50	1.55	1.60	1.70	1.75
Apprenti — Apprentice:					
1re année — 1st year	1.10	1.15	1.20	1.30	1.35
2e année — 2nd year	1.20	1.25	1.30	1.40	1.45
Laveur d'automobiles et livreur — Automobi- le washer and delivery man	1.50	1.55	1.60	1.70	1.75

2° L'article 4.01 sera remplacé par le suivant:

2. Section 4.01 will be replaced by the following:

« 4.01 Les jours fériés suivants sont chômés.

"4.01 The following days shall be observed as holidays:

Les dimanches, le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, le Lundi de Pâques, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, le Jour de Noël et à partir de 1968, le 26 décembre. »

Sundays, New Year's Day, January 2nd, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Labour Day, Christmas Day, and, from 1968, December 26th."

3° L'article 4.02 sera remplacé par le suivant:

3. Section 4.02 will be replaced by the following:

« 4.02 À moins qu'ils tombent un dimanche, les jours fériés mentionnés à l'article 4.01 seront chômés et payés comme une journée normale de travail, telle qu'établie à l'article 2.01, à condition que l'employé ait travaillé la veille ouvrable et le lendemain ouvrable de ladite fête. »

4° Les articles 7 et 8 dudit décret seront remplacés par les suivants :

« 7.00 *Congés pour deuil* :

7.01 Tout salarié éprouvé par le décès d'un proche parent, tel le conjoint, son père, sa mère, ou un enfant, a droit à un jour de congé payé à son taux de salaire régulier, si le jour des funérailles tombe un jour ouvrable.

8.00 *Durée et renouvellement* :

8.01 La présente partie sera valable à compter du 15 juin 1967 et demeurera en vigueur jusqu'au 15 octobre 1969.

Elle se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le 15 avril de l'année 1967 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

9.00 *Disposition spéciale* :

Les dispositions des articles 32, 33, 35, 36 et 37 de la Première partie s'appliquent intégralement à la présente partie. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 octobre 1967. 21526-o

Avis de modification

Acier de structure — Province

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 1247 du 4 août 1966 et amendement, relatif à l'industrie de l'acier de structure dans la province de Québec :

Le paragraphe « d » suivant sera ajouté à l'article I :

« d) Le présent décret ne s'applique pas aux travaux exécutés directement par le gouvernement de la province de Québec ou un ministère, un office ou une commission de ce gouvernement.

Toutefois, la présente exemption ne s'étend pas aux travaux lorsqu'ils sont exécutés par l'intermédiaire d'entrepreneurs. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoire

« 4.02 Unless they fall on a Sunday, the holidays mentioned in section 4.01 shall be non-working days and paid as regular working days as set forth in section 2.01, provided the employee has worked the working day before and the working day after the said holiday. »

4. Sections 7 and 8 of the said decree will be replaced by the following :

« 7.00 *Special leave* :

7.01 Any employee who loses a close relative such as his spouse, father, mother or child is entitled to one day's holiday with pay at his regular wage rate, if the funeral day falls on a working day.

8.00 *Term and renewal* :

8.01 The present Part shall become effective on June 15, 1967, and shall remain in force until October 15, 1969.

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) days and no less than thirty (30) days before the 15th of April 1967 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.

9.00 *Special provision* :

The provisions of sections 32, 33, 35, 36 and 37 of *Part One* fully apply to the present Part. »

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 14, 1967. 21526-o

Notice of Amendment

Structural Steel Industry — Province

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends submitting the following amendment to Decree number 1247 of August 4, 1966 and amendment (Structural Steel Industry in the Province of Québec) to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision :

The following subsection « d » will be added to section I :

“(d) This decree does not cover work directly performed by the Québec Government or one of its departments, authorities or commissions.

However, this exemption is not applicable when the work is carried out through contractors”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only

ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 14 octobre 1967. 21526-o

by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 14, 1967. 21526

Proclamations

Canada
Province de Québec.
[L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. { ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 6 de la Loi concernant le placement des biens d'autrui (S.Q., 1966-67, chapitre 81), une proclamation soit lancée pour fixer au quinze octobre 1967 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2630, en date du 27 septembre 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au quinze octobre 1967 la date de l'entrée en vigueur de la Loi concernant le placement des biens d'autrui.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge à la Cour du Banc de la Reine, administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
21525-o

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, { WHEREAS, under the authority of section 6 of An Act respecting the investment of property belonging to others (S.Q., 1966-67, Chapter 81), a proclamation be issued to fix October the fifteenth, 1967, as the date of the coming into force of this Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing Number 2630, dated September 27, 1967, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that October the fifteenth, 1967, be fixed as the date of coming into force of An Act respecting the investment of property belonging to others.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Judge at the Court of the Queen's Bench, Administrator of the Government of the Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this tenth day of October in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
21525

Canada,
Province of
Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. { ATTENDU que le conseil municipal du village de Beebe Plain, comté de Stanstead, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 146, et le conseil municipal du village de Stanstead Plain, du même comté, son règlement numéro 217, à l'effet de soumettre le territoire de ces municipalités à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Rock Island;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Rock Island, par son règlement numéro 113, a concouru dans la teneur desdits règlements adoptés par le conseil municipal du village de Beebe Plain et le conseil municipal du village de Stanstead Plain;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2446, en date du 14 septembre 1967, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la municipalité du village de Beebe Plain et le territoire de la municipalité du village de Stanstead Plain seront soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Rock Island.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire adjoint
de la province,*
LUCIEN DARVEAU.

21525-0

Canada,
Province of
Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, { *Deputy Attorney General.* } WHEREAS the municipal Council of the village of Beebe Plain, county of Stanstead, submitted, for approval, its by-law number 146, and the municipal Council of the village of Stanstead Plain, in the same county, its by-law number 217, for the purpose of submitting the territory of these municipalities to the jurisdiction of the municipal Court of the town of Rock Island;

WHEREAS the municipal Council of the town of Rock Island, by its by-law number 113, agreed to the terms of the said by-laws adopted by the municipal Council of the village of Beebe Plain and the municipal Council of the village of Stanstead Plain;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2446, dated September 14, 1967, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do hereby decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the municipality of the village of Beebe Plain and the territory of the municipality of the village of Stanstead Plain will be submitted to the jurisdiction of the municipal Court of the town of Rock Island.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-seventh day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
*Associate Assistant Secretary
of the Province.*

21525

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses
autres royaumes et territoires, Chef du Com-
monwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou
qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. { ATTENDU qu'en ver-
tu de l'article 10 de
la Loi des bureaux d'enre-
gistrement (Statuts refon-
dus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieute-
nant-gouverneur en conseil, quand il le juge à
propos, d'appliquer, par proclamation, les dis-
positions de la Section I de cette loi à toute
autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QUE l'application de ces dispositions
législatives à une division d'enregistrement a
l'effet de décrire l'exercice de la fonction de
régistrateur à traitement;

ATTENDU QU'il y a lieu d'appliquer lesdites
dispositions législatives à la division d'enregis-
trément de Missisquoi, à Bedford, à compter du 19
octobre 1967, et de décréter l'émission d'une
proclamation à cette fin;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis
de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un
décret portant le numéro 2716, en date du 4
octobre 1967, Nous avons décrété et ordonné et,
par les présentes, décrétons et ordonnons que les
dispositions de la Section I de la Loi des bureaux
d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, cha-
pitre 319), s'appliquent à la division d'enregis-
trément de Missisquoi, à Bedford, à compter du 19
octobre 1967.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets
et tous autres que les présentes peuvent concerner
sont requis de prendre connaissance et de se con-
duire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos
présentes lettres patentes et sur icelles apposer
le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'hono-
rable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., juge
à la Cour du Banc de la Reine, administrateur
du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en
Notre ville de Québec, de Notre province de
Québec, ce dixième jour d'octobre en l'année
mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne
et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
21525-o RAYMOND DOUVILLE.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu,
Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses
autres royaumes et territoires, Chef du Com-
monwealth, Défenseur de la foi.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]
ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of
God, of the United Kingdom, Canada and her
other Realms and Territories, Queen, Head of
the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters
shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, { WHEREAS pursuant
Deputy Attorney General. to section 10 of the
Registry Office Act (Re-
vised Statutes, 1964, chap-
ter 319), the Lieutenant-Governor in Council,
whenever he deems it expedient, may extend,
by proclamation, the provisions of Division I of
this Act to any of the other registration divisions
of the Province;

WHEREAS the extension of these legislative
provisions to a registration division has the
effect of decreeing that the duties of a salaried
registrar be carried out;

WHEREAS it is expedient that the said legisla-
tive provisions be extended to the registration
division of Missisquoi, in Bedford, as from Octo-
ber 19, 1967, and to decree that a proclamation
be issued for this purpose;

THEREFORE, with the consent and advice of
Our Executive Council, expressed in a decree
bearing number 2716, dated October 4, 1967,
We have decreed and ordered, and do hereby
decree and order that the provisions of Division I
of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964,
chapter 319) apply to the registration division of
Missisquoi, in Bedford, as from October 19,
1967.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all
others whom these presents may concern are
hereby required to take notice and to govern
themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these
Our present letters to be made patent, and the
Great Seal of Our Province of Quebec to be
hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved
the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D.,
D.C.L., Judge of the Court of Queen's Bench,
administrator of the Government of the Pro-
vince of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City
of Quebec, in Our Province of Quebec, this
tenth day of October, in the year of Our Lord
one thousand nine hundred and sixty-seven,
and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

21525 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of
God, of the United Kingdom, Canada and
her other Realms and Territories, Queen,
Head of the Commonwealth, Defender of the
Faith.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront
ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD. { **A**TTENDU qu'aux termes des Statuts révisés de Québec, 1964, chapitre 20, article 68, le lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commencent les termes de la Cour du Banc de la Reine, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts, et peut les changer pareillement;

ATTENDU que la date de l'ouverture de l'un des termes de la Cour du Banc de la Reine, dans l'exercice de sa juridiction criminelle pour le district de Chicoutimi, a été fixée au dernier mardi de novembre, de chaque année, mais il y a lieu, dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, de changer pour l'avenir, à compter du 1er janvier 1968, la date de l'ouverture de ce terme.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2514, en date du 20 septembre 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit changée pour l'avenir, à compter du 1er janvier 1968, la date de l'ouverture de l'un des termes de la Cour du Banc de la Reine, siégeant en première instance, en matière criminelle, pour le district de Chicoutimi, du dernier mardi de novembre au premier lundi de novembre de chaque année et fixée à cette dernière date.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R.,** lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21525-0

Canada,
Province de
Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Deputy Attorney General.
JULIEN CHOUINARD. { **W**HEREAS on the terms of the Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 20, section 68, the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of Queen's Bench (Crown side) shall commence in any district and can change them in the same manner;

WHEREAS the date of the opening of one of the terms of the Court of Queen's Bench (Crown side), for the district of Chicoutimi, was fixed for the last Tuesday of November, of each year, but it is expedient, in the interest of the good administration of justice, to change in the future, from and after January 1, 1968, the date of the opening of this term.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2514, dated September 20, 1967, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that in the future from and after January 1, 1968, the date of the opening of one of the terms of the Court of Queen's Bench (Crown side), for the district of Chicoutimi, be changed from the last Tuesday of November to the first Monday of November of each year and fixed for the latter date.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable **HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C.,** Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of October in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21525

Canada,
Province of
Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD, { ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Rivière-du-Moulin, comté de Chicoutimi, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 139 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Chicoutimi;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la cité de Chicoutimi, par son règlement numéro 734, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la ville de Rivière-du-Moulin;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2521, en date du 20 septembre 1967, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le territoire de la ville de Rivière-du-Moulin sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Chicoutimi.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présents lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce deuxième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
21525-o RAYMOND DOUVILLE.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, { WHEREAS the municipal Council of the town of Rivière-du-Moulin, county of Chicoutimi, has submitted, for approval, its by-law number 139 for the purpose of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the municipal Court of the city of Chicoutimi;

WHEREAS the municipal Council of the city of Chicoutimi, by its by-law number 734, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the town of Rivière-du-Moulin;

WHEREAS, under the authority of section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has given his approval to these by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2521, dated September 20, 1967, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the cities and towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do hereby decree that from and after thirty-one days following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the territory of the town of Rivière-du-Moulin, will be submitted to the jurisdiction of the municipal Court of the city of Chicoutimi.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY OF WHICH, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this second day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven, and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,

21525 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Vente d'effets non-réclamés

La Cie des Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de novembre 1966, et non réclamé aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 2ième jour de novembre 1967, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué. le 18 septembre 1967.

La Cie des Messageries Canadien Pacifique.
Le Surintendant général,
21337-38-6-o E. M. THRASHER.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of November, 1966, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at 11 o'clock in the forenoon, on the 2nd day of November, 1967, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que. September 18, 1967.

Canadian Pacific Express Company.
E. M. THRASHER,
General Superintendent.
21337-38-6-o

Soumissions

Cité de Côte St-Luc Comté d'Arcy McGee

(Correction)

Dans le préambule de l'avis de « Demande de Soumissions » en page 5982 de la *Gazette officielle*, datée du 7 octobre 1967 à la quatrième ligne, il aurait fallu lire:

« Que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, J. G. Butler, assistant-greffier », et non par Mme I. G. Wilken, greffier.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

21558-o

Ville de Mistassini Comté de Roberval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Savard, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 173, Blvd St-Michel, C.P. 219, Mistassini, comté de Roberval, P.Q. jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 30 octobre 1967, pour l'achat de \$150,000 d'obligations de la ville de Mistassini, comté de Roberval, datées du 1er novembre 1967 et remboursable par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement le 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéanciers.

Règlement No 149 — \$150,000 — excédent de coût des règlements Nos 120, 129 et 133 et consolidation de déficits.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$150,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1968.....	\$ 3,500
1er novembre 1969.....	4,000
1er novembre 1970.....	4,000
1er novembre 1971.....	4,500
1er novembre 1972.....	4,500
1er novembre 1973.....	5,000
1er novembre 1974.....	5,500
1er novembre 1975.....	6,000
1er novembre 1976.....	6,500
1er novembre 1977.....	6,500
1er novembre 1978.....	7,500
1er novembre 1979.....	7,500
1er novembre 1980.....	8,500
1er novembre 1981.....	9,000
1er novembre 1982.....	9,500
1er novembre 1983.....	10,000
1er novembre 1984.....	11,000
1er novembre 1985.....	11,500
1er novembre 1986.....	12,500
1er novembre 1987.....	13,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Tenders

City of Côte St-Luc County of d'Arcy McGee

(Correction)

In the preamble to the notice of "Request for tenders", on page 5982 of the *Official Gazette*, dated October 7, 1967, on the fourth line, the following should have been read:

"That tenders sealed and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J. G. Butler, assistant City Clerk", and not by Mrs. I. G. Wilken, City Clerk.

All the other details contained in the notice of request for tenders indicated above remain unchanged.

21558

Town of Mistassini County of Roberval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Savard, secretary-treasurer, Town Hall, 173 St-Michel Blvd. P.O. Box 219, Mistassini, county of Roberval, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Monday, October 30, 1967, for the purchase of an issue of \$150,000 of bonds for the town of Mistassini, county of Roberval, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 149 — \$150,000 — Cost overplus of by-laws Nos. 120, 129 and 133 and consolidation of deficits.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — \$150,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1968.....	\$ 3,500
November 1, 1969.....	4,000
November 1, 1970.....	4,000
November 1, 1971.....	4,500
November 1, 1972.....	4,500
November 1, 1973.....	5,000
November 1, 1974.....	5,500
November 1, 1975.....	6,000
November 1, 1976.....	6,500
November 1, 1977.....	6,500
November 1, 1978.....	7,500
November 1, 1979.....	7,500
November 1, 1980.....	8,500
November 1, 1981.....	9,000
November 1, 1982.....	9,500
November 1, 1983.....	10,000
November 1, 1984.....	11,000
November 1, 1985.....	11,500
November 1, 1986.....	12,500
November 1, 1987.....	13,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mistassini.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 30 octobre 1967, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 173, Blvd St-Michel, Mistassini, comté de Roberval, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mistassini, (Comté de Roberval), ce 4 octobre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,

GÉRARD SAVARD.

Hôtel de Ville, 173, Blvd Mistassini,
C.P. 219, Mistassini, (Roberval), P.Q.

Téléphone 276-3685, code 418. 21564-0

Paroisse de St-Timothée Comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Noël Filiatreault, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures du soir, 8, rue Albert, St-Timothée, (Nitro), comté de Beauharnois, P.Q., et par après, jusqu'à 8 heures du soir, Salle municipale, rue St-Laurent, St-Timothée, comté de Beauharnois, P.Q., mardi, le 31 octobre 1967, pour l'achat de \$42,500 d'obligations de la paroisse de St-Timothée, comté de Beauharnois, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 1-1966 — \$37,500 — aqueduc et égouts; 5-1967 — \$5,000 — aqueduc et égouts

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$42,500 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1968.....	\$1,000
1er novembre 1969.....	1,000
1er novembre 1970.....	1,000
1er novembre 1971.....	1,000
1er novembre 1972.....	1,500
1er novembre 1973.....	1,500
1er novembre 1974.....	1,500
1er novembre 1975.....	1,500
1er novembre 1976.....	2,000
1er novembre 1977.....	2,000
1er novembre 1978.....	2,000
1er novembre 1979.....	2,000
1er novembre 1980.....	2,500
1er novembre 1981.....	2,500
1er novembre 1982.....	2,500
1er novembre 1983.....	3,000
1er novembre 1984.....	3,000
1er novembre 1985.....	3,500
1er novembre 1986.....	3,500
1er novembre 1987.....	4,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Mistassini.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 30, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 173 St-Michel Blvd, Mistassini, county of Roberval, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Mistassini, (County of Roberval), October 4, 1967.

GÉRARD SAVARD,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 173 Mistassini Blvd.,

P.O. Box 219, Mistassini, (Roberval), P.Q.

Telephone: 276-3685, code 418. 21564

Parish of St-Timothée County of Beauharnois

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-Noël Filiatreault, secretary-treasurer, until 7:00 o'clock, p.m., 8 Albert Street, St-Timothée, (Nitro), county of Beauharnois, P.Q., and then until 8:00 o'clock p.m., at Municipal Hall, St-Laurent Street, St-Timothée, county of Beauharnois, P.Q., Tuesday, October 31, 1967, for the purchase of an issue of \$42,500 of bonds for the parish of St-Timothée, county of Beauharnois, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos. 1-1966 — \$37,500 — aqueduct and sewers; 5-1967 — \$5,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — \$42,500 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1968.....	\$1,000
November 1, 1969.....	1,000
November 1, 1970.....	1,000
November 1, 1971.....	1,000
November 1, 1972.....	1,500
November 1, 1973.....	1,500
November 1, 1974.....	1,500
November 1, 1975.....	1,500
November 1, 1976.....	2,000
November 1, 1977.....	2,000
November 1, 1978.....	2,000
November 1, 1979.....	2,000
November 1, 1980.....	2,500
November 1, 1981.....	2,500
November 1, 1982.....	2,500
November 1, 1983.....	3,000
November 1, 1984.....	3,000
November 1, 1985.....	3,500
November 1, 1986.....	3,500
November 1, 1987.....	4,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Valleyfield.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 31 octobre 1967, à 8 heures du soir, Salle municipale, rue St-Laurent, St-Timothée, comté de Beauharnois, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Timothée, (Comté de Beauharnois), ce 4 octobre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-NOËL FILIATREAU.

8, rue Albert, St-Timothée, (Nitro),
(Beauharnois), P.Q.

Téléphone: 373-5520, code 514. 21565-0

Paroisse de Bellefeuille
(Anciennement paroisse de Saint-Jérôme)
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Eugène Lamontagne, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, 1111, Boulevard La Salette, Bellefeuille, comté de Terrebonne, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'école Notre-Dame de La Salette, Bellefeuille, comté de Terrebonne, P.Q., lundi, le 30 octobre 1967, pour l'achat de \$79,000 d'obligations de la paroisse de Bellefeuille, comté de Terrebonne, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 218 — \$79,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$79,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1968.....	\$ 1,000
1er novembre 1969.....	1,000
1er novembre 1970.....	1,000
1er novembre 1971.....	1,000
1er novembre 1972.....	1,500
1er novembre 1973.....	1,500
1er novembre 1974.....	1,500
1er novembre 1975.....	1,500
1er novembre 1976.....	1,500
1er novembre 1977.....	1,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Valleyfield.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 31, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, St-Laurent Street, St-Timothée, county of Beauharnois, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Timothée, (County of Beauharnois), October 4, 1967.

J.-NOËL FILIATREAU,
Secretary-Treasurer.

8 Albert Street, St-Timothée, (Nitro),
(Beauharnois), P.Q.

Telephone: 373-5520, code 514. 21565

Parish of Bellefeuille
(Formerly parish of Saint-Jérôme)
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Eugène Lamontagne, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., 1111 La Salette Boulevard, Bellefeuille, county of Terrebonne, P.Q., and afterwards until 8:00 o'clock p.m., Hall of Notre-Dame de La Salette School, Bellefeuille, county of Terrebonne, P.Q., Monday, October 30, 1967, for the purchase of an issue of \$79,000 of bonds for the parish of Bellefeuille, county of Terrebonne, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987, inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 218 — \$79,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — \$79,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1968.....	\$ 1,000
November 1, 1969.....	1,000
November 1, 1970.....	1,000
November 1, 1971.....	1,000
November 1, 1972.....	1,500
November 1, 1973.....	1,500
November 1, 1974.....	1,500
November 1, 1975.....	1,500
November 1, 1976.....	1,500
November 1, 1977.....	1,500

1er novembre 1978.....	\$ 2,000
1er novembre 1979.....	2,000
1er novembre 1980.....	2,000
1er novembre 1981.....	2,000
1er novembre 1982.....	2,000
1er novembre 1983.....	2,500
1er novembre 1984.....	2,500
1er novembre 1985.....	2,500
1er novembre 1986.....	3,000
1er novembre 1987.....	45,500

November 1, 1978.....	\$ 2,000
November 1, 1979.....	2,000
November 1, 1980.....	2,000
November 1, 1981.....	2,000
November 1, 1982.....	2,000
November 1, 1983.....	2,500
November 1, 1984.....	2,500
November 1, 1985.....	2,500
November 1, 1986.....	3,000
November 1, 1987.....	45,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 30 octobre 1967, à 8 heures du soir, Salle de l'école Notre-Dame de La Salette, Bellefeuille, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bellefeuille, (Comté de Terrebonne), ce 10 octobre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
M. EUGÈNE LAMONTAGNE.

1111, Boulevard La Salette,
Bellefeuille, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 438-1814, code 514. 21577-0

La Commission des écoles catholiques de la cité de Jacques-Cartier Comté de Taillon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Y. Laplante, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., 1877, rue Bréboeuf, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures p.m., 1863, rue Bréboeuf, Jacques-Cartier, P.Q., jeudi, le 2 novembre 1967, pour l'achat de \$621,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la cité de Jacques-Cartier, comté de Taillon, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datées du 3 mai 1967 — \$124,500 — transformation et réparation à l'école Marie-Victorin; 19 avril 1967 — \$162,800 — réparations à l'école St-Romain; 24 août 1967 — \$333,700 — agrandissement de l'école Joseph de Sérigny.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme. Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 30, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Hall of Notre-Dame de La Salette School, Bellefeuille, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bellefeuille (County of Terrebonne), October 10, 1967.

M. EUGÈNE LAMONTAGNE,
Secretary-Treasurer.

1111 La Salette Boulevard,
Bellefeuille, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 438-1814, code 514. 21577

The Catholic School Commission for the City of Jacques-Cartier County of Taillon

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Maurice Y. Laplante, secretary-treasurer, until 5:00 p.m. 1877 Bréboeuf Street, Jacques-Cartier, county of Taillon, P.Q. and afterwards, until 8:00 o'clock p.m., 1863 Bréboeuf Street, Jacques-Cartier, P.Q., Thursday, November 2, 1967, for the purchase of an issue of \$621,000 of bonds for the Catholic School Commissioners for the city of Jacques-Cartier, county of Taillon, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6% nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolutions dated from May 3, 1967 — \$124,500 — transformation and repair to Marie-Victorin School; April 19, 1967 — \$162,800 — repairs to St-Romain School; August 24, 1967 — \$333,700 — enlargement of Joseph de Sérigny School.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Tableau d'amortissement — \$621,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1968.....x	\$114,500
1er novembre 1969.....x	123,000
1er novembre 1970.....x	84,500
1er novembre 1971.....x	48,500
1er novembre 1972.....x	51,500
1er novembre 1973.....	8,500
1er novembre 1974.....	8,500
1er novembre 1975.....	8,500
1er novembre 1976.....	9,500
1er novembre 1977.....	10,500
1er novembre 1978.....	11,500
1er novembre 1979.....	11,500
1er novembre 1980.....	13,000
1er novembre 1981.....	13,500
1er novembre 1982.....	15,000
1er novembre 1983.....	15,000
1er novembre 1984.....	17,000
1er novembre 1985.....	18,000
1er novembre 1986.....	19,000
1er novembre 1987.....	20,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$457,500 accordé par le gouvernement provincial et payable en 2 versements de \$136,500, 1 versement de \$89,500 et 2 versements de \$47,500 de 1968 à 1972 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 2 novembre 1967, à 8 heures du soir, 1863, rue Bréboeuf, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P. Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jacques-Cartier, (Comté de Taillon), ce 6 octobre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
MAURICE Y. LAPLANTE.

1877, rue Bréboeuf,
Jacques-Cartier, (Taillon), P.Q.,
Téléphone: 677-8911, code 514. 21578-0

Table of redemption — \$621,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1968.....x	\$114,500
November 1, 1969.....x	123,000
November 1, 1970.....x	84,500
November 1, 1971.....x	48,500
November 1, 1972.....x	51,500
November 1, 1973.....	8,500
November 1, 1974.....	8,500
November 1, 1975.....	8,500
November 1, 1976.....	9,500
November 1, 1977.....	10,500
November 1, 1978.....	11,500
November 1, 1979.....	11,500
November 1, 1980.....	13,000
November 1, 1981.....	13,500
November 1, 1982.....	15,000
November 1, 1983.....	15,000
November 1, 1984.....	17,000
November 1, 1985.....	18,000
November 1, 1986.....	19,000
November 1, 1987.....	20,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$457,500 granted by the Provincial Government and payable in 2 instalments of \$136,500, 1 instalment \$89,500 and 2 instalments of \$47,500, from 1968 to 1972 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, November 2, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at 1863 Bréboeuf Street, Jacques-Cartier, county of Taillon, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Jacques-Cartier, (County of Taillon), October 6, 1967.

MAURICE Y. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.

1877 Bréboeuf Street,
Jacques-Cartier, (Taillon), P.Q.
Telephone: 677-8911, code 514. 21578

Ville de Bécancour

Comté de Nicolet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me André Villeneuve, greffier, jusqu'à 5 heures du soir, Hôtel de Ville, Route Rurale No 3, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle paroissiale, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q., lundi, le 30 octobre 1967, pour l'achat de \$479,000 d'obligations de la ville de Bécancour, comté de Nicolet, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à une taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 62 (18) — \$110,150 — aqueduc et égouts; 12 — \$368,850 — aqueduc, égouts, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$479,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1968.....	\$ 2,000
1er novembre 1969.....	3,000
1er novembre 1970.....	3,000
1er novembre 1971.....	3,000
1er novembre 1972.....	4,000
1er novembre 1973.....	4,000
1er novembre 1974.....	4,000
1er novembre 1975.....	4,000
1er novembre 1976.....	4,000
1er novembre 1977.....	5,000
1er novembre 1978.....	5,000
1er novembre 1979.....	5,000
1er novembre 1980.....	6,000
1er novembre 1981.....	7,000
1er novembre 1982.....	7,000
1er novembre 1983.....	7,000
1er novembre 1984.....	7,000
1er novembre 1985.....	7,000
1er novembre 1986.....	7,000
1er novembre 1987.....	385,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissements 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$377,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bécancour.

Town of Bécancour

County of Nicolet

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Me André Villeneuve, Town Clerk, until 5:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Rural Route No. 3, Bécancour, county of Nicolet, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in the Parish Hall, Bécancour, county of Nicolet, P.Q., Monday, October 30, 1967, for the purchase of an issue of \$479,000 of bonds for the town of Bécancour, county of Nicolet, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 62 (18) — \$110,150 — aqueduct and sewers; 12 — \$368,850 — aqueduct, sewers, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — \$479,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1968.....	\$ 2,000
November 1, 1969.....	3,000
November 1, 1970.....	3,000
November 1, 1971.....	3,000
November 1, 1972.....	4,000
November 1, 1973.....	4,000
November 1, 1974.....	4,000
November 1, 1975.....	4,000
November 1, 1976.....	4,000
November 1, 1977.....	5,000
November 1, 1978.....	5,000
November 1, 1979.....	5,000
November 1, 1980.....	6,000
November 1, 1981.....	7,000
November 1, 1982.....	7,000
November 1, 1983.....	7,000
November 1, 1984.....	7,000
November 1, 1985.....	7,000
November 1, 1986.....	7,000
November 1, 1987.....	385,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as ten-year short-term or fifteen year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as ten-year serial bonds with the balance being sinking-fund bonds maturing in 20 years; in such case, at the tenderer's option, part of such balance may be issued as ten-year short-term, and the other part thereof as twenty-year sinking-fund bonds, provided that the latter amount be for not more than \$377,000, and if for more than this amount should include one or more complete annual amortizations as scheduled above, beginning with the last maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Bécancour.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 30 octobre 1967, à 8 heures du soir, Salle paroissiale, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bécancour, (Comté de Nicolet), ce 6 octobre 1967.

Le Greffier,

ME ANDRÉ VILLENEUVE.

Hôtel de Ville, Route Rurale No 3,
Bécancour, (Nicolet), P.Q.

Téléphone: 294-2911, code 819. 21579-0

Cité de Sorel

Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Zakaid, greffier, Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, C.P. 97, Sorel, comté de Richelieu, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 du soir, mardi, le 31 octobre 1967, pour l'achat de \$549,000 d'obligations de la cité de Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 773 — \$39,000 — usine de filtration; 779 — \$10,500 — agrandissement de l'usine de filtration; 819 — \$472,800 — voirie, aqueduc, égouts; 820 — \$21,000 — voirie, aqueduc, égouts; 821 — \$5,700 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — \$549,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1968.....	\$15,000
1er novembre 1969.....	15,000
1er novembre 1970.....	16,000
1er novembre 1971.....	17,000
1er novembre 1972.....	17,000
1er novembre 1973.....	19,000
1er novembre 1974.....	21,000
1er novembre 1975.....	22,000
1er novembre 1976.....	23,000
1er novembre 1977.....	24,000
1er novembre 1978.....	25,000
1er novembre 1979.....	27,000
1er novembre 1980.....	29,000

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued by series. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 30, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the Parish Hall, Bécancour, county of Nicolet P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bécancour, (County of Nicolet), October 6, 1967.

ME ANDRÉ VILLENEUVE,

Town Clerk.

Town Clerk, Town Hall, Rural Route No. 3,
Bécancour, (Nicolet), P.Q.

Téléphone: 294-2911, code 819. 21579

City of Sorel

County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Zakaid, clerk, Town Hall, 71 Charlotte Street, P.O. Box 97, Sorel, County of Richelieu, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Tuesday, October 31, 1967, for the purchase of an issue of \$549,000 of bonds for the City of Sorel, County of Richelieu, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-Law Nos: 773 — \$39,000 — filtration plant; 779 — \$10,500 — enlargement of filtration plant; 819 — \$472,800 — roads, aqueduct, sewers; 820 — \$21,000 — roads, aqueduct, sewers; 821 — \$5,700 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — \$549,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1968.....	\$15,000
November 1, 1969.....	15,000
November 1, 1970.....	16,000
November 1, 1971.....	17,000
November 1, 1972.....	17,000
November 1, 1973.....	19,000
November 1, 1974.....	21,000
November 1, 1975.....	22,000
November 1, 1976.....	23,000
November 1, 1977.....	24,000
November 1, 1978.....	25,000
November 1, 1979.....	27,000
November 1, 1980.....	29,000

1er novembre 1981.....	\$30,000
1er novembre 1982.....	32,000
1er novembre 1983.....	34,000
1er novembre 1984.....	36,000
1er novembre 1985.....	38,000
1er novembre 1986.....	41,000
1er novembre 1987.....	68,000

November 1, 1981.....	\$30,000
November 1, 1982.....	32,000
November 1, 1983.....	34,000
November 1, 1984.....	36,000
November 1, 1985.....	38,000
November 1, 1986.....	41,000
November 1, 1987.....	68,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 31 octobre 1967, à 7 heures 30 du soir, Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, C. P. 97, Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel, (Comté de Richelieu), ce 6 octobre 1967.

Le Greffier,

GEORGES ZAKAID.

Hôtel de Ville, 71, rue Charlotte, C. P. 97,

Sorel, (Richelieu), P.Q.

Téléphone: 742-4583, code 514. 21580-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 31, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 71 Charlotte Street, P.O. Box 97, Sorel, County of Richelieu, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sorel, (County of Richelieu), October 6, 1967.

GEORGES ZAKAID,

Clerk.

Town Hall, 71 Charlotte Street, P.O. Box 97,

Sorel, (Richelieu), P.Q.

Telephone: 742-4583, code 514. 21580

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2684

Québec, le 28 septembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'extension juridique d'une convention collective de travail relative à l'industrie du bois ouvré dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes patronales ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire une convention collective de travail intervenue entre:

Auger & Auger Ltée, Gauvin Inc., Alphonse Goulet Ltée, Joseph Grenier Ltée, Ls-Canac Marquis Ltée, Martel & Fils Enr., Matério Incorporée, Menuiserie Deslauriers Inc., Jos. Morneau Inc., Roméo Vachon Inc.;

d'une part, et

Le Syndicat National Catholique des Employés du Bois Ouvré de Québec Inc., (C.S.N.), pour et au nom du Syndicat National Catholique du Bois Ouvré de Québec Inc., et l'Union Nationale Catholique du Bois Ouvré de Québec Inc.;

d'autre part,

Orders in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 2684

Québec, September 28, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the juridical extension of a collective labour agreement respecting the Woodworking Industry in the Québec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the employer contracting parties mentioned hereinbelow have petitioned the Minister of Labour to render obligatory a collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Auger & Auger Ltée, Gauvin Inc., Alphonse Goulet Ltée, Joseph Grenier Ltée, Ls-Canac Marquis Ltée, Martel & Fils Enr., Matério Incorporée, Menuiserie Deslauriers Inc., Jos. Morneau Inc., Roméo Vachon Inc.;

AND, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat National Catholique des Employés du Bois Ouvré de Québec Inc., (C.S.N.), for and on behalf of the Syndicat National Catholique du Bois Ouvré de Québec Inc., and the Union Nationale Catholique du Bois Ouvré de Québec Inc.

pour les employeurs, les artisans et les salariés de l'industrie, des métiers et des occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 mars 1967;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie, les métiers et les occupations visés et dans une partie du champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 mars 1967.

Le Syndicat du Bois Ouvré de la région de Québec (C.S.N.) est substitué comme partie contractante de deuxième part aux trois associations ouvrières dont les noms sont mentionnés ci-dessus.

I. Définitions: Aux fins d'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est donnée ci-après:

a) Le terme « aide conducteur de machines » désigne tout salarié qui aide un conducteur de machines.

b) Le terme « apprenti » désigne tout salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers pour lesquels un apprentissage est nécessaire.

c) Le terme « apprenti machiniste » désigne tout salarié qui aide le machiniste dans ses fonctions.

d) Le terme « chauffeur de camion » désigne tout salarié qui conduit des véhicules automobiles au sens du Code de la route (Ch. 231 des Statuts refondus du Québec 1964), utilisés pour le transport des marchandises ou des matériaux, ou des deux.

e) Le terme « chef d'équipe » désigne tout salarié qui transmet les ordres du contremaître, distribue l'ouvrage, dirige et surveille le travail des hommes tout en effectuant lui-même un travail manuel.

f) Le terme « classeur » désigne tout salarié détenteur d'un certificat de classeur émis par toute association officiellement autorisée à émettre un tel certificat.

g) Le terme « conducteur de machines, classe A » désigne tout salarié qui effectue le sciage ou le corroyage du bois ou les deux opérations, règle, entretient et fait la mise au point des fers ou couteaux de sa machine.

h) Le terme « conducteur de machines, classe B » désigne tout salarié qui effectue le sciage ou le corroyage du bois, ou les deux opérations.

i) Le terme « conducteur (mécanicien) de machines fixes » désigne les mécaniciens et chauffeurs préposés à la conduite et à la surveillance d'une installation de force motrice, au sens de la Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 157).

for the employers, artisans and employees of the industry, trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Québec Official Gazette* on March 18, 1967;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired preponderant significance and importance for the establishment of working conditions in the industry, trades and occupations concerned and in a part of the Territorial jurisdiction specified in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), with, however, the following new provisions being substituted for the conditions described in the *Québec Official Gazette* on March 18, 1967.

The "Syndicat du Bois Ouvré de la région de Québec (C.S.N.)", is substituted, as contracting party of the second part, for the three labour associations mentioned hereinabove.

I. Definitions: For the purposes of the present agreement, the following words and terms will have the meaning hereinafter given them:

(a) The term "machine operator's helper" means any employee who helps a machine operator.

(b) The term "apprentice" means any employee who is learning any of the trades for which apprenticeship is required.

(c) The term "apprentice machinist" means any employee who helps the machinist to carry out his work.

(d) The term "truck driver" means any employee who drives vehicles as contemplated by the Motor-vehicle Act Highway Code (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 231) and who does the transportation of goods or materials or both.

(e) The term "shift-boss" means any employee who transmits the foreman's orders, distributes the work, directs and supervises the men's work while doing manual work himself.

(f) The term "grader" means any employee who holds a grader's certificate issued by any association officially authorized to issue such certificate.

(g) The term "machine operator, Class "A" means any employee who does the sawing and or trimming of wood and adjusts, maintains and sets the irons or blades of the machine he operates.

(h) The term "machine operator, Class "B" means any employee who does the sawing or trimming of the wood or who does both these operations.

(i) The term "stationary engineman" means enginemen and firemen in charge of supervising or operating a power plant as defined in the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q. 1964, c. 157).

j) Le terme « équipe de nuit » s'applique aux salariés qui effectuent du travail en dehors de l'horaire de la journée normale de travail de jour, tel que le prévoit l'article VI du présent décret, pendant au moins trente-sept (37) heures par semaine.

k) Les mots « expéditeur » ou « receveur » désignent tout salarié qui, habituellement, s'occupe de recevoir et d'enregistrer les marchandises et les matériaux reçus par l'établissement ou s'occupe de livrer aux clients, à la manufacture ou au chauffeur de camion, du bois de construction, tout genre de moulures ou garnitures de même que des portes, châssis et accessoires en bois, matériaux de construction ainsi que tout autre produit à être livré par l'employeur, ou qui remplit toutes ces fonctions à la fois.

l) Le terme « gardien » désigne tout salarié qui fait de la surveillance, du ménage et du chauffage d'installations ne tombant pas sous la loi relative aux mécaniciens de machines fixes ou l'un ou l'autre de ces travaux.

m) Le terme « machiniste » désigne tout salarié préposé au réglage, à l'entretien et à la réparation des machines, à l'entretien et à la réparation de l'outillage, à la fabrication et à l'affûtage des couteaux de machines et au limage des scies.

n) Le mot « manoeuvre » désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié, tel que le ménage ou la manutention.

o) Le terme « menuisier d'atelier classe A » désigne tout salarié qualifié qui, au moyen d'outils manuels ou motorisés, effectue d'après plans et devis descriptifs, les travaux suivants: le choix du bois, le tracé des débitages, le sciage, le corroyage, l'assemblage et le montage des pièces et la finition des ouvrages de menuiserie.

p) Le terme « menuisier d'atelier classe B » désigne tout salarié qualifié qui, au moyen d'outils manuels ou motorisés, peut effectuer, d'après le tracé des débitages, les travaux suivants: le sciage, le corroyage, l'assemblage et le montage des pièces et la finition des ouvrages de menuiserie.

q) Le terme « menuisier sur machine » désigne tout salarié qui, au moyen de machines, prépare les pièces de bois nécessaires à la fabrication et à la réparation d'accessoires en bois.

r) Le terme « mesureur » désigne tout salarié détenteur d'un certificat de mesureur émis par toute association officiellement autorisée à émettre un tel certificat.

s) Le terme « ouvrier spécialisé » désigne tout salarié qui, au moyen d'outils ou autrement, pose la vitre ou d'autres produits; par exemple: les moustiquaires, les ferrures, les plastiques, etc.,

t) Le terme « vérificateur » désigne tout salarié qui vérifie la qualité et les normes de la fabrication ou l'installation des ouvrages de menuiserie au moyen d'outils ou les deux à la fois.

II. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du présent décret s'étend aux districts électoraux de Jean Talon, Chauveau, Limoulu, Louis-Hébert, Saint-Sauveur, Lévis et Montmorency.

III. *Champ d'application professionnel:* a) Le champ d'application professionnel du présent décret comprend tous les travaux de menuiserie mobile, de préparation et d'assemblage de pièces de bois, au moyen d'outils ou de machines, pour la fabrication et la réparation d'accessoires en bois destinés aux édifices de tous genres, y compris

(j) The term "night shift" applies to employees whose working hours are outside the hours set for the regular workday of day workers as provided for in section VI of the present decree and making up a thirty-seven (37) hour standard work week.

(k) The words "shipper" and "receiver" mean any employee who usually receives and takes note of the goods and materials received by the establishment or sees to the delivery to customers, factory or truck driver, of any building lumber, mouldings or trimmings, doors, sashes or window frames and any other wooden accessories, building materials and/or any other product to be delivered by the employer, or who carries out all such duties at the same time.

(l) The term "watchman" means any employee who watches the property or premises, or does the cleaning thereof or does the heating thereof if the heating installation does not come under the Stationary Enginemen's Act, or who performs any of the three said duties.

(m) The term "machinist" means any employee whose work consists in adjusting maintaining and repairing machines and keeping same in repair, keeping the equipment in good order and repairing same, making and sharpening machine irons or blades and filing saws.

(n) The term "common labourer" means any employee who does unskilled work such as cleaning up the premises or handling goods or materials.

(o) The term "shop joiner, Class 'A'" means any qualified employee who, with manual or machine tools, performs according to plans and specifications, the following work: the selection of the wood, the marking of the sawing, the sawing, dressing, joining and fitting of the pieces and the finishing of joinery work.

(p) The term "shop joiner, Class 'B'" means any qualified employee who, with manual or machine tools, according to the sawing markings, performs the following work: the sawing, dressing, joining and fitting of the pieces and the finishing of joinery work.

(q) The term "machine joiner" means any employee who, by means of machines, prepares the pieces of wood required for the fabrication and repair of wooden accessories.

(r) The term "scaler" means any employee who holds a scaler's certificate issued by any association officially authorized to issue such certificate.

(s) The term "skilled workman" means any employee who, with tools or otherwise, installs glass or other products such as mosquito-netting (wire or other), iron accessories, plastic accessories, etc.,

(t) The term "checker" means any employee who, by means of tools, checks production quality and standards and (or) the installation of joinery work.

II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree encompasses the electoral districts of Jean-Talon, Chauveau, Limoulu, Louis-Hébert, Saint-Sauveur, Lévis and Montmorency.

III. *Professional jurisdiction:* (a) The professional jurisdiction of the present decree covers all moveable joinery operations; preparation and assembly of pieces of wood by means of tools or machines for the fabrication and repair of wooden accessories intended for all types of buildings, including work done by skilled or unskilled work-

les opérations des ouvriers qualifiés ou non qualifiés, employés au transport, à la réception, à la livraison, à la manutention des pièces de bois de construction de même que toute industrie ou commerce se livrant à la préparation ou à la vente de bois de construction ou au deux à la fois.

b) Cependant, les salariés exécutant des travaux assujettis au décret numéro 505 relatif à l'industrie du meuble dans la province ne sont pas couverts par le présent décret.

c) De plus, le présent décret ne régit pas les salariés travaillant à la production de bâtiments préfabriqués fixes ou mobiles.

d) Il ne régit pas non plus la préparation du bois en transit.

IV. *Taux de salaires minimaux*: Les taux minimaux de salaires sont les suivants:

men in connection with the transportation, reception, delivery and handling of pieces of wood for building purposes, as also any industry or business firm preparing or selling wood for construction purposes.

(b) However, employees performing work subject to Decree number 505 respecting the Furniture Industry in the Province are not covered by the present decree.

(c) Moreover, the present decree does not govern employees doing production work on stationary or portable prefabricated buildings.

(d) The present decree does not govern the preparing of wood in transit.

IV. *Minimum wage rates*: Minimum wage rate are as follow:

	<i>Taux horaires — Hourly rates</i>	
	<i>À compter de la publication du présent décret</i> <i>From publication of present decree</i>	<i>À compter du 1er avril 1968</i> <i>From April 1st, 1968</i>
Chef d'équipe — Atelier de menuiserie — Shift-boss — joinery shop	\$2.24	\$2.34
Chef d'équipe — Cour à bois — Shift-boss — lumber yard	1.97	2.07
Menuisier d'atelier — Shop joiner:		
Classe « A » — Class "A"	2.14	2.24
Classe « B » — Class "B"	2.02	2.12
Menuisier sur machine — Machine joiner	1.97	2.07
Conducteur de machines — Machine operator:		
Classe « A » — Class "A"	1.92	2.02
Classe « B », 1er semestre — Class "B", 1st six months	1.81	1.91
Classe « B », 2e semestre — Class "B", 2nd six months	1.87	1.97
Aide conducteur de machines — Helper, machine operator:		
moins de 19 ans — under age 19	1.60	1.70
plus de 19 ans — over age 19	1.81	1.91
Machiniste — Machinist	2.14	2.24
Conducteur (mécanicien) de machines fixes — Stationary engineman	1.81	1.91
Classeur, Mesureur, Vérificateur — Grader, Scaler, Checker	1.92	2.02
Expéditeur, Receveur — Shipper, Receiver	1.97	2.07
Chauffeur de camion — Truck driver	1.92	2.02
Conducteur de tracteur — Tractor driver	1.92	2.02
Conducteur de chariot-élévateur — Fork-lift truck driver	1.92	2.02
Gardien — Watchman	1.65	1.75
Manoeuvre — Common labourer	1.81	1.91
Apprenti — Apprentice:		
1re année — 1st year	1.21	1.31
2e année — 2nd year	1.38	1.48
3e année — 3rd year	1.54	1.64
Compagnon débutant — Junior journeyman	1.90	2.00

V. *Dispositions spéciales*: a) Tout salarié présentement à l'emploi de l'employeur, qui bénéficie d'un taux de salaire supérieur à l'échelle des taux de salaires mentionnés à l'article IV, conserve les mêmes avantages dans les mêmes proportions, à la suite des majorations définies à l'article IV et ne doit subir aucune diminution de salaire à l'occasion de l'entrée en vigueur du présent décret ou pendant sa durée, à la condition qu'il conserve la même qualification ou classification.

b) Tout salarié travaillant alternativement à deux ou plusieurs emplois doit recevoir le salaire établi pour la catégorie la mieux rémunérée.

V. *Special provisions*: (a) Every employee who is presently in an employer's service and who receives a wage rate higher than those specified in the wage scale given in section IV, shall continue to receive the same advantages in the same proportions, following the increases stipulated in section IV. Her wages shall not be reduced either on the effective date of the present decree or during its term, provided he has the same competency or classification.

(b) Every employee working alternately in two or more categories, shall receive the wage rate of the better-paying category.

c) Tout salarié travaillant la nuit ou faisant partie d'une équipe de nuit a droit à dix cents (\$0.10) de plus que son salaire normal pour chaque heure de travail.

d) Tout salarié qui se présente à l'atelier de son employeur comme à l'ordinaire ou qui, après l'avoir quitté, est rappelé au travail, doit recevoir une indemnité minimale égale à trois (3) heures de salaire au taux normal, au taux majoré de 50% ou de 100%, suivant les stipulations des articles VIII et IX, sauf dans les cas de force majeure.

e) Si un système à la pièce, à forfait ou autrement, est établi dans un établissement, les salariés doivent recevoir au moins le taux horaire minimum prévu au présent décret.

f) *Emplois non prévus:* La rémunération de tout salarié exerçant un emploi non mentionné à l'article IV du présent décret doit être d'au moins dix cents (\$0.10) l'heure de plus que le minimum fixé pour le manoeuvre.

VI. *Durée du travail:* a) La semaine normale de travail est de quarante-six (46) heures réparties sur cinq jours et demi, du lundi au vendredi inclusivement. La durée maximale de la journée de travail est de neuf (9) heures par jour, étalées entre 7h du matin et 6h du soir et le samedi entre 7h du matin et midi, avec un maximum de trois (3) heures chez l'employeur où l'on travaille habituellement le samedi, à longueur d'année ou à certaines périodes de l'année.

b) À compter du 1er avril 1968, la semaine normale de travail sera de quarante-cinq (45) heures réparties sur cinq (5) jours, du lundi au vendredi inclusivement. La durée maximale de la journée de travail sera neuf (9) heures par jour, étalées entre 7h du matin et 6h du soir. Tout travail exécuté le samedi devra être rémunéré au taux de salaire majoré de 50%.

c) La semaine normale de travail des chauffeurs de camion, des conducteurs de tracteurs, des conducteurs de chariots-élévateurs, est de cinquante-cinq (55) heures. La durée maximale de la journée de travail est de dix (10) heures, étalées entre 7h du matin et 10h du soir.

d) La semaine normale de travail des machinistes est de cinquante-cinq (55) heures. La durée maximale de la journée de travail est de douze (12) heures, étalées entre 6h du matin et minuit.

e) La semaine normale de travail des conducteurs (mécaniciens) de machines fixes est de soixante (60) heures. La durée maximale de la journée de travail est de douze (12) heures, étalées entre 6h du matin et minuit.

f) La semaine normale de travail des gardiens est de soixante-douze (72) heures. La durée maximale de la journée de travail est de douze (12) heures.

g) *Travail de nuit:* La semaine normale pour le travail de nuit est de quarante-cinq (45) heures, réparties sur cinq jours, du lundi au vendredi inclusivement. La durée maximale d'une nuit de travail est de neuf (9) heures, étalées entre 4h de l'après-midi et 7h du matin.

h) Si l'employeur établit le système de la triple équipe rotative, les salariés de ces équipes ont droit à une demi-heure ($\frac{1}{2}$) payée chaque jour pour leur repas.

VII. *Période de repos:* Tout salarié doit bénéficier d'un repos de dix (10) minutes l'avant-midi et de dix (10) minutes l'après-midi.

(c) Every employee working nights or on a night shift is entitled to a 10¢-an-hour shift differential (bonus) for each hour worked.

(d) Every employee who reports for duty at the usual time or who, after having left the shop, is called back to work, shall be paid for at least three (3) hours' work at straight time, time and one half, or double time, according to conditions stipulated in sections VIII and IX, except in instances beyond the employer's control.

(e) If an establishment adopts a piece-work, contract or other type system, employees shall be paid at least the minimum hourly wage rate herein stipulated.

(f) *Unforeseen occupations:* Every employee whose occupation is not listed in section IV of the present decree shall be paid at least ten cents (10¢) an hour above the minimum herein specified for common labourers.

VI. *Standard working hours:* (a) The standard working week consists of forty-six (46) working hours divided into five and a half ($5\frac{1}{2}$) working days, Monday through Friday. The standard working day shall not exceed nine (9) working hours scheduled between 7:00 a.m., and 6:00 p.m., and on Saturday, between 7:00 a.m. and noon, with a three hour maximum when an employer works on Saturday all year-round or during certain periods in the year.

(b) From April 1, 1968, standard hours of work shall not exceed forty-five (45) a week (5 working days) and nine (9) a day, scheduled between 7:00 a.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday. Time and one half shall be paid for all work performed on Saturdays.

(c) Standard hours of work for drivers (tractors, trucks and fork-lift trucks) shall not exceed fifty-five (55) a week and ten (10) a day, scheduled between 7:00 a.m. and 10:00 p.m.

(d) Standard hours of work for machinists shall not exceed fifty-five (55) a week and twelve (12) a day, scheduled between 6:00 a.m. and midnight.

(e) Standard hours of work for stationary enginemen shall not exceed sixty (60) a week and twelve (12) a day, scheduled between 6:00 a.m. and midnight.

(f) Standard hours of work for watchmen shall not exceed seventy-two (72) a week and twelve (12) a day.

(g) *Night work:* Hours of work at night shall not exceed forty-five (45) a week and nine (9) a night, scheduled between 4:00 p.m. and 7:00 a.m., Monday through Friday.

(h) Should an employer adopt a three-shift rotating system, employees on such shifts are entitled to one-half ($\frac{1}{2}$) hour (with pay) daily for meals.

VII. *Rest periods:* All employees shall be entitled to ten (10) minutes' rest in both morning and afternoon.

VIII. Heures supplémentaires: Tout travail exécuté en plus du nombre d'heures de la semaine normale de travail et tout travail exécuté en dehors des heures normales entraînent une majoration de 50% du salaire effectivement payé au salarié.

IX. Jours fériés: Tout salarié appelé au travail l'un des jours suivants: les dimanches, le premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël, doit être rémunéré au taux de salaire effectivement payé majoré de 100%.

X. Jours fériés et payés: Tout salarié doit recevoir une indemnité égale à une (1) journée de salaire au taux normal pour les jours fériés suivants: Le premier jour de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël.

Pour bénéficier d'une telle indemnité, le salarié doit avoir été au service du même employeur pendant douze (12) mois dans les vingt-trois (23) mois qui précèdent le jour férié et son nom doit apparaître sur la liste de paie dans les quinze (15) jours qui précèdent et les quinze (15) jours qui suivent le jour férié. Si la fête tombe un dimanche, la rémunération ne sera pas accordée, sauf pour les fêtes du premier jour de l'An et du jour de Noël.

Si l'un ou plusieurs de ces jours fériés et payés tombent durant la période des congés annuels d'un salarié, son congé sera alors prolongé d'autant.

XI. Congés payés annuels: a) La période de référence s'étend du 1er janvier au 31 décembre.

b) Tout salarié qui justifie de moins d'une année de serv. ces continus (saison d'exploitation) à l'emploi de l'employeur a droit à une demi-journée de congé par mois civil de travail. L'indemnité afférente audit congé est égale à deux pour cent (2%) du salaire gagné.

c) Tout salarié qui justifie d'une (1) année de service continu à l'emploi de l'employeur a droit à une semaine de congés. L'indemnité afférente audit congé est égale à trois pour cent (3%) du salaire gagné pendant la période de référence. À partir du 1er avril 1968, l'indemnité sera augmentée à 4%.

d) **Période de congé:** La période située entre le 1er mai et le 1er octobre de chaque année est la période de prise des congés.

e) **Choix des congés annuels:** Le choix des congés annuels doit se faire au cours des quinze (15) premiers jours de janvier.

f) **Indemnité compensatrice:** Lorsqu'un salarié quitte le service de l'employeur, il a droit aux bénéfices des jours de congé accumulés jusqu'à la date de son départ, dans la proportion déterminée aux paragraphes précédents.

g) Avant le départ du salarié pour ses vacances, l'employeur doit lui verser l'indemnité de congés qu'il a accumulée durant sa période d'emploi ou depuis ses derniers congés annuels.

h) Il est interdit à l'employeur de remplacer par une indemnité compensatrice les congés annuels établis par le présent article.

i) Durant le congé d'un salarié, l'employeur doit continuer de lui procurer les avantages en nature et autres auxquels il a droit, tels que la pension, la contribution à un fonds de pension, les prestations de soins médicaux, etc.,

j) Pour le calcul des services continus, les licenciements et la maladie n'interrompent pas le service continu d'un salarié à l'emploi de l'employeur.

VIII. Overtime: Time and one half shall be paid for all work performed over and above the maximum weekly or daily working hours stipulated in the present decree.

IX. General Holidays: Any employee called in to work on the following days shall be paid double time: New Year's Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas Day.

X. General Holidays with pay: Every employee is entitled to one (1) full day's pay for each of the following days: New Year's Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas Day.

To be entitled to such holiday pay, the employee shall have been in the same employer's service for twelve (12) out of the twenty-three (23) months preceding the holiday and his name must appear on the payroll fifteen (15) days before and fifteen (15) days after the holiday. Should the holiday fall on a Sunday, it shall not be a holiday with pay, except New Year's Day and Christmas Day.

Every employee is entitled to one additional day's vacation for each general holiday with pay falling during his annual vacation period.

XI. Annual vacation with pay: (a) The qualifying period extends from the 1st of January to the 31st of December.

(b) Any employee who has less than one year's continuous service (operating season) with an employer shall be entitled to one half-day's vacation for each calendar month worked. Vacation pay equals two per cent (2%) of wages earned

(c) Any employee who has one (1) year's continuous service with an employer shall be entitled to one week's vacation. Vacation pay shall be set at three per cent (3%) of wages earned during the qualifying period, and four per cent (4%) of wages earned from April 1, 1968.

(d) **Annual vacation timing:** The annual vacation period extends from May 1st to October 1st of each year.

(e) **Choice of annual vacation dates:** Annual vacation dates shall be chosen during the first two weeks in January.

(f) **Vacation compensation:** When an employee quits an employer's service, he shall be entitled to the vacation days accumulated up to the separation date and according to the proportions stipulated in the preceding subsections.

(g) When an employee leaves on vacation, the employer shall pay him for the vacation time he has accumulated either during his employment period or since his last vacation.

(h) No employer may substitute a monetary compensation for the annual vacations stipulated in this section.

(i) During his employee's vacation, the employer shall continue to provide him with advantages in kind or other to which he is entitled, such as his board, pension fund contribution, medical benefits, etc.

(j) Sick-leave and lay-offs do not enter into the calculation of an employee's continuous service time with an employer.

XII. Paiement du salaire: Le salaire doit être payé intégralement aux salariés chaque semaine ou plus tard le vendredi, en espèces ou par chèque. Le bulletin de paie doit contenir les mentions suivantes:

- 1° Les nom et prénoms du salarié;
- 2° La date de paie et la période de travail correspondant au paiement;
- 3° Le taux de salaire;
- 4° Les heures normales et supplémentaires;
- 5° Les déductions faites;
- 6° Le montant net payé.

XIII. Apprentissage: a) Tout apprenti commençant à apprendre son métier doit avoir au moins seize (16) ans révolus.

b) Au terme de son apprentissage, tout apprenti doit subir un examen devant un bureau d'Examineurs. Selon le résultat de cet examen, l'apprenti est classé compagnon ou demeure apprenti de troisième année. Cet examen peut être répété d'année en année, par la suite.

c) Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit deux mille trois cents (2,300) heures, constitue une année d'apprentissage.

d) Il ne peut y avoir d'apprenti pour les emplois où le certificat de qualification n'est pas obligatoire.

e) Le nombre d'apprentis dans chaque atelier doit être le suivant pour chacun des métiers ci-après:

Menuisier d'atelier à l'établi et menuisier d'atelier sur machine: un (1) apprenti pour quatre (4) compagnons, deux (2) apprentis pour sept (7) compagnons, trois (3) apprentis pour dix (10) compagnons. La même échelle s'applique pour chaque multiple de dix (10).

Machiniste: un (1) apprenti pour chaque atelier assujéti au présent décret.

f) Dans le calcul du nombre des apprentis, on ne doit pas tenir compte du compagnon débutant (junior) ni de l'apprenti qui reçoit le salaire du compagnon.

XIV. Durée: Le présent décret entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et il demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1969.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
21526-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2808

Québec, le 11 octobre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Drummond.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de Drummond, Arthabaska, Nicolet et Yamaska, rendue obligatoire par le décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

XII. Payment of wages: Wages shall be paid in full, weekly, by Friday at the latest, either in legal tender or by cheque, and shall list the following particulars:

1. employee's name and surname;
2. date of payment and work period corresponding thereto;
3. wage rate;
4. number of regular and overtime hours;
5. deductions made;
6. take-home pay.

XIII. Apprenticeship: (a) No apprentice may begin learning his trade before his sixteenth (16th) birthday.

(b) Upon completing his apprenticeship, every apprentice shall sit for an examination before a Board of Examiners. According to his examination results, the apprentice shall become a journeyman or shall remain a third-year apprentice. The examination may be repeated yearly thereafter.

(c) One year's apprenticeship equals two thousand three hundred (2,300) hours worked.

(d) No apprenticeship shall exist for occupations not requiring a competency certificate.

(e) The number of apprentices in each shop shall be as follows for each trade listed below:

Joiner (shop, bench and machine): one (1) apprentice for every four (4) journeymen; two (2) apprentices for every seven (7) journeymen; three (3) apprentices for every ten (10) journeymen. The same ratio applies for each multiple of ten (10).

Machinist: one (1) apprentice for each shop subject to this agreement.

(f) Junior journeymen do not enter into the calculation of the apprentice ratio nor does any apprentice being paid the journeyman's rate.

XIV. Term of the decree: The present decree becomes effective on the date it is published in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until March 31, 1969.

JACQUES PRÉMONT,
21526-o Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2808

Québec, October 11, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Construction Industry in the Drummond region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction Industry in the electoral districts of Drummond, Arthabaska, Nicolet and Yamaska (made binding by Decree number 988 of October 2, 1958 and amendments) have twice petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 29 juillet et 2 septembre 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 988, soit modifié comme suit:

Les articles I à XIII inclusivement de même que les Sections « A » et « B » concernant respectivement les métiers de plombiers et d'électricien, sont remplacés par les suivants:

« TITRE PREMIER

*Tous les métiers
Conditions générales de travail*

SECTION 1

Champ d'application

1.00 *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial du présent décret comprend les districts électoraux d'Arthabaska, Drummond, Nicolet et Yamaska.

2.00 *Champ d'application professionnel*: Toute personne qui exécute ou fait exécuter dans le champ d'application territorial décrit à l'article 1 précédent, un ou plusieurs travaux visés dans le champ d'application industriel du présent décret, est assujettie à ce dernier.

3.00 *Champ d'application industriel*: 3.01 *Généralités*: Le champ d'application industriel du présent décret comprend tous les travaux de construction, bâtiment, génie civil et fermes exploitées sur une base commerciale, y compris les travaux d'installation, de réfection, d'entretien, de déplacement d'immeubles et de démolition.

3.02 Il comprend également les travaux se rapportant aux aqueducs, égouts, quais, canaux, voirie, excavation, tunnels, ponts, pontons, murs de soutènement, aéroports, terrains d'atterrissage, terrassements, installations de radar, plantations de pieux, trottoirs en ciment, rues en ciment, routes, barrages, viaducs, puits, écluses, oléoducs, parcs, clôtures et tout travail de semblable nature.

3.03 Le champ d'application industriel du décret comprend lesdits travaux lorsqu'ils sont exécutés sur les lieux de tout contrat, qu'ils soient faits dans un enclos séparé ou non pour cette fin ou dans un bâtiment qu'on répare, rénove ou agrandit, ou lorsqu'ils sont exécutés dans un atelier temporaire fabriquant des pièces constituant pour un chantier même si tel atelier est séparé de quelque manière que ce soit.

Il régit aussi toute opération effectuée sur les lieux d'un contrat par des grues ou par tout autre appareil participant au levage, à l'enfouissement ou à la mise en place de matériaux.

3.04 *Vitrage*: Les travaux de pose, de réparation, de remplacement de vitres, vitrines, ouvrages permanents ou non, de décoration, d'ornementation ou de structures en verre sont assujettis au présent décret.

3.05 *Travaux de terrassement et de creusage*: Le présent décret régit également les travaux de dynamitage, d'excavation et de nivellement exécutés mécaniquement en relation avec la construction d'un bâtiment et les travaux de creusage pour les poteaux de téléphone effectués par un entrepreneur ainsi que le creusage pour l'enfouissement des câbles souterrains.

WHEREAS the petitions were published in the *Québec Official Gazette* of July 29 and September 2, 1967;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 988 be amended as follows:

Sections I through XIII, as well as Sections "A" (Plumbers) and "B" (Electricians), are superseded by the following:

"PART ONE

*All Trades
General Working Conditions*

DIVISION 1

Jurisdiction

1.00 *Territorial Jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this decree encompasses the electoral districts of Arthabaska, Drummond, Nicolet and Yamaska.

2.00 *Professional Jurisdiction*: Anyone who performs or has performed any of the work covered by the industrial jurisdiction of this decree, within the territorial jurisdiction described in section 1 above, is subject to this decree.

3.00 *Industrial Jurisdiction*: 3.01 *General Coverage*: The industrial jurisdiction of this decree includes all building construction, engineering projects, farms (operated on a commercial basis) and the installation, renovation, maintenance, demolition and displacement of buildings.

3.02 It also includes all work done in connection with water distribution systems, sewers, wharves, canals, roads, excavation, tunnels, bridges, culverts, sustaining walls, airports, landing fields, landscaping, radar installations, pile-driving, cement walks, cement streets, parks, dams, viaducts, wells, locks, oleoducts, roads, fences and all other analogous work.

3.03 The decree's industrial jurisdiction covers such work when it is carried out on contract sites, be it done in a special separate enclosure or not, in a building undergoing repairs, renovation or addition, or in a temporary shop manufacturing components for a construction site, even though such shop may be separate in any way whatever.

It also governs all work carried out on a contract site by cranes or other equipment used to hoist, bury or set materials in place.

3.04 *Glass-work*: Work done in connection with installing, repairing, replacing windows and shop windows (whether or not such work is permanent, decorative, ornamental or structural) is subject to this decree.

3.05 *Landscaping and Digging*: This decree also governs all dynamiting, excavating and levelling done by machines in connection with the construction of a building as well as all digging of holes for telephone poles or for laying underground cables done by a contractor.

3.06 Construction de ponts: À l'exception des travaux visés par le décret numéro 1247 du 4 août 1966, dans sa teneur modifiée, relatif à la construction métallique (industrie de l'acier structural), tout travail relié à la construction d'un pont, autre que le pont de Trois-Rivières, qui entre dans le champ d'application d'un autre décret, est régi, pour toute l'exécution d'un contrat de construction, par celui des deux décrets soit le présent décret ou cet autre décret qui prévoyait, à la date de la signature du contrat, le taux le plus élevé pour le métier de charpentier-menuisier. Si les taux établis par les 2 décrets sont les mêmes, les métiers suivants serviront de critère dans l'ordre suivant: journalier, ferrailleur, poseur de pilotis, cimentier-appliqueur.

Pont de Trois-Rivières: À l'exception des travaux visés par le décret numéro 1247 du 4 août 1966, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de l'acier structural, tout travail relié à la construction du pont de Trois-Rivières sur le Saint-Laurent, est assujéti aux conditions de travail déterminées par le décret relatif à l'industrie et aux métiers du bâtiment dans la région de Trois-Rivières. Cependant, l'application desdites conditions de travail, de même que de celles prescrites par ledit décret numéro 1247 sera contrôlée par le comité paritaire de l'industrie de la construction de Drummondville dans les limites du champ d'application territorial du décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de Drummond, Arthabaska, Nicolet et Yamaska.

3.07 Travaux pour le gouvernement de la province de Québec: Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des ministères du gouvernement de la province de Québec sont exempts des dispositions du présent décret.

Toutefois, les travaux de construction de ponts, tunnels, viaducs et édifices publics exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des ministères du gouvernement de la province de Québec sont assujétis au présent décret.

3.08 Cités et villes: Les cités et villes et corporations municipales sont exemptes des dispositions du présent décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent; pour ce qui est également des travaux d'entretien, de réfection ou de construction d'aqueducs, d'égouts, de pavage de trottoirs ou d'autres travaux de même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou sous-traitants qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

3.09 Le présent décret ne s'applique pas aux travaux exécutés directement par le gouvernement de la province de Québec ou un ministère, un office ou une commission de ce gouvernement.

Toutefois, la présente exemption ne s'étend pas auxdits travaux lorsqu'ils sont exécutés par l'intermédiaire d'entrepreneurs.

3.10 Chemins de fer: Les compagnies de chemins de fer sont exemptes des dispositions du présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective.

3.11 Exploitation forestière: L'exploitation forestière, y compris la construction de routes, de camps et autres aménagements nécessaires à l'exploitation forestière tel que les digues, écluses,

3.06 Bridge Construction: Except work covered by Decree number 1247 of August 4, 1966, and amendments (Structural Steel Industry), all work connected with the construction of a bridge (other than the Trois-Rivières bridge) which enters into the jurisdiction of another decree, is covered, for the entire construction time, by the decree (either this decree or that other decree) which, on the contract's signature date, provided the higher average hourly wage rates for carpenter-joiners. Should the wage rates be the same in both decrees, the following trades, taken in order, shall be used as standard: labourer, reinforcing steel erector, pile driver, cement finisher.

Trois-Rivières bridge: Except work covered by Decree number 1247 of August 4, 1966, and amendments (Structural Steel Industry), all work connected with the construction of the Trois-Rivières bridge across the St. Lawrence, is subject to the working conditions stipulated in the decree respecting the Construction Industry and Trades in the Trois-Rivières region as well as those stipulated in Decree number 1247 shall be administered by the Building Trades Joint Committee of Drummondville within the limits of the territorial jurisdiction of Decree number 988 of October 2, 1958, and amendments (Construction Industry in the electoral districts of Drummond, Arthabaska, Nicolet and Yamaska).

3.07 Québec Government Projects: Road work performed for any Québec Government department is not covered by this decree.

However, the construction of bridges, tunnels, viaducts and public buildings for any Québec Government department, is subject to this decree.

3.08 Cities and Towns: Cities, towns and municipal corporations are not subject to the provisions of this decree in respect of: the repair and maintenance on their buildings; the construction, renovation or maintenance work done on water distribution systems, sewers, paving, sidewalks and other comparable work performed under their immediate control. The exemption does not extend to contractors or sub-contractors who perform identical work under the control of or by contract for the said cities, towns or municipal corporations.

3.09. The present decree does not cover work directly performed by the Québec Government or one of its departments, authorities or commissions.

However, this exemption is not applicable when the work is carried out through contractors.

3.10 Railroads: Railroad companies are not subject to this decree for work usually carried out by the system's maintenance forces who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

3.11 Forest Operations: Forest operations (which include the construction of roads, camps and other project required for forest operations such as dikes, dams, piers, sluices) are exempted

estacades, dalles, régis par l'ordonnance 39 de la Commission du salaire minimum n'est pas visée par le présent décret.

3.12 *Travaux de production*: Les travaux de production exécutés dans les boutiques, usines, ateliers ou autres, sont exemptés des dispositions du présent décret.

SECTION 2

Définitions

4.00 Aux fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

Aplanisseur de parquets: Le terme « aplanisseur de parquets » désigne le salarié qui râcle, polit ou ponce les parquets, à la main ou à la machine, et qui les cire. Il pose également la laque, les carrelages et le vernis sur ces planchers.

Appareilleur: Le terme « appareilleur » désigne tout salarié dont le travail distinct du montage de charpentes métalliques, consiste à procéder au montage des grues, des chèvres, des palans, des poteaux, et autres appareils semblables, à accrocher la charge, à poser des câbles, des poulies, à faire tous autres raccords appropriés, à donner les signaux au conducteur de l'appareil. Il désigne aussi celui qui aide au transport de pierres, de la brique, du bois et autres matériaux (notamment les pièces de fer qui servent à la mise en place des charpentes métalliques) et qui peut au besoin exécuter tout autre travail connexe.

Apprenti: Le terme « apprenti » désigne le salarié au service d'un employeur qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par le présent décret et qui détient un certificat d'enregistrement émis par le Bureau d'examineurs en vertu de l'article 27 de la Loi des décrets de convention collective ou sous l'empire d'une loi provinciale.

Artisan: Le terme « artisan » désigne toute personne physique qui exécute de ses propres mains un travail faisant l'objet du présent décret.

Briqueleur-maçon: Le terme « briqueleur-maçon » désigne toute personne:

(a) qui pose, taille, fixe, ajuste des briques, des blocs de terre cuite, de gypse, de verre, de béton, des pierres artificielles ou autres matériaux similaires, pour édifier des murs, des cloisons, des voûtes, des fours, des foyers, des cheminées, des ponceaux ou autres ouvrages analogues.

(b) ou qui pose, taille, fixe, ajuste des pierres artificielles, naturelles de granit, de marbre ou tous autres matériaux similaires, pour édifier des murs, des cloisons, des voûtes, des fours, des foyers, des cheminées, des ponceaux ou autres ouvrages analogues.

(c) ou qui construit, assemble ou monte, pose ou installe tout échafaudage, qui fait le jointage, le nettoyage et le lavage nécessaire à l'exécution des travaux mentionnés aux paragraphes « a » et « b ».

Calorifugeur: Le terme « calorifugeur » désigne toute personne qui pose, applique, insuffle, fixe, à la main ou à la machine, des matériaux isolants tels que liège, amiante, soie de verre, ciment d'amiante, feutre, ou autres produits similaires, sur les parois d'appareils, tels que chaudières, tuyaux, réservoirs.

Carreleur: Le terme « carreleur » désigne toute personne qui confectionne, taille, dispose, étend en rouleau ou par carreaux, tout matériau à base

from the provisions of this decree, as they are already subject to the Minimum Wage Commissions' Ordinance No. 39.

3.12 *Production Work*: Production work performed in shops, factories or other establishments are exempted from this decree's provisions.

DIVISION 2

Définitions

4.00 In this decree,

“Floor sander” means any employee who scrapes, polishes or sands wooden floors, either by hand or machine and who waxes floors. He also applies lacquer and varnish on the said floors and lays floor-tile;

“Rigger” means any employee whose work, as distinguished from the structural steel erector's work, consists in erecting derricks, cranes, tackles, posts and other similar equipment, in hooking on the load, in placing cables and pulleys, in making any other connections required, in signalling the hoisting equipment operator. It also means the employee who helps with the transportation of stone, brick, wood and other materials (iron beams used in structural steel work) and who, when required, performs any related work;

“Apprentice” means any employee in the employer's service who is learning any of the trades governed by the present decree and who holds a registration certificate issued by the Board of Examiners in pursuance of section 27 of the Collective Agreement Decrees Act or under a provincial Act;

“Artisan” means anyone who, with his own hands, performs work covered by this decree.

“Bricklayer-mason” means any employee who:

(a) lays, cuts, sets, fits bricks, terracotta, gypsum, glass and concrete blocks, artificial stone and other similar materials to erect walls, partitions, vaults, ovens, fire-places, chimneys, culverts or other similar works; or

(b) lays, cuts, sets, fits artificial stone, natural stone, granite, marble or any other similar materials to erect walls, partitions, vaults, ovens, fire-places, chimneys, culverts or other similar works; or

(c) builds, assembles or erects, sets up or installs any scaffolding, and does the jointing, cleaning and washing required to perform the work mentioned in subsections “a” and “b”;

“Insulator” means anyone who lays, sets, blows or installs, by hand or machine, insulation materials such as cork, asbestos, fiberglass, asbestos cement, felt or other similar products to or on the walls of apparatus such as boilers, pipes and tanks;

“Tile setter” means anyone who cuts, lays out and sets any material made of rubber, vinyl, asphalt, carpet or other synthetic or similar

de caoutchouc, vinyl, asphalte, de tapis ou autres produits synthétiques ou similaires, servant à décorer ou à finir les parquets, les murs ou autres ouvrages analogues.

Carreleur mosaïste: Le terme « carreleur mosaïste » désigne tout salarié qui pose les carreaux de porcelaine, de céramique, de grès-cérame et toutes les imitations de carreaux de céramique dits carreaux de métal peint ou émaillé, carreaux de ciment, etc., le tout posé au mortier de ciment et à la colle ou avec quelque autre produit, et qui fait aussi la pose de tous les accessoires s'y rapportant notamment la latte métallique pour recevoir ces carreaux.

Charpentier-menuisier: Le terme « charpentier-menuisier » désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, de planches murales de matériaux composite et de toutes lattes, travaille la charpente, s'occupe de la réparation des objets en bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, la tôle non soudée ou non agrafée qui s'y rapporte; il pose le clin de bois ou de métal (clapboard) ainsi que les moulures et coins métalliques, les bardeaux et planchers d'aluminium, et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction; il pose les carreaux acoustiques sur plafonds et murs et le carrelage de bois collé. Il comprend aussi le salarié qui exécute tout travail d'isolation sur murs, planchers et plafonds par procédé autre que le procédé mécanique, qui fabrique des coffrages à béton ainsi que les coffrages fabriqués sur un chantier ou ailleurs, y compris l'étagage (« pottage ») et le liage avec du fil de fer des coffrages, qui fait la pose des planchers de bois franc, de cloisons en acier, d'ameublement tel que tablettes, comptoirs, etc., des chassis, portes, encadrements, paravents, de même que la pose de bandes métalliques ou de caoutchouc pour le calfeutrage.

Il comprend enfin le salarié qui aiguise les scies, qui utilise une scie mécanique ou toute autre machine nécessaire à la préparation de bois sur un chantier de construction ou de réparation et qui, plus généralement, fait tous les travaux préliminaires de bois se rapportant à l'industrie de la construction.

Quand les soliveaux de bois sont remplacés par des soliveaux d'acier, avec ou sans lattes métalliques, ces derniers peuvent être posés par les charpentiers-menuisiers.

Le charpentier-menuisier peut aussi poser les cadres de portes en acier, les supports de métal pour formes, les vitres précoupées avec moulures de bois ou métal.

Chauffeur de chaudières: Le terme « chauffeur de chaudières » désigne toute personne qui possède un certificat de classe « A » émis en vertu des règlements pris en exécution de la Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 157). Il dirige le fonctionnement de toute installation de chauffage, voit au feu des chaudières d'une machine fixe ou portative, maintient une couche de feu régulière de manière à économiser le combustible tout en maintenant la vapeur à la pression désirée, entretient les pompes et les autres appareils, nettoie les chaudières au moyen d'air comprimé ou de vapeur et, au besoin, exécute tout autre travail connexe.

Cimentier applicateur: Le terme « cimentier-applicateur » désigne tout salarié qui pose et surface le ciment pour parquets et revêtements unis (trottoirs et autres pavages) ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, répare les fondations et exécute

products either in rolls or in tile-form, used to decorate or finish floors, walls and performs other analogous work;

“Ceramic tile setter” means any employee who sets porcelain tile, ceramic tile, stoneware tile and all imitations of ceramic tile known as painted or enamelled metal tile, glass tile, cement tile, etc. . . , the above mentioned tile being set with cement mortar and glue or with any other product, and who also installs all accessories pertaining thereto, namely: metal laths that support the tile;

“Carpenter-joiner” means any employee who joins pieces of wood, composition wallboard and any composition lathing; does frame work, repairs wooden articles, installs shingle sheathing paper, asbestos shingles, tarred paper, the unsoldered or unhooked sheet-metal pertaining thereto; installs wooden or metal clapboard and mouldings and metal cornerbeads, shingles and aluminum floors and performs all woodwork on a construction site; lays acoustical tile on ceilings and walls and lays glued wooden tile. This term also means the employee who carries out any insulation work on walls, floors, ceilings other than mechanically; makes forms for the pouring of concrete and forms made on the construction site or elsewhere; wires the said forms and installs the wooden supports thereof; lays hardwood floors, installs steel partitions and furnishing such as shelves, counters, etc. . . window frames, windows, doors, casings, draught-screens and metal or rubber weatherstripping.

Finally, this term also means the employee who sharpens saws, uses a mechanical saw or any other machine required to prepare the wood on a construction site or repair site and who, generally speaking, does all preliminary wood work in connection with the construction industry.

When wooden joists are replaced by steel joists, with or without metal lathing, the latter may be installed by carpenter-joiners.

Carpenter-joiners may also install steel door-casings, metal supports for concrete forms, pre-cut glass panes with wooden or metal mouldings;

“Boiler fireman” means any employee who holds a Class “A” certificate issued under the regulations enacted in pursuance of the Stationary Enginemen Act (RSQ 1964, c. 157). He directs the operation of any heating installation; sees to the fire of the boilers in a stationary or portable engine; maintains a regular layer of fire so as to avoid waste of fuel while maintaining the required steam pressure; keeps pumps and other apparatus in good working conditions; cleans boilers with compressed air or steam and, when required, performs any related task;

“Cement finisher” means any employee who lays and finishes cement for floors or plain coatings (sidewalks and other pavings); does ornamental work; places and replaces concrete sidiags and coatings; repairs foundations and performs any other related work. Work on walls to be

tout autre travail connexe. Le travail sur les murs qui fait suite au travail de parquet se limite, pour le cimentier-applicateur, à la hauteur de la plinthe à l'intérieur sauf pour les étages plus bas que le rez-de-chaussée et à la hauteur du solage à l'extérieur.

Compagnon: Le terme « compagnon » désigne, dans chacun des métiers décrits, tout salarié qui a terminé son apprentissage, qui peut exécuter les travaux courants de son métier et qui détient un certificat de qualification émis par le Bureau d'examineurs créé en vertu de l'article 27 de la Loi des décrets de convention collective ou une licence émise sous l'empire d'une loi provinciale.

Conducteur: Le terme « conducteur » désigne le salarié qui conduit ou fait manoeuvrer une machine et qui la règle lui-même.

Conducteur (mécanicien) de machine fixe ou portable: Le terme « conducteur (mécanicien) de machine fixe ou portable » a le sens qui lui est donné dans la Loi concernant les mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 157). Il désigne toute personne qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification. Les mots « machines fixes » comprennent les chaudières à vapeur, les moteurs à vapeur, les moteurs fixes à combustion interne de plus de vingt-cinq (25) chevaux-vapeur mécaniques.

Entrepreneur: Le terme « entrepreneur » désigne toute personne physique ou morale, société ou corporation, qui travaille seule ou emploie un ou plusieurs salariés, qui entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux régis par le présent décret.

Doit être considérée comme entrepreneur toute personne physique ou morale, société ou corporation qui construit pour son propre compte une ou des maisons ou autres édifices dans un but de vente ou de spéculation.

Est présumée construire dans un tel but toute telle personne qui entreprend, dans une période de vingt-quatre (24) mois, la construction de plus d'une maison, édifice ou tout autre immeuble.

Ferblantier-couvreur: Le terme « ferblantier-couvreur » désigne:

a) tout salarié qui pose les membranes hydrofuges sur mur, plancher ou couverture, fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en cuivre, en tôle soudée ou agrafée, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné ou tous autres produits similaires et qui place les plis de papier à ces fins;

b) tout salarié qui fait des travaux en feuilles métalliques, en tôle (fer, cuivre, aluminium ou acier inoxydable), qui fabrique et pose toutes sortes d'objets de métal en feuilles, soit sur le chantier, soit à l'atelier, qui fait l'installation et la réparation de systèmes de ventilation, de climatisation et de chauffage à air forcé et recouvre de métal les puits de lumière, les corniches, les coupe-feu, les solins, les systèmes pré-fabriqués, qui fait le tracé, la coupe et la pose de tout métal en feuilles et qui exécute tout autre travail similaire.

Ferrailleur: Le terme « ferrailleur » (métallique ou de béton) désigne tout salarié qui peut attacher avec les liens de broche ou autrement, plier et poser l'armature dans le béton et celle servant à la confection des planchers, des colonnes, des poutres en ciment, etc. . . et faire au besoin tout autre trav. il connexe.

done after floor work is limited, inasmuch as the cement finisher is concerned, to the height of the inside baseboard except for floors under ground level, and, for outside work, to the height of the foundation;

“Journeyman” means, in each of the trades described, any employee who has completed his apprenticeship, who can perform the current work of his trade and who is the holder of a competency certificate issued by the Board of Examiners established in pursuance of section 27 of the Collective Agreement Decrees Act or a licence issued under a provincial act;

“Operator” means any employee who drives or operates a machine and sets it himself.

“Stationary or portable engineman” has the meaning given to it in the Stationary Enginemen Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 157). It means any person who directs or supervises the operation of a stationary engine or attends to the maintenance or inspection thereof. The words “stationary engines” include steam boilers, steam engines, stationary internal combustion engines of more than twenty-five (25) mechanical horse-power;

“Contractor” means any person, company, association or corporation working alone or employing one or more workmen; supervising or contracting for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, any of the work covered by the present decree.

Shall also be considered as a contractor any person, company, association or corporation who (that) builds one or several houses or other buildings on his (its) own behalf for resale or speculation purposes.

Is considered as building for such a purpose any person who, within twenty-four (24) months, undertakes the building of more than one house, building or other immovable;

“Tinsmith-roofer” means:

(a) any employee who lays moisture barriers on walls, floors or roofs; does roofing in tile, slate, copper, soldered or hooked sheet-metal, gravel, asphalt or tarred paper or any other similar products and who places the layers of paper for such purposes;

(b) any employee who does sheet-metal work iron, copper, aluminum or stainless steel; makes and installs all types of sheet-metal items either on the job site or at the workshop; installs or repairs ventilating, air conditioning or hot blast heating systems and who metal-clads sky lights, cornices, fire doors, flashings and prefabricated systems; marks out, cuts and lays any sheet-metal and performs any other similar work;

“Reinforcing steel erector” (metal or concrete) means any employee who bends, sets and secures by means of wire or otherwise, the metal armature in concrete, the armature used in making floors, columns, concrete beams etc. . . and who performs any related work required;

Foreur: Le terme « foreur » désigne tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique ou à vapeur utilisée pour percer, dans le roc, des trous de tir à la poudre ou pour faire des travaux de démolition, qui remplit les trous d'explosifs et les fait sauter et exécute au besoin tout autre travail connexe.

Gardien: Le terme « gardien » désigne tout salarié affecté exclusivement à la surveillance du chantier de construction.

Granitiste: Le terme « granitiste » désigne tout salarié qui mesure, divise la surface propre à recevoir le granito et y trace des lignes, fait la pose des bandes métalliques pour granito, la pose du granito coulé en place, la pose du granito préfabriqué et tout autre travail connexe.

Il désigne aussi tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, le taille et le pose.

Manoeuvre: Le terme « manoeuvre » désigne tout salarié qui fait le creusage, le remplissage, le nivellement, sert les menuisiers, travaille à la démolition, monte et démonte les échafaudages de métal ou de bois, fait les décollages et exécute tout autre travail qui n'entre pas dans les métiers décrits plus haut.

Manoeuvre spécialisé: Le terme « manoeuvre spécialisé » désigne tout porteur d'oiseau et toute personne qui fournit les matériaux, fait et défait les échafaudages de métal et de bois pour les briqueteurs-maçons, les plâtriers, les carreleurs, les marbriers, les ferrailleurs qui prépare le mortier à la main ou à la machine pour les briqueteurs-maçons, les plâtriers, les carreleurs mosaïstes, les granitistes et les marbriers.

Marbrier de bâtiment: Le terme « marbrier de bâtiment » désigne toute personne qui taille, dresse ou pose des blocs ou dalles de marbre ou autres produits analogues, pour faire des revêtements décoratifs ou autres sur les murs, parquets ou sur toutes autres surfaces ou à tout autre endroit.

Mécanicien de chantier: Le terme « mécanicien de chantier » désigne le salarié qui fait le réglage, le montage et le démontage de la machinerie et de l'équipement et la fabrication de gabarits, excepté lorsque ce travail est par coutume ou définitions, effectué par d'autres métiers.

Peintre: Le terme « peintre » désigne tout salarié qui fait au pinceau ou au rouleau, à la machine pneumatique ou au tampon, des travaux de peinture, de teinture, de vernis, de chaux ou de produits connexes servant à protéger ou à décorer les surfaces intérieures ou extérieures, qu'elles soient du bois, plâtre, ciment et métal, qui mélange les couleurs et maintient les pinceaux en bon état, pose les vitres, applique le mastic, qui exécute également des travaux de décorations, de papier-tenture, y compris l'enlèvement du vieux papier tenture, d'imitation, de dorage, de lettrage, de brûlage des peintures au brûloir, de ponçage et de lavage des surfaces à repeindre et tout autre travail connexe nécessaire. Il pose aussi la peinture epoxy et urétane.

Polisseur-granitiste à sec: Le terme « polisseur-granitiste à sec » désigne tout salarié qui fait le polissage du granito avec machine à sec.

Polisseur-granitiste à l'eau: Le terme « polisseur-granitiste à l'eau » désigne tout salarié qui fait le polissage du granito avec machine à l'eau.

Poseur de lattis métallique: Le terme « poseur de lattis métallique » désigne tout salarié qui pose des lattes de métal, lattes de bois, lattes artifi-

«Driller» means any employee who operates an air or steam drill used to bore holes for powder or other blasting or for demolition tasks, who fills the holes with explosives, fires the explosives and, when required, performs any related work;

«Watchman» means any employee whose work consists exclusively in watching (guarding) a construction site;

«Terrazzo layer» means any employee who measures and divides the surfaces to be covered with terrazzo and draws lines thereon, places and fastens the metal strips that divide terrazzo, pours the terrazzo into place, sets prefabricated terrazzo and performs any other related work.

This term also means any employee who measures the surface to be covered with marble and who cuts or trims marble and sets it into place;

«Labourer» means any employee who digs, fills holes and levels the ground, serves joiners, does demolition work, erects and dismantles scaffoldings (metal or wood), dismantles concrete forms and performs any other work not described in the above-mentioned trades.

«Special labourer» means any hod carrier and any person who hands building materials, erects and dismantles scaffoldings (metal or wood) for bricklayer-masons, plasterers tile setters, marble setters, structural steel erectors; prepares mortar (by hand or machine) for bricklayer-masons, plasterers and tile, marble and terrazzo setters;

«Marble setter» means any employee who cuts, trims or sets marble blocks or slabs or other similar products to make decorative or other coverings on walls, floors or any other surfaces;

«Millwright» means any employee who adjusts, sets, erects and dismantles machinery and equipment and makes templets, except when such work is usually or by definition carried out by other tradesmen.

«Painter» means any employee who applies, by means of a paint-brush, roller, spray-gun or pad, any paint, dye, varnish, whitewash or any related product used to protect or decorate interior or exterior surfaces, whether such surfaces be of wood, plaster, concrete or metal; mixes colours and keeps the brushes in good condition; installs glass panes, applies putty; does decoration work, paperhanging including the removal of old wall-paper, imitation work, gilding, lettering and the torch burning-off of old paint, sanding and the cleaning of surfaces to be repainted and any other related work required. Painters also apply epoxy and polyurethane-based paints.

«Terrazzo polisher (dry process)» means any employee who polishes terrazzo with the dry process machine;

«Terrazzo polisher (wet process)» means any employee who polishes terrazzo with the wet process machine;

«Metal lather» means any employee who fastens metal, wooden, artificial or composition laths; sets glued, screwed or adhesive-based

cielles ou de matériau composite, des carreaux acoustiques collés ou vissés, sur les solives, avec une base adhérente, les divisions, les cloisons, les colombages, à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

Poseur de linoléum: Le terme « poseur de linoléum » désigne tout salarié qui pose le linoléum et toutes sortes de revêtements de sol, les carreaux d'asphalte, de caoutchouc, de bois, de plastique, de murelume, carreaux de matériaux composite ou tout autre produit similaire à base d'époxy collé mais non cloué comme revêtement sur les planchers ou murs autres que les carreaux éramiques et acoustiques et qui exécute tout autre travail connexe. Il fait aussi la pose de revêtements de sol monopieces à base d'uréthane.

Plâtrier: Le terme « plâtrier » désigne tout salarié:

(a) qui pose, applique, moule, coule, à la main ou à la machine sur les parois intérieures ou extérieures ou les plafonds, une ou plusieurs couches d'enduits de plâtre en général, de mortier, de ciment, de stuc, de plâtre acoustique ou d'autres produits analogues, ou en fait la finition sous toutes ses formes ou

(b) qui fabrique, moule ou pose ou applique, à la main ou à la machine, des panneaux décoratifs ou d'ornementation, composés des matériaux mentionnés au paragraphe « a ».

(c) ou qui fixe contre les murs, plafonds, et cloisons, les chanfreins métalliques ou guides, destinés à servir de support ou de guides pour le revêtement d'enduits de mortier, de ciment, de stuc, de plâtre acoustique ou de plâtre en général ou d'autres produits analogues.

(d) ou qui pose la latte pour le gypse et les lattes et coins de métal.

Serrurier de bâtiment: Le terme « serrurier de bâtiment » désigne tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage, au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces en fer, bronze et acier pour la fabrication d'escaliers intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection de grillages de tous genres, de chutes à charbon, de portes de voûtes, de portes coupe-feu, de cloisons et d'appareils de sauvetage ou de tout travail de même genre, et qui en fait l'installation ou le montage, sur le chantier de construction.

Soudeur en bâtiment: Le terme « soudeur en bâtiment » désigne tout salarié qui est détenteur d'une licence classe « O » de la Canadian Standards Association, W 47. Il doit être capable de régler sa machine et être familier avec tous les outils et appareils de son métier. Il ne comprend pas le soudeur en fer d'ornementation, le soudeur en fer structural et le soudeur en tuyauterie.

Tireur de joints de gypse: Le terme « tireur de joints de gypse » désigne tout salarié qui pose, remplit, calfat et polit les murs de gypse avec du ciment à joints ou tout autre produit similaire et qui pose les coins de métal.

Tuyauteur et électricien: Pour ces métiers, on doit s'en tenir aux définitions contenues respectivement dans la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie (S.R.Q. 1964, chapitre 154) et dans la Loi des Électriciens et Installations Électriques (S.R.Q. 1964, chapitre 152).

Vitrier: Le terme « vitrier » désigne tout salarié qui pose des portes, des fenêtres de toute sorte, des paravents et entrées en aluminium ou en verre, des vitres, des vitrines, de la glace polie

acoustical tile on joists, divisions, partitions or stud-work, either inside or outside any building;

“Linoleum layer” means any employee who lays linoleum and all kinds of floor coverings; sets tiles made of asphalt, rubber, wood, plastic, murelume and sheet composition or any other similar epoxy-based product, glued into place but not nailed on as a covering on floors or walls and other than ceramic or acoustical tile and who performs any other related work. Linoleum layers also lay one-piece polyurethane-based floorings.

“Plasterer” means any employee who:

(a) lays, applies, moulds, pours, by hand or machine, on interior or exterior surfaces or ceilings one or several layers of plaster, mortar, cement, stucco, sound-proof plaster of other similar products and does the finishing thereof, or

(b) makes, moulds, lays or applies, by hand or machine, decorative or ornamental panels made of the materials mentioned in subsection “a”, or

(c) sets on walls, ceilings and partitions, the metal bevelled edges or guides used in laying coats of mortar, concrete, stucco, sound-proof plaster or plain plaster or other similar products, or

(d) fastens laths to receive gypsum, and metal laths and cornerbeads;

“Ornamental iron and bronze worker” means any employee who marks out, cuts, prepares and assembles, by means of machines, tools or welding equipment, any iron, bronze and steel parts used in making interior or exterior staircases, handrails, fences, gates, sashes, marqueises, cellar or inspection trap doors, all kinds of gratings, coal chutes, vault doors, fire doors, divisions, fire-escapes or who does any work of the same nature or connected therewith and installs and erects the same on a construction site;

“Construction welder” means any employee who a Class “O” licence according to the Canadian Standards Association's Code W-47-1947. He must be able to set his machine and be conversant with the use of all the tools and equipment of his trade. This term does not include ornamental iron welders, structural steel welders nor pipe welders;

“Gypsum joint pointer” means any employee who fills, caulks and polishes gypsum walls with joint filling cement or any other similar product and who sets metal cornerbeads;

“Pipe mechanic” and “electrician” have the meaning respectively given them in the Pipe-Mechanics Act (RSQ 1964, c. 154) and in the Electricians and Electrical Installations Act (RSQ 1964, c. 152);

“Glazier” means any employee who installs doors, all kinds of windows, draught-screens and openings made of aluminium or glass, glass panes, show windows, plate glass, and performs any

et tout autre travail connexe, excepté les cadres et fenêtres de bois et qui pose les moulures de métal ou de bois pour assujettir les vitres.

SECTION 3

Durée du travail

5.00 Horaires de travail:

5.01 La semaine normale de travail est de 44 heures réparties sur cinq jours du lundi au vendredi. Du lundi au jeudi, la journée normale est étalée de 7h à 18h et le vendredi, elle est étalée de 7h à 17h.

5.02 *Conducteur de camion:* Cependant, la semaine normale de travail du conducteur de camion employé directement par les entrepreneurs de l'industrie de la construction est de cinquante (50) heures sans limitation quotidienne. Les taux majorés ne sont exigibles qu'après la semaine normale.

5.03 *Gardien:* Cependant, la semaine normale de travail du gardien est de soixante (60) heures sans limitation quotidienne. Les taux majorés ne sont exigibles qu'après la semaine normale.

5.04 *Système de la double équipe et de la triple équipe:* Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures normales de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise pourvu que la durée du travail d'une équipe n'exécède pas neuf (9) heures par jour du lundi au jeudi et huit (8) heures le vendredi.

Si le système de la triple équipe est mis en vigueur, les heures normales de travail sont réparties de la façon suivante:

Première équipe: De 8h à 16h;

Deuxième équipe: De 16h à minuit;

Troisième équipe: De minuit à 8h.

5.05 *Construction de rues, de routes, etc.:* Cependant, la semaine normale de travail pour les travaux de construction de rues, de routes, de trottoirs, de chemins, d'aqueducs, d'égouts, de ponts, de quais, de barrages, de pistes d'envol et d'atterrissage et les travaux de nivellement de terrain, d'excavation, de pavage en asphalte, de déplacement d'immeubles, est de cinquante-cinq (55) heures sans limitation quotidienne. Les taux majorés ne sont exigibles qu'après la semaine normale.

6.00 *Réparations urgentes:* Le salarié appelé à exécuter des réparations urgentes a droit à une indemnité minimale égale à une (1) heure de salaire au taux qui s'applique.

7.00 *Travaux spéciaux exécutés en dehors des horaires:* Tout travail qui ne peut être exécuté à l'intérieur des horaires peut être fait en d'autres périodes de la journée au taux normal.

8.00 *Heures supplémentaires:* Tout travail exécuté en plus des heures normales est réputé heure supplémentaire.

9.00 *Travail en dehors des horaires:* Le travail en dehors des limites horaires signifie tout travail exécuté en dehors des heures normales.

10.00 *Heure solaire et heure avancée:* Les horaires établis à la présente section sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur à l'endroit où les travaux sont exécutés.

SECTION 4

11.00 *Paiement du salaire: Forme, date et lieu du paiement.*

Le salaire doit être payé par chèque le jeudi ou en espèces le vendredi sur les lieux du travail ou à la place d'affaires de l'employeur. Au cas de force majeure le paiement peut être fait par chèque le vendredi.

related work except installing wooden sashes and windows, and who fastens the metal or wooden mouldings that hold the glass in place.

DIVISION 3

Hours of Work

5.00 Standard Working Hours:

5.01 Standard hours of work shall not exceed forty-four (44) a week, scheduled between 0700 hours and 1800 hours Monday through Thursday and between 0700 hours and 1700 hours on Fridays.

5.02 *Truck Drivers:* Notwithstanding the foregoing, standard hours of work for truck drivers directly employed by construction industry contractors, shall not exceed fifty (50) a week without daily limits. Overtime rates may only be claimed after such 50-hour week.

5.03 *Watchmen:* Notwithstanding the foregoing, watchmen shall have a 60-hour standard work week without daily limits. Overtime rates may only be claimed after such 60-hour week.

5.04 *Double or Triple Shift Systems:* If the double shift system is put into effect, standard hours of work shall be scheduled according to the firm's needs, provided that a shift's working hours do not exceed nine (9) a day Monday through Thursday and eight (8) on Fridays.

If the triple shift system is used, standard hours of work shall be scheduled as follows:

First shift: 0800 hours to 1600 hours;

Second shift: 1600 hours to 2400 hours;

Third shift: 2400 hours to 0800 hours.

5.05 *Construction of Streets, Roads, etc.:* Notwithstanding the foregoing, standard hours of work in the construction of streets, roads, highways, water distribution systems, bridges, wharves, landing and take-off fields, property levelling, asphalt paving and building moving, shall not exceed fifty-five (55) a week, without daily limits. Overtime rates may only be claimed after such 55-hour week.

6.00 *Emergency Repairs:* Any employee who does emergency repairs is entitled to one (1) hour's wages at the applicable rate.

7.00 *Special Work Performed Outside Hourly Limits:* All work that cannot be performed within standard hourly limits may be done at other times during the day, at straight time.

8.00 *Overtime Work:* "Overtime work" means all work performed over and above the standard working hours.

9.00 *Work Outside Hourly Limits:* "Work outside hourly limits" means all work performed outside standard working hours.

10.00 *Reference:* The hourly limits set forth in this division are based on either Standard Time or Daylight Saving Time, whichever is in effect where the work is being carried out.

DIVISION 4

11.00 *Payment of Wages, Time and Place of Payment.*

Wages shall be paid by cheque on Thursday or in cash on Friday. Only in exceptional instances may wages be paid by cheque on Friday. Wages shall be paid on the work site or at the employer's place of business.

11.01 Lorsqu'un salarié est licencié, on doit lui verser tout le salaire qui est dû, au siège social de l'employeur, sinon si possible le jour même de son licenciement; on doit le faire au plus tard le jour de paie suivant.

12.00 *Bulletin de paie:*

L'employeur doit remettre à tout salarié avec chaque paiement un bulletin de paie qui comporte les mentions suivantes:

- le nom de l'employeur;
- les nom et prénoms de l'employé;
- le nombre d'heures régulières;
- le nombre d'heures majorées;
- le taux horaire de salaire;
- le montant des indemnités de congés;
- le montant du salaire brut;
- la date et la période de la paie;
- la nature et le montant des retenues opérées;
- le montant du salaire net.

SECTION 5

Vacances et jours chômés

13.00 *Congés payés:*

13.01 *Droit au congé et indemnité de congés:* Tout salarié a droit chaque année à une semaine de congé. L'indemnité afférente au congé est égale à 5% du salaire hebdomadaire et doit être versée à l'intéressé en même temps que le salaire.

13.02 *Semaine de congé obligatoire:* Aucun travail décrit dans le champ d'application industriel du présent décret n'est permis durant la dernière semaine complète de juillet, sauf le travail des gardiens et les travaux énumérés à l'article 5.05. Cette semaine est une semaine obligatoire de congé. Le salarié peut également exiger une deuxième semaine de congé dont la période est déterminée après entente entre l'employeur et l'intéressé.

13.03 Aucun employeur ne peut faire exécuter des travaux durant la semaine obligatoire de congé à moins qu'il ne s'agisse d'un cas d'urgence et que le taux de salaire majoré de 100% ne soit payé.

13.04 Cependant, durant la semaine obligatoire de congé, les employeurs peuvent garder à leur service, en plus des gardiens, un salarié payé au taux normal. La période de congé de ce salarié a lieu la semaine précédant ou suivant la semaine obligatoire de congé et ce, après entente entre l'employeur et l'intéressé.

14.00 *Jours fériés:*

14.01 Il ne doit pas y avoir de travail le samedi, le dimanche, le Premier de l'An, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, le jour de la fête du Travail et le jour de Noël, sauf pour les gardiens.

14.02 Cependant les travaux décrits à l'article 5.05 (Titre premier) peuvent être exécutés le samedi au taux normal, ce jour étant ouvrable en égard à cesdits travaux.

14.03 Cependant si le gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral, selon le cas, reporte à un autre jour la célébration de l'un ou l'autre des jours fériés énumérés précédemment, le jour ainsi fixé est celui qui doit être chômé.

14.04 Sous réserve des restrictions prévues précédemment, tout travail exécuté un jour férié doit être rémunéré au taux normal majoré de cent pour cent (100%), sauf le samedi où la majoration est de 50%.

14.05 *Jour de fête religieuse:* Aucun employeur ne peut punir ou menacer de punir par le congédiement ou la mise à pied, directement ou indi-

11.01 When an employee is laid-off, all his due wages shall be paid to him at the employer's head office on the lay-off day. Otherwise, wages shall be given him by the following pay-day at the latest.

12.00 *Earnings Statement:*

With each payment of wages, the employer shall supply the employee with an earnings statement listing:

- employer's name;
- employee's family and given names;
- number of regular hours;
- number of overtime hours;
- hourly wage rate;
- amount of vacation pay;
- amount of gross earnings;
- date and pay period;
- type and amount of deductions made;
- take-home pay.

DIVISION 5

Vacations and Non-Working Days

13.00 *Vacation With Pay:*

13.01 *Vacation Entitlement and Vacation Pay:* Every employee is entitled to one week's annual vacation. Vacation pay equals 5% of weekly earnings and shall be paid to the employee at the same time as his wages.

13.02 *Compulsory Vacation Week:* Except for watchmen and the work outlined in subsection 5.05, no work described in the industrial jurisdiction of this decree may be performed during the last full week in July, which is the compulsory vacation week. The employee may also request a second week's vacation at a time agreed upon by both employer and employee.

13.03 No employer may have work performed during the compulsory vacation week unless the work be classified as an emergency and that double time be paid.

13.04 During the compulsory vacation week, employers may keep one employee paid at straight time on staff besides watchmen. Such employee may take his vacation either the week before or after the compulsory vacation week, after agreement between himself and the employer.

14.00 *General Holidays:*

14.01 Except for watchmen, no work shall be performed on Sundays, New Year's Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas Day.

14.02 Notwithstanding the foregoing, work described in subsection 5.05 (Part One) may be performed at straight time on Saturdays, due to the nature of such work.

14.03 If either the Government of Canada or the Québec Government transfers the observance of any of the abovementioned general holidays, the day proclaimed shall be a non-working day.

14.04 Subject to the foregoing restrictions, double time shall be paid for all work performed on a general holiday and time and one half on Saturdays.

14.05 *Religious Holiday:* No employer may punish or threaten to punish either by dismissal or suspension, directly or indirectly, an em-

rectement, un salarié qui s'absente du chantier pour participer à un office religieux un jour de fête religieuse de sa foi après avoir donné avis à cet effet.

SECTION 6

Transport et pension

15.00 *Frais de transport:*

15.01 Tout employeur qui exige qu'un salarié utilise sa voiture pour voyager d'autres salariés ou transporter des matériaux doit lui verser une indemnité de dix cents (\$0.10) du mille. Aucun employeur ne doit faire voyager dans le même véhicule plus de passagers que le nombre prévu par la loi et il ne peut ordonner ou autoriser le transport de ses salariés que dans des véhicules assurés conformément aux lois existantes.

16.00 *Temps de transport:*

16.01 Le temps nécessaire aux fins de déplacement ne constitue pas un temps d'emploi, sauf si le déplacement doit s'effectuer pendant les heures normales de travail.

16.02 Si un salarié doit voyager durant les heures normales, il a droit au taux horaire minimum de salaire pour le temps que ce déplacement lui occasionne jusqu'à concurrence de la durée d'une journée normale de travail.

16.03 De la même façon, le temps de déplacement d'un salarié à qui l'employeur demande de se rendre du siège social au lieu d'un chantier de construction un jour non ouvrable pour exécuter un travail un tel jour doit être rémunéré au taux prévu pour un tel jour.

17.00 *Vivre et couvert:*

17.01 *Travaux dans les endroits éloignés:* Si un salarié doit travailler dans un endroit éloigné qui l'oblige à y prendre chambre et repas, les frais sont à la charge de l'employeur.

17.02 D'autre part, si l'employeur demande à un salarié dans des conditions normales, de se déplacer matin et soir, ses frais de transport sont à la charge de ce dernier qui a alors le choix des moyens de transport. L'employeur a le droit, dans tous les cas, de déterminer s'il paiera la chambre et les repas ou les frais de déplacement. Cependant, si l'employeur transporte matin et soir ses salariés, il n'est pas assujéti aux dispositions relatives aux frais de déplacement ni à ceux de chambre et repas.

17.03 Les frais de chambre et de repas que l'employeur fournit à un salarié travaillant dans un endroit éloigné doivent être établis par entente entre l'employeur et l'intéressé.

17.04 *Repas isolé:* Si un salarié est appelé à exécuter des travaux en dehors de la localité où l'employeur a sa place d'affaires sans avoir été averti la veille, il a droit aux frais d'un repas isolé sur présentation d'un reçu à un taux maximum de deux dollars et cinquante cents (\$2.50) à moins que l'employeur ne lui fournisse un tel repas.

SECTION 7

Salariés permanents

18.00 *Définitions:*

18.01 *Salariés permanents préposés à l'entretien:* Le terme « salarié permanent » (préposé à l'entretien) désigne tout salarié qualifié de métier ou non qualifié de l'industrie de la construction, qui est engagé pour une période d'au moins six (6) mois, pour l'entretien d'édifices ou d'immeubles.

ployee who, after having given notice thereof is absent from work in order to participate in a church service on a religious holiday of his faith.

DIVISION 6

Transportation and Board

15.00 *Transportation Expenses:*

15.01 Every employee who requests that an employer use his vehicle to transport other employees or material shall pay him 10¢ a mile. No employer may request that more persons than the number permissible by law travel in the same vehicle. Employers may only request and authorize the transportation of employees in vehicles adequately-insured according to existing laws.

16.00 *Travelling Time:*

16.01 Except when taking place during standard working hours, travelling time is not considered as time worked.

16.02 Should an employee be requested to travel during standard working hours, he shall be entitled to the minimum hourly wage rate for all time spent travelling, up to the maximum of his daily hourly limits.

16.03 Likewise, when an employee is requested by his employer to travel to the employer's head office instead of to the construction site to work on a non-working day, he shall be paid the wage rate applicable for such day.

17.00 *Board Expenses:*

17.01 *Work in Remote Areas:* When an employee is obliged to work in remote areas, room and board thus entailed shall be paid by the employer.

17.02 Should the employer, in normal conditions, compel an employee to travel morning and evening, transportation expenses shall be paid by the employer who may choose the transportation means. In all instances, the employer may decide whether he pays room and board or transportation. When an employer transports his employees morning and evening, he is not subject to transportation or board expenses.

17.03 The rates for room and board supplied to an employee who works in remote areas shall be determined by agreement between employer and employee.

17.04 *One Meal:* When an employee, without having been notified the day before, is sent to work outside the place where his employer has his place of business, he shall be entitled to one meal upon production of a receipt not exceeding \$2.50, unless the employer supplies such meal.

DIVISION 7

Permanent Employees

18.00 *Definitions:*

18.01 *Permanent Employees (Maintenance Men):* "Permanent employee (maintenance man)" means any skilled or unskilled tradesman of the construction industry who is employed for at least a 6-month period for the maintenance of buildings.

18.02 Il faut entendre par entretien les réparations mineures assimilées aux réparations locatives prévues par le Code Civil de la province de Québec, à tout ou partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions pour maintenir l'édifice ou l'immeuble en bon état de conservation.

18.03 Toutefois, n'est pas considéré comme ouvrage d'entretien;

1° La nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de construction.

2° Les grosses réparations comme celles des gros murs, des poutres, des fondations, des murs de soutènement ainsi que tous les travaux à un édifice ou à un immeuble dus à la vétusté et qui ne sont pas des réparations mineures, telles que ci-haut décrites.

3° Tous les travaux exécutés par les peintres et tapissiers, tels que définis à la section 2, du présent décret.

18.04 Toutefois, les salariés permanents préposés à l'entretien des établissements industriels ou commerciaux ne sont pas assujettis au décret.

18.05 De plus, les salariés permanents préposés à l'entretien des institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices ne sont pas assujettis au décret.

SECTION 8

Sécurité, bien-être et hygiène

19.00 Responsabilité et surveillance:

19.01 L'employeur doit prendre toutes les dispositions afin de garantir la sécurité, le bien-être et l'hygiène de ses salariés.

19.02 Les inspecteurs signalent au comité paritaire tout chantier qui présente du danger afin que les autorités compétentes puissent en être informées.

20.00 Sécurité:

20.01 Sur tout chantier de construction, l'employeur doit suivre les dispositions contenues dans la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q. 1964 chapitre 150). (Règlements relatifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les tranchées.)

21.00 Bien-être:

21.01 *Période de repos:* Les salariés doivent bénéficier d'une période de dix (10) minutes de repos dans la matinée et d'une autre période de dix (10) minutes de repos dans l'après-midi, au moment fixé par l'employeur, ou son représentant, sur les lieux du travail. Lorsque les salariés travaillent sous le régime de la double ou de la triple équipe, chacune de ces périodes doit être accordée dans la première ainsi que dans la seconde moitié de chaque équipe.

21.02 *Outils:* L'employeur doit accorder aux salariés toutes les facilités leur permettant de déposer leurs outils dans un lieu raisonnablement facile d'accès.

21.03 *Équipement:* L'employeur doit fournir tout équipement de travail conformément aux lois et règlements en vigueur. Cependant, le salarié doit remettre le tout sur le chantier lors de son départ.

21.04 *Période d'attente:* Tout salarié qui se présente au travail à l'heure habituelle et qui n'a pas été prévenu à l'avance qu'on n'avait pas

18.02 "Maintenance" means minor repairs, such as tenant repairs stipulated in the Civil Code of the Province of Québec, made to any building or part thereof or to a building complex for the upkeep and maintenance of such building(s).

18.03 However, the following shall not be considered as maintenance work:

1. new construction, reconstruction or reinstallation of part of a building or building complex used as a commercial and industrial establishment;

2. major repairs, such as those made to big walls, joists, foundations, sustaining walls and all work performed on a building because of decay which are not minor repairs as defined above;

3. all work carried out by painters and paper-hangers, as defined in Division 2 of this decree.

18.04 However, permanent employees employed as maintenance men in commercial or industrial establishments are not subject to the decree.

18.05 Moreover, permanent employees employed as maintenance men in public charitable institutions, hospitals and rest homes are not subject to the decree.

DIVISION 8

Safety, Welfare and Health

19.00 Responsibility and Supervision:

19.01 Employers shall take all necessary measures to ensure the safety, health and welfare of their employees.

19.02 So that the proper authorities may be advised thereof, inspectors shall advise the Joint Committee of any danger on a construction site.

20.00 Safety:

20.01 On every construction site, the employer shall abide by the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (RSQ 1964, c. 150) and the "Regulations Respecting the Protection of Employees Working in Construction Yards and in Trenches".

21.00 Welfare:

21.01 *Rest Period:* Employees shall be granted a 10-minute rest period in both morning and afternoon at a time determined by the employer or his representative on the site. Employees on the double or triple shift system shall be granted such rest period in each of the first and second half of each shift.

21.02 *Tools:* Employers shall supply employees with all facilities enabling them to store their tools in a readily-accessible place.

21.03 *Equipment:* In compliance with the laws and regulations in force, the employer shall supply all working equipment. However, the employee shall turn in same when he leaves the construction site.

21.04 *Waiting Time:* Every employee who reports in for work at the usual time and who has not been notified beforehand that his services

besoin de ses services, a droit à une indemnité égale à une heure de travail au taux normal. La présente clause ne s'applique pas dans les cas où les travaux ne commencent pas ou sont arrêtés, en raison d'intempérie ou de force majeure.

21.05 L'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant cette heure d'attente.

21.06 *Délai-congé*: Tout salarié à l'emploi d'un employeur depuis deux (2) semaines ou plus a droit à un préavis d'une (1) heure payée au taux qui s'applique.

Pendant cette heure, le salarié a droit de prendre le temps voulu pour serrer les outils mis à son usage et recueillir ses propres outils ou effets personnels.

21.07 *Mauvais temps*: Lorsqu'il s'agit de travaux assujettis à la semaine de quarante-quatre (44) heures et que le travail doit cesser pendant moins d'une demi-heure à cause du mauvais temps, le salarié doit être payé pour cette période, au taux horaire minimum de salaire de son métier ou emploi.

21.08 *Repas*: Tous les salariés de la construction ont droit à une (1) heure non payée pour leurs repas sauf ceux qui travaillent sous le système de la triple équipe qui eux ont droit à une demi-heure payée pour leurs repas.

22.00 Hygiène:

22.01 L'employeur doit voir à ce que ses salariés aient un endroit convenable pour prendre leurs repas.

SECTION 9

Dispositions spéciales

23.00 Conditions de travail obligatoire:

23.01 Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un employeur et un salarié, ce dernier a droit à la rémunération horaire ou hebdomadaire prévue pour son métier ou emploi et également à toutes les autres conditions de travail prévues au présent décret.

24.00 Travail à forfait ou à la pièce:

24.01 Toute personne à laquelle est confié du travail à forfait ou à la pièce est un salarié pour les fins du décret si elle ne fournit pas les matériaux. Celui qui lui confie tel travail est, aux mêmes fins, son employeur et aussi l'employeur de tous les autres ouvriers embauchés par lui.

SECTION 10

Disposition générale

25.00 *Durée*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1970.

TITRE DEUXIÈME

MÉTIERS GÉNÉRAUX

SECTION 11

Salaires

30.00 Taux réguliers:

30.01 *Taux horaires minimaux de salaires: (a) Métiers ou emplois*: Les taux horaires minimaux de salaires suivants doivent être payés pour les métiers ou emplois mentionnés ci-dessous:

would not be required is entitled to one (1) hour's wages at straight time. This clause does not apply whenever work is suspended or not begun because of bad weather or for reasons beyond control.

21.05 The employer may request that an employee remain at his disposal during such waiting time.

21.06 *Notice*: Every employee who has two (2) or more weeks' service with an employer is entitled to one (1) hour's notice paid at the applicable wage rate.

During such time, he may take the time required to put away the tools put at his disposal and gather his own tools and personal belongings.

21.07 *Wet-Time Pay*: Employees working on projects subject to the 44-hour week shall be paid the minimum wage rate for all work stoppage under one-half hour because of bad weather.

21.08 *Meal Time*: Except for employees on the triple shift system who are entitled to one-half hour with pay for meals, all construction industry employees shall be entitled to one hour with pay for meals.

22.00 Health:

22.01 Employers shall see that their employees be provided with a convenient place to eat their meals.

DIVISION 9

Special Provisions

23.00 Mandatory Working Conditions:

23.01 Regardless of the type of private work contract entered into between an employer and employee, the latter is entitled to the hourly or weekly wages for his trade or occupation as well as to all other working conditions provided herein.

24.00 Work on a Contract or Piece-Work Basis:

24.01 Anyone who is given work on a contract or piece-work basis shall be considered as an employee if such person does not supply the materials. The person giving the work is, for the same purposes, considered as that person's employer and as the employer of all other workers hired by such person.

DIVISION 10

General Provision

25.00 *Term*: This decree remains in force until March 31, 1970.

PART TWO

GENERAL TRADES

DIVISION 11

Wages

30.00 Standard Rates:

30.01 *Minimum Hourly Wage Rates: (a) Trades or Occupations*: The following minimum hourly wage rates shall be paid for the trades and occupations listed hereunder:

Métier ou emploi — Trade or occupation:		1er avril 1968 April 1, 1968	1er avril 1969 April 1, 1969	1er oct. 1969 Oct. 1, 1969
Aplanisseur de parquet — Floor sander.....	\$2.50	\$2.70	\$2.90	\$3.05
Appareilleur (non assujéti à un autre décret) — Rigger (not subject to another decree).....	3.10	3.30	3.50	3.65
Briqueur-maçon, plâtrier — Bricklayer, mason, plasterer.....	2.95	3.15	3.35	3.50
Calorifugeur — Insulator.....	2.55	2.75	2.95	3.10
Carreleur et poseur de revêtements de sol — Tile and floor covering layer.....	2.60	2.80	3.00	3.15
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.....	2.80	3.00	3.20	3.35
Charpentier-mécanicien — Carpenter-mechanic.....	3.50	3.70	3.90	4.05
Chauffeur de chaudières à vapeur — Steam boiler fireman.....	2.50	2.70	2.90	3.05
Cimentier-applicateur — Cement finisher.....	2.80	3.00	3.20	3.35
Conducteur d'ascenseur — Operator, elevators.....	2.45	2.65	2.85	3.00
Conducteur de camion — Truck driver.....	2.30	2.50	2.70	2.85
Conducteur de machine fixe ou portative à essence ou à l'électricité (grue) — Operator, portable or stationary engine (gas or electricity), crane.....	2.50	2.70	2.90	3.05
Conducteur de malaxeur à essence — Operator, mixer (gas).....	2.30	2.50	2.70	2.85
Conducteur de pelle mécanique — Operator, shovel.....	2.70	2.90	3.10	3.25
Conducteur de tracteur et de compresseur — Operator, tractor and compressor.....	2.50	2.70	2.90	3.05
Conducteur de machine fixe ou portative à vapeur: grue et malaxeur — Operator, portable or stationary engine (steam): crane and mixer.....	2.65	2.85	3.05	3.20
Ferrailleur — Reinforcing steel erector.....	2.80	3.00	3.20	3.35
Foreur ou botefeu — Driller and shot firer.....	2.60	2.80	3.00	3.15
Forgeron — Blacksmith.....	2.50	2.70	2.90	3.05
Gardien (nuit et jour dimanche et fête, (vacances obliga- toires) — Watchman (nite and day, Sunday, holidays and compulsory vacations).....	1.90	2.10	2.30	2.45
Manoeuvre ou manoeuvre spécialisé — Labourer or special labourer.....	2.30	2.50	2.70	2.85
Marbrier de bâtiment, granitiste et carreleur-mosaïste — Marble layer, terrazzo layer and ceramic tile setter.....	2.75	2.95	3.15	3.30
Peintre — Painter.....	2.70	2.90	3.10	3.25
Peintre au pistolet — Painter (spray-gun).....	2.75	2.95	3.15	3.30
Peintre acier de charpente — Painter, structural steel.....	3.05	3.25	3.45	3.60
Polisseur-granitiste (humide) — Terrazzo polisher (wet process).....	2.60	2.80	3.00	3.15
Polisseur-granitiste (à sec) — Terrazzo polisher (dry process).....	2.75	2.95	3.15	3.30
Poseur de blocs — Block layer.....	2.80	3.00	3.20	3.35
Poseur de lattes métallique, gyproc et liège — Metal, "Gy- proc" and cork layer.....	2.80	3.00	3.20	3.35
Serrurier de bâtiment et soudeur (serrurerie) — Ornamental iron and bronze worker and welder.....	2.80	3.00	3.20	3.35
Soudeur: — Welder:				
Classe « O » (1) — Class "O" (1).....	3.30	3.50	3.70	3.85
Classe « F » et « V » (classé selon Code W-47-1947 CSA) — Classes "F" and "V" (according to CSA Code W-47-1947).....	2.90	3.10	3.30	3.45
Tireur de joints de gyproc — "Gyproc" joint-pointer.....	2.70	2.90	3.10	3.25
Vitrier — Glazier.....	2.70	2.90	3.10	3.25

(1) Indépendamment de sa classification, un soudeur classe « O » peut être rémunéré au taux de la classe « F » ou « V » si l'employeur ne requiert que des salariés de ces deux dernières classes ou de l'une des deux seulement.— Regardless of his classification, a Class "O" welder may be paid the rates of Classes "F" and Class "V" welders if the employer only requires employees in one or both of the former classes.

Note explicative: Les appellations de certains métiers, emplois, matériaux, outils, engins et parties d'équipement ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ou d'empêcher l'application d'une disposition du présent décret ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers et emplois qui ont une autre appellation dans le présent décret, ni d'entamer

Explanatory Note: The names of certain trades, occupations, materials, tools, equipment and equipment components have been modified in the French text of this Order in Council to make them consistent with the internationally-accepted French terminology; the English nomenclature remains unchanged.

Substitution of the new terms for the old does not affect any vested rights and current interests nor does it restrain the application of a particular provision of this decree; in particular, it does not prevent the application of the new wage rates set forth for the said trades and occupations that have a different name in this decree, nor does it alter the validity of competency certificates,

la validité des certificats de qualifications, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures, ni de faire obstacle à l'application d'une description de métier ou d'emploi contenue dans le présent décret.

b) Apprentis: Tous les taux minimaux horaires de salaires des apprentis doivent être payés suivant les taux mentionnés ci-dessous.

Ces taux minimaux horaires de salaires payés aux apprentis sont établis à \$0.01 près selon les pourcentages calculés des salaires minimaux payés aux ouvriers qualifiés dans leur métier respectif.

Taux minimaux horaires de salaires des apprentis: Les taux de salaires horaires minimaux pour les métiers dont l'apprentissage est de 4 années, sont les suivants:

1re année	50%
2e année	60%
3e année	70%
4e année	85%

Les taux de salaires horaires minimaux pour les métiers dont l'apprentissage est de 3 années, sont les suivants:

1re année	50%
2e année	65%
3e année	85%

Les taux de salaires horaires minimaux pour les métiers dont l'apprentissage est de 2 années, sont les suivants:

1re année	60%
2e année	85%

30.02 *Prime:* a) *Prime de chef d'équipe:* Tout salarié qui dirige sur un chantier un groupe de dix (10) ouvriers et plus, bénéficie d'une prime horaire de 15¢ pour la durée de sa fonction, en sus du taux minimal de salaire pour le métier ou emploi le mieux rémunéré et des diverses primes applicables prévues au présent article.

b) Prime de conducteur de compresseur: Tout salarié qui a charge de plus de trois (3) compresseurs éloignés d'au plus quinze (15) pieds l'un de l'autre, bénéficie d'une prime horaire de 15¢ pour la durée de sa fonction, en sus du taux horaire minimum de salaire pour cet emploi et des diverses primes applicables prévues au présent article.

c) Prime de nuit: Tout salarié qui travaille de nuit sous le régime de la double ou de la triple équipe, soit: de minuit à 7h du matin, bénéficie d'une prime horaire de 10¢ pour la durée de sa fonction, en sus du taux minimal de salaire pour le métier ou emploi le mieux rémunéré et des diverses primes applicables prévues au présent article.

d) Prime de hauteur: Tout salarié qui travaille à l'extérieur sur un échafaudage à plus de cinquante (50) pieds du sol ou de toute surface solide ou plane, bénéficie d'une prime horaire de 10¢ pour la durée de sa fonction, en sus du taux minimal de salaire pour le métier ou emploi le mieux rémunéré et des diverses primes applicables prévues au présent article.

Cependant, dans le cas des peintres, le montant de la prime est de 15¢ l'heure pour tout travail exécuté à l'extérieur d'un immeuble à plus de quarante-cinq (45) pieds de hauteur.

e) Prime d'eau: Tout salarié qui travaille à l'extérieur sur un échafaudage à plus de cinquante (50) pieds de l'eau, bénéficie d'une prime horaire de 10¢ pour la durée de sa fonction, en sus du taux minimal de salaire pour le métier ou emploi le mieux rémunéré et des diverses primes applicables prévues au présent article.

apprentices certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use. Moreover, it does not hinder the application of any trade or occupation description given in this decree.

(b) Apprentices: All minimum hourly wage rates shall be paid to apprentices according to the rates listed below.

Minimum hourly wage rates paid to apprentices are determined according to percentages calculated to the nearest cent (1¢) of the minimum wages paid to skilled workmen in their respective trade.

Minimum hourly wage rates for apprentices: Trades requiring four (4) years' apprenticeship shall be paid the following minimum hourly wage rates:

1st year	50%
2nd year	60%
3rd year	70%
4th year	85%

Trades requiring three (3) years' apprenticeship shall be paid the following minimum hourly wage rates:

1st year	50%
2nd year	65%
3rd year	85%

Trades requiring two (2) years' apprenticeship shall be paid the following minimum hourly wage rates:

1st year	60%
2nd year	85%

30.02 *Bonuses:* (a) *Crew Leader:* Besides the minimum hourly wage rates stipulated for each trade and occupation and besides various applicable differentials provided for in this section, a 15¢-an-hour bonus shall be paid to any employee who supervises a crew of ten (10) men or more.

(b) Compressor Operator: Besides the minimum hourly wage rates stipulated for this trade and besides various applicable differentials provided for in this section, a 15¢-an-hour bonus shall be paid to any employee who is in charge of more than three (3) compressors that are more than fifteen (15) apart from each other.

(c) Night Work: Besides the minimum hourly wage rates stipulated for each trade and occupation and besides various applicable differentials provided for in this section, a 10¢-an-hour bonus shall be paid for all work performed between 12:00 midnight and 7:00 a.m. on the double or triple shift system.

(d) Height: Besides the minimum hourly wage rates stipulated for each trade and occupation and besides various applicable differentials provided for in this section, a 10¢-an-hour bonus shall be paid to employees working on scaffolds more than fifty (50) feet above ground level or any solid and level surface.

However, painters shall be paid a 15¢-an-hour bonus for all work performed outside a building at a height exceeding forty-five (45) feet.

(e) Water: Besides the minimum hourly wage rates stipulated for each trade and occupation and besides various applicable differentials provided for in this section, a 10¢-an-hour bonus shall be paid to any employee working on scaffolds more than fifty (50) feet above water.

31.00 *Affectation temporaire*: Tout salarié affecté temporairement à un travail autre que celui de son propre métier ou emploi doit continuer d'être rémunéré au taux minimal horaire de salaire de son métier ou emploi.

32.00 *Rémunération minimale*: Tout salarié autre qu'un gardien, qui exécute des travaux régis par le présent décret sur un chantier, ne doit, s'il est engagé sur une base horaire, être rémunéré à un taux inférieur à celui du manoeuvre.

33.00 *Taux majorés*:

33.01 *Majorations pour heures supplémentaires*: Les heures supplémentaires doivent être payées au taux normal ou au taux effectif si ce dernier est plus élevé, majoré de 50% jusqu'à minuit et majoré de 100% de minuit à 7h du matin.

Tout salarié peut refuser pour un motif valable de faire des heures supplémentaires.

34.00 *Majorations pour heures anormales*: Tout travail exécuté en dehors des horaires établis entraîne le paiement des majorations suivantes:

— 50% du salaire du métier ou emploi pour tout travail exécuté entre 18h et minuit du lundi au vendredi et pour tout travail exécuté le samedi.

— 100% du salaire du métier ou emploi pour tout travail exécuté entre minuit et 7h du matin du lundi au vendredi inclusivement.

34.01 Cependant, les majorations ci-dessus prévues ne s'appliquent, dans le cas des travaux énumérés à l'article 5.05, qu'après les limites horaires qui y sont prévues.

SECTION 12

Apprentissage

35.00 *Modalités de l'apprentissage*:

35.01 *Droit à l'apprentissage*: Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir seize (16) ans révolus.

35.02 Le comité paritaire a le droit d'exiger la preuve d'âge de l'apprenti.

35.03 *Conditions d'inscription*: Toute personne désirant obtenir un carnet d'apprentissage pour un des métiers régis par le présent décret doit fournir une preuve d'engagement chez un employeur professionnel.

35.04 *Inscription*: À compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret, le nom de tout apprenti doit être inscrit dans un registre tenu par le comité paritaire.

35.05 Ce registre doit contenir le nom, le prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti. Il doit spécifier aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de la formation de l'apprenti, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous les employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

35.06 *Carnet d'apprentissage*: Le comité paritaire doit fournir à chaque apprenti un livret qui doit indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur. Les employeurs doivent attester, sous leur signature, les dates de commencement et de cessation de service de l'apprenti.

35.07 Ce carnet peut être remplacé par une carte émise par le comité paritaire pour la durée d'une année.

35.08 À chaque année, tous les apprentis doivent faire vérifier ce carnet ou renouveler cette carte par le comité paritaire.

31.00 *Temporary Assignment*: Any employee who is temporarily assigned to work other than that of his trade or occupation shall continue to be paid the minimum hourly wage rate set forth for his trade or occupation.

32.00 *Minimum Wage Rate*: Except watchmen, no hourly-paid employee on a construction site performing work governed by this decree shall be paid less than the labourer's wage rate.

33.00 *Overtime Rates*:

33.01 *Hourly Overtime Rates*: Time and one half up to midnight and double time from midnight to 7:00 a.m. shall be paid, based on the regular or actual wage rate, whichever is higher.

An employee may refuse to work overtime for any valid reason.

34.00 *Overtime Rates for Odd Hours*: Work performed outside the hourly limits shall be paid at the rate of:

— time and one half the trade or occupation rate when carried out between 18:00 hours and midnight, Monday through Friday and Saturdays;

— double the trade or occupation rate when carried out between midnight and 07:00 hours, Monday through Friday.

34.01 However, the above overtime rates only apply to work specified in section 5.05 after the hourly limits provided there have elapsed.

DIVISION 12

Apprenticeship

35.00 *Conditions of Apprenticeship*:

35.01 *Right to Apprenticeship*: No apprentice in any of the construction industry trades may begin apprenticeship before his sixteenth (16th) birthday.

35.02 The Joint Committee may request proof of an apprentice's age.

35.03 *Registration Conditions*: Anyone wishing to obtain an apprenticeship record book for one of the trades hereby governed shall prove that he is employed by a professional employer.

35.04 *Registration*: From the effective date of the decree, the name of each apprentice shall be entered into a register kept by the Joint Committee.

35.05 The said register shall mention: the apprentice's family and given names, his age and address. It shall also specify the date apprenticeship began, the proof of apprenticeship continuity, the name and address of the first employer and of all subsequent employers up to the end of the apprenticeship period specified hereafter for his trade.

35.06 *Apprenticeship Record Book*: The Joint Committee shall supply each apprentice with a record book that shall indicate service time spent with each employer. Under their signatures, employers shall indicate the dates the apprentice's service began and ended.

35.07 Such record book may be replaced by a card issued by the Joint Committee for a one-year period.

35.08 Each year, all apprentices shall have their books checked or their cards renewed by the Joint Committee.

35.09 *Proportion des apprentis*: Il ne doit y avoir qu'un apprenti par compagnon pour les métiers ci-après mentionnés: briqueteur, plâtrier, maçon, charpentier-menuisier, carreleur, poseur de linoléum, peintre, granitiste, polisseur-granitiste, ferrailleur, soudeur et serrurier de bâtiment, vitrier, tireur de joints de gypse, calorifugeur, conducteur de machine lourde.

35.10 Aux fins des présentes, le mot « compagnon » signifie celui qui a terminé son apprentissage et qui peut exécuter tous les travaux de son métier. Il doit avoir son certificat de qualification ou sa licence émise sous l'empire d'une loi provinciale.

35.11 Aucun employeur et aucun salarié ne peuvent faire travailler un apprenti seul et un apprenti ne peut travailler à l'exécution de métier seul; sur chaque chantier il doit toujours y avoir un compagnon pour un apprenti du métier.

35.12 *Durée de l'apprentissage*: Une année d'apprentissage comporte deux mille (2,000) heures de travail. Toutefois, dans le cas où un apprenti suit un cours dans une école industrielle, de métier ou un centre d'apprentissage, chaque heure de cours équivaut à une (1) heure d'apprentissage.

35.13 Les métiers suivants requièrent:

quatre (4) années d'apprentissage: Briqueteur, maçon, plâtrier, charpentier-menuisier, peintre, carreleur, poseur de linoléum, granitiste, polisseur-granitiste, marbrier de bâtiment, serrurier et soudeur de bâtiment, vitrier.

trois (3) années d'apprentissage: Le tireur de joints de gypse, le ferrailleur et le soudeur, non assujetti au décret numéro 1247 et amendements. Dans ces cas, deux (2) années d'école de technologie valent deux (2) années d'apprentissage.

deux (2) années d'apprentissage: Calorifugeur, conducteur de machine lourde.

35.14 *Crédits*: Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé ou un centre d'apprentissage doivent recevoir un crédit proportionnel à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

35.15 *Validité de certains contrats individuels d'apprentissage*: Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés n'est reconnu valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du présent décret.

TITRE TROISIÈME

Tuyauteurs, ferblantiers et ferblantiers-couvreurs

SECTION 1

Champ d'application

40.00 *Champ d'application industriel*:

41.01 *Généralités*: Le champ d'application industriel comprend tous les travaux de construction, de démolition, d'entretien et de réfection des installations du tuyauterie suivantes:

41.02 Installations de chauffage, installations de plomberie, installations de brûleur à mazout ou à gaz naturel, ainsi que les installations auxquelles s'appliquent le Code de Plomberie de la Province de Québec.

SECTION 2

Définitions

42.00 *Apprenti*: Ce terme désigne une personne reconnue comme telle par le Bureau des Examineurs de la Province de Québec qui loue à ce titre ses services pour exécuter des travaux assujettis.

35.09 *Ratio of Apprentices*: There shall be no more than one apprentice for every journeyman in the following trades: bricklayer, plasterer, mason, carpenter-joiner, tile setter, linoleum layer, painter, terrazzo layer, terrazzo polisher, reinforcing steel erector, ornamental iron worker and welder, glazier, gypsum joint-pointer, insulator, heavy equipment operator.

35.10 For the purposes hereof, "journeyman" means anyone who has completed his apprenticeship and can carry out all trade work. He shall hold a competency certificate or a license issued under Provincial law.

35.11 No employer or employee may have an apprentice work alone. No apprentice may do trade work alone. There shall always be one journeyman for every apprentice in the trade on every construction site.

35.12 *Length of Apprenticeship*: One year's apprenticeship consists of two thousand (2,000) hours or work. If an apprentice takes courses in a technical, trade school or apprenticeship centre, each hour of lecture equals one (1) hour's apprenticeship.

35.13 The following trades require:

four (4) years' apprenticeship: bricklayer, mason, plasterer, carpenter-joiner, painter, tile setter, linoleum layer, terrazzo layer, terrazzo polisher (marble), ornamental iron worker and welder, glazier;

three (3) years' apprenticeship: gypsum joint-pointer, reinforcing steel erector and welder not subject to Decree number 1247 and amendments. In such instances two (2) years of technical school equal two (2) years' apprenticeship;

two (2) years' apprenticeship: insulator, heavy equipment operator.

35.14 *Credits*: Apprentices who have attended a school governed by the Specialized Schools Act or an apprenticeship centre shall be granted credits proportionate to the length of their studies and of their examination results.

35.15 *Validity of Some Private Apprenticeship Indentures*: No private apprenticeship contract for the abovementioned trades shall be considered valid unless it complies with the provisions of the decree.

PART THREE

Pipe-mechanics, tinsmiths and tinsmith-roofers

DIVISION 1

Jurisdiction

40.00 *Industrial Jurisdiction*:

41.01 *General Coverage*: The industrial jurisdiction covers all construction, repair, demolition, maintenance and renovation done on the following piping installations:

41.02 Heating systems, plumbing systems, oil or natural gas burners, as well as all installations governed by the Plumbing Code of the Province of Québec.

DIVISION 2

Définitions

In this decree,

42.00 "apprentice" means anyone who is recognized by the Board of Examiners of the Province of Québec and, as such, hires out his services to do work covered by the decree;

42.01 *Compagnon*: Ce terme signifie une personne reconnue comme telle par le Bureau des Examineurs, qui loue à ce titre ses services pour exécuter des travaux assujettis.

42.02 *Compagnon débutant*: Ce terme désigne tout compagnon qui en est à sa première année de pratique après avoir accompli ses quatre (4) années d'apprentissage dans le métier.

42.03 *Ferblantier*: Le mot « ferblantier » désigne tout salarié qui fait des travaux en feuilles métalliques (fer, cuivre, aluminium ou acier inoxydable) qui fabrique et pose toutes sortes d'objets de métal en feuilles, soit sur le chantier soit à l'atelier, qui fait l'installation et la réparation de systèmes de ventilation, de climatisation et de chauffage à air chaud, qui installe des conduits de chauffage à air forcé (hot blast) et recouvre de métal les puits de lumière, les corniches, les coupe-feu, les solins, les systèmes préfabriqués et exécute tout autre travail similaire.

42.04 *Compagnon ferblantier*: Le terme « compagnon-ferblantier » désigne tout salarié pouvant exécuter les travaux décrits ci-dessus et qui a obtenu un certificat comme tel du Comité paritaire.

42.05 *Ferblantier-couvreur*: Le mot « ferblantier-couvreur » désigne tout salarié qui pose les membranes hydrofuges sur mur, plancher ou couverture, fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en cuivre, en tôle soudée ou agrafée, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné ou tout autre produit similaire et qui place les plis de papier à ces fins.

42.06 Pour les travaux de couverture, les travaux de toiture (asphalte, gravier, goudron), on aura le droit d'employer, sur la couverture, un apprenti par compagnon en plus d'un apprenti pour chauffer la bouillotte-asphalte.

42.01 "journeyman" means anyone who is recognized by the Board of Examiners of the Province of Québec and, as such, hires out his services to do work covered by the decree;

42.02 "junior journeyman" means any employee who is in his first practical year after having completed his 4-year apprenticeship in the trade;

42.03 "tinsmith" means any employee who: does sheet-metal work (iron, copper, aluminum or stainless steel); makes and installs all types of sheet metal objects, whether on the site or in the shop; installs and repairs ventilation, air conditioning and hot air systems; installs heating conduits for "hot blast" systems; covers with metal all skylights, cornices, fire doors, flashings, prefabricated systems; performs all other similar work;

42.04 "journeyman tinsmith" means any employee who can perform the work detailed above and who has obtained his licence from the Joint Committee;

42.05 "tinsmith roofer" means any employee who lays water-repellent membranes on walls, floors or roofs; does roofing work (tile, slate, copper, welded or hooked metal, gravel, asphalt, tarred paper or any other similar product); places paper folds for this purpose.

42.06 When doing roofing work (asphalt, gravel, tar), one apprentice per journeyman may be employed on the roof besides the apprentice who tends the tar kettle.

SECTION 3

Rémunération

43.00 Taux réguliers:

43.01 *Taux minima horaires ou hebdomadaires de salaires*: Les taux minima horaires ou hebdomadaires de salaires seront les suivants pour les métiers auxquels le présent titre s'applique:

Taux de salaires minima des compagnons et apprentis *Minimum wage rates for journeymen and apprentices*

		1er avril 1968 April 1, 1968	1er avril 1969 April 1, 1969	1er oct. 1969 Oct. 1, 1969
Compagnon — Journeyman.....	\$2.80	\$3.00	\$3.20	\$3.35
Compagnon débutant — Junior journeyman.....	2.55	2.70	2.90	3.00
Apprentis — Apprentices:				
1er semestre — 1st six months.....	1.45	1.55	1.65	1.70
2e semestre — 2nd six months.....	1.55	1.65	1.75	1.85
2e année — 2nd year.....	1.70	1.80	1.95	2.05
3e année — 3rd year.....	1.85	2.00	2.10	2.20
4e année — 4th year.....	2.20	2.35	2.50	2.60

SECTION 4

44.00 Apprentissage:

44.01 Aucune personne ne peut commencer son apprentissage dans l'un ou l'autre des métiers visés par le présent décret avant d'avoir seize (16) ans révolus.

44.02 Dans les cités, villes ou municipalités, où un certificat de qualification est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par le présent article doivent s'inscrire à l'endroit où on émet tel certificat.

DIVISION 3

Wages

43.00 Standard Rates:

43.01 *Minimum Hourly Wage Rates*: Minimum hourly or weekly wage rates shall be as follows for the trades covered by this Part:

Taux de salaires minima des compagnons et apprentis

Minimum wage rates for journeymen and apprentices

	1er avril 1968 April 1, 1968	1er avril 1969 April 1, 1969	1er oct. 1969 Oct. 1, 1969
Compagnon — Journeyman.....	\$2.80	\$3.00	\$3.20
Compagnon débutant — Junior journeyman.....	2.55	2.70	2.90
Apprentis — Apprentices:			
1er semestre — 1st six months.....	1.45	1.55	1.65
2e semestre — 2nd six months.....	1.55	1.65	1.75
2e année — 2nd year.....	1.70	1.80	1.95
3e année — 3rd year.....	1.85	2.00	2.10
4e année — 4th year.....	2.20	2.35	2.50

DIVISION 4

44.00 Apprenticeship:

44.01 No one may begin apprenticeship in any of the trades covered by this decree before his 16th birthday.

44.02 In cities towns or municipalities where the competency certificate is mandatory, every apprentice plying or wishing to ply the trades covered by this section shall register where such certificate is issued.

44.03 Aucun employeur soumis au présent décret ne peut prendre à son emploi un apprenti à moins qu'il ne soit détenteur d'un permis ou certificat prévu par les lois et règlements de la province ou du comité paritaire.

44.04 Le nombre des apprentis chez un employeur ne doit pas excéder le nombre de compagnons.

44.05 *Particularités dans l'exercice du métier:* Dans le métier des compagnons-mécaniciens les employeurs fournissent les outils de 24" et plus et les filières.

44.06 Le casque de sécurité exigé par l'employeur doit être aux frais de ce dernier et il demeure sa propriété. La perte d'un tel casque est aux frais du salarié à qui il a été confié.

TITRE QUATRIÈME

Électriciens

SECTION 1

Champ d'application

50.00 *Champ d'application industriel:*

50.01 *Généralités:* Le champ d'application industriel comprend tous les travaux de réparation, d'installation, de modification, de réfection et d'entretien d'installations électriques définis par la Loi des Électriciens et installations électriques.

SECTION 2

Définitions

51.00 Aux fins d'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

51.01 *Apprenti:* Ce terme désigne une personne, reconnue comme telle par le Bureau des Examineurs de la Province de Québec qui loue à ce titre ses services pour exécuter des travaux assujettis.

51.02 *Compagnon:* Ce terme désigne une personne qui, étant reconnue comme telle par le Bureau des Examineurs de la Province de Québec, loue à ce titre, ses services pour exécuter des travaux assujettis.

51.03 *Compagnon débutant:* Ce terme désigne tout compagnon qui en est à sa première année de pratique après avoir accompli ses quatre (4) années d'apprentissage dans le métier.

SECTION 3

Salaires

52.00 *Taux réguliers:*

52.01 *Taux horaires minimaux de salaires:* Les taux horaires minimaux de salaires sont les suivants:

Compagnon électricien — Journeyman electrician	\$2.80	\$3.00	\$3.20	\$3.35
Compagnon junior — Junior journeyman	2.60	2.80	3.00	3.15

Les taux minima des apprentis seront les suivants, calculés à un cent (\$0.01) près du taux minimum du salarié compagnon.

1ère année	40%
2e année	50%
3e année	60%
4e année	75%

44.03 No employer subject to this decree may hire an apprentice who does not hold a permit or certificate as provided for in the Law and regulations of the Province or of the Parity Committee.

44.04 No employer may have more than one (1) apprentice for each journeyman in his service

44.05 *Characteristics of the trade:* Employers shall supply all journeymen-mechanics with tools 24" or longer, as well as threaders.

44.06 The safety helmet requested by the employer shall be paid by him and remain his property. Should an employee lose his, he shall re-imburse its cost.

PART FOUR

Electricians

DIVISION 1

Jurisdiction

50.00 *Industrial Jurisdiction:*

50.01 *General Coverage:* The industrial jurisdiction covers all installation, repair, alteration and maintenance of electrical installations as defined in the Electricians and Electrical Installations Act.

DIVISION 2

Definitions

51.00 In this decree:

51.01 "apprentice" means anyone who is recognized by the Board of Examiners of the Province of Québec and, as such, hires out his services to do work subject to the decree;

51.02 "journeyman" means anyone who is recognized by the Board of Examiners of the Province of Québec and, as such, hires out his services to do work subject to this decree;

51.03 "junior journeyman" means any journeyman who is in his first practical year after having completed four (4) years' apprenticeship in the trade.

DIVISION 3

Wages

52.00 *Standard Rates:*

52.01 *Minimum Hourly Wage Rates:* All minimum hourly wage rates are listed below:

1er avril 1968	1er avril 1969	1er oct. 1969
April 1, 1968	April 1, 1969	Oct. 1, 1969

Minimum rates for apprentices, calculated to the nearest cent (1¢) of the minimum rate for journeymen, are as follows:

1st year	40%
2nd year	50%
3rd year	60%
4th year	75%

SECTION 4

53.00 *Apprentissage:*

53.01 Aucune personne ne peut commencer son apprentissage dans l'un ou l'autre des métiers visés par le présent décret avant d'avoir seize (16) ans révolus.

53.02 Dans les cités, villes ou municipalités, où un certificat de qualification est obligatoire, tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par le présent article doivent s'inscrire à l'endroit où on émet un tel certificat.

53.03 Aucun employeur soumis au présent décret ne peut prendre à son emploi un apprenti, à moins qu'il ne soit détenteur d'un permis ou certificat prévu par les lois et règlements de la province.

53.04 Le nombre des apprentis chez un employeur ne doit pas être de plus de deux (2) par compagnon.

SECTION 5

54.00 *Particularités dans l'exercice du métier:* Dans le métier des compagnons-électriciens, les employeurs doivent fournir les outils de 24" et plus et les filières.

54.01 Le casque de sécurité, exigé par l'employeur, doit être aux frais de ce dernier et il demeure sa propriété. La perte d'un tel casque est aux frais du salarié à qui il a été confié.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

21526-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2645

Québec, le 27 septembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la forêt domaniale gaspésienne et les forêts domaniales de Roberval et du Saguenay.

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt général de la province de Québec d'exploiter les forêts domaniales de manière à assurer l'approvisionnement des industries qui en dépendent entièrement ou en grande partie, en leur cédant des droits de coupe sur pied;

ATTENDU QUE certaines de ces industries se procurent leur approvisionnement par l'entremise de syndicats forestiers ou chantiers coopératifs;

Vu les articles 4 et 108 de la Loi des terres et forêts (ch. 92, S.R.Q. 1964);

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre des Terres et forêts;

Qu'il soit autorisé à accorder aux syndicats forestiers et aux chantiers coopératifs qui alimentent des industries qui dépendent entièrement ou en grande partie, pour leur approvisionnement, de la forêt domaniale gaspésienne, des forêts domaniales de Roberval et du Saguenay, des droits de coupe sur pied, aux taux et pour les quantités qui apparaissent en regard de leurs noms, et pour les périodes mentionnées dans l'annexe A des présentes.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

DIVISION 4

53.00 *Apprenticeship:*

53.01 No one may begin apprenticeship in any of the trades covered by this decree before his 16th birthday.

53.02 In cities, towns or municipalities where the competency certificate is mandatory, every apprentice plying or wishing to ply the trades covered by this section shall register where such certificate is issued.

53.03 No employer subject to this decree may hire an apprentice who does not hold a permit or certificate as provided for in the Law and regulations of the Province.

53.04 No employer may have more than two (2) apprentices for each journeyman in his service.

DIVISION 5

54.00 *Characteristics of the trade:* Employers shall supply all journeymen-electricians with tools 24" or longer, as well as threaders.

54.01 The safety helmet requested by the employer shall be paid by him and remain his property. Should an employee lose his, he shall reimburse its cost.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

21526-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2645

Québec, September 27, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Gaspesian Crown Forests and the Roberval and Saguenay Crown Forests.

WHEREAS it is in the general interest of the Province of Québec to exploit Crown Forests in such a way as to assure the supplying of industries depending on it entirely or to a great extent, by ceding to them rights to cut lumber;

WHEREAS a certain amount of these industries get their supplies through forestry unions or cooperative yards;

IN VIEW OF sections 4 and 108 of the Lands and Forests Act (Ch. 92, R.S.Q., 1964);

THEREFORE, IF IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

THAT permission be given to grant to forestry unions and cooperative yards which feed industries which depend entirely or to a great extent, for their supplies, upon the Gaspesian Crown Forest, the Roberval and Saguenay Crown Forests, for rights to cut lumber, at the rates and for the quantities which appear opposite their names, and for the periods mentioned in Annex A of the presents.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Forêt Domaniale Gaspésienne — Gaspesian Crown Forest
(unité d'aménagement No 30-000-51-04) — (planning unit No. 30-000-51-04)
Opérations 1966-67 — Operations 1966-67

<i>Permissionnaires — Licence-holders</i>	<i>Volumes autorisés (en '000 pi³) Résineux-feuillus Authorized Volumes (in '000 pi³) Resinous-Leafy</i>	<i>Taux sur pied Rates per foot</i>
Syndicat Forestier de Petite-Vallée	140 —	Ep. sap. \$4.00 M. pmp Ep. sap. 2.50 cde
Syndicat Forestier de Pointe-Frégate	122 —	Ep. sap. 4.00 M. pmp Ep. sap. 2.50 cde
Syndicat Forestier de St-Gabriel de Rameau	195 —	Ep. sap. 4.00 M. pmp Ep. sap. 2.50 cde
Syndicat Forestier de St-Yvon	85 —	Ep. sap. 3.00 cde
Total:	542	

Forêt Domaniale de Roberval — Roberval Crown Forest
(unité d'aménagement No 07-000-75-04) — (planning unit No. 07-000-75-04)
Opérations 1966-67 — Operations 1966-67

Permissionnaires — Licence-holders	Volumes autorisés (en '000 pi ³)		Taux sur pied Rates per foot
	Résineux-feuillus		
	Authorized Volumes (in '000 pi ³)		
	Resinous-Leafy		
Chantier Coopératif de l'U.C.C. d'Argenson . .	2 400	—	Ep. sap. \$6.00 M. pmp Ep. sap. 2.50 cde Pin gr. 5.00 M. pmp Pin gr. 2.50 cde
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Normandin	960	—	Ep. sap. 6.00 M. pmp Ep. sap. 2.50 cde Pin gr. 5.00 M. pmp Pin gr. 2.50 cde
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Edmond	20	—	Ep. sap. 6.00 M. pmp Ep. sap. 2.50 cde Pin gr. 5.00 M. pmp Pin gr. 2.50 cde
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Thomas.	1 190	—	Ep. sap. 6.00 M. pmp Ep. sap. 2.50 cde Pin gr. 5.00 M. pmp Pin gr. 2.50 cde
Total:	4 750		

Forêt Domaniale du Saguenay — Saguenay Crown Forest
(unité d'aménagement) — planning unit)
Opérations 1966-67 — Operations 1966-67

Permissionnaires — Licence-holders	Volumes autorisés (en '000 pi³)		Taux sur pied Rates per foot
	Résineux-feuillus		
	Authorized Volumes (in '000 pi³)		
	Resinous-Leafy		
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Fulgence	570	40	Ep. sap. \$2.00 M. pmp Ep. sap. 2.50 cde Bouleau- Birch 6.00 M. pmp Merisier- Cherry 8.00 M. pmp
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Ste-Rose . .	700	150	Ep. sap. 5.00 M. pmp Ep. sap. 2.50 cde Bouleau- Birch 6.00 M. pmp Merisier- Cherry 8.00 M. pmp
Total:	1 270	190	

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2382

Québec, le 7 septembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le remplacement des Règlements en exécution de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes.

ATTENDU QUE les Règlements relatifs aux mécaniciens de machines fixes adoptés par l'arrêté en conseil No 2745 du 15 octobre 1942, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 14 novembre 1942, et modifiés par les arrêtés Nos 145 du 1er février 1950, 875 et 980 des 28 août et 26 septembre 1957, 2417 et 92 des 28 décembre 1960 et 13 janvier 1965, publiés dans la *Gazette officielle de Québec* des 11 février 1950, 14 septembre et 5 octobre 1957, 7 janvier 1961 et 30 janvier 1965, sont devenus désuets en raison de l'évolution des techniques;

ATTENDU qu'un comité a étudié les amendements qu'il est opportun d'apporter aux règlements afin de les rendre plus conformes aux besoins actuels;

ATTENDU qu'il est devenu nécessaire d'apporter des changements aux conditions d'admission aux examens et à la classification des installations et des certificats de mécaniciens de machines fixes;

ATTENDU QUE d'accord avec l'article No 12 de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes (S.R.Q. 1964, chapitre 157, et 6 Geo. VI, chapitre 52), le lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à approuver des règlements concernant les mécaniciens de machines fixes;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de l'honorable ministre du Travail:

QUE les Règlements en exécution de la Loi des mécaniciens de machines fixes dont le texte est ci-annexé, soient adoptés;

QUE les arrêtés en conseil No 2745 du 15 octobre 1942, 145 du 1er février 1950, 875 et 980 des 28 août et 26 septembre 1957, 2417 et 92 des 28 décembre 1960 et 13 janvier 1965, soient abrogés.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

**REFONTE DES RÈGLEMENTS EN EXÉCUTION
DE LA LOI DES MÉCANICIENS
DE MACHINES FIXES**

TITRE I

Dispositions générales

Article 1er. *Calcul de la capacité des machines fixes:*

a) La puissance d'une chaudière est calculée en considérant qu'un cheval-vapeur (c.v.) est l'équivalent de onze (11) pieds carrés de surface de chauffe, sauf s'il s'agit de chaudières à l'électricité où un cheval-vapeur est l'équivalent de dix (10) kilowattheures;

b) La puissance des moteurs à vapeur est calculée au moyen de la formule:

PLAN

33,000

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2382

Québec, September 7, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the replacement of Regulations under the Stationary Enginemen Act.

WHEREAS the Regulations relating to Stationary Enginemen (adopted by Order in Council No. 2745, dated October 15, 1942, published in the *Québec Official Gazette* of November 14, 1942 and amended by Orders in Council Nos 145, dated February 1, 1950, 875 and 980, dated August 28 and September 26, 1957, 2417 and 92, dated December 28, 1960 and January 13, 1965, published in the *Québec Official Gazette* of February 11, 1950, September 14 and October 5, 1957, January 7, 1961 and January 30, 1965) have become obsolete because of technological progress;

WHEREAS a committee has studied the pertinent amendments to be made to the regulations so that they may meet modern-day requirements;

WHEREAS it has become expedient to change the admission requirements for examinations and the classification of installations and of stationary enginemen's certificates;

WHEREAS, pursuant to section 12 of the Stationary Enginemen Act (RSQ 1964, c. 157 and 6 Geo. VI, c. 52), the Lieutenant-Governor in Council is empowered to approve regulations governing stationary enginemen;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the Regulations under the Stationary Enginemen Act, text of which follows, be adopted; and

THAT Orders in Council No. 2745, dated October 15, 1942, 145, dated February 1, 1950, 875 and 980, dated August 28 and September 26, 1957, 2417 and 92, dated December 28, 1960 and January 13, 1965, be abrogated.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**REVISED REGULATIONS ENACTED
UNDER THE STATIONARY
ENGINEMEN ACT**

PART I

General Provisions

Section 1. *Calculation of stationary engine capacity:*

(a) The capacity of a boiler is calculated using one horse-power (H.P.) as being equivalent to eleven (11) square feet of heating surface. However, for electric boilers, one h.p. is equivalent to ten (10) kilowatt-hours;

(b) The following formula is used to calculate the capacity of steam engines:

PLAN

[33,000]

À cette fin:

P, représente la pression effective moyenne, en livres par pouce carré, basée sur l'obturation au $\frac{1}{4}$ (25%) de la course;

L, la longueur de la course, en pieds;

A, l'aire nette du piston, en pouces carrés;

N, le nombre de tours par minute.

c) La puissance des moteurs à combustion interne du type diesel est calculée au moyen de la formule suivante:

$$\frac{D^2 \times N}{2.5}$$

À cette fin:

D, représente le diamètre du cylindre en pouces;

N, le nombre de cylindres;

2.5, une constante.

d) La puissance des moteurs à vapeur du type turbine est établie par le Bureau des examinateurs selon les caractéristiques des appareils;

e) La puissance en chevaux-vapeur mécaniques d'un appareil frigorifique est établie d'après sa puissance calculée selon les caractéristiques du moteur qui actionne l'appareil.

Article 2. Classification des installations:

a) Une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur ou des deux peut comprendre un ensemble composé de chaudières à vapeur, de moteurs à vapeur, y compris les accessoires servant au fonctionnement de ces machines. Une installation est classée d'après sa puissance suivant les dispositions de l'article 7 du présent règlement.

b) La classification d'une installation est établie d'après la puissance maximum des chaudières à vapeur et des moteurs à vapeur utilisés en même temps dans une année. On ne doit pas tenir compte de la puissance des moteurs à vapeur pour la classification de l'installation, lorsque les moteurs à vapeur et les chaudières à vapeur font partie de la même installation.

c) En cas d'accroissement de la puissance d'une installation au-delà du maximum correspondant à la classe du chef mécanicien de machines fixes ou des autres mécaniciens de machines fixes affectés à cette installation, ceux-ci doivent faire immédiatement la demande pour subir l'examen prescrit et obtenir un nouveau certificat. Ils ont un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de la mise en marche de l'installation modifiée pour se procurer les nouveaux certificats devenus nécessaires. Les mécaniciens de machines fixes ne peuvent profiter de cette mesure spéciale que dans le cas où cet accroissement de puissance élève l'installation à la classe immédiatement supérieure et non au-delà.

Article 3. Chef mécanicien:

Le propriétaire de chaque installation peut désigner un chef mécanicien de machines fixes détenant le certificat exigé pour le fonctionnement de toute installation de chauffage, de moteurs à vapeur ou d'appareils frigorifiques. Si un chef mécanicien de machines fixes est ainsi désigné, les autres mécaniciens de machines fixes affectés à la surveillance de l'installation peuvent détenir un certificat de qualification d'une classe immédiatement inférieure à celle détenue par le chef mécanicien de machines fixes. Toutefois, ce chef mécanicien de machines fixes ne peut diriger qu'une seule installation.

In the above formula:

P, the mean effective pressure, in pounds per square inch, based on a $\frac{1}{4}$ (25%) cut-off;

L, the length of the stroke, in feet;

A, the net piston area, in square inches;

N, the number of revolutions per minute.

(c) The following formula is used to calculate the capacity of Diesel-type internal combustion engines:

$$\frac{D^2 \times N}{2.5}$$

In the above formula:

D, the cylinder diameter, in inches;

N, the number of cylinders;

2.5, a constant.

(d) The capacity of turbine-type steam engines is determined by the Board of Examiners, according to the characteristics of the apparatus.

(e) The mechanical horse-power capacity of a refrigerating apparatus is determined according to its capacity, based on the characteristics of the motor driving the apparatus.

Section 2. Classification of installations:

(a) A heating or steam engine installation, or both, may include a system composed of steam boilers, steam engines and all accessories required for the operation of such machinery. An installation is classified according to its capacity, pursuant to the provisions of section 7 of the present regulations.

(b) The classification of an installation is determined according to the maximum capacity of the steam boilers and (or) the steam engines used concurrently during a year. If the steam boiler(s) and steam engine(s) are part of the same installation, the capacity of the steam engines does not enter into account when classifying an installation.

(c) When the capacity of an installation is increased beyond the maximum capacity permitted by the class to which the chief engine man or the other stationary engine men working there belong, they shall immediately request to sit for the pertinent examination and obtain a new certificate. The new mandatory certificate shall be obtained within ninety (90) days from the date of operations with the new installation. Stationary engine men may avail themselves of this clause only when the capacity increase places the installation in the class immediately above but not beyond.

Section 3. Chief engine man:

The proprietor of each installation may appoint a chief stationary engine man holding the certificate required for the operation of all types of heating, steam engine or refrigerating apparatus installation. If so, the other stationary engine men assigned to the installation may hold a certificate of a class immediately below that of the chief engine man's. However, the chief engine man may only be in charge of a single installation.

Article 4. Remplacement temporaire:

Le bureau des examinateurs peut, dans le cas de décès, de maladie, de vacances ou d'autres cas d'urgence, autoriser un mécanicien de machines fixes à remplacer, durant une période de trente (30) jours, le mécanicien de machines fixes ou le chef mécanicien de machines fixes sous la direction duquel il travaille. À l'expiration de ce délai, ce mécanicien de machines fixes doit se présenter à l'examen et obtenir le certificat qui l'autorise à occuper le poste de celui qu'il remplace.

Article 5. Surveillance des machines fixes:

a) Il est interdit à tout mécanicien de machines fixes d'exercer des fonctions qui sont de nature à lui faire négliger son travail de compromettre la sécurité de l'installation. Il est aussi interdit à l'employeur de tout mécanicien de machines fixes d'exiger qu'il remplisse de telles fonctions.

b) Un mécanicien de machines fixes ne doit pas quitter durant plus de quinze (15) minutes par heure la chambre des machines fixes sans se faire remplacer par un mécanicien de machines fixes détenteur d'un certificat d'une classe non inférieure de plus d'un degré à celui qui est requis pour diriger le fonctionnement de l'installation.

TITRE II Certificats

Article 6. Général:

a) Les certificats de mécaniciens de machines fixes sont divisés selon les catégories suivantes:

1. chauffage, moteurs à vapeur;
2. appareils frigorifiques;
3. moteurs diesel.

b) Pour obtenir son certificat, le candidat doit satisfaire aux conditions suivantes:

1. obtenir au cours de l'examen:

i) au moins soixante-dix (70) pour cent des points pour l'examen de chauffage-moteurs à vapeur 1re et 2e classe et pour l'examen pour appareils frigorifiques classe « A » et « B »;

ii) au moins soixante (60) pour cent dans tous les autres cas;

2. faire la demande au moyen d'une formule préparée à cet effet par le Bureau des examinateurs et y joindre des références de ses employeurs. Le Bureau des examinateurs peut exiger que ces références soient contresignées par le mécanicien de machines fixes sous la direction duquel le candidat travaille ou a travaillé;

3. s'il subit un échec, le candidat a droit à une reprise quatre-vingt-dix (90) jours après la date de son dernier examen;

4. payer les honoraires exigés à l'article 13.

c) Le détenteur d'un certificat d'inspecteur de chaudières à vapeur et d'appareils sous pression désirant exercer les fonctions de mécanicien de machines fixes doit renouveler son certificat de mécanicien de machines fixes mais, il n'est pas assujéti aux prescriptions du paragraphe « b » ci-dessus, alinéas 1, 2 et 3.

d) Le Bureau des examinateurs peut, sans examen, émettre un certificat à tout mécanicien de machines fixes, détenteur d'un certificat émis par le gouvernement d'une autre province du Canada. Le Bureau des examinateurs doit exiger le paiement des honoraires pour l'émission d'un tel certificat et ce dernier doit être d'une classe inférieure à celui actuellement détenu par ce mécanicien. Cette dernière restriction ne s'applique pas si le mécanicien subit avec succès l'examen de la classe correspondant au certificat qu'il détient.

Section 4. Temporary replacement:

In cases of death, illness, vacations or other emergencies, the Board of Examiners may authorize a stationary engineman to replace, for a 30-day period, the stationary engineman or the chief engineman under whom he works. After such time, stationary engineman shall sit for the examination and obtain the certificate authorizing him to take the place of the person he replaces.

Section 5. Supervision of stationary engines:

(a) No stationary engineman may perform duties that tend to have him neglect his work or endanger the security of the installation. No employer of stationary enginemen may compel them to perform such duties.

(b) No stationary engineman may leave the engineroom for more than fifteen (15) minutes in an hour without being replaced by another stationary engineman who holds a certificate that is no more than one class below the certificate required to supervise the operation of the installation.

PART II Certificates

Section 6. General:

(a) Stationary enginemen's certificates are classified as per the following categories:

1. heating, steam engines;
2. refrigerating apparatus;
3. diesel engines.

(b) In order to obtain a certificate, the candidate shall meet the following requirements:

1. at the examination, obtain:

(i) at least seventy (70) per cent on the examination pertaining to heating (1st and 2nd class steam engines) and on that pertaining to class "A" and "B" refrigerating apparatuses;

(ii) at least sixty per cent (60%) in all other classifications;

2. use the application form especially prepared by the Board of Examiners and attach all employers' references thereto. The Board of Examiners may request that such references be countersigned by the stationary engineman under whom the candidate works or has worked;

3. unsuccessful candidates may write a supplemental examination ninety (90) days following the date of the last examination;

4. pay the examination fees stipulated in section 13.

(c) The holder of a steam boiler and pressure vessel inspector's certificate who wishes to perform the duties of a stationary engineman shall renew his stationary engineman's certificate but need not comply with the requirements stipulated in the above subsection "b", paragraphs 1, 2 and 3.

(d) The Board of Examiners may issue a certificate without examination to a stationary engineman who holds a certificate issued by the government of another Canadian province. The Board of Examiners shall charge the pertinent fee and the certificate shall be one grade lower than that actually held by the engineman. This last restriction does not apply if the engineman has successfully passed the examination for the class corresponding to the certificate he holds.

e) Le Bureau des examinateurs peut, avec l'autorisation du ministre, réduire le stage d'apprentissage de chaque classe de toute personne qui possède des qualifications techniques particulières.

f) Les certificats sont valides à compter de leur émission jusqu'au 31 décembre de la même année. Le renouvellement des certificats doit être fait entre le 1^{er} janvier et le 31 mars de chaque année.

g) Tout mécanicien de machines fixes doit afficher son certificat au lieu du travail. Le défaut de se conformer à cette obligation entraîne l'annulation du certificat sur simple décision du Bureau des examinateurs.

h) Tout mécanicien de machines fixes qui n'a pas renouvelé d'année en année son certificat:

1. durant au moins cinq (5) années consécutives, doit subir un nouvel examen;
2. durant moins de cinq (5) années consécutives, doit payer les arrérages au moment du renouvellement.

i) Le Bureau des examinateurs peut annuler ou suspendre un certificat de mécanicien de machines fixes s'il est établi que le détenteur tombe sous le coup de l'une des incapacités ou infractions suivantes:

1. habitudes d'intempérance ou usage de drogue;
2. démence ou impotence;
3. incompétence ou négligence grave dans l'exécution de son travail;
4. obtention de son certificat par fraude ou sous de fausses représentations;
5. aide une ou plusieurs personnes à obtenir frauduleusement leur certificat;
6. permission à une personne d'utiliser son certificat;
7. falsification ou permission à d'autres de falsifier son certificat.

Article 7. *Certificats (chauffage — moteurs à vapeur).*

Les certificats de mécaniciens de machines fixes de la catégorie chauffage-moteurs à vapeur, sont divisés en classes correspondant à la puissance de l'installation:

a) *Certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 5^e classe:*

Le détenteur de ce certificat peut:

1. diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage ou de moteurs à vapeur où la puissance des chaudières ou des moteurs à vapeur n'excède pas cent (100) c.v.;
2. se charger, pendant une journée normale de travail, d'une installation de 4^e classe ou moins;
3. diriger le fonctionnement de toute installation composée exclusivement de chaudières électriques et d'une puissance maximum de deux cents (200) c.v., ou s'en charger, pendant une journée normale de travail;

b) *Certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 4^e classe:*

Le détenteur de ce certificat peut:

1. diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage ou de moteurs à vapeur où la puissance des chaudières ou des moteurs à vapeur n'excède pas trois cents (300) c.v.;
2. se charger d'une installation de 3^e classe ou moins pendant une journée normale de travail;
3. diriger le fonctionnement de toute installation composée exclusivement de chaudières élec-

(e) With the Minister's authorization, the Board of Examiners may reduce the apprenticeship period of each class for anyone who has exceptional technical qualifications.

(f) Certificates are valid from their date of issue until December 31st of the same year. Certificates shall be renewed between January 1st and March 31st of each year.

(g) Every stationary engineman shall display his certificate where he works. Should he fail to do so, the Board of Examiners may, if they so decide, cancel his certificate.

(h) Every stationary engineman who has not renewed his certificate yearly:

1. during at least five (5) consecutive years shall undergo a new examination;
2. during less than five (5) consecutive years, shall pay all arrears at the time of renewal.

(i) The Board of Examiners may cancel or suspend a stationary engineman's certificate if it is established that the holder has any of the following infirmities or is guilty of any of the following violations:

1. habitual drunkenness or use of drugs;
2. mental illness or physical incapacity;
3. incompetence or gross negligence in the performance of his duties;
4. obtaining his certificate by fraud or misrepresentation;
5. helping one or more persons to fraudulently obtain their certificate(s);
6. allowing another person to use his certificate;
7. falsifying or allowing others to falsify his certificate.

Section 7. *Certificates (heating — steam engines).*

Stationary enginemen's certificates (heating — steam engines) are divided into classes corresponding to the capacity of the installation.

(a) *5th Class certificate (heating — steam engines):*

The holder of such certificate may:

1. supervise the operation or any heating or steam engine installation where the capacity of the boilers or steam engines does not exceed one hundred (100) h.p.;
2. take charge of a 4th or lower-class installation for a standard working day;
3. supervise the operation of any installation composed entirely of electric boilers with a maximum capacity of two hundred (200) h.p., or take charge of same for a standard working day.

(b) *4th certificate Class (heating — steam engines):*

The holder of such certificate may:

1. supervise the operation of any heating or steam engine installation where the capacity of the boilers or steam engines does not exceed three hundred (300) h.p.;
2. take charge of a 3rd or lower-class installation for a standard working day;
3. supervise the operation of any installation composed entirely of electric boilers with a

triques et d'une puissance maximum de quatre cents (400) c.v., ou s'en charger pendant une journée normale de travail;

c) Certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 3e classe:

Le détenteur de ce certificat peut:

1. diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage ou de moteurs à vapeur où la puissance des chaudières ou des moteurs à vapeur n'excède pas six cents (600) c.v.;
2. se charger d'une installation de 2e classe ou moins pendant une journée normale de travail;
3. diriger le fonctionnement de toute installation composée exclusivement de chaudières électriques et d'une puissance maximum de six cents (600) c.v., ou s'en charger pendant une journée normale de travail;

d) Certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 2e classe:

Le détenteur de ce certificat peut:

1. diriger le fonctionnement de toute installation de chauffage ou de moteurs à vapeur où la puissance des chaudières ou des moteurs à vapeur n'excède pas mille (1,000) c.v.;
2. se charger d'une installation de 1ère classe ou moins pendant une journée normale de travail;
3. diriger le fonctionnement de toute installation composée exclusivement de chaudières électriques quelle que soit sa puissance, ou s'en charger pendant une journée normale de travail;

e) Certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 1ère classe:

Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement ou se charger de toute installation de chauffage ou de moteurs à vapeur.

Article 8. *Certificats (appareils frigorifiques).*

Les certificats de mécaniciens de machines fixes de la catégorie appareils frigorifiques sont divisés en classes correspondant à la puissance de l'installation. S'il s'agit d'une installation d'appareils frigorifiques mûs par un moteur à vapeur, le mécanicien de machines fixes doit détenir le certificat de moteurs à vapeur prévu à l'article 7, en plus du certificat (appareils frigorifiques):

a) Certificat d'appareils frigorifiques de classe « D »:

Le détenteur de ce certificat peut:

1. diriger le fonctionnement d'une installation d'appareils frigorifiques dont la force motrice n'excède pas:

i) cent (100) c.v.m. lorsque les réfrigérants mentionnés aux groupes II et III de l'annexe « A » sont utilisés;

ii) ou quatre cents (400) c.v.m. lorsque les réfrigérants mentionnés au groupe I de l'annexe « A » sont utilisés;

iii) ou huit cents (800) c.v.m. lorsque les réfrigérants mentionnés au groupe I de l'annexe « A » sont utilisés et lorsque la soupape de sûreté est réglée à une pression n'excédant pas quinze (15) livres au pouce carré;

2. se charger d'une installation de classe « C » ou moins pendant une journée normale de travail;

b) Certificat d'appareils frigorifiques de classe « C »:

Le détenteur de ce certificat peut:

1. diriger le fonctionnement d'une installation d'appareils frigorifiques dont la force motrice n'excède pas:

maximum capacity of four hundred (400) h.p., or take charge of same for a standard working day.

(c) 3rd Class certificate (heating — steam engines):

The holder of such certificate may:

1. supervise the operation of any heating or steam engine installation where the capacity of the boilers or steam engines does not exceed six hundred (600) h.p.;

2. take charge of a 2nd or lower-class for a standard working day;

3. supervise the operation of any installation composed entirely of electric boilers with a maximum capacity of six hundred (600) h.p., or take charge of same for a standard working day.

(d) 2nd Class certificate (heating — steam engines):

The holder of such certificate may:

1. supervise the operation of any heating or steam engine installation where the capacity of the boilers or steam engines does not exceed one thousand (1,000) h.p.;

2. take charge of a 1st or lower-class installation for a standard working day;

3. supervise the operation of any installation composed entirely of electric boilers, regardless of the capacity, or take charge of same for a standard working day.

(e) 1st Class certificate (heating — steam engines):

The holder of such certificate may supervise the operation or take charge of any heating or steam engine installation.

Section 8 — *Certificate (refrigerating apparatuses).*

Stationary enginemen's certificates (refrigerating apparatuses) are divided into classes corresponding to the capacity of the installation. When the refrigerating apparatus installation is driven by a steam motor, the stationary engineman shall hold the steam engine certificate stipulated in section 7, besides the refrigeration certificate.

(a) Class "D" certificate (refrigerating apparatuses):

The holder of such certificate may:

1. supervise the operation of a refrigerating apparatus installation with a motive power not exceeding:

(i) one hundred (100) m.p.h. when using the refrigerants listed in groups II and III of Appendix "A"; or

(ii) four hundred (400) m.p.h. when using the refrigerants listed in group I of Appendix "A"; or

(iii) eight hundred (800) m.p.h. when using the refrigerants listed in group I of Appendix "A" and when the safety valve is set at a pressure not exceeding fifteen (15) pounds per square inch;

2. take charge of a "C" or lower-class installation for a standard working day.

(b) Class "C" certificate (refrigerating apparatuses):

The holder of such certificate may:

1. supervise the operation of a refrigerating apparatus installation with a motive power not exceeding:

i) deux cents (200) c.v.m. lorsque les réfrigérants mentionnés aux groupes II et III de l'annexe « A » sont utilisés;

ii) ou huit cents (800) c.v.m. lorsque les réfrigérants mentionnés au groupe I de l'annexe « A » sont utilisés;

2. diriger le fonctionnement de toute installation d'appareils frigorifiques lorsque les réfrigérants mentionnés au groupe I de l'annexe « A » sont utilisés et lorsque la soupape de sûreté est réglée à une pression n'excédant pas quinze (15) livres ou pouce carré;

3. se charger d'une installation de classe « B » ou moins pendant une journée normale de travail;

c) Certificat d'appareils frigorifiques de classe « B »:

Le détenteur de ce certificat peut:

1. diriger le fonctionnement d'une installation d'appareils frigorifiques dont la force motrice n'excède pas:

i) trois cents (300) c.v.m. lorsque les réfrigérants mentionnés aux groupes II et III de l'annexe « A » sont utilisés;

ii) ou mille deux cents (1,200) c.v.m. lorsque les réfrigérants mentionnés au groupe I de l'annexe « A » sont utilisés;

2. diriger le fonctionnement de toute installation d'appareils frigorifiques lorsque les réfrigérants mentionnés au groupe I de l'annexe « A » sont utilisés et lorsque la soupape de sûreté est réglée à une pression n'excédant pas quinze (15) livres au pouce carré;

3. se charger d'une installation de classe « A » ou moins pendant une journée normale de travail;

d) Certificat d'appareils frigorifiques de classe « A »:

Le détenteur de ce certificat peut diriger le fonctionnement de toute installation d'appareils frigorifiques ou s'en charger pendant une journée normale de travail.

Article 9. Certificats (moteurs diesel).

Le certificat de mécanicien de machines fixes de la catégorie moteurs diesel est émis aux personnes ayant à diriger le fonctionnement des moteurs fixes à combustion interne du type diesel.

TITRE III

Examens

Article 10. Examens pour certificat (chauffage — moteurs à vapeur).

Pour obtenir un certificat de qualification de mécanicien de machines fixes de la catégorie chauffage et moteurs à vapeur, le candidat doit subir avec succès l'examen préparé à cet effet pour chacune des classes si, préalablement, il satisfait aux conditions suivantes:

a) pour l'examen au certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 5^e classe:

avoir travaillé durant une période de quatre (4) mois dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur ou dans la fabrication, l'installation ou la réparation des chaudières ou des moteurs à vapeur;

b) pour l'examen au certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 4^e classe

1. être détenteur d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 5^e classe et avoir travaillé à ce titre durant une des périodes suivantes:

(i) two hundred (200) m.p.h. when using the refrigerants listed in groups II and III of Appendix "A"; or

(ii) eight hundred (800) m.p.h. when using the refrigerants listed in group I of Appendix "A";

2. supervise the operation of any refrigerating apparatus installation when using the refrigerants listed in group I of Appendix "A" and when the safety valve is set at a pressure not exceeding fifteen (15) pounds per square inch;

3. take charge of a "B" or lower-class installation for a standard working day.

(c) Class "B" certificate (refrigerating apparatuses):

The holder of such certificate may:

1. supervise the operation of a refrigerating apparatus installation with a motive power not exceeding:

(i) three hundred (300) m.p.h. when using the refrigerants listed in groups II and III of Appendix "A"; or

(ii) one thousand two hundred (1,200) m.p.h. when using the refrigerants listed in group I of Appendix "A";

2. supervise the operation of any refrigerating apparatus installation when using the refrigerants listed in group I of Appendix "A" and when the safety valve is set at a pressure not exceeding fifteen (15) pounds per square inch;

3. take charge of an "A" or lower-class installation for a standard working day.

(d) Class "A" certificate (refrigerating apparatuses):

The holder of this certificate may supervise the operation of any refrigerating apparatus installation or take charge of same during a standard working day.

Section 9. Certificates (diesel engines).

The stationary enginemen's certificate for diesel engines is issued to persons who are called upon to supervise the operation of stationary internal combustion engines of the Diesel type.

PART III

Examinations

Section 10. Examinations for certificates (heating — steam engines).

To obtain a stationary engineman's competency certificate in heating and steam engines, the candidate shall successfully pass the pertinent examination set for each class but shall first meet the following requirements:

(a) Examination for the 5th Class certificate (heating — steam engines):

have worked for four (4) months in a heating or steam engine installation or in the fabrication, installation or repair of steam engines and boilers;

(b) examination for the 4th Class certificate (heating — steam engines):

1. hold a 5th Class certificate (heating — steam engines) and have worked as such for one of the following periods of time:

i) vingt-quatre (24) mois, dans une installation de 5e classe;

ii) neuf (9) mois, dans une installation de 4e classe ou plus;

iii) six (6) mois, dans une installation de 4e classe ou plus et six (6) mois dans une installation de 5e classe;

2. ou être détenteur depuis au moins douze (12) mois d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de Marine de 4e classe ou plus;

3. ou avoir suivi avec succès un cours accéléré d'une année dans une école reconnue par le ministère de l'Éducation, pour enseigner la technologie mécanique, option thermique;

4. ou avoir travaillé sous la direction d'un détenteur de certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 4e classe ou plus durant une des périodes suivantes:

i) douze (12) mois comme aide mécanicien de machines fixes dans une installation de 4e classe ou plus;

ii) dix (10) mois comme aide mécanicien de machines fixes dans une installation de 4e classe ou plus et, durant cette période, avoir suivi avec succès un cours par correspondance reconnu par le ministère de l'Éducation;

iii) huit (8) mois comme aide mécanicien de machines fixes dans une installation de 4e classe ou plus et, durant cette période, avoir suivi avec succès un cours de perfectionnement reconnu par le ministère de l'Éducation;

e) pour l'examen au certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 3e classe:

1. être détenteur d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 4e classe et avoir travaillé à ce titre sous la direction d'un détenteur de certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 3e classe ou plus, durant l'une des périodes suivantes:

i) douze (12) mois dans une installation de 3e classe ou plus;

ii) dix (10) mois dans une installation de 3e classe ou plus et, durant cette période, avoir suivi avec succès un cours par correspondance reconnu par le ministère de l'Éducation;

iii) huit (8) mois dans une installation de 3e classe ou plus et, durant cette période, avoir suivi avec succès un cours de perfectionnement reconnu par le ministère de l'Éducation;

2. ou être détenteur depuis au moins douze (12) mois d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de Marine de 3e classe ou plus;

3. ou avoir suivi avec succès un cours de trois (3) ans dans une école reconnue par le ministère de l'Éducation pour enseigner la technologie mécanique, option thermique;

d) pour l'examen au certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 2e classe

1. être détenteur d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 3e classe et avoir travaillé à ce titre sous la direction d'un détenteur de certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 2e classe ou plus, durant l'une des périodes suivantes:

i) dix-huit (18) mois dans une installation de 2e classe ou plus;

ii) seize (16) mois dans une installation de 2e classe ou plus et, durant cette période, avoir suivi avec succès un cours par correspondance reconnu par le ministère de l'Éducation;

iii) quatorze (14) mois dans une installation de 2e classe ou plus et, durant cette période, avoir suivi avec succès un cours de perfectionnement reconnu par le ministère de l'Éducation;

(i) twenty-four (24) months in a 5th Class installation;

(ii) nine (9) months in a 4th or higher-class installation;

(iii) six (6) months in a 4th or higher-class installation;

and six (6) months in a 5th Class installation; or
2. hold a 4th or higher-class certificate in heating or marine steam engines for the past twelve (12) months;

3. have successfully completed intensive courses in a school authorized by the Department of Education to dispense courses in mechanical technology, thermal option;

4. have worked for one of the following periods of time under the supervision of one holding a 4th or higher class certificate in heating and steam engines:

(i) twelve (12) months as a stationary engine-man's helper in a 4th or higher-class installation;

(ii) ten (10) months as a stationary engine-man's helper in a 4th or higher-class installation and, during such time, have successfully completed a correspondence course recognized by the Department of Education;

(iii) eight (8) months as a stationary engine-man's helper in a 4th or higher-class and, during such time, have successfully completed a development course recognized by the Department of Education.

(c) examination for the 3rd Class certificate (heating — steam engines):

1. hold a 4th Class certificate in heating and steam engines and have worked as such under the supervision of one holding a 3rd or higher-class certificate in heating and steam engines, for one of the following periods of time:

(i) twelve (12) months in a 3rd or higher-class installation;

(ii) ten (10) months in a 3rd or higher-class installation and, during such time, have successfully completed a correspondence course recognized by the Department of Education;

(iii) eight (8) months in a 3rd or higher-class installation and, during such time, have successfully completed a development course recognized by the Department of Education; or

2. hold a 3rd or higher-class certificate in heating or marine steam engines for the past twelve (12) months; or

3. have successfully completed a 3-year course given in a school authorized by the Department of Education to dispense courses in mechanical technology, thermal option.

(d) examination for the 2nd Class certificate (heating — steam engines):

1. hold a 3rd Class certificate in heating and steam engines and have worked as such under the supervision of one holding a 2nd or higher-class certificate in heating and steam engines, for one of the following periods of time:

(i) eighteen (18) months in a 2nd or higher-class installation;

(ii) sixteen (16) months in a 2nd or higher-class installation; and, during such time, have successfully completed correspondence course recognized by the Department of Education;

(iii) fourteen (14) months in a 2nd or higher-class installation and, during such time, have successfully completed a development course recognized by the Department of Education; or

2. ou être détenteur depuis au moins douze (12) mois d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de Marine de 2^e classe ou plus;

e) pour l'examen au certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 1^{re} classe

1. être détenteur d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 2^e classe et avoir travaillé à ce titre sous la direction d'un détenteur de certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 1^{re} classe durant l'une des périodes suivantes:

i) vingt-quatre (24) mois dans une installation de 1^{re} classe et, durant cette période, avoir été chargé de cette installation pendant une journée normale de travail durant au moins douze (12) mois;

ii) vingt-deux (22) mois dans une installation de 1^{re} classe et, durant cette période, avoir été chargé de cette installation pendant une journée normale de travail durant au moins douze (12) mois et avoir suivi avec succès un cours par correspondance reconnu par le ministère de l'Éducation;

iii) vingt (20) mois dans une installation de 1^{re} classe et, durant cette période, avoir été chargé de cette installation pendant une journée normale de travail durant au moins douze (12) mois et avoir suivi avec succès un cours de perfectionnement reconnu par le ministère de l'Éducation;

2. ou être détenteur depuis au moins douze (12) mois d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de Marine de 1^{re} classe.

Article 11. Examens pour certificat (appareils frigorifiques):

Pour obtenir un certificat de qualification de mécanicien de machines fixes de la catégorie appareils frigorifiques, le candidat doit subir avec succès l'examen préparé à cet effet pour chacune des classes si, préalablement, il satisfait aux conditions suivantes:

a) pour l'examen au certificat d'appareils frigorifiques de classe « D »:

1. avoir travaillé dans une installation de classe « D » ou plus sous la direction d'un détenteur de certificat d'appareils frigorifiques de classe « D » ou plus durant l'une des périodes suivantes:

i) six (6) mois;

ii) quatre (4) mois et, durant cette période, avoir suivi avec succès un cours de perfectionnement du soir ou un cours par correspondance reconnu par le ministère de l'Éducation;

2. ou être détenteur d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 4^e classe ou plus;

3. ou avoir fait un stage de quatre (4) ans d'apprentissage valable à l'installation et la réparation des appareils frigorifiques assujettis à la loi;

b) pour l'examen au certificat d'appareils frigorifiques de classe « C »:

1. être détenteur d'un certificat d'appareils frigorifiques de classe « D » et avoir travaillé à ce titre sous la direction d'un détenteur de certificat d'appareils frigorifiques de classe « C » ou plus durant l'une des périodes suivantes:

i) six (6) mois dans une installation de classe « C » ou plus;

ii) quatre (4) mois dans une installation de classe « C » ou plus et, durant cette période, avoir suivi avec succès un cours de perfectionnement du soir ou un cours par correspondance reconnu par le ministère de l'Éducation;

2. ou être détenteur d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 3^e classe ou plus;

2. hold a 2nd or higher-class certificate in heating and marine steam engines, for the past twelve (12) months.

(e) examination for the 1st Class certificate (heating — steam engines):

1. hold a 2nd Class certificate in heating and steam engines and have worked as such under the supervision of one holding a 1st Class certificate in heating and steam engines, for one of the following periods of time:

i) twenty-four (24) months in a 1st class installation and, during such time, have been entrusted with same each standard working day during at least twelve (12) months;

ii) twenty-two (22) months in a 1st class installation and, during such time, have been entrusted with same each standard working day during at least twelve (12) months and have successfully completed a correspondence course recognized by the Department of Education;

iii) twenty (20) months in a 1st class installation and, during such time, have been entrusted with same each standard working day during at least twelve (12) months and have successfully completed a development course recognized by the Department of Education; or

2. hold a 1st Class certificate in heating and marine steam engines for at least the past twelve (12) months.

Section 11. Examinations for certificates (refrigerating apparatuses):

To obtain a stationary engineman's competency certificate (refrigerating apparatuses), the candidate shall successfully pass the pertinent examination set for each class but shall first meet the following requirements:

(a) examination for the Class "D" certificate (refrigerating apparatuses):

1. have worked in a "D" or higher-class installation under the supervision of one holding a "D" or higher-class certificate for one of the following periods of time:

i) six (6) months;

ii) four (4) months and, during such time, have successfully completed a development course at night or a correspondence course recognized by the Department of Education; or

2. hold a 4th or higher-class certificate (heating — steam engines); or

3. have completed four (4) years' valid apprenticeship in installation and repair the of refrigerating apparatuses governed by the Act;

(b) examination for the Class "C" certificate (refrigerating apparatuses):

1. hold a Class "D" certificate (refrigerating apparatuses) and have worked as such under the supervision of one holding a "C" or higher-class certificate (refrigerating apparatuses) during one of the following periods of time:

i) six (6) months in a "C" or higher-class installation;

ii) four (4) months in a "C" of higher-class installation and, during such time, have successfully completed a development course at night or a correspondence course recognized by the Department of Education; or

2. hold a 3rd or higher-class certificate (heating — steam engines); or

3. ou avoir suivi avec succès un cours de réfrigération de trois (3) ans reconnu par le ministère de l'Éducation;

c) pour l'examen au certificat d'appareils frigorifiques de classe « B »:

i. être détenteur d'un certificat d'appareils frigorifiques de classe « C » et avoir travaillé à ce titre sous la direction d'un détenteur de certificat d'appareils frigorifiques de classe « B » ou plus durant l'une des périodes suivantes:

i) six (6) mois dans une installation de classe « B » ou plus;

ii) quatre (4) mois dans une installation de classe « B » ou plus et, durant cette période, avoir suivi avec succès un cours de perfectionnement du soir ou un cours par correspondance reconnu par le ministère de l'Éducation;

2. ou être détenteur d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 2e classe ou plus;

d) pour l'examen au certificat d'appareils frigorifiques de classe « A »:

1. être détenteur d'un certificat d'appareils frigorifiques de classe « B » et avoir travaillé à ce titre sous la direction d'un détenteur de certificat d'appareils frigorifiques de classe « A » durant l'une des périodes suivantes:

i) six (6) mois dans une installation de classe « A » et, durant cette période, avoir été chargé de cette installation pendant une journée normale de travail durant au moins trois (3) mois;

ii) trois (3) mois dans une installation de classe « B » et, en plus, avoir été chargé d'une installation de classe « A » pendant une journée normale de travail durant au moins trois (3) mois;

iii) quatre (4) mois dans une installation de classe « A » et, durant cette période, avoir été chargé de cette installation pendant une journée normale de travail durant au moins trois (3) mois et avoir suivi avec succès un cours de perfectionnement du soir ou un cours par correspondance reconnu par le ministère de l'Éducation;

2. ou être détenteur d'un certificat de chauffage — moteurs à vapeur de 1ère classe.

Article 12. Examen pour certificat (moteurs diesel):

Pour obtenir un certificat de qualification de mécanicien de machines fixes de la catégorie moteurs diesel, le candidat doit subir avec succès l'examen préparé à cet effet s'il a travaillé au préalable durant une période de trois (3) mois à la fabrication, l'installation, la réparation ou le fonctionnement des moteurs fixes à combustion interne du type diesel.

3. have successfully completed a 3-year refrigeration course recognized by the Department of Education.

(c) examination for the Class "B" certificate (refrigerating apparatuses):

1. hold a Class "C" certificate (refrigerating apparatuses) and have worked as such under the supervision of one holding a "B" or higher-class certificate (refrigerating apparatuses) during one of the following periods of time:

(i) six (6) months in a "B" or higher-class installation;

(ii) four (4) months in a "B" or higher-class installation and, during such time, have successfully completed a development course at night or a correspondence course recognized by the Department of Education; or

2. hold a 2nd or higher-class certificate (heating — steam engines);

(d) examination for the Class "A" certificate (refrigerating apparatuses):

1. hold a Class "B" certificate (refrigerating apparatuses) and have worked as such under the supervision of one holding a Class "A" certificate (refrigerating apparatuses) during one of the following periods of time:

(i) six (6) months in a Class "A" installation and, during such time, have been entrusted with same each standard working day for at least three (3) months;

(ii) three (3) months in a Class "B" installation and have been entrusted with a Class "A" installation each standard working day for at least three (3) months;

(iii) four (4) months in a Class "A" installation and, during such time, have been entrusted with same each standard working day during at least three (3) months and have successfully completed a development course at night or a correspondence course recognized by the Department of Education; or

2. hold a 1st Class certificate (heating — steam engines).

Section 12. Examination for certificates (Diesel engines):

To obtain a stationary engineman's competency certificate (Diesel engines), the candidate shall successfully pass the pertinent examination set for each class but only if he has first worked for three (3) months the fabrication, installation, repair or operation of stationary internal combustion engines of the Diesel type.

TITRE IV Honoraires

Article 13. Examen, reprise, renouvellement.

Les honoraires d'examen, de reprise d'examen et de renouvellement de certificat sont les suivants:

PART IV Fees

Section 13. Examinations, supplemental examinations and renewals. Fees for examinations, supplemental examinations and certificate renewals are as follows:

Classe — Class	Examen Examination	Reprise Supplemental	Renouvellement de Certificat Renewal
Chauffage — moteurs à vapeur — Heating — steam engines:			
1e classe — 1st Class	\$15.00	\$12.00	\$7.00
2e classe — 2nd Class	10.00	8.00	5.00
3e classe — 3rd Class	5.00	3.00	4.00
4e classe — 4th Class	3.00	2.00	3.00
5e classe — 5th Class	3.00	2.00	2.00
Appareils frigorifiques — Refrigerating apparatuses:			
Classe « A » — Class "A"	10.00	8.00	5.00
Classe « B » — Class "B"	8.00	6.00	4.00
Classe « C » — Class "C"	5.00	3.00	2.00
Classe « D » — Class "D"	3.00	2.00	2.00
Moteurs diesel — Diesel engines	5.00	2.00	3.00

Article 14. Les présents règlements abrogent tous les autres règlements déjà adoptés en exécution de la Loi des mécaniciens de machines fixes.

Section 14. The present regulations abrogate all other regulations already enacted under the Stationary Enginemen Act.

ANNEXE « A » — APPENDIX "A"

Règlements en exécution de la Loi des mécaniciens de machines fixes — Regulations enacted under the Stationary Enginemen Act

Classification des réfrigérants — Classification of refrigerants

GROUPE I — GROUP I

Nom Name	Inflammable Inflammable	Explosif Explosive	Toxique Toxic	Formule Formula	Classe Class
Acide carbonique — Carbon dioxide	Non — No	Non — No	Non — No	CO ₂	1
Fréon-12 — Freon 12	Non — No	Non — No	Non — No	CCl ₂ F ₂	1
Fréon-21 — Freon 21	Non — No	Non — No	Non — No	CHClF ₂	1
Fréon-114 — Freon-114	Non — No	Non — No	Non — No	C ₂ ClF ₄	1
Chlorure de méthylène (réfrigérant 30) — Methylene chloride (refrigerant 30)	Non — No	Non — No	Non — No	CH ₂ Cl ₂	1
Trichloromonofluorométhane F-11 — Trichloromonofluoromethane F-11	Non — No	Non — No	Non — No	CCl ₃ F	1
Monofluorotrichlorométhane — Monofluorotrichloromethane	Non — No	Non — No	Non — No	CFCl ₃	1
Fréon-22 — Freon-22	Non — No	Non — No	Non — No	CHClF ₂	1
Dichlorodifluorométhane (73.8%) — Dichlorodifluoromethane (73.8%)	Non — No	Non — No	Non — No	CCl ₂ F ₂	1
Fluorure d'éthylidène (26.2%) (réfrigérant 500) — Ethylidene fluoride (26.2%) (refrigerant 500)	Non — No	Non — No	Non — No	CH ₂ CHF ₂	1
Monochlorotrifluorométhane (réfrigérant 13) — Monochlorotrifluoromethane (refrigerant 13)	Non — No	Non — No	Non — No	CClF ₃	1
Trichlorotrifluoroéthane (réfrigérant 113) — Trichlorotrifluoroethane (refrigerant 113)	Non — No	Non — No	Non — No	C ₂ ClF ₅	1

GROUPE II — GROUP II

Nom Name	Inflammable Inflammable	Explosif Explosive	Toxique Toxic	Formule Formula	Classe Class
Ammoniaque — Ammonia	Oui — Yes	Avec huile	Oui — Yes	NH ₃	2
Anhydride sulfureux — Sulfur dioxide	Non — No	Non — No	Oui — Yes	SO ₂	2
Chlorure de méthyle — Methyl chloride	Oui — Yes	Oui — Yes	Non — No	CH ₃ Cl	2
Dichloroéthylène — Dichloroethylene	Oui — Yes	Oui — Yes	Anesthésique Anaesthetic	C ₂ H ₂ Cl ₂	2
Formique de méthyle — Methyl formate	Oui — Yes	Oui — Yes	Non — No	C ₂ H ₄ O ₂	2
Chlorure d'éthyle — Ethyl chloride	Oui — Yes	Oui — Yes	Anesthésique Anaesthetic	C ₂ H ₅ Cl	2

GROUPE III — GROUP III

Nom Name	Inflammable Inflammable	Explosif Explosive	Toxique Toxic	Formule Formula	Classe Class
Éthane — Ethane	Oui — Yes	Oui — Yes	Non — No	C ₂ H ₆	
Bromure d'éthyle — Ethyl bromure	Oui — Yes	Oui — Yes	Non — No	C ₂ H ₅ Br	3
Bromure de méthyle — Methyl bromide	Oui — Yes	Oui — Yes	Non — No	CH ₃ Br	3
Butane — Butane	Oui — Yes	Oui — Yes	Non — No	C ₄ H ₁₀	3
Isobutane — Isobutane	Oui — Yes	Oui — Yes	Non — No	(CH ₃) ₂ CH	3
Éthylène — Ethylene	Oui — Yes	Oui — Yes	Non — No	C ₂ H ₄	3
Propane — Propane	Oui — Yes	Oui — Yes	Non — No	C ₃ H ₈	

Assemblée

Napierville Junction Railway Company

Avis d'une assemblée générale extraordinaire

Prenez avis que l'assemblée générale spéciale des actionnaires de la susdite compagnie, qui avait été convoquée pour le 25 septembre 1967, a été ajournée au 6 novembre 1967, à 3 heures de l'après-midi, à la chambre 108, au numéro 1117 de la rue Ste-Catherine ouest, dans les cité et district de Montréal, pour les fins d'approuver, confirmer et ratifier à cette assemblée, ou à tout ajournement ou ajournements d'icelle, le règlement no 33, avec ou sans modifications, passé au cours d'une assemblée des directeurs, le 5 octobre 1967, pour augmenter le nombre des directeurs de 8 à 10, et pour toutes autres fins du ressort de l'assemblée ou à tout ajournement ou ajournements d'icelle.

Daté à Montréal, ce 6 octobre 1967.

Par ordre du Bureau des Directeurs

(Seau)

Le Secrétaire,

RALPH C. TEES.

21590-41-2-o

Meeting

Napierville Junction Railway Company

Notice of extraordinary general meeting

Take notice that the special general meeting of the shareholders of the above company, which was called for September 25, 1967 has been adjourned to November 6, 1967, at the hour of 3:00 p.m., in the noon, in room 108, at civic number 1117 St. Catherine Street West, in the city and district of Montreal, for the purpose of considering and, if approved, confirming at said meeting or any adjournment or adjournments thereof, with or without modification by-law No. 33, enacted by the directors on the October 5, 1967, to increase number of directors from 8 to 10, and further to transact such other business as may properly come before the meeting or any adjournment or adjournments thereof.

Dated at Montreal, this October 6, 1967.

By order of the Board of Directors

(Seal)

RALPH C. TEES,

Secretary.

21590-41-2-o

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been siezed, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias
Province of Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 14,648.

{ L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demanderesse *vs* ISIDORE MARCIL, autrefois cultivateur de La Motte, comté d'Abitibi-Est, maintenant domicilié à 421, 3e Avenue, Malartic, comté d'Abitibi-Est, Défendeur.

* 1° Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton La Motte, sous les numéros dix-huit (18), du rang trois (3), et dix-neuf (19) du rang quatre (4), avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Sujets lesdits lots à une servitude de droit de passage en faveur de la Commission Hydro-électrique de Québec, suivant acte à cet effet reçu devant Me Jacques Taschereau N.P., le 25 septembre 1950, et enregistré le 3 novembre suivant, sous le No 36482;

2° Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de La Motte, comme étant:

a) La demie est du lot trente-neuf (½E. 39), du rang huit (8), et bornée cette demie est comme suit: au nord, par le lot quarante (40) du même rang, à l'est par le lac La Motte, à l'ouest par le résidu dudit lot, appartenant à M. Edgar Perron, et au sud par le rang sept (7) du même canton;

b) Les deux tiers est du lot quarante (2/3 E. 40), dudit rang huit (8), borné comme suit: au nord par le lot quarante et un (41) du même

ABITIBI

Fieri Facias
Province of Québec
District of Abitibi

Superior Court, No 14,648.

{ QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* ISIDORE MARCIL, formerly a farmer of La Motte, county of Abitibi-East, now domiciled at 421, 3rd Ave., Malartic, county of Abitibi-East, defendant.

"1. The lots of land known and designated on the plan and in the book of reference of the official cadaster of the township of La Motte, under numbers eighteen (18) on range three (3) and nineteen (19) on range four (4), with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

The said lots are subject to a servitude of right of way in favor the Quebec Hydro-Electric Commission, according to the deed to that effect, drawn up by Me Jacques Taschereau, N.P., on September 25, 1950, and registered on November 3 following, under No. 36482.

2. The lots of land known and designated on the plan and in the book of reference of the official cadaster for the township of La Motte, as being:

(a) The east half of lot thirty-nine (E. ½ of 39) on range eight (8), this east half being bounded as follows: on the north by lot forty (40) on the same range, on the east by Lake La Motte, on the west by the remainder of the said lot belonging to Mr. Edgar Perron, and on the south by range seven (7) in the same township;

(b) The east two-thirds of lot forty (E. 2/3 of 40) on said range eight (8), bounded as follows: on the north by lot forty-one (41) on the same

rang, au sud par le lot trente-neuf (39) du même rang, à l'est par le lac La Motte, et à l'ouest par le résidu dudit lot appartenant à M. Edgar Perron;

(c) Les trois-quart est du lot quarante et un ($\frac{3}{4}$ E. 41) dudit rang huit (8), borné comme suit: et accepté avec titres tels quels: au nord par le lot quarante-deux (42) du même rang, au sud par le lot quarante et un (41) du même rang, à l'est par le lac La Motte, et à l'ouest par le résidu dudit lot appartenant à M. Edgar Perron.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice à Amos, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Amos, 6 octobre 1967. *DIANIS LAFRENIÈRE.*
21583-0

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District d'Arthabaska

Cour Provinciale, { **VILLE DE VICTORIA-**
Cause No 2192. **VILLE**, corporation
légalement constituée ayant
son siège social à Victoriaville, district d'Arthabaska, demanderesse, *vs* SYNDICAT DE DÉVELOPPEMENT DE VICTORIAVILLE INC., compagnie dûment incorporée suivant la loi, ayant son siège social à 1001, rue St-Denis, à Montréal, au soin de François Krakowski, défendeur.

« Un terrain de figure irrégulière, borné au sud-est par le lot 460-267-50 ou rue, au sud-ouest par le lot 460-267-22, au nord-ouest par le lot 461-270 et au nord-est par le lot 460-267-20; mesurant cinquante six dixième (50.6) pieds au sud-est, quatre-vingt-quinze et cinq dixième (95.5) pieds au sud-ouest, cent dix (110') pieds au nord-ouest et cent trente et un et quatre dixième (131.4) pieds au nord-est; contenant en superficie six mille neuf cent quarante-trois et cinq dixième pieds carrés, mesure anglaise. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 33 rue Laurier, en la ville d'Arthabaska, VENDREDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, 1967 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*
Arthabaska, le 10 octobre 1967. *LÉO FAUCHER.*
21584-0

BEAUCE

Canada — Province de Québec

District de Beauce

Cour Supérieure, { **MAGASIN CO-OP DE**
No 32,970. **BEAUCEVILLE**, so-
ciété régie par la loi des asso-
ciations coopératives, ayant son siège social en la ville de Beauceville-Est, comté de Beauce, demanderesse, *vs* RAYMOND POULIN, fils Napoléon, rang St-Charles, Beauceville-Est, comté de Beauce, défendeur.

range, on the south by lot thirty-nine (39) on the same range, on the east by Lake La Motte, and on the west by the remainder of the said lot belonging to Mr. Edgar Perron;

(c) The east three-quarters of lot forty-one (E $\frac{3}{4}$ of 41) on said range eight (8), bounded as follows, and accepted with the deeds as they are: on the north by lot forty-two (42) on the same range, on the south by lot forty-one (41) on the same range, on the east by Lake La Motte, and on the west by the remainder of the said lot belonging to Mr. Edgar Perron.

The whole with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

To be sold in the registry office, in the Amos Court House, on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *DIANIS LAFRENIÈRE,*
Amos, October 6, 1967. *Sheriff.*
21583

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of Arthabaska

Provincial Court, { **TOWN OF VICTORIA-**
Case No. 2192. **VILLE**, a corporation
legally constituted, having
its head office in Victoriaville, district of Arthabaska, plaintiff, *vs* SYNDICAT DE DÉVELOPPEMENT DE VICTORIAVILLE INC., a company duly incorporated pursuant to law, having its head office at 1001 St-Denis Street, in Montreal, in the care of François Krakowski, defendant.

"A lot of land, of irregular form, bounded on the southeast by lot 460-267-50 or street, on the southwest by lot 460-267-22, on the northwest by lot 461-270 and on the northeast by lot 460-267-20; measuring fifty feet and six tenths (50.6) on the southeast, ninety-five feet and five tenths (95.5) on the southwest, one hundred and ten feet (110') on the northwest and one hundred and thirty-one feet and four tenths (131.4) on the northeast; containing in superficial area six thousand nine hundred and forty-three square feet and five tenths, English measure."

To be sold at the Registration Office of Arthabaska Registration Division, 33 Laurier Street, in the town of Arthabaska, FRIDAY, the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *LÉO FAUCHER,*
Arthabaska, October 10, 1967. *Sheriff.*
21584

BEAUCE

Canada — Province of Quebec

District of Beauce

'Superior Court, { **MAGASIN CO-OP DE**
No. 32,970. **BEAUCEVILLE**, a so-
ciety ruled by the Cooperative
Associations Act, and having its head office in the town of Beauceville-Est, county of Beauce, plaintiff, *vs* RAYMOND POULIN, junior Napoléon, St-Charles Range, Beauceville-Est, county of Beauce, defendant.

L'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement étant partie du lot numéro cent soixante et un (ptie 161) selon le cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François, Beauce, borné au nord-est et au nord-ouest au chemin public, au sud-est à Adjutor Bolduc et au sud-ouest à Napoléon Poulin, ou représentants, avec bâtisses, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, comté de Beauce, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD,
Ville St-Joseph de Beauce, le 4 octobre 1967.
21585-o

G A S P É

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour de Magistrat, { J. L. THÉRIAULT
No 308-051. { J. & FILS LTÉE, corpo-

ration légalement constituée ayant son siège social à 710, 1ère avenue, Québec 3, demanderesse, *vs* ODILON BOUCHER, domicilié à Ruisseau des Olives, P.Q., défendeur.

« Une maison d'habitation située sur le lot No 300-7, Seigneurie de Mont-Louis ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, situé au Palais de Justice de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé-Nord, LUNDI, le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, J. ALBERT ROY,
Percé, le 3 Octobre 1967. 21568-o

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { LA BANQUE PROVIN-
No 9618. { CIALE DU CANADA,

corps politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* WILFRID D. ST. CYRLTÉE, corps politique et incorporé ayant une place d'affaires dans les cité et district de Hull, et WILFRID D. ST. CYR des cité et district de Hull, défendeurs.

1° La partie nord du lot quatre cent trois (ptie 403) du quartier quatre, aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull, mesurant soixante-six pieds (66') dans la ligne nord, soixante-dix pieds (70') dans la ligne est et soixante-quinze pieds (75') dans la ligne ouest, plus ou moins, mesures anglaises, et ledit emplacement borné comme suit: au nord, par partie du lot 398; à l'est, par le lot 404; au sud, par la partie sud dudit lot 403 et à l'ouest, par la rue Champlain;

2° La partie nord du lot quatre cent quatre (ptie 404) du quartier quatre, aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull, mesurant soixante-six pieds (66') dans la ligne nord, quatre-vingt-cinq pieds (85') dans la ligne est et soixante-dix pieds (70') dans la ligne ouest, plus ou moins,

The immoveable hereinafter described:

« An emplacement forming part of lot one hundred and sixty-one (Pt 161) pursuant to the official cadaster for the parish of Saint-François, Beauce, bounded on the northeast and on the northwest by the public road, on the southeast by Adjutor Bolduc and on the southwest by Napoléon Poulin, or representatives, with buildings, circumstances and dependencies. »

To be sold at the Registration Office of Beauce Division, in Beauce ville-East, county of Beauce, the FOURTEENTH day of NOVEMBER 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Town of St-Joseph de Beauce, October 4, 1967.
21585

G A S P É

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Magistrate's Court, { J. L. THÉRIAULT
No. 308-051. { J. & FILS LTÉE, a cor-

poration legally constituted having its head office at 710, 1st Avenue, Quebec 3, plaintiff, *vs* ODILON BOUCHER, domiciled in Ruisseau des Olives, P.Q., defendant.

« A dwelling house situated on lot No. 300-7, Seigniory of Mont-Louis ».

To be sold at the Registration Office of Ste-Anne des Monts, situated at the Court House of Ste-Anne des Monts, county of Gaspé-North, MONDAY, the TWENTIETH day of NOVEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ALBERT ROY,

Sheriff's Office, Interim Sheriff.
Percé, October 3, 1967. 21568

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { PROVINCIAL BANK OF
No. 9618. { CANADA, a body politic

and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* WILFRID D. ST. CYR LTÉE, a body politic and corporate, having a place of business in the city and district of Hull, and WILFRID D. ST. CYR, of the city and district of Hull, defendants.

1. The north part lot four hundred and three (pt. 403) of ward four, on the official plan and book of reference for the city of Hull, measuring sixty-six feet (66') in the north line, seventy feet (70') in the east line and seventy-five feet (75') in the west line, more or less, English measures, and the said emplacement bounded as follows: on the north by part of lot 398; on the east, by lot 404; on the south, by the south part of said lot 403 and on the west, by Champlain Street;

2° The north part of lot four hundred and four (pt. 404) of ward four, on the official plan and book of reference for the city of Hull, measuring sixty-six feet (66') in the north line, eighty-five feet (85') in the east line and seventy feet (70') in the west line, more or less, English

mesures anglaises, et ledit emplacement borné comme suit: au nord, par partie des lots 397 et 398; à l'est, par le lot 405; au sud, par la partie sud du même lot 404 et à l'ouest, par partie du lot 403;

3° La partie nord du lot quatre cent cinq (ptie 405) du quartier quatre, aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull, mesurant soixante-six pieds (66') dans la ligne nord, cent vingt-cinq pieds (125') dans la ligne est et quatre-vingt-cinq pieds (85') dans la ligne ouest, plus ou moins, mesures anglaises. Ledit terrain borné comme suit: au nord, partie par partie du lot 397 et partie par la rivière Ottawa (ou Baie); à l'est, partie par la rivière Ottawa (ou Baie) et partie par partie du lot 406 et peut être partie par la rue Notre-Dame; au sud, par la partie sud du même lot 405, et à l'ouest, par partie du lot 404;

4° Le lot trois cent quatre-vingt-dix (390) du quartier quatre, aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull;

Avec bâtisses portant le numéro civique 15, rue Notre-Dame, érigées sur ledit lot 390 ainsi que les hangars et partie d'un hangar érigé sur ledit lot 390 et partie sur la rue Notre-Dame;

5° Le lot trois cent quatre-vingt-dix-sept du quartier quatre (397) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull; avec bâtisses dessus érigées et ainsi qu'un hangar érigé partie sur partie du susdit lot et partie sur la rue Notre-Dame.

Pour être vendus « en bloc » à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le DIX-SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE, 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
Ce 5 octobre, 1967.

21586-0

mesures, and the said emplacement bounded as follows: on the north, by part of lots 397 and 398; on the east, by lot 405; on the south, by the south part of same lot 404 and on the west, by part of lot 403;

3. The north part of lot four hundred and five (pt. 405) of ward four, on the official plan and book of reference for the city of Hull measuring sixty-six feet (66') in the north line, one hundred and twenty-five feet (125') in the east line and eighty-five feet (85') in the west line, more or less, English measures. The said lot of land bounded as follows: on the north, partly by part of lot 397 and partly by the Ottawa River (or Bay); on the east, partly by Ottawa River (or Bay) and partly by part of lot 406 and may be partly by Notre-Dame Street on the south, by the south part of same lot 405, and on the west by part of lot 404;

4. Lot three hundred and ninety (390) of ward four, on the official plan and book of reference for the city of Hull;

With buildings bearing civic number 15, Notre-Dame Street, erected on the said lot 390, as well as the sheds and part of a shed erected on the said lot of land 390 and part on Notre-Dame Street;

5. Lot three hundred and ninety-seven (397) of ward four, on the official plan and book of reference for the city of Hull; with buildings thereon erected and a shed erected partly on part of aforesaid lot and partly on Notre-Dame Street.

To be sold "en bloc", at my office, at the Court House, in the city of Hull, the SEVENTEENTH day of the month of NOVEMBER, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,

Sheriff.

Sheriff's Office,
October 5, 1967

21586

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, { PAULINE GLADU, épouse
No 19-013. { séparée de biens de William J. Starr, contremaître, tous deux des cité et district de Montréal, et par son époux assisté et autorisé aux fins des présentes en autant que besoin peut-être, demanderesse, *vs* PORTES ET CHASSIS VERCHÈRES LTÉE, corporation ayant une place d'affaires à Verchères, district de Richelieu, défenderesse, et PAUL PERRAS, des cité et district de Montréal, Province de Québec, mis-en-cause.

« Un emplacement situé à Verchères, comté de Verchères, mesurant cent cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins composé d'une partie du lot numéro cent vingt-six (Ptie 126) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Verchères, et borné en front vers le nord-est, par la rue Calixa Lavallée, en arrière, au sud-ouest par les lots nos 23, 24, 25 et 26 de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-six, d'un côté au sud-est par le lot No 21, de la subdivision du lot No 126, et de l'autre côté au nord-ouest par une partie dudit lot No 126, propriété de Alice Aubertin. »

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, { PAULINE GLADU, wife
No. 19-013. { separate as to property of William J. Starr, foreman, both of the city and district of Montreal, and assisted and authorized by her husband for the purposes of these presents, as much as need may be, plaintiff, *vs* PORTES ET CHASSIS VERCHÈRES LTÉE, a corporation having a place of business in Verchères, district of Richelieu, defendant, and PAUL PERRAS, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, mis-en-cause.

"An emplacement situated in Verchères, county of Verchères, measuring one hundred and fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less, composed of a part of lot number one hundred and twenty-six (P. 126), on the official plan and in the book of reference of the parish of Verchères, and bounded in front, on the north-east, by Calixa Lavallée St., in the rear on the south-west, by lots numbers 23, 24, 25 and 26 of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-six, on one side, on the south-east, by lot No. 21, of the subdivision of lot No. 126, and on the other side, on the north-west, by a part of said lot No. 126, the property of Alice Aubertin."

« Avec une bâtisse servant de manufacture de portes et chassis. Et pour plus de garantie le débiteur par ces mêmes présentes, transporte en garantie au présent créancier, les machines servant à la fabrication des ouvertures, les moteurs, les courroies de transmission, les arbres de couches, tous les outils ou instruments servant à l'exploitation de ladite manufacture et dudit commerce, tout le bois ouvré en préparation ou brut et tel que le tout se trouve présentement, le débiteur déclarant tous les meubles et effets mobiliers dans ladite manufacture sont libres de toute dette, lien, saisie et revendication quelconque et lui appartiennent en toute propriété ».

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Verchères, situé au No 108 rue Principale, à Verchères, le DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADÉLARD GOULET.
Sorel, le 3 octobre 1967. 21569-0

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { SHERBROOKE TRUST
No 32.729. { COMPANY, corporation
légalement constituée avec
siège social à Sherbrooke, district de St-François,
en sa qualité d'exécuteur testamentaire et fiduciaire à la succession de feu Adrien Cameron, demanderesse, *vs* ROGER CAMERON, du 100 rue St-Lambert à Bromptonville, district de St-François, défendeur.

« Les lots numéros soixante-huit et soixante-neuf sur le plan de subdivision du lot vingt-neuf (29-68 et 69) dans le quatrième rang (4^e), sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour le canton de Brompton, avec bâtisse dessus construite. »

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement, à Richmond, MARDI, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, ce 5 octobre 1967. 2158 7-0

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, { LA CORPORATION FON-
No 729 966. { CIÈRE DE MONT-
RÉAL, corporation légale-
ment constituée ayant son siège social à Mont-
réal, district de Montréal, demanderesse, *vs*
BRUNO PELLERIN, demeurant à 126, 8^e Avenue,
Cité des Deux-Montagnes, district de
Terrebonne, défendeur.

L'immeuble ci-après mentionné et en la possession du défendeur Bruno Pellerin.

« Un emplacement situé sur le Chemin d'Oka, dans la ville de St-Eustache-sur-le-Lac, comté des Deux-Montagnes, P.Q., à l'angle de la 7^e Avenue, composé des lots Nos deux, trois, quatre, cinq et six de la subdivision officielle du lot original No soixante-neuf (69-2, 3, 4, 5 et 6) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Eustache.

« With a building used as a door and frame manufactory. For a greater guarantee, the debtor hereby transfers, as guarantee to the present creditor, the machines used to manufacture openings, motors, transmission belts, engine shafts, all tools or instruments used in the operation of the said factory and said business, all the wrought wood, either in preparation or undressed. The whole as it is presently to be found, the debtor declaring that all the moveables and furnishings in the said manufactory are free from any debt, ties, seizures and claims whatsoever, and belong to him freehold. »

To be sold in the Registry Office, of the county of Verchères, situated at No. 108 Main St., in Verchères, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER, 1967, at TWO o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, October 3, 1967. 21569

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { SHERBROOKE TRUST
No. 32.729. { COMPANY, body legally
incorporated, with head office
in Sherbrooke, district of St. Francis, in its capacity as testamentary executor and trustee of the estate of the late Adrien Cameron, plaintiff, *vs* ROGER CAMERON, of 100 St-Lambert St. in Bromptonville, district of St. Francis, defendant.

« Lots numbers sixty-eight and sixty-nine on the subdivision plan of lot twenty-nine (29-68 and 69) on the fourth range (4th), on the official plan of the cadaster and in the book of reference for the township of Brompton, with the building constructed thereon. »

To be sold "en bloc" in the registry office in Richmond, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of NOVEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, October 5, 1967. 21587

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, { LA CORPORATION FON-
No. 729 966. { CIÈRE DE MONT-
RÉAL, a corporation legally
incorporated having its head office at Montreal,
district of Montreal, plaintiff, *vs* BRUNO PELLERIN, residing at 126, 8th Avenue, city of Two Mountains, district of Terrebonne, defendant.

The immovable hereafter mentioned and in the possession of the defendant Bruno Pellerin.

« An emplacement situated on Oka Road, in the town of St-Eustache-sur-le-Lac, county of Two Mountains, P.Q., at the angle of 7th Avenue, composed of lots Nos. two, three, four, five and six of the official subdivision of original lot No. sixty-nine (69-2, 3, 4, 5 and 6) on the official plan and book of reference of the parish of St-Eustache.

À distraire toutefois la partie vendue au gouvernement de la province de Québec, suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes sous le No 52671.

Avec bâtisses dessus érigées, connues autrefois sous le nom de « Luna Cocktail Lounge » portant le numéro civique 607 Chemin d'Oka et les dépendances y attachées.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, sans réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes, situé à Ste-Scholastique, district de Terrebonne, MERCREDI, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent soixante-sept à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: Comptant.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

VILLENEUVE HUOT.

Saint-Jérôme, le 2 octobre 1967.

21570-0

To withdraw however the part sold to the Government of the Province of Quebec, according to a deed registered at the registry office of the county of Two Mountains under No. 52671.

With buildings erected thereon, as formerly, under the name of "Luna Cocktail Lounge", bearing number 607 Oka Road, and dependencies attached thereto.

Such as the whole is presently found, with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said immovable, without reserve.

To be sold at the Registry Office of the county of Two Mountains, situated at Ste-Scholastique, district of Terrebonne, WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and sixty-seven at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Saint-Jérôme, October 2, 1967.

21570

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province de Québec

District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { CHARLEMAGNE ALA-
No 30,345. { RIE, surveillant en ar-

pentage, domicilié en la paroisse de St-Édouard, district de Trois-Rivières, demandeur, *vs* DAME ROSALINE LEMAY, ménagère, majeure, épouse commune en biens, sans contrat de mariage, de Charlemagne Alarie, domiciliée à St-Édouard, district de Trois-Rivières, défenderesse et la dite DAME ROSALINE LEMAY, demanderesse reconventionnelle, *vs* ledit CHARLEMAGNE ALARIE, défendeur reconventionnel.

« Un emplacement situé dans le village de St-Édouard, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinq cent seize (516) du cadastre officiel de la paroisse Saint-Didace, mesurant cent vingt pieds (120') de largeur par cent pieds (100') de profondeur, mesure anglaise, et borné comme suit: en front par la rue, en profondeur par Dame Ovila Trudel ou représentants, du côté est par Florian Noël ou représentant, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Un emplacement situé dans le village St-Édouard, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinq cent seize (516) du cadastre officiel de la paroisse Saint-Didace, mesurant quatre-vingt-dix pieds (90') de longueur par soixante pieds (60') de profondeur, mesure anglaise et borné comme suit: en front par la nouvelle rue, en profondeur et du côté est par une autre partie dudit lot appartenant à Noé Michaud ou représentants, et du côté ouest par Jean Alaire ou représentants, sans bâtisse.

Un emplacement situé dans le village St-St-Édouard, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinq cent seize (516) du cadastre officiel de la paroisse Saint-Didace, mesurant cinquante pieds (50') de largeur par cent pieds (100') de profondeur, mesure anglaise et borné comme suit: en front par la nouvelle rue, en profondeur et du côté est par une autre partie dudit lot appartenant à Noé Michaud ou représentants et du côté ouest par la partie décrite au paragraphe ci-dessus, sans bâtisse.»

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec

District of Trois-Rivières

Superior Court, { CHARLEMAGNE ALA-
No. 30,345. { RIE, surveyor super-

visor, domiciled in the parish of St-Édouard, district of Trois-Rivières, plaintiff, *vs* DAME ROSALINE LEMAY, housewife, full age, wife common as to property, without marriage contract, of Charlemagne Alarie, domiciled in St-Édouard, district of Trois-Rivières, defendant, and the said DAME ROSALINE LEMAY, Counter-Claim plaintiff, *vs* the said CHARLEMAGNE ALARIE, Counter-Claim defendant.

«An emplacement situated in the village of St-Édouard, known and designated as forming part of lot number five hundred and sixteen (516) on the official cadaster for the parish of Saint-Didace, measuring one hundred and twenty feet (120') in width by one hundred feet (100') in depth, English measure and bounded as follows: In front by the street, in depth by Dame Ovila Trudel or representatives, on the east side by Florian Noël or representative, with house thereon erected, circumstances and dependencies.

An emplacement situated in the village of St-Édouard, known and designated as forming part of lot five hundred and sixteen (516) on the official cadaster for the parish of Saint-Didace, measuring ninety feet (90') in length by sixty feet (60') in depth, English measure and bounded as follows: In front by the new street, in depth and on the east side by another part of said lot belonging to Noé Michaud or representatives, and on the west side by Jean Alaire or representatives, without building.

An emplacement situated in the village of St-Édouard, known and designated as forming part of lot number five hundred and sixteen (516) on the official cadaster for the parish of Saint-Didace, measuring fifty feet (50') in width by one hundred (100') in depth, English measure and bounded as follows: In front by the new street, in depth and on the east side by another part of said lot belonging to Noé Michaud or representatives and on the west side by the part described in the hereinabove paragraph, without building.»

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement de Louiseville, comté Maskinongé, MERCREDI le QUINZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif intérimaire,
Bureau du Shérif, YOLANDE CLOUTIER.
Trois-Rivières, le 5 octobre 1967. 21588-o

To be sold "en bloc" at the registration office of Louiseville, county of Maskinongé, WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of the month of NOVEMBER, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

YOLANDE CLOUTIER,
Sheriff's Office, Acting Sheriff.
Trois-Rivières, October 5, 1967. 21588

INDEX No 41

ACTION en séparation de biens

Godbout *vs* Tremblay *et al*.....

6050

ARRÊTÉS en Conseil

2382 — Mécaniciens de machines fixes, remplacement des règlements en exécution de la loi	6103
2382 — Stationary Engineman Act, replacement of regulations.....	6103
2645 — Forêt domaniale gaspésienne et les forêts domaniales de Roberval et du Saguenay....	6101
2645 — Gaspesian Crown Forests and the Roberval and Saguenay Crown Forests.....	6101
2684 — Bois ouvré, région de Québec (<i>Extension juridique d'une convention collective</i>).....	6076
2684 — Woodworking, Quebec Region, (<i>Juridical extension of a collective labour agreement</i>)....	6076
2808 — Construction, Drummond.....	6082

ASSEMBLÉE

Napierville Junction Railway Company.....	6113
---	------

ASSOCIATIONS Coopératives

COOPERATIVE Associations

Association coopérative de Inoudjouac (L') (<i>Const.-Inc.</i>).....	6045
Association coopérative de Rousseau (<i>Fusion-Amalgamation</i>).....	6044
Association coopérative d'Ivujivie (L') (<i>Const.-Inc.</i>).....	6045

AVIS divers

MISCELLANEOUS Notices

Agliuzzo, Giuseppe (<i>Dem.-Appl.</i>).....	6045
Birk, David Leonard (<i>Acc.-Grant.</i>).....	6047
Brohoviei, Heinerich Lupu (<i>Dem.-Appl.</i>).....	6048
Château-Richer, ville — town.....	6045
Chevaliers de Colomb de Lac Mégantic, Conseil Ste-Agnès No 2043.....	6046
Cright, Joseph Eric Yvon (<i>Acc.-Grant.</i>).....	6047
Dallas, Lawrence, William (<i>Acc.-Grant.</i>).....	6047
Estate Enna Vaudreuil & Dame Marise Côté (<i>Benefit of Inventory</i>).....	6048
Eteo, Laurence (<i>Acc.-Grant.</i>).....	6047
Jacques-Cartier, cité-city (<i>Rachat d'obligations-Redemption of Bonds</i>).....	6046
Knights of Columbus of Lac Mégantic, Council Ste-Agnès No. 2043.....	6046
Pimington, Charles Orbell (<i>Dem.-Appl.</i>).....	6046
Roy, Joseph Aldéric René (<i>Acc.-Grant.</i>).....	6047
Roy, Marcel (<i>Acc.-Grant.</i>).....	6047
Schwartz, Irwin Gordon (<i>Acc.-Grant.</i>).....	6048
Schwartz, Michael Dick (<i>Acc.-Grant.</i>).....	6048
Succession Enna Vaudreuil & Dame Marise Côté (<i>Bénéfice d'inventaire</i>).....	6048

CAISSES SAVINGS d'épargne et de crédit and credit unions

Caisse d'économie des employés de l'Hôpital St-Joseph « Lachine ».....	6051
--	------

COMPAGNIES COMPANIES

Avis relatifs Notices relative à la loi des to the Act of Autorisées Licensed à faire des affaires to do Business

Hamilton-Pic Corporation (The).....	6051
Wardair Canada Ltd.....	6051

Chartes — Charters — Abandon de Surrender of

Castonguay (Gérard) inc.....	6049
Cohen (Edgar) Family Investments Ltd.....	6048
Compagnie de Téléphone de Weedon Inc. (La).....	6049

Développements Portland inc.....	6050
Edsall Research Ltd.....	6049
Entreprises Remi inc. (Les).....	6049
Inter Canada Holdings Ltd.....	6050
Kalman Holdings Inc.....	6049
Quadrad Inc.....	6049

Dissoutes Dissolved

Bernat Investments Inc.....	6028
Bignell (H. B.) & Son, Limited.....	6028
Bronstein Bros. Ltd.....	6028
C. R. I. S. Construction Inc.....	6028
Cadillac Building Inc.....	6028
Camaraire (Conrad) incorporée.....	6028
Constructeurs Unis inc. (Les).....	6028
Cradock Simpson Realty Ltd.....	6029
D & L Immeubles ltée.....	6029
Dassylva & Fils inc.....	6029
Développment Trianon ltée.....	6029
Duhamel (Thomas) Limited.....	6029
Duhamel (Thomas) limitée.....	6029

Dissoutes (suite)	Dissolved (continued)		
Dupont (P. A.) inc.	6029	Cie d'importation de chaussures Trevi ltée.	6010
Éditions du Tout Montréal ltée (Les)	6029	Claude auto inc.	6010
Efte Realities Ltd.	6030	Club automobile de St-Hyacinthe inc. (Le)	6010
Embassy Knitting Mills Ltd.	6030	Club de Curling de Price inc. (Le)	6011
Family Finance Corporation (The)	6034	Coaticook Couture inc.	6011
Globe Neckwear Ltd.	6030	Coges inc.	6012
Henman Investments Ltd.	6030	Comité des Loisirs de Grande-Entrée, I. M.	6012
Hull Dairy, Limited	6030	Cotner Office Supply Corp.	6012
Industrial Scrap Ltd.	6030	Cours de la Verendrye incorporée	6012
Joy Realty Limited	6030	Creative Construction Co. Ltd.	6013
Laiterie de Hull, limitée (La)	6030	Desmarais (Raymond) ltée	6013
Lanco Furniture MFG. Inc.	6031	Destino-Abbey, Inc.	6013
Lanta Construction Corp.	6031	Développement Quatre Saisons inc.	6014
Lorraine Construction Co. Ltd.	6031	Entreprises Tillemont inc. (Les)	6014
Lucerne Holdings Inc.	6031	Fournitures de bureau Étoile inc.	6019
Meca incorporée	6031	Four Seasons Development Inc.	6014
Mercantile Realty Company	6031	Furlong Pontiac-Buick Inc.	6015
Mille Autos inc.	6031	Gennari construction inc.	6015
Millett Real Estate & Mortgage Corp.	6031	Global Broadloom Industries Inc.	6015
North Shore Transports Ltd.	6034	Jeune Chambre de Chicoutimi inc. (La)	6016
Oeuvre des Terrains de Jeux de Québec (L')	6032	Jute de Marieville inc.	6016
Optique Claire-Vue inc.	6032	« La Casa » Restaurants Ltd.	6016
Original Hot Bagel & Pastry Co. Ltd.	6032	Librairie Michel Beaulieu inc.	6017
P. L. M. Construction limitée	6032	Marshall (Kirkman) du Canada limitée	6017
P. M. C. Manufacturing Co. Ltd.	6032	Marshall (Kirkman) of Canada Limited	6017
Phoenix Construction Co. Ltd.	6032	Monaco Woodwork Co. Ltd.	6017
Placements Lantho, ltée	6032	Motel Idéal inc.	6018
Precision Heat Treating Co. Limited	6033	Normandin (Jean) inc.	6018
Publications du Nord-Ouest ltée (Les)	6033	Parent (Normand) & Fils inc.	6018
Rose Garment Inc.	6033	Peppino inc.	6018
Ste. Marie Snack Bar et Ste. Foye Inc.	6033	Port du Fromage inc. (Le)	6009
Sans Souci Motel Ltd.	6033	Rabinovitch (Derek) inc.	6019
Sincom Investments Inc.	6033	Star Office Supplies Inc.	6019
Spruce Investment Corp.	6034	Topaze Restaurant inc.	6019
Taverne Desormeaux inc.	6034	Trevi Shoe Importing Co. Ltd.	6010
Taverne Terminus inc.	6034	Trois-Rivières Automat Inc.	6020
Transports de la Côte Nord ltée	6034	Ulbanum Corporation	6020
Tresco Ltd.	6034	Verrerie Ahuntsic ltée	6020
Tremblay (Roland) Construction ltée	6033		
Vêtements Maurice inc.	6034		
Victoria Timber Ltd.	6035		
Divers	Miscellaneous	Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent
Bennett Limited (Dir.)	6051	Amyot Automobiles ltée.	6021
Corporation des Secrétaires Municipaux et Scolaire du Québec inc. (La) (Règl.-By-laws)	6050	Associated Paper Mills Ltd.	6021
Marigot Investments Limited (Dir.)	6051	Association des Dames Auxiliaires de l'Hôpital des Laurentides.	6021
		Association des Gérants des Caisses d'Économie du Québec (L')	6021
		Bernab Cleaners Ltd.	6022
		Business Forms Unlimited Inc.	6022
		Camero Building Corp.	6022
		Caravelle Investments Inc.	6022
		Carrefour Masculin inc.	6022
		Chevier (W.H.) ltée	6023
		Club Optimiste Pointe-aux-Trembles-Montréal-Est inc.	6023
		Compagnie de Bœuf de l'Ouest Régina limitée (La)	6023
		Compagnie des Produits Jito limitée (La)	6023
		Daykin (Bert) & Associates Inc.	6023
		Domus '67 Inc.	6024
		Doral Finance Corp.	6024
		Drouin (Denis J.) inc.	6024
		Entreprises Leroux inc. (Les)	6024
		Essences Gaston Ouellet ltée (Les)	6024
		Grace Dart Hospital.	6024
		Hebdos du Canada	6025
		Hôpital Notre-Dame-du-Lac	6025
		Jito Products Company Limited (The)	6023
		Karpman-Yaphe Ltd.	6025
		Marigot Investments Limited	6025
		Mont-Bruno Ford Sales Inc.	6026
Lettres patentes	Letters Patent		
Armand bar inc.	6004		
Artisanes de St-Jovite inc. (Les)	6004		
Association Athlétique des Employés de Wayagamack limitée	6005		
Association des Conducteurs d'automobiles de course du Nord-Ouest Québécois inc.	6005		
Ateliers de Reliure Marcel Beaudoin inc.	6006		
Beauchemin (Jacques) & associés inc.	6006		
Bédard (Gaston) inc.	6006		
Bédard (J.G.) & fils ltée	6007		
Beef 'N Bun of Montreal Inc.	6007		
Bérie service station ltée	6007		
Boisvert (Arthur) construction inc.	6008		
Breuveries Chartier ltée (Les)	6008		
Callaghan-Bagshaw Inc.	6008		
Chabot Machine Work & Foundry Inc.	6009		
Charron (D. & P.) ltée	6009		
Châtelaine du Lac inc. (La)	6009		
Cheese Port Inc. (The)	6009		

**Lettres patentes
supplémentaires**
(suite)

**Supplementary
Letters Patent**
(continued)

National Sports Productions Limited..	6026
Placement Amical inc.	6026
Reynolds Cable Company Limited.	6026
St. Lawrence Valley Gas Company Limited.	6026
Société des Câbles Reynolds limitée (La)	6026
Société Gazière de la Vallée du Saint-Laurent limitée (La)	6026
Société des Gardes-malades du Québec, inc. (La)	6027
Society of Nursing Assistants of Quebec Inc.	6027
Tremblay (R.C.) inc.	6027
Union of Orthodox Congregations of America - Quebec Region.	6027
Watson Warehousing Inc.	6027

Sièges sociaux **Head Offices**

Agences Prestige inc.	6042
Association des loisirs du Domaine Sies-ta inc.	6042
Bobrow (Philip) & Associates Ltd.	6043
Centre de l'Alimentation du Québec Inc.	6042
Cie de Gestion Intra Itée (La)	6041
Couprov Inc.	6043
Delivro inc.	6043
Éditions du Marchand Québécois inc. (Les)	6043
Garon Lake Mines Limited.	6042
Gould (E.S.) Sales Co. Ltd.	6044
International Producers Services Inc.	6043
Intra Holding Co. Ltd.	6041
Lafrenière & Labelle inc.	6044
Larocque (Normand) Transport inc.	6044
Paradis (J.N.) Itée.	6044
Prestige Agencies Inc.	6042
Sonospec Inc.	6044

DEMANDES **APPLICATIONS**
à la Législature **to Legislature**

Calvary Baptist Church.	6052
Dominicaines de la Trinité (Les)	6052

LIQUIDATION **WINDING**
avis de **up Notices**

Société coopérative agricole de St-Benoit.	6058
--	------

MINISTÈRES **DEPARTMENTAL**

Affaires municipales **Municipal Affairs**

Douville, ville-town (L.P.)	6055
Entrelacs (Munic.) (Nom-Name ch.)	6057
Mont-Rolland, Munic. (Nom-Name ch.)	6057
Saint-Gabriel, (L.P.)	6052

Agriculture **Agriculture**
et Colonisation **and Colonization**

Coopérative laitière de la Matapédia (Const.-Inc.)	6058
--	------

Éducation **Education**

Municipalité scolaire de: School Municipality of:	
Saint-Cléophas (Dem.-Appl.)	6058

Finances **Finance**
Assurances: **Insurance:**

Entraide de la Société St-Jean-Baptiste de Québec.	6060
--	------

London Life Insurance Company.	6060
London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.	6060
United American Insurance Company.	6061

Terres et Forêts **Lands and Forests**

Cadastre: **Cadastre:**

Ascot, canton-township.	6058
Ascot, canton-township.	6058
Charlesbourg, par.	6059
Notre-Dame du Mont-Carmel.	6059
Ste-Agathe-des-Monts, par.	6059
St-Athanase, par.	6059
St-Eustache, village.	6059
St-Laurent, par.	6060
St-Martin, par.	6060
Ste-Pudentienne, village.	6060

Travail **Labour**

Industrie ou métiers de: **Industry or Trades of:**

Acier de structure, province (Mod.)	6063
Employés de garage, Québec (Mod.)	6062
Garage Employees, Québec (Amend.)	6062
Structural Steel, Province (Amend.)	6063

PROCLAMATIONS **PROCLAMATIONS**

Act respecting the investment of property belonging to others.	6064
Bureau de la division d'enregistrement de Missisquoi, à Bedford	6066
Concernant l'un des termes de la Cour du Banc de la Reine siégeant en première instance, en matière criminelle, dans le district de Chicoutimi.	6066
Concerning one of the terms of the Court of the Queen's Bench sitting in the first instance in criminal matters for the district of Chicoutimi.	6066
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la cité de Chicoutimi au territoire de la municipalité de la ville de Rivière-du-Moulin.	6067
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Rock Island aux municipalités des villages de Beebe Plain et de Stanstead, comté de Stanstead.	6065
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the city of Chicoutimi to the territory of the Municipality of the town of Rivière-du-Moulin.	6067
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Rock Island to the Municipalities of the villages of Beebe Plain and Stanstead, county of Stanstead.	6065
Loi concernant le placement des biens d'autrui.	6064
Office of the registry division of Missisquoi, at Bedford.	6066

RÉGIE **QUEBEC**
des marchés agricoles **Agricultural**
du Québec **Marketing Board**

Association des producteurs de lait nature des Trois-Rivières (Plan conjoint-Joint Plan).	6062
Lait nature, Louiseville (Plan conjoint).	6061
Raw Milk, Louiseville (Joint Plan).	6061

SOUMISSIONS	TENDERS	Arthabaska	Arthabaska
Bécancour, ville-town.....	6074	Victoriaville, ville-town <i>vs</i> Syndicat de Développement de Victoriaville.....	6114
Bellefeuille, par.....	6071	Beauce	Beauce
Côte St-Luc, cité-city (<i>Correction</i>).....	6069	Magasin co-op de Beauceville <i>vs</i> Poulin	6114
Jacques-Cartier, cité-city.....	6072	Gaspé	Gaspé
Mistassini, ville-town.....	6069	Thériault (J. L.) & Fils ltée <i>vs</i> Boucher	6115
St-Timothée, par.....	6070	Hull	Hull
Sorel, cité-city.....	6075	Banque Provinciale du Canada (La) <i>vs</i> St-Cyr.....	6115
SYNDICAT	SYNDICATE	Provincial Bank of Canada (The) <i>vs</i> St-Cyr.....	6115
Professionnel	Professional	Richelieu	Richelieu
Association des employés du transport du Québec inc. F.C.A.I. (Caron & Fils Transport inc.) (<i>Const.-Inc.</i>).....	6061	Gladu <i>vs</i> Portes et Chassis Verchères ltée <i>et al.</i>	6116
VENTES	SALES	Saint-François	Saint Francis
Effets non-réclamés	Unclaimed Goods	Sherbrooke Trust Company <i>vs</i> Cameron	6117
Canadian Pacific Express Company....	6068	Terrebonne	Terrebonne
Cie des messageries Canadien Pacifique (La).....	6068	Corporation Foncière de Montréal (La) <i>vs</i> Pelletin.....	6117
SHÉRIFS	SHERIFFS	Trois-Rivières	Trois-Rivières
Abitibi	Abitibi	Alarie <i>vs</i> Lemay.....	6118
Office du Crédit Agricole du Québec (L') <i>vs</i> Maril.....	6113	Taxes	Taxes
Quebec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Maril.....	6113	Hull, cité - city.....	6035